TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 11 094 DERNIÈRE ÉDITION MERCREDI 1er OCTOBRE 1980

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 255 CFA ; Danemark, 4,75 kr.; Espagne, 60 pes.; G.-B., 35 p.; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 rls. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 700 l. ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 225 CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,30 fr.; E.-U., 85 cts; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

En orbite depuis près de 175 jours

Deux Soviétiques vont battre le record de vie dans l'espace

(Lire page 14 l'article de J.-F. AUGEREAU.)

Les enjeux de la guerre irako-iranienne

Téhéran est persuadé que Bagdad veut renverser le régime islamique

Téhéran n'avait toujours pas répondu, mardi matin 30 septembre, à la résolution du Conseil de sécurité demandant aux deux belligérants de s'abstenir d'un nouveau recours à la force, alors que la veille Bagdad avait répondu favorablement, à condition que Téhéran en fasse autant. Dans la capitale iranienne, où règne une certaine confusion, les dirigeants répètent qu'ils n'accepteront ni négociation ni médiation sans un retrait irakien. *Comme l'indique notre envoyé spécial, ils sont persuadés que* Bagdad veut, avant tout, renverser le régime de Téhéran, dont le Parlement a repris mardi son débat sur le sort des otages américains et a nommé une commission chargée d'examiner les accords signés avec les Etats-Unis à l'époque du chah.

Tandis que les combats se poursuivent et que Bagdad a été bombardé à nouveau mardi — le centre de recherches nucléaires situé aux abords de la capitale a, dit-on à l'ambassade de France, été endommagé, — les Américains envisagent d'envoyer une « force d'écoute » en Arabie Saoudite pour observer le déroulement du conflit et surveiller le détroit d'Ormuz. Des « radars volants » (AWACS) en feraient partie, selon les milieux informés de Washington. Le général Zia, président du Pakistan chargé d'une mission de « bonne volonté » par la Conférence islamique, était attendu, ce mardi soir à Paris, venant de Téhéran et de Bagdad.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Inquiétude et confusion, tels paraissent être les sentiments naissants parmi les Iraniens. Confusion parce que beaucoup d'entre eux, qui écoutent assidument les radios étrangères, relèvent les contradictions entre les informations des deux parties au conflit, sans être en mesure de les vérifier. Et même s'ils n'accordent *a priori* aucun crédit aux allégations irakiennes, ils sont parfois en mesure de constater que les communiqués diffusés par l'état-major iranien ne correspondent pas toujours aux réalités vécues.

Lundi soir, par exemple, des Téhéranais ont cru voir des Mig irakiens piquer sur la raffinerie de Char-Rey, à une vingtaine de kilomètres de la capitale, et cela à quinze minutes d'intervalle, très précisément à 18 h. 50 et à 19 h. 4. Or, l'alerte n'a pas été donnée.

Dimanche soir, des bombes avaient été lâchées, encore selon des témoins oculaires, sur cette même raffinerie, ainsi que sur la caserne de Lavizan, l'une des plus grandes et des plus modernes du pays, située au nord-est de la capitale. Malgré l'alerte « rouge » (bombardement en cours) qui avait été donnée à la radio, malgré l'entrée en action de la D.C.A. dans toute la ville, l'état-major n'a pas hésité à soutenir, le lendemain, qu'aucune attaque ennemie ne s'était produite.

L'imam Khomeiny a sans doute pris conscience des carences de l'information et de leur impact négatif sur le moral de la population. Il a désigné, lundi, l'hodjatoleslam Abdolla Nouri pour superviser, contrôler et « harmoniser » la diffusion par la radiotélévision des nouvelles concernant les opérations militaires, en précisant que toute la vérité devait être dite au peuple.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

Tokyo va renforcer sa marine pour protéger ses approvisionnements en matières premières

La guerre irako-iranienne inquiète particulièrement le Japon qui, comme la plupart des nations non communistes d'Asie, dépend des pays du Golfe pour son approvisionnement en produits pétroliers. Les crises qui se sont succédé au Proche-Orient, de même que les interventions soviétique en Afghanistan et vietnamienne au Cambodge, ont renforcé sa crainte de voir menacées ses voies d'approvisionnement — essentiellement maritimes — en *matières premières*.

C'est pourquoi Tokyo poursuit un programme de développement de sa marine de guerre, jusqu'alors confinée dans des tâches de défense des côtes de l'archipel.

D'autre part, M. Huang Hua, ministre chinois des affaires étrangères, a dénoncé mardi, devant le Conseil de l'Europe, les menaces que l'« hégémonie » fait peser sur les voies de communications dans l'océan Indien et le Pacifique (lire page 6).

De notre correspondant

Tokyo. — Quelle que soit son issue, la guerre entre l'Irak et l'Iran, vue d'Asie, pose d'une manière aiguë une question plus large que celle créée par les événements : la sécurité des approvisionnements en pétrole. Pour cette partie du monde qui dépend presque exclusivement des pays du Golfe pour répondre à ses besoins en énergie, mais qui se trouve très loin des lieux de production, la libre circulation sur les mers est vitale.

Cette constatation est particulièrement évidente pour le Japon, qui, mieux que les autres pays du monde industrialisé, a réussi à surmonter les deux crises pétrolières de la décennie écoulée. Les Japonais, qui importent du golfe Persique plus des trois quarts de leur pétrole, ne sont sans doute pas menacés dans l'immédiat par la guerre au Proche-Orient, dans la mesure où leurs 111 jours de réserves leur garantissent de supporter sans dommage une suspension temporaire des livraisons. Mais ils mesurent une nouvelle fois la vulnérabilité de leurs îles à un blocage quelconque sur la route qu'emprunte cette ronde de pétroliers qui se succèdent entre le Golfe et l'archipel. Les Japonais ne sont pas les seuls à penser de la sorte : la plupart des pays d'Asie du Sud-Est et d'Extrême-Orient dépendent aussi largement de la libre circulation sur les mers — et particulièrement du libre passage par le détroit d'Ormuz. Les effets du conflit étaient d'ailleurs le thème de la rencontre, lundi 29 septembre, des ministres de l'énergie des pays de l'ASEAN (1), réunis à Bali.

Sans être dramatique, la situation des pays de l'ASEAN, de Taiwan et de la Corée du Sud n'en risque pas moins d'être préoccupante, si le conflit se développe. L'Indonésie, pays producteur qui subvient en grande partie à sa demande intérieure — à l'exception d'une petite quantité de produits raffinés — serait prête à augmenter sa production jusqu'à 1,6 million de barils par jour pour remédier partiellement aux difficultés que risquent d'avoir à affronter les autres pays de l'ASEAN en cas de nouvelle crise, leurs réserves oscillant entre trente et soixante-quinze jours.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 4.)

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le Labour déchiré

On s'attendait que le congrès travailliste de Blackpool fût marqué par de vifs affrontements entre l'aile gauche et l'aile droite du parti : cette attente n'a pas été vaine ni longue. Dès la première journée, lundi 29 septembre, l'opposition entre deux grandes tendances à peu près inconciliables s'est manifestée avec éclat, et le débat économique, commencé dans la passion, s'est achevé dans la *confusion*.

La passion : le chef de file de la fraction de gauche, M. Benn, a soulevé l'enthousiasme de ses supporters par un discours enflammé qui prenait, dans plusieurs domaines essentiels, le contrepied de ce qui avait été jusqu'alors la ligne de conduite du Labour. Il a notamment demandé l'extension des nationalisations, la sortie de la Grande-Bretagne de la Communauté économique européenne, la suppression de la Chambre des lords, un renforcement très énergique du contrôle des changes. Dans sa réplique, Mme Shirley Williams, qui fait de plus en plus figure de leader de l'aile droite, n'a pas non plus mâché ses mots : elle est allée jusqu'à parler du danger d'un « fascisme de gauche » que ferait courir au Labour, selon elle, la victoire du « fanatisme », autrement dit celle de M. Benn et de ses amis.

La confusion : le congrès a finalement adopté deux motions passablement contradictoires sur la stratégie économique qui devrait être celle des travaillistes s'ils revenaient au pouvoir. La première condamne fermement la politique des revenus qui avait été celle du gouvernement de M. Callaghan, et qui est, dans ce texte, rendue responsable de l'échec électoral de mai 1979. La seconde recommande l'adoption d'une planification économique tendant à mieux assurer, en matière de salaires notamment, la distribution des richesses, ce qui est à peu près l'idée centrale qui avait inspiré l'ancien premier ministre et ses amis lorsqu'ils avaient défini cette politique des revenus...

Il faudra à M. Callaghan tout son talent de conciliateur pour arriver à accommoder ces deux motions, pour le moins divergentes. Sans doute le Labour, comme d'ailleurs la plupart des grands partis, ne reste-t-il jamais insensible aux appels à l'unité que peuvent lancer ses vieux chefs historiques. Mais le climat dans lequel s'est ouvert le congrès de Blackpool rendra cette fois la tâche particulièrement ardue.

Ce climat ne fait que refléter la division très profonde du Labour depuis qu'il a quitté le pouvoir. L'existence d'une aile gauche et d'une aile droite n'est pas nouvelle. Mais, à présent, ce sont véritablement deux conceptions du rôle et de la structure du parti et, au-delà, de la nature même du travaillisme qui s'affrontent dans une lutte apparemment sans merci. Derrière M. Benn, qui sera candidat à la succession de M. Callaghan, se regroupent des cadres et militants qui se refusent à « gérer le capitalisme », et souhaitent, d'autre part, que Londres prenne ses distances à l'égard de Washington et de l'OTAN.

Cette vision des choses n'est pas ressentie par l'aile modérée comme un simple infléchissement de la ligne du parti, mais comme une véritable rupture avec le travaillisme. Elle traduit, en outre, à ses yeux, une profonde erreur d'analyse des causes de l'échec de 1979 et de la réalité politique et sociologique de la Grande-Bretagne d'aujourd'hui.

Ces modérés iront-ils, en cas de victoire de la gauche à Blackpool, jusqu'à redonner vie au projet de création d'un parti centriste ? Entameront-ils, comme c'est plus vraisemblable, une « traversée du désert » au sein d'un Labour de moins en moins conforme à leurs vœux ? Cette profonde division de l'opposition travailliste, en tout cas, fait parfaitement l'affaire de Mme Thatcher et de son gouvernement.

POINT

Assurance-maladie et corporatisme

En décidant de verser in extremis *et collectivement treize mille cotisations à la Caisse d'assurance-maladie des non-salariés, les professions libérales, qui qualifient improprement cette initiative de* « boycottage des cotisations »*, entendent s'opposer à l'accroissement de leur contribution, jugée excessive.*

Ce mouvement de mauvaise humeur exprime en fait une opposition à l'idée de solidarité et à la notion même de sécurité sociale. L'argumentation des membres des professions libérales est en effet d'une logique... libérale. Les cotisations, disent-ils, représentent une somme deux fois plus élevée que celle qu'ils reçoivent, en retour, au titre des prestations maladie. Si nous avions notre propre caisse, nous aurions, ajoutent-ils, un excédent de 200 %. Si le remboursement des frais de santé obéissait aux lois de l'assurance privée, c'est bien ainsi que fonctionnerait une caisse limitée aux seules professions libérales.

Or la notion de sécurité sociale, appliquée imparfaitement en France, est tout autre : les Français sont regroupés dans des régimes qui assurent une solidarité entre bien portants et malades d'une large couche de population, classée par type d'activité. Aussi, pour les non-salariés, cette solidarité joue entre professions libérales, mais aussi artisans et commerçants. En outre, le financement est tel que les plus riches payent un peu plus puisque les cotisations sont, en partie, déplafonnées. Ce déplafonnement, qui s'est accru chez les salariés, puis s'est étendu aux travailleurs indépendants en mars 1979, fait, par exemple, payer davantage les avocats, les géomètres qui ont des revenus plus élevés que nombre de petits commerçants et artisans, et les « libéraux » ont, certes, des motifs de mécontentement en reprochant à certains commerçants et artisans de prendre l'étiquette de salariés dès qu'ils ont des revenus importants, pour échapper au régime des indépendants.

Des correctifs doivent être apportés aux règles de fonctionnement des assurances-maladie, mais la constitution d'une caisse autonome des professions libérales sonnerait le glas des politiques dites de sécurité sociale qui, on l'oublie souvent, devait, au départ, regrouper tous les Français, indépendants ou non. Consciemment ou non, ce serait céder au démon du corporatisme.

(Lire page 38.)

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT BONGO

« Le Gabon n'a jamais été la chasse gardée de personne »

(Lire page 5.)

AU JOUR LE JOUR

L'étroit détroit

Si les bateaux ne pouvaient plus circuler librement dans le détroit d'Ormuz, le manque de pétrole provoquerait rapidement dans tout l'Occident une série de catastrophes irrémédiables.

C'est pourquoi les pays occidentaux interviendraient, s'il le fallait, en cherchant à mener une guerre-éclair, car sinon leurs armées ne pourraient qu'être vaincues... faute d'approvisionnement en pétrole.

MICHEL CASTE.

DE L'EXTRÊME DROITE A LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Le cocher de M. de Vigny

par PHILIPPE BOUCHER

Il est légitime que l'Etat se défende, sous réserve qu'il y ait encore un Etat. Imaginons que ce soit le cas, même si, naguère, M. Michel Debré, orfèvre en ce domaine, soutenait fermement l'idée inverse (*le Monde* du 12 septembre). L'existence de cet Etat, ou plus précisément des principes sur lequel il est bâti, rend-elle légitimes toutes les actions conduites au nom de la défense de l'Etat ?

Aujourd'hui, l'ordre public *stricto sensu* (ce qui évite de parler de l'économie...) est troublé au nom d'une mythologie meurtrière qu'on a malheureusement vu prendre son rang dans l'histoire : le nazisme. Les libertés sont par conséquent menacées. C'est leur lot. Les moyens de communication aidant, le sentiment progresse dans les esprits que, d'un coin à l'autre de l'Hexagone, les bâtards de l'hitlérisme pourraient, si l'on n'y prenait garde, se croire capables d'imiter leur maître.

Il convient, au contraire, de demeurer convaincu que ces gens ne sont qu'une poignée, qu'ils ont autant d'intelligence qu'un moucheron, autant de cœur qu'une bûche et autant d'importance qu'un courant d'air. Nous en serions vite pénétrés si la police mettait toujours à combattre leurs actions et leur minable propagande, la célérité dont elle a paru faire montre voici quelques jours et la pugnacité dont elle témoigne avec constance contre l'extrême gauche. Chacun l'a déjà dit, mais il ne faut pas cesser de le redire.

La police, et donc l'Etat qui anime son action, démontrerait ainsi que l'extrême droite n'exerce sur ses services ni pression, ni influence, ni séduction ; qu'il n'existe pas le moindre risque que certains services de police se ménagent à tout hasard des relations douteuses qui pourraient devenir le cas échéant des amitiés utiles. La récente et prompte révocation d'un inspecteur égaré ne peut suffire à prouver que cet homme était, parmi les forces de l'ordre, le seul de son espèce. On serait, si cela était, plus à l'aise pour condamner *a priori* les réflexes d'autodéfense qu'on voit, hélas ! poindre dans la communauté juive de Paris (*le Monde* du 30 septembre), et qui sont tout aussi pernicieux et dangereux — l'expérience l'a abondamment prouvé — que l'est le mouvement présidé par un ancien premier président de la Cour de sûreté de l'Etat.

Dès lors qu'il s'agit de mettre hors d'état de nuire — mais non d'empêcher de caqueter entre eux si tel est leur plaisir — les héritiers des foires glapissantes de Nuremberg, il importe peu, du moment qu'il agit, que l'Etat soit jacobin ou girondin, qu'il soit centralisateur ou qu'il admette plusieurs centres de décisions.

(Lire la suite page 10.)

UN FILM CATALAN COURONNÉ A BIARRITZ

La « furia » anarchique d'Antoni Ribas

Après avoir affirmé sa conviction que « *le cinéma ibérique et latino-américain ne disposait pas dans le monde d'une audience correspondant à son importance* », le jury du deuxième Festival de Biarritz a rendu public son palmarès dans la soirée du dimanche 28 septembre. Sur les treize films présentés en compétition, deux étaient « *primés* » et deux autres « *mentionnés* ». Verdict dans son ensemble parfaitement équitable.

Décerné à l'unanimité, le grand prix est revenu à *la Ville brûlée*, du Catalan Antoni Ribas. On attendait avec curiosité ce film entrepris avant la mort de Franco et auquel avaient participé des adversaires déclarés du régime, mais on ne pouvait prévoir une telle réussite et un tel coup d'éclat.

Le récit commence en 1899, alors que l'Espagne vient de perdre Cuba, sa dernière colonie, et s'achève en 1909, quand les troupes gouvernementales écrasent l'insurrection de Barcelone. Entre ces deux dates et ces deux événements, Antoni Ribas évoque dix ans de l'histoire de la Catalogne et compose une fresque baroque qui tient à la fois de la comédie, de la tragédie, de la dissertation politique et de l'opéra bouffe.

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 16.)

Le Monde

idées

EN VUE DE L'ÉLYSÉE...

La campagne pour l'élection présidentielle est virtuellement ouverte, alors pourtant que bien des candidats ne sont pas connus. M. Giscard d'Estaing lui même n'a pas fait savoir s'il se présentait. G. de Bertier de Sauvigny avance une « hypothèse absurde » : qu'il renonce à le faire et se contente d'être le recours dont la France pourrait avoir un jour besoin. Tel n'est pas l'avis de Philippe de Saint-Robert, lequel reproche à un homme « qui s'est cru chef de l'État pour son seul plaisir », de mettre en dernière analyse, la France à l'encan. Cette France dont Jean-Claude Barreau montre que la souveraineté n'est pas moins menacée, en fin de compte, que celle du Québec.

Nous sommes tous des Québécois

par JEAN-CLAUDE BARREAU (*)

LE président de la République que nous allons élire en 1981 sera le président de la République française. Il importe donc, à la veille de cette élection, de réfléchir sur la France. Tous les candidats parlent comme si son existence allait de soi, ou bien, *quand ils cherchent* à exalter le patriotisme, comme Michel Debré, ils le font en des termes qui font sourire les nouvelles générations. Ils devraient pourtant savoir que c'est une mode, aujourd'hui, de critiquer l'Etat national, mode tellement répandue qu'elle en devient conformisme. Ils devraient savoir que, à cause de cela, il est psychologiquement très difficile aux jeunes de se dire attachés à la France. Comme c'est un besoin vital pour l'individu de s'enraciner dans une communauté historique, les jeunes qui ne peuvent s'enraciner en la France se découvrent Bretons, Occitans, Basques ou Corses.

Comment parler de la France d'une manière renouvelée ?

Il faudrait d'abord dire que ne pas « *sentir* » la France n'empêche pas d'être Français, qu'on le veuille ou non. Selon l'analyse de Jean-Paul Sartre : « *La France, nous ne l'avons jamais vue mais nous sommes dedans ; c'est pour nous la pression de l'air, l'attraction de la terre, l'espace...* » *(la Mort dans l'âme)*. Nous ne sentons plus notre pays parce que *nous en bénéficions depuis longtemps*, comme les riches ne sentent plus leurs privilèges dès la seconde génération. Il suffit pourtant *d'écouter* la chanson québécoise, de Félix Leclerc à Gilles Vignault, pour se rendre compte de ce que ça représente « *de n'avoir pas de pays à soi* ». Nous ne le « sentons » plus, parce que l'attachement au pays traîne toutes les casseroles du nationalisme.

Mais, comme toutes choses, le patriotisme a un double visage : celui des puissants est impérialiste, et nous sommes un peu *honteux du passé impérialiste* français ; celui des opprimés est libérateur, et l'on parle de luttes de libération nationale. Si nous étions sous la botte d'un occupant, il est probable que la résurgence du patriotisme serait forte chez ceux-là mêmes qui s'en moquent aujourd'hui, comme elle le fut chez les internationalistes et les pacifistes qui s'engagèrent à corps perdu dans la Résistance, il y a quarante ans.

Sauver notre identité

Nous ne sommes pas occupés, mais nous sommes très menacés ; il y a la menace militaire non négligeable de l'impérialisme russe, dont on parle beaucoup ; il y a surtout la menace culturelle et économique de l'impérialisme américain, dans la zone d'influence duquel nous nous situons. J'espère que mon fils ne parlera pas russe, mais je crains qu'il ne soit obligé de parler américain. Ce qui ne déplairait pas à la bourgeoisie giscardienne, fille de la bourgeoisie pétainiste, et gardienne fidèle de la tradition du renoncement. D'une certaine manière, ou plutôt d'une manière certaine, nous sommes presque aussi menacés de disparition que les Québécois ; nous sommes tous des Québécois, et il n'est pas « nationaliste » de vouloir sauver notre identité et continuer une histoire millénaire ; c'est même une lutte de gauche. Nous rencontrons là les critiques justifiées des autonomistes de tout poil. Il faudrait leur répondre que sauver notre identité française ne nous oblige pas à renoncer à nos identités particulières.

La France ne se diminuerait pas, elle se grandirait d'être aussi celte, occitane, basque, flamande, alsacienne, corse. Mais il faut *qu'elle reste* la France. *Un* précédent terrible pourrait faire réfléchir ceux qui doutent de cette nécessité : qu'ont gagné en 1918 les peuples de l'Autriche-Hongrie à la disparition du pouvoir central ? La réponse est accablante : la servitude nazie, la seconde guerre mondiale, la servitude soviétique ; ils auraient mieux fait de rester ensemble ! De même, aujourd'hui, une Corse ou une Bretagne indépendantes seraient fatalement américaines, seraient-elles plus libres ? Mais il y a l'Europe ; oui mais, pour le moment, l'Europe est seulement une structure peut-être nécessaire, mais technocratique et déjà fortement atlantiste.

Alors, il nous reste à réinventer une France que les jeunes puissent aimer. Libérant à l'intérieur ses régions, ses communes, ses citoyens ; s'opposant à l'extérieur aux impérialismes des superpuissances, tournée vers le tiers-monde, où, malgré et peut-être à cause de son passé colonial, *elle a un rôle original à jouer*, la France retrouverait la grande ambition collective et universelle qui lui a toujours été nécessaire, *elle retrouverait l'accord de sa* jeunesse. Tel est l'enjeu le plus décisif de l'élection de 1981.

(*) Directeur d'édition, membre du P.S.

Une hypothèse absurde

par G. DE BERTIER DE SAUVIGNY (*)

LES jeux ne sont-ils pas déjà faits ? Que ce soient les sondages d'opinion ou les commentateurs politiques, *tous*, ou presque tous, donnent déjà gagnant au printemps prochain Valéry Giscard d'Estaing. Mais *s'il arrivait qu'il ne fût pas candidat* ? Hypothèse absurde ? Voire ! Ce que l'on croit savoir de l'homme, de son intelligence, de son caractère, de ses plus profondes et plus estimables ambitions fournit bien des motifs de penser que sa décision est déjà prise de ne pas briguer *actuellement* un second septennat.

Prenons d'abord les motifs les plus terre à terre. Qui ne comprendrait le président s'il tenait aux Français ce langage : « *Voilà sept ans que je suis prisonnier de ma fonction. Une belle prison sans doute, mais une prison tout de même. Je ne puis faire un geste sans penser aux photographes ; je ne puis dire un mot sans avoir réfléchi aux interprétations possibles ; je ne puis faire un déplacement sans être encadré par mon service d'ordre, suivi par l'officier porteur de la petite valise* boîte-de-Pandore. *J'aspire maintenant à retrouver ces petites joies simples que M. Dupont peut goûter tous les jours. Laissez-moi le temps de vivre un peu pour moi-même et pour ma famille. N'ai-je pas bien mérité le repos sabbatique prévu par la Bible pour les bêtes de somme comme pour les hommes ?* »

Mais ces considérations bien humaines pourraient sans doute passer pour un peu égoïstes et ne suffiraient peut-être pas à justifier l'abstention. Valéry Giscard d'Estaing, on le sait, se soucie de l'image qu'il veut laisser dans l'histoire de la France : celle d'un bon serviteur du pays. Pendant sept années, il a su conduire la barque contre vents et marées, au milieu de difficultés qui certes n'étaient pas prévisibles en 1974. Il a su préserver la paix extérieure et intérieure, faire fonctionner les institutions, tirer le moins mauvais parti possible d'un environnement économique défavorable.

Qui peut assurer qu'un second septennat s'achèverait sur un bilan aussi positif ? Valéry Giscard d'Estaing connaît assez l'histoire de notre pays pour savoir qu'aucun président de la République n'a terminé un second septennat. Sa prudence lui conseille de ne pas assumer le risque d'une *fin tragique ou seulement* médiocre.

Allons plus loin. Des circonstances peuvent se présenter qui demanderaient à un homme d'Etat de sacrifier non seulement ses convenances personnelles mais aussi le souci légitime de garder intacte une réputation laborieusement acquise. Telle ne paraît pas — pour le moment du moins — la situation des choses. Valéry *Giscard d'Estaing est trop intelligent* pour n'avoir pas mesuré tout ce que la France gagnerait à sa retraite momentanée de la scène politique. Le pouvoir, si bien exercé qu'il soit, subit une usure inévitable. Les Français, pour sortir de leur morosité, ont besoin de voir un nouveau visage, d'entendre un nouveau langage.

Charles de Gaulle lui-même les a lassés. Les rouages de l'administration ont besoin périodiquement d'être révisés ; les routines, les idées, les procédures, les intérêts incrustés doivent être remis en question, et si possible sans secousse révolutionnaire. C'est l'essence même du régime républicain, de cette « démocratie paisible » souhaitée par Valéry Giscard d'Estaing ; éloignée à la fois de l'instabilité de la IVe République et de cette personnalisation du pouvoir qu'entraîne l'immutabilité au sommet.

La traversée du désert

Il est, enfin, une dernière sorte de considérations où se rencontrent l'intérêt profond du pays et celui des meilleures ambitions du président sortant. Sans doute a-t-il cruellement ressenti l'incompréhension d'une grande partie des Français, conditionnés par une presse systématiquement *malveillante. Il doit aspirer au* jour où ceux qui le dénigraient se trouveront à leur tour aux prises avec les mêmes difficultés et en *butte aux mêmes attaques*. A mesure que leur jactance et la confiance usurpée de leurs troupes fondront au feu des inévitables échecs, on verra s'affirmer des regrets et l'on sera enclin à rendre justice à l'action de l'homme d'Etat d'hier. Lui-même devra trouver dans la retraite le temps de digérer son expérience, de se préparer à un destin encore plus grand et plus utile à la patrie. C'est une sorte de loi de l'histoire des grands hommes, cette loi de *Withdrawal-and-Return* formulée par Arnold Toynbee, et que nous appelons, dans notre langage politique, « la traversée du désert ».

La France, dans les années difficiles qui s'annoncent, aura sans doute besoin d'un recours. Le canot de sauvetage qui reste sur le rivage donne à tous les nageurs une sécurité précieuse ; de même le filet sous les acrobaties des trapézistes. Etre ce recours possible, cet observateur vigilant, prêt à intervenir, grâce au respect reconquis de la majorité de la *nation*, voilà un rôle digne de tenter une âme de la qualité de celle de Valéry Giscard d'Estaing.

(*) Président d'honneur de la Société d'histoire moderne et contemporaine.

La France à l'encan

par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

AU-DEDANS comme au-dehors, la France donne aujourd'hui le triste sentiment d'être à *l'encan*. Un pouvoir faible sous apparences tyranniques nous laisse désarmés dans un monde dont on ne cesse de nous dire qu'il est terriblement menaçant, voire impitoyable. Ce qu'il est convenu d'appeler le camp occidental reste ce qu'il est depuis les débuts de l'« atlantisme » : un système stupide et injustifiable de contrôle et d'exploitation par les Etats-Unis de leurs alliés européens, c'est-à-dire en fait du marché hautement développé que les pays de l'Europe occidentale offrent aux Américains depuis la deuxième guerre mondiale.

C'est l'Europe qui a fait et qui continue de faire, avec la complicité de la pression soviétique, la fortune de l'Amérique. Sans le marché européen, il n'y a pas de domination possible de l'Amérique sur le monde. A ce point nécessaires aux visées américaines, les Européens avaient tous les moyens d'imposer aux Etats-Unis un véritable partenariat. Mais seule la France a eu la lucidité et le courage *de vouloir une telle politique*, à laquelle aucun de ses partenaires n'a voulu rien comprendre.

Depuis 1974, le pouvoir giscardien semble avoir renoncé à cet effort d'imagination, qui apparemment n'était pas à la mesure de ses hommes aux idées courtes et *aux pensées frileuses*. Et l'idée européenne, telle qu'elle a été pratiquée et même conçue, au lieu d'être le moyen d'une rupture des blocs à la fois antagonistes et complices, n'aboutit qu'à une structuration toujours plus excessive de l'hégémonie américaine sur l'Europe. La technocratie bruxelloise, pouvoir arbitraire et incohérent, en est l'instrument.

M. Michel Debré s'est déclaré déçu par l'actuel septennat présidentiel. C'est, pour ma part, cette déception qui me déçoit : car, pour être déçu, il faut avoir attendu quelque chose. Or, rien de ce qu'on savait de *l'homme élu le 20 mai 1974* ne permettait d'en attendre autre chose que ce qui est arrivé. Le narcissisme exacerbé du personnage était connu, qui ne pouvait que se débonder davantage avec la griserie du pouvoir. Mais ses opinions politiques aussi étaient connues.

De l'appartenance au comité Jean Monnet à la désignation d'un premier ministre lié à la commission trilatérale, quelle déception ? C'est *la constance d'une obsession qui* est d'intégrer la France à tout prix en des ensembles économiques dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont pas fait d'elle un pôle de développement, tout en restreignant à mesure sa liberté et sa souveraineté. Le bilan n'est pas seulement nul, il est catastrophique. On savait aussi (mais tout va ensemble) l'obstination que mettrait le président de la République à nous ramener aux pratiques du centrisme de type quatrième, voire troisième République, afin de briser dans le pays toute ambition proprement nationale. Où est la déception ?

Rien n'a semblé jusqu'à présent, aux yeux des observateurs, devoir mettre réellement en péril une médiocrité si bien fardée de prétentions à la compétence et à la modernité. La pratique alternative de l'angoisse et de l'anesthésie, la mainmise sur tous les moyens d'information, le recours permanent aux discours rassurants de platitude, le mensonge élevé au rang de démagogie satisfaite, la haute administration affermée *à une clientèle personnelle, le renoncement* enjolivé en stoïcisme pour classes moyennes, la décadence démographique et culturelle aménagée *en exposition rétro : les Français*, jusqu'à maintenant, gobent tout, quoiqu'ils se disent eux aussi déçus, et ils ne semblent plus voir nulle part le moyen d'une autre politique, disons : d'une autre France. Et c'est sans doute le plus grand des crimes du pouvoir actuel que d'avoir conduit les Français à ne plus pouvoir imaginer autre chose que cette médiocrité distinguée à quoi on les a réduits, qui tout en les désespérant les flatte encore.

Cependant, rien n'est joué. Et pour de bien mauvaises raisons, tout peut encore basculer. A force d'avoir voulu nous ramener aux Républiques précédentes, on en a les scandales. Or les Républiques à scandales impliquent des changements très fréquents *de personnel, sinon de* politique. Il suffit de relire les grands romanciers qui ont conté ces époques délétères — Barrès dans *Leurs Figures*, Drieu La Rochelle *dans Gilles* — pour voir qu'à pratiquer de telles mœurs un système doit avoir une réserve indéfinie d'hommes. On vient de le vivre aux Etats-Unis, où les personnages les plus importants sont périodiquement sacrifiés à la bonne conscience collective, afin d'assurer la survie du système et de sa politique. M. Antoine Pinay a dû le comprendre qui, dit-on, aurait conseillé au premier ministre de se tenir prêt à toute éventualité.

L'addition des enfantillages

A vrai dire, ce n'est pas seulement d'un changement d'hommes que la France a besoin, mais avant tout d'un changement de politique. On n'aura certes pas l'un sans l'autre, au point où l'on en est. Il est vrai aussi que de grands hommes d'Etat ont pu être de parfaites canailles. L'actuel président de la République n'est pas une canaille, c'est un enfant qui n'en revient pas de tous les jouets dont il dispose et qui s'est *cru chef de l'Etat pour son seul* plaisir. Mais l'addition de ses enfantillages s'alourdit de jour en jour, *au point que beaucoup doutent de* sa détermination de solliciter un second mandat : pour ma part, en dépit des sondages flatteurs et des complaisances de la presse, je ne crois pas qu'il serait très à l'aise dans la campagne qui va s'ouvrir.

Mais, je l'ai dit, les raisons qui pourraient entraîner le retrait du président ne sont pas les bonnes. Et c'est Bertrand Renouvin qui est dans le vrai lorsqu'il écrit : « *Pour battre Valéry Giscard d'Estaing, il faut d'abord montrer qu'il fait une terrible erreur. Car la compétitivité est un leurre, et le mondialisme est une illusion. Les sociétés multinationales ne respectent pas les règles du libéralisme, et notre soumission aux prétendues règles d'une concurrence « sauvage » est en train de nous ruiner. Cette erreur économique, qui poursuit ses ravages depuis sept ans, se double d'une erreur politique : le « mondialisme » n'existe pas, mais seulement le choc des intérêts nationaux ; en renonçant à protéger son propre pays, Valéry Giscard d'Estaing le soumet à la domination de l'impérialisme américain, qui tire sa force d'une réalité nationale et non de principes libéraux jamais appliqués.* »

Ce qui est en cause, ce n'est pas seulement la personne du chef de l'Etat, mais aussi la politique suivie, que de son premier ministre, de son ministre de l'économie et son ministre de l'économie, son ministre des transports, de son ministre de la culture (si l'on ose dire), et de quelques autres. A cet égard, je suis avec l'intérêt qu'elle mérite la campagne que mène Michel Debré, mais je constate avec regret qu'elle ne va pas toujours au fond des choses, au fond de ces choses. Au moins aura-t-elle eu le mérite de sensibiliser l'opinion, si l'opinion peut être encore sensible à quelque chose d'autre que son confort et son repos, ce qui n'est pas sûr.

Mais il est certain que, si l'on *veut à la fin bouleverser les apparentes* données actuelles du problème, il faudra d'ici quelques mois *déboucher sur une autre alternative*, et cette alternative ne sera valable que si elle s'inspire des données fondamentales de ce qui s'est appelé le gaullisme, quitte pour celui-ci à se retrouver enfin, et à se réunir, avec les tendances nationales qui demeurent au sein du grand mouvement socialiste. On n'aura certes pas pour autant ressuscité le général de Gaulle, *mais on aura au moins* rendu un peu de dignité à notre politique et un peu de pureté à notre image, en souvenir de lui.

La France ne peut davantage demeurer à l'encan où l'a mise un pouvoir moralement aliéné, intellectuellement insuffisant, individuellement léger. *Nous manquons par trop*, dans les circonstances actuelles du monde (dont on nous rebat les oreilles), non seulement de sérieux, *mais de gravité. A défaut de génie*, il nous faut au moins retrouver cette force de caractère et cette fidélité d'âme qui nous rendrons une dignité sans laquelle nous ne serons plus rien dans le monde de demain. Il ne faut plus, comme nous ne cessons de le faire en élevant nos faiblesses *au rang de fatalités*, céder aux circonstances. Les circonstances ne sont jamais que ce qu'un pouvoir qui se respecte, ou ne se respecte pas, les fait être.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	222 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	387 F	701 F	1 016 F	1 330 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	254 F	436 F	618 F	860 F
II. — SUISSE - TUNISIE	324 F	576 F	828 F	1 080 F

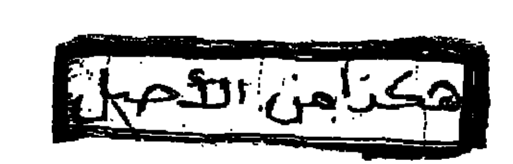
Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

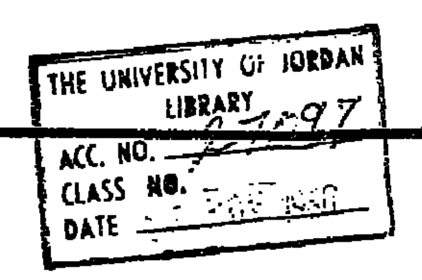
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Le Monde

étranger



LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

Le général Zia-Ul-Haq, président du Pakistan, chargé d'une mission de « bonne volonté » par les pays islamiques après ses conversations à Téhéran et à Amman, est arrivé lundi 29 septembre à Bagdad. Il était attendu à Paris mardi soir et devait en principe avoir un entretien avec M. Giscard d'Estaing. Il devait ensuite repartir pour les Nations unies, à New-York. La rencontre entre MM. Giscard d'Estaing et Zia (qui, à l'origine, avait été prévue pour dimanche) est cependant difficile à organiser, le président de la République recevant ce mardi après-midi le président du Gabon, en visite officielle. Le président français et le président pakistanais se sont entretenus lundi par téléphone.

De son côté, M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., a quitté Téhéran lundi, après trois jours d'entretiens avec les dirigeants iraniens.

Le chef de l'Etat irakien a reçu lundi un message du roi de Jordanie exprimant son soutien total au peuple irakien dans sa « lutte nationale » contre les « racistes perses ». Le souverain indique que cette lutte est destinée à « recouvrer ses droits légitimes et à récupérer ses territoires usurpés par l'Iran » (ce qui inclut les îlots du détroit d'Ormuz occupés par l'Iran). Une mission militaire soviétique conduite par le général Sergueiev, chef d'état-major de l'armée de terre, est arrivée lundi à Amman pour une visite d'une semaine.

A Washington, le président Carter, qui s'est entretenu lundi avec les chefs de file du Congrès, pourrait annoncer prochainement un plan de sauvegarde des livraisons pétrolières.

Le sénateur Church, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, a déclaré, après un entretien avec le secrétaire d'Etat, M. Muskie, que les Etats-Unis devaient être prêts à utiliser leur marine pour maintenir ouvert le détroit d'Ormuz. « Si une présence navale devenait nécessaire soit pour maintenir le détroit ouvert, soit pour protéger les pétroliers, je pense que cette présence devrait comprendre des forces britanniques, françaises et australiennes », a précisé M. Church. Le sénateur s'est également prononcé pour « toute aide défensive » à l'Arabie Saoudite où le général Jones, chef de l'état-major interarmes américain est arrivé samedi. Le général Jones a eu, lundi, des entretiens à Ryad avec les chefs militaires saoudiens.

Le ministère britannique de la défense a annoncé, lundi, l'envoi, dans l'océan Indien, du destroyer lance-missiles « Coventry » et du bâtiment d'escorte « Olwen ». — (A.F.P., A.P., Reuter.)

DANS QASR-E-CHIRIN OCCUPÉE

L'armée irakienne en campagne

De notre envoyé spécial

Qasr-e-Chirin (Iran). — Une dizaine de kilomètres avant la frontière iranienne sur la route qui mène de *Bagdad - Qasr-E-Chirin*, en Iran, à 150 kilomètres au nord-est de Bagdad, on mesure l'ampleur des moyens militaires mis en œuvre par l'Irak contre son voisin. Qasr-e-Chirin, où les journalistes ont pu se rendre pour la première fois lundi 29 septembre, a été prise le 24 septembre. Sur un immense plateau chaotique, au pied d'une chaîne montagneuse, toute une armée est encore en campagne avec une multitude de chars et des lance-roquettes.

Debouts sur leurs blindés, des soldats irakiens font le V de la victoire et ne semblent guère redouter une contre-offensive iranienne bien qu'ils aient enterré certaines de leurs positions. Le dernier village avant la frontière est vide de tout habitant. On passe sous un fortin campé sur une hauteur puis c'est le poste de douane iranien criblé de balles et dont les locaux ont été saccagés. Un grand silence règne à l'entrée en Iran, dans quelques petites localités entièrement vides. Un drapeau blanc flotte à une fenêtre. Quelques chèvres paissent dans un champ, abandonnées par leurs berges.

Puis on arrive à une palmeraie où des soldats irakiens se livrent à des embrassades théâtrales. Qasr-e-Chirin est déjà là, à une quinzaine de kilomètres à l'intérieur de l'Iran. Il n'y a pas de couvre-feu, mais seuls sont visibles quelques femmes voilées et quelques vieillards qui semblent perdus dans leur méditation hors de l'espace et du temps. L'immense majorité de la population a fui et les personnes demeurées sur place ne sont pas inquiétées, nous dit un officier. Les rideaux des magasins sont tirés, parfois défoncés. Les rues sont livrées aux blindés irakiens et à leurs équipages qui accrochent partout des portraits du président Saddam Hussein sans même prendre la peine de lacérer les affiches ornées de la photo de M. Bani Sadr et de l'imam Khomeiny dont la ville est abondamment pourvue. En face de l'hôpital, une affiche iranienne dénonce encore les crimes des Etats-Unis...

« Il faut continuer à avancer, voir par vous-mêmes », disent les soldats irakiens qui tiennent à démentir les communiqués de victoire de Téhéran. La route est toujours libre après les faubourgs. Quelques carcasses de véhicules incendiés sont les seules traces des combats qui, assure un capitaine, *« ont fait moins de cent morts »* du côté irakien. Les soldats posent sur un char iranien abandonné par ses occupants. *« Nous en avons pris suffisamment pour former une brigade spéciale »*, affirme sérieusement le capitaine. De fait, sur la route de Bagdad, nous avions croisé un long convoi de camions porte-chars chargés du précieux butin d'acier.

Cinq kilomètres plus loin, on arrive à la station de radiotélévision de Qasr-e-Chirin, entièrement détruite. Des boîtes de conserve gisent à côté de munitions abandonnées par les défenseurs de la station. Cartes à la main, un officier explique comment a eu lieu l'attaque en tenaille de Qasr-e-Chirin. Il montre aussi les parcelles de quelques kilomètres carrés espacées tout au long de la frontière que Bagdad et Téhéran se disputaient depuis longtemps, l'accord de délimitation des frontières n'étant plus respecté. L'officier affirme que ses troupes ont pénétré 25 kilomètres au-delà du point où nous nous trouvons. Estime-t-il que Qasr-e-Chirin se trouve en *« territoire irakien libéré »* ? La réponse est celle-ci : *« Non, nous sommes en Iran. Nous ne revendiquons rien de cette région-là. Nous la rendrons quand les Iraniens auront reconnu qu'ils étaient les vrais agresseurs. »*

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

EN DEUX MAUX...

« Et si deux mots parfois s'embrouillent sur ma lyre, Que ce ne soit jamais que l'Irak et l'Iran. »

Le typo distrait, faute de lyre (lire ?), n'a pas succombé à cette facile tentation mais il n'a pas été épargné par le mal qui répand la terreur dans la presse et — avouons-le — dans le Monde, *sous forme de coquilles, mastics et autres bourdons.*

« De deux mots choisir le moindre ». Ainsi débutait hier la dépêche de notre correspondant Francis Cornu, consacrée à la position d'Israël face à l'Irak et à l'Iran. Bien fâcheuse homonymie des maux et des mots. Seul eût pu s'en réjouir Paul Valéry, qui recommandait jadis de choisir « le moindre mot ».

M. CHIRAC IMPUTE LA RESPONSABILITÉ DU CONFLIT A L'IRAN

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., a déclaré lundi 29 septembre, à Stransbourg, au cours d'un dîner avec la presse : *« Le comportement désordonné, fanatique et irresponsable de l'ayatollah Khomeiny ne pouvait conduire qu'à la réaction qu'ont eue les Irakiens. J'impute la responsabilité de la situation actuelle aux dirigeants iraniens. Mais ce conflit ne doit en aucun cas nous entraîner vers un nouveau Yalta dans cette région. »* A propos de la navigation dans le détroit d'Ormuz, l'ancien premier ministre a affirmé : *« Il ne faut pas s'engager dans une discussion avec l'Union soviétique, car il faut éviter de lui donner une responsabilité quelconque dans cette région du monde. »*

● *L'aide d'Israël aux Kurdes.* — M. Menahem Begin a pour la première fois confirmé officiellement qu'Israël avait fourni au début des années 70 une aide militaire à la rébellion kurde contre l'Irak. Il a précisé que, à l'époque, des armes avaient été livrées aux combattants kurdes et que des « instructeurs » israéliens avaient été envoyés pour les entraîner. L'accord d'Alger entre Bagdad et Téhéran, en 1975, avait mis fin à cette aide, son acheminement par l'Iran devenant impossible.

L'ÉCONOMIE TURQUE RISQUE D'ÊTRE SÉRIEUSEMENT AFFECTÉE PAR UNE PROLONGATION DU CONFLIT

(De notre correspondant.)

Ankara. — Avec ses frontières communes tant avec l'Iran (454 kilomètres) qu'avec l'Irak (331 kilomètres), la Turquie ne peut rester indifférente à la guerre que se livrent ses voisins depuis une semaine. Le gouvernement d'Ankara a évoqué à plusieurs reprises l'affrontement armé entre ces deux pays, avec lesquels il a toujours entretenu d'étroits liens culturels et économiques.

Les stocks en hydrocarbures sont d'environ deux mois, estime-t-on à Ankara ; à court terme, les autorités sont donc rassurées. L'Irak a déjà livré à la Turquie 3,5 des 5 millions de tonnes de brut prévues pour 1980 (soit 40 % des besoins turcs pour l'année). De son côté, l'Iran a livré à Ankara environ 800 000 tonnes de brut depuis le début de 1980. Cependant, au cas où l'oléoduc irako-turc reliant la ville irakienne de Kirkouk à la ville turque de Dortyol, près d'Iskenderun, actuellement paralysée en raison des bombardements iraniens, se trouvait durablement dans l'impossibilité de fonctionner, Ankara pourrait se tourner vers l'Arabie Saoudite.

D'autre part, la présence de communautés turcophones tant en Iran (quatorze millions d'Azerbaïdjanais et trois cent mille Turkmènes) qu'en Irak (environ quatre cent soixante mille habitants concentrés dans les villes de Kirkouk et d'Irbil) retient l'attention des autorités.

L'enjeu est aussi important pour la Turquie du point de vue des relations économiques : le volume des échanges commerciaux en 1979 a été de 188 millions de dollars vers l'Iran et de 692 millions de dollars avec l'Irak. En outre, plusieurs projets industriels enlevés par les firmes turques sont en cours de réalisation en Irak.

A. U.

Téhéran est persuadé que Bagdad veut renverser le régime islamique

(Suite de la première page.)

Les avis, à cet égard, étaient — et sont encore sans doute — partagés. Si certains officiels défendent la thèse selon laquelle la vérité *permettrait de mobiliser le peuple en* vue des épreuves qui l'attendent, d'autres soutiennent que, face à l'intoxication irakienne, l'effort de guerre ne peut être entretenu sans une *« information sélective »*.

Tandis que le débat se poursuit dans les coulisses, non sans contrecoups, pour les rares représentants de la presse internationale qui sont tolérés dans le pays, la population est tenue dans l'ignorance de la stratégie irakienne telle que la perçoivent les responsables. Pour ces derniers, l'objectif de Bagdad est clair : asphyxier l'Iran par étapes.

L'une d'elles consiste à priver le pays de ce dont il a le plus besoin, le pétrole. L'offensive terrestre dans le Khouzistan vise à arrêter l'extraction de l'or noir dans le Sud, et, dans le reste du pays, les raffineries so. : visées en priorité. Celle d'Abadan est paralysée, celles de Tabriz, de Kermanchah, de Chiraz, de Téhéran (la troisième en importance après Abadan et Tabriz) fonctionnent partiellement. Au total, estime-t-on, l'Iran a d'ores et déjà perdu plus de la moitié de sa capacité de raffinage, ce qui expliquerait la grave pénurie d'essence, les coupures prolongées du courant électrique.

Deuxième volet de la stratégie irakienne : isoler le Sud pétrolier du reste du pays. Les combats qui se déroulent à proximité de Dehloran *et de Desfoul (qui n'a été ni occupé* ni bombardé ces deux derniers jours, contrairement à ce qu'affirme Bagdad) sont précisément des positions stratégiques qui permettent de contrôler l'axe routier reliant le Khouzistan à Téhéran. Si cette voie n'était plus utilisable, les unités iraniennes qui défendent actuellement le « triangle pétrolier » (Abadan-Khorramchahr-Ahwaz) seraient coupées de leurs arrières et, à terme, contraintes de capituler. Maîtres du terrain, les Irakiens tenteraient alors de se gagner les bonnes grâces de la population arabophone du Khouzistan en leur promettant de ne pas évacuer la province avant qu'elle ait obtenu un statut d'autonomie.

Ces projets, que l'on prête au régime baasiste, expliquent les bombardements et les déclarations des dirigeants de Téhéran. Le premier ministre, M. Radjaï, par exemple, proclamait lundi que l'Iran ne se battait pas pour défendre ses accès à la mer (en d'autres termes le Khouzistan) ou même le pétrole, mais seulement pour préserver son *« idéologie islamique »*. Il ajoutait que le peuple résisterait *« à coups de cocktails Molotov jusqu'à la fin des temps »*. La « guerre des partisans » est fébrilement préparée. Les autorités du Khouzistan admettent aujourd'hui ce qui était inimaginable il y a à peine une semaine : elles coopèrent avec certaines formations *de la gauche dans l'organisation* de groupes de maquisards auxquels des armes sont distribuées. L'un des chefs religieux des Arabes du Khouzistan, l'ayatollah Shobeir Khagani, malgré ses sympathies pour le mouvement autonomiste, a invité, selon un communiqué diffusé par la radio-télévision, les Arabes du Khouzistan à *« défendre l'islam et la patrie »* contre les Irakiens.

En revanche, il n'est pas confirmé que le Parti démocratique kurde (P.D.K.I.) ait lancé à ses maquisards un appel analogue, information dont nous nous étions fait l'écho lundi (*le Monde* du 30 septembre). On relève cependant des signes de détente entre le gouvernement central et les autonomistes. Ces derniers, selon des informations concordantes, ont virtuellement cessé leurs opérations de harcèlement contre les forces de l'ordre. D'autre part, Radio-Téhéran a, pour la première fois lundi, rendu hommage au patriotisme des Kurdes et des peshmergas (maquisards kurdes). Cela dit, rien n'est encore joué. Les responsables ici redoutent encore une action convergente des troupes du P.D.K. et de celles de Bagdad, ce qui aurait pour effet d'ouvrir un troisième front, qui s'ajouterait à ceux du Khouzistan et de la frontière occidentale.

Malgré les incertitudes et les périls *militaires qui menacent l'Iran*, ses dirigeants estiment qu'ils ne sont pas en mesure d'accepter la résolution du Conseil de sécurité. Celle-ci, fait-on remarquer, ne recommande pas le retrait des troupes irakiennes du territoire iranien, mais seulement la cessation des combats et le règlement du différend à l'amiable. *« Comment pouvons-nous accepter de négocier sous la menace des canons d'un Etat qui occupe notre pays »*, répètent les officiels sur tous les tons. *« Un accord de cessez-le-feu analogue à celui que l'on nous propose avait été conclu à l'issue de la guerre israélo-arabe en juin 1967,* nous disait l'un d'eux, *et treize ans plus tard les troupes juives campent encore sur le sol arabe... »*

Quoi qu'il en soit, les dirigeants iraniens sont persuadés que la guerre déclenchée par Bagdad ne vise pas le règlement d'un différend frontalier, mais bien le renversement du régime de l'imam Khomeiny. D'où leur volonté de poursuivre le combat *« jusqu'à la fin des temps »*.

ERIC ROULEAU.

L'Irak accepte la résolution du Conseil de sécurité pour l'arrêt des combats

De notre correspondante

New-York. — Le président de la République irakienne, M. Saddam Hussein, a fait parvenir, lundi 29 septembre, au secrétaire général des Nations unies, M. Waldheim, une lettre dans laquelle il assure qu'il est prêt à se conformer à la résolution votée dimanche par le Conseil de sécurité et *« à cesser immédiatement les hostilités contre l'Iran à la condition que Téhéran prenne une décision similaire »*.

M. Hussein ajoute qu'en pareil cas *« il envisagerait d'entamer des négociations, directement ou par un intermédiaire ou encore par le truchement d'une organisation internationale ou tout organisme que nous respectons et dans lequel nous avons confiance, dans le but d'arriver à une solution équitable et honorable qui garantirait nos droits et notre souveraineté »*. Aucune réponse n'est parvenue de Téhéran au secrétaire général des Nations unies.

Après le vote, dimanche, du Conseil, la situation paraît totalement bloquée. Le vote avait d'ailleurs été obtenu après de laborieuses négociations et après que, cédant à la pression des représentants des pays non-alignés, ses quinze membres eurent renoncé à demander formellement un « cessez-le-feu ».

Le président du Pakistan, le général Zia-Ul-Haq, est attendu mardi soir à New-York, mais sa mission de « bonne volonté » s'est heurtée, à Téhéran, à un refus total de négocier. La délégation iranienne à l'ONU, dont le principal représentant est M. Shemirani, paraît dépourvue de consignes. M. Shemirani n'a d'ailleurs pas assisté au Conseil de sécurité de dimanche.

Le ministre des affaires étrangères israélien, M. Shamir, a prononcé, lundi après-midi, devant l'Assemblée un discours très dur pour les Nations unies. *« On peut en vérité se demander,* a-t-il dit, *s'il reste une corrélation entre les nobles idéaux, principes de desseins qui ont guidé les pères fondateurs de l'ONU et la réalité qui prévaut aujourd'hui dans l'Organisation. (...) L'expression la plus cynique du fossé qui existe entre la vision originelle de l'ONU et sa réalité d'aujourd'hui est son refus d'adopter et d'encourager les accords de Camp David. »*

Soulignant que *« neuf des dix-huit débats qui ont eu lieu en 1980 au Conseil de sécurité ont été consacrés à des questions mettant en cause Israël »*, M. Shamir a demandé ironiquement : *« Y a-t-il quelqu'un qui pense sérieusement que la moitié des problèmes internationaux concernent aujourd'hui Israël ? »* Abordant le conflit irako-iranien le ministre israélien a dit : *« Cette guerre entre deux Etats soumis à des régimes extrémistes, irresponsables, belliqueux, menace la sécurité de la région et du monde. »* Elle montre aussi la *« naïveté de la croyance selon laquelle l'approvisionnement du monde en pétrole dépend d'une solution pro-arabe du conflit entre Israël et ses voisins »*.

M. Shamir a vivement critiqué *« les idées entretenues par la Communauté européenne qui ne tiennent pas compte de la position d'Israël et ne peuvent qu'encourager les ennemis de la paix »*. L'aptitude des Nations unies à obtenir la fin du conflit entre *« l'Irak et l'Iran constituera un test de la capacité de l'Organisation à continuer à remplir son rôle de maintien de la paix »*, a averti le ministre israélien.

NICOLE BERNHEIM.

● *Relations postales interrompues vers l'Irak et l'Iran.* — Les bureaux de poste n'acceptent plus les objets de correspondance de toute nature et les colis postaux à acheminer par voie aérienne à destination de l'Irak et de l'Iran. Les P.T.T. précisent toutefois que le courrier par voie de surface continuera à être accepté aux risques et périls des expéditeurs.

Le Monde

publiera demain

- **IDÉES** : Les familles sont-elles trop libres, ou pas assez ?
- **LES ÉLECTIONS EN R.F.A.** : « Modell Deutschland » ou désenchantement ?, fin de l'enquête de B. Brigouleix.
- **ARTS ET SPECTACLES** : Entretien avec Kurosawa ; les dessins à l'Espace Cardin.
- **SALON DE L'AUTO** : Tous les constructeurs mettent l'accent sur l'économie d'énergie.

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

L'U.R.S.S. souhaiterait être associée à un système garantissant la sécurité des transports du pétrole

De notre correspondant

Moscou. — A côté d'un bref résumé des nouvelles du front, la presse soviétique répète inlassablement les commentaires que les *Izvestia* et la *Pravda* ont publiés la semaine dernière. Elle fait en outre état des diverses tentatives de médiation, en précisant que l'Irak *« se félicite de toute initiative pacifique des organisations internationales ainsi que des organisations régionales et des Etats amis visant à régler le différend avec l'Iran » ;* mais elle passe sous silence la position de Téhéran.

Le leitmotiv reste que le conflit *« entrave le mouvement de libération nationale au Proche-Orient »* et fait donc le jeu de l'impérialisme et du sionisme, qui mènent *« des activités subversives contre l'Irak et l'Iran ». « Malgré leurs déclarations sur leur neutralité dans ces événements »*, poursuit l'agence Tass, les Etats-Unis accentuent leur ingérence et accélèrent leur plan d'intervention militaire dans la région du golfe Persique en prenant prétexte du conflit entre Bagdad et Téhéran.

Même si la concertation entre les deux grandes puissances se poursuit dans les coulisses des Nations unies, *les Soviétiques ont* donc décidé de faire porter tout l'effort de leur propagande contre les Etats-Unis. Le procédé est de tout repos et il évite *de devoir expliquer au bon peuple* pourquoi deux pays musulmans, non alignés, anti-impérialistes, anti-sionistes, amis de l'Union soviétique, sont en train de se battre pour le plus grand profit de leurs adversaires. Les philippiques anti-américaines ne signifient pas que l'U.R.S.S. n'est pas disposée, dans un premier temps tout au moins, à respecter la neutralité dont le secrétaire d'Etat, M. Muskie, l'a créditée après un entretien avec M. Gromyko. Mais elles semblent indiquer qu'en dehors des démarches du Conseil de sécurité, Moscou n'est pas prête à s'associer à une démarche ni même à une proclamation commune aux deux Grands pour tenter de mettre un *terme aux hostilités.*

Trois raisons paraissent dicter sa conduite :

1) La première est conjoncturelle. L'état des relations soviéto-américaines est si mauvais qu'il est difficile d'envisager une action concertée, même si, dans cette affaire, les deux super-puissances peuvent avoir des intérêts convergents.

2) Les dirigeants soviétiques n'ont *pas gardé un très bon souvenir* de leur dernière tentative d'appel commun avec la Maison Blanche. Il y a trois ans, le 1er octobre 1977, dans *une déclaration publiée à l'issue* d'une visite de M. Gromyko à Washington, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis étaient tombées d'accord pour entreprendre des *« efforts communs »* en vue d'un règlement négocié du conflit israélo-arabe. Quelques semaines plus tard, c'était le voyage du président Sadate à Jérusalem, début d'un processus qui devait aboutir au *« marché séparé »* de Camp David. Cette déconvenue a renforcé leur *méfiance* instinctive vis-à-vis du président Carter et a largement contribué à la détérioration des rapports *entre Moscou et Washington.*

3) Enfin, la diplomatie soviétique n'a certainement pas renoncé à tirer profit d'un conflit qu'elle n'a ni provoqué *ni voulu, mais qui ne l'a pas* prise totalement au dépourvu. Depuis longtemps, elle envisageait l'hypothèse d'une aggravation de la tension au Proche et au Moyen-Orient ainsi que ses conséquences possibles. Même si elle a critiqué la prétention des Etats-Unis à proclamer cette région *« zone d'intérêt vital »*, *elle comprend* bien l'importance pour l'Occident du pétrole moyen-oriental et, par suite, l'importance de la libre circulation dans le *Golfe. Elle sait bien que l'interven*tion de l'Armée rouge en Afghanistan a renforcé les craintes occidentales de voir l'U.R.S.S. contrôler un jour *cette région et la mer d'Arabie.*

C'est pourquoi, dès le début de cette année, le Kremlin avait allumé un contre-feu auprès des Européens *en tentant* de les persuader que la véritable menace contre leurs approvisionnements pétroliers provenait des Etats-Unis et de leur *« politique agressive »*. Dans un discours prononcé au mois de février devant ses électeurs, M. Léonid Brejnev s'était montré compréhensif à l'égard du souci de Washington d'assurer la sécurité des transports de pétrole, mais il avait ajouté : *« Peut-on le faire en transformant la région des communications en une poudrière ? Il est clair qu'ainsi on aboutira au résultat contraire. »*

Garantir les voies de communication

Prolongeant cette remarque, un haut fonctionnaire du Comité central, M. Nicolas Portougalov, avait lancé *l'idée d'une garantie internationale* des voies de communication pétrolières : *« Non seulement l'U.R.S.S. ne cherche pas à se frayer par la force un chemin vers les mers chaudes, mais elle a intérêt elle-même à sauvegarder la sécurité des voies de communication pétrolières dans la région »*, écrivait-il, avant de proposer que la conférence paneuropéenne sur l'énergie — une des trois *« suites »* d'Helsinki avec les transports et l'environnement, souhaitées par Moscou, — traite de la sécurité des transports pétroliers et d'un *« accès égal pour tous »* aux sources pétrolières de la région du Golfe. L'U.R.S.S. indiquait ainsi qu'aucune solution durable au problème de *l'approvisionnement énergétique* de l'Occident ne pouvait être envisagée sans sa participation.

Pour ce qui est des relations entre Moscou et Téhéran, M. Mohamed Mokri, ambassadeur d'Iran, a déclaré, au cours d'une conférence de presse lundi, qu'elles étaient « bonnes » mais il a lancé un nouvel appel au gouvernement soviétique *« pour qu'il cesse de livrer des armes à l'Irak ».*

M. Mokri a déclaré que l'Iran *« n'attachait pas une grande importance au traité de 1921 avec la Russie et notamment aux articles 5 et 6 »*. Ce traité est toujours en vigueur mais ces deux articles, qui autorisent sous certaines conditions l'U.R.S.S. à intervenir militairement en Iran, ont été dénoncés par la République islamique (1).

M. Mokri a énoncé quatre conditions à l'ouverture de négociations avec l'Irak, précisant qu'il ne parlait pas au nom de son gouvernement mais exprimait ce que pense tout le peuple iranien :

— Chute de M. Saddam Hussein pour laisser la voie libre à un *« véritable représentant du peuple irakien » ;*

— Retrait des troupes irakiennes de l'Iran ;

— Occupation par l'Iran de la ville irakienne de Bassorah au titre des réparations de guerre. Après paiement de ces réparations, la population de la ville sera invitée par référendum à se prononcer sur son rattachement à l'Irak ou à l'Iran ;

— Référendum dans le Kurdistan irakien avec choix entre l'autonomie ou le rattachement à l'Iran, M. Mokri a déclaré que l'Iran n'avait aucune revendication territoriale à l'égard de l'Irak, mais qu'il « reflétait » simplement le désir des populations irakiennes.

DANIEL VERNET.

[Mardi, en fin de matinée, l'agence iranienne Pars a fait savoir que les déclarations de l'ambassadeur Mokri ne reflètent que des « opinions personnelles » et n'ont aucun caractère officiel.]

(1) L'article 6 du traité de 1921 stipule que : *« Dans le cas où une tierce puissance tenterait de poursuivre une politique d'usurpation par une intervention armée en Perse, on voudrait se servir du territoire persan comme base d'opérations contre la Russie et, dans le cas où un étranger menacerait les frontières de la Russie ou de ses alliés, menace que le gouvernement persan ne pourrait conjurer après une première sommation de la Russie, celle-ci aurait le droit de faire avancer ses troupes dans l'intérieur du pays en vue d'opérations militaires nécessitées pour sa défense. Toutefois, la Russie s'engage à retirer ses troupes du territoire persan aussitôt que le péril serait conjuré. »*

● PRECISION. — M. A. Oguse, de Paris, nous fait observer que M. Pasqua s'est trompé sur le sens de la locution lorsqu'il a déclaré au sujet du conflit irako-iranien : *« Les mieux placés pour tirer les marrons du feu sont les Soviétiques » (le Monde* du 27 septembre). Cette locution ne signifie pas « profiter de l'occasion qui s'offre de faire un profit irrégulier » mais « se donner de la peine pour le seul profit d'autrui » (Le Petit Robert).

Le Japon renforce sa marine pour protéger ses approvisionnements en matières premières

(Suite de la première page.)

Bien que producteur de matières premières, et notamment de pétrole, la Malaisie dépend pour 40 % de ses besoins de l'Arabie Saoudite et du Koweït. Mais la situation est beaucoup plus délicate pour les pays dépourvus de ressources naturelles et particulièrement de pétrole. Singapour, qui a trois semaines de réserves, paraît très vulnérable. La petite République est le troisième centre de raffinage du monde : 75 % de ses importations sont réexportées, mais 85 % des approvisionnements proviennent d'Arabie Saoudite ou du Koweït. Sa position comme centre de raffinage pourrait cependant lui permettre, par l'entremise des compagnies qui y sont implantées, d'obtenir du « brut » d'autre provenance.

Hongkong dépend beaucoup de la situation de Singapour : la colonie britannique, *qui dispose* de peu de réserves, s'approvisionne à Singapour et en Chine. En cas de besoin elle obtiendrait sans difficulté le secours de celle-ci. La Thaïlande et les Philippines, deux pays dont l'économie rencontre des difficultés, dépendent respectivement à 90 % et à 5 % des livraisons de pétrole passant par le détroit d'Ormuz. Mais ces deux pays ont des réserves relativement importantes : une centaine de jours. En Extrême-Orient, Taïwan, qui dépend à 80 % de l'Arabie Saoudite et du Koweït, n'a qu'un mois de stock. De même la Corée du Sud, dont 95 % des approvisionnements proviennent du Golfe, n'a vraisemblablement — les chiffres sont tenus secrets pour des raisons de sécurité — qu'un mois de réserves. Etant donnés les problèmes économiques que connaît ce pays et les récentes augmentations du prix de l'essence *et du fuel, une* crise pétrolière pourrait avoir des conséquences très graves.

Quelle que soit la force de leur *économie, cette dépendance* envers le Proche-Orient place les pays d'Asie dans une situation qui n'est pas sans analogie, qu'il s'agisse de nations industrialisées comme le Japon, en voie de l'être comme la Corée du Sud, Taïwan ou Singapour, ou encore dans le sous-développement comme les *Philippines* ou *la* Thaïlande. Ce sentiment de « communauté de destin » ne peut, à terme, que favoriser un renforcement de la structuration de la zone sur le plan économique et, un jour, politique, autour du pilier qu'est le Japon.

Le Japon importe annuellement quelque 600 millions de tonnes de produits — essentiellement des matières premières, — ce qui représente 20 % du commerce maritime mondial, mais surtout, depuis la crise de 1973, il a pris *conscience* qu'il était d'une importance vitale pour lui d'assurer la *stabilité des livraisons. Il a agi* dans plusieurs directions : d'abord en établissant des liens directs avec *les pays producteurs* : de 1976 à 1979, la part des *« majors »* dans les importations a diminué de 70 % à 56 %.

En revanche, la part des contrats directs est passée de 15 % à 33 % dans le total des approvisionnements. En même temps, le Japon, par une politique d'investissements dans les pays producteurs de matières premières et de diversification des partenaires, s'est efforcé d'établir des liens plus étroits avec ceux-ci tout en élargissant l'éventail de ses partenaires. Tant pour les matières premières en général que pour le pétrole en particulier, les Japonais *ont en outre constitué* des réserves suffisantes qui leur permettraient de passer une crise sans trop de difficultés.

L'*objectif primordial* actuel pour les Japonais — comme pour les autres pays d'Asie — est donc moins d'assurer la stabilité des approvisionnements que de garantir la sécurité des *livraisons.* Ce qui pose la question de la capacité du Japon de protéger ses voies maritimes. Les lignes d'approvisionnement sont trop étirées pour qu'il puisse véritablement songer à les garder militairement, si tant est que la chose soit possible constitutionnellement. Ce qui n'est pas le cas. C'est pourquoi les Japonais, certes intéressés, sont pour le moins *prudents dans leur réponse* à la récente proposition de Washington d'envisager la création d'une force navale internationale assurant la liberté de passage par le détroit d'Ormuz.

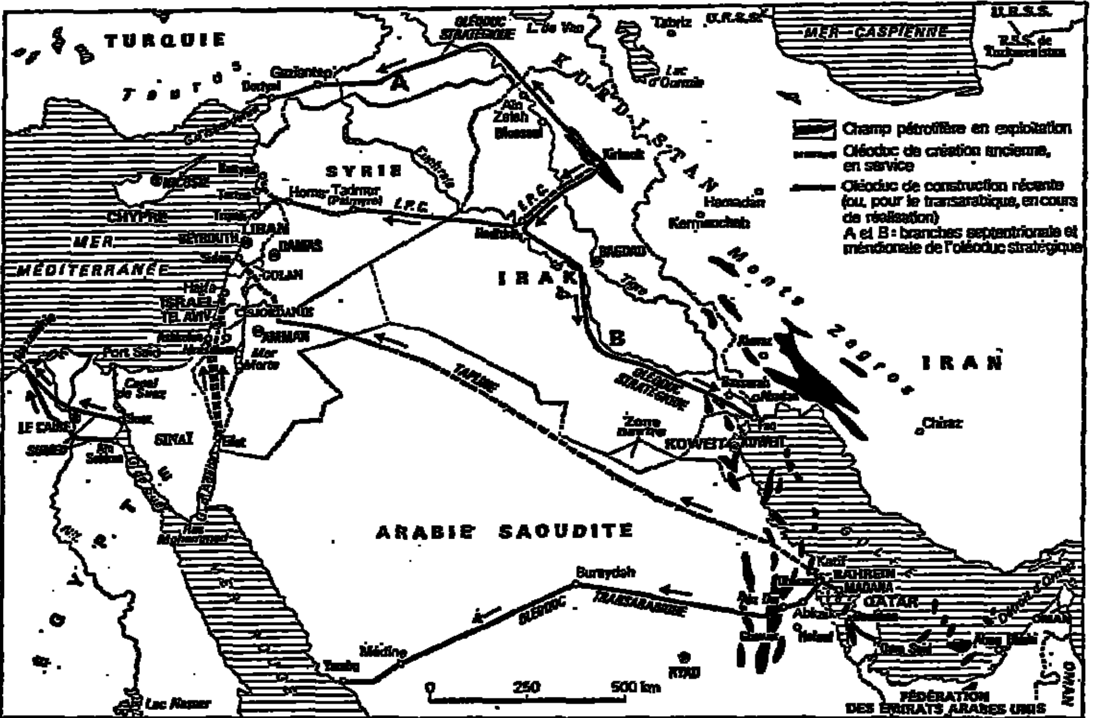
La précarité du bouclier américain

L'objectif qu'ils poursuivent est moins ambitieux et vise à la création d'une force navale nationale capable de protéger au moins une partie des voies maritimes, cette capacité de défense devant permettre au Japon, avec ses *stocks* de matières premières, de préserver sa neutralité en cas de conflit non directement dirigé *contre lui.*

En dépit de sa prestigieuse histoire, la marine japonaise n'est plus qu'une *force* de *défense* côtière à qui il est *impossible* d'opérer dès qu'elle s'éloigne de l'archipel. Tokyo doit se reposer presque complètement sur la flotte américaine pour assurer la liberté des couloirs maritimes vers l'Afrique, le Proche-Orient ou les Etats-Unis. Vu du Japon, si l'instabilité au Proche-Orient ou dans l'océan Indien oblige les Etats-Unis à déplacer leurs forces navales vers cette zone, un déséquilibre s'ensuivra dans le Pacifique. *C'est cet éventuel* « vide » que les Japonais voudraient partiellement pallier, en coopération, au demeurant, avec d'autres pays de la zone : c'est pourquoi ils ont participé aux manœuvres Rimpac au printemps dernier dans le Pacifique avec l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis.

La marine japonaise, qui compte près de cinq cents unités, ne peut combattre hors de portée de *son aviation* et ne *dispose* pas de portes-avions *pour* opérer à longue distance, il faudrait qu'elle agisse dans le cadre d'une force commune. Le développement de ses capacités, actuellement en cours (pour la première fois, les navires de guerre nippons sont équipés de torpilles), ne semble pas, au contraire, provoquer de réaction négatives de la part de ses voisins. L'*ouverture* des ports vietnamiens à la *flotte soviétique* les événements d'Afghanistan, la menace qu'on voit se préciser sur la sécurité des approvisionnements en pétrole, *font qu'il n*'y a pas un gouvernement parmi les pays de l'ASEAN ou de l'Extrême-Orient pour dénoncer le programme de développement de la marine nippone.

PHILIPPE PONS.



Les dangers que la situation politique autour du *Golfe pourrait faire courir à l'écoulement du pétrole* des pays riverains n'ont pas échappé, depuis 1973, aux Etats producteurs de brut de la région (1).

L'Irak, par exemple, disposait depuis 1933 d'un pipe-line vers la côte méditerranéenne par la Syrie (Banias) ou le Liban (Tripoli). Mais les relations tumultueuses avec Damas, la volonté aussi des dirigeants de Bagdad de s'affranchir des pressions possibles de la Syrie et des Palestiniens les ont amenés à décider, en août 1973, la construction d'un oléoduc — dit « stratégique » — de Fao, dans le Golfe, à Dortyol, en Turquie, avec possibilité d'envoyer le pétrole indifféremment dans l'un ou l'autre sens. Ce pipe-line a été ouvert, vers la *Méditerranée, en janvier 1977.*

Quant à l'ancien oléoduc, après avoir été *fermé* de 1976 à 1978, en raison d'un différend financier entre l'Irak et la Syrie sur les droits de transit, il a ensuite *été* rouvert — à moindre débit — vers Banias, la branche reliée à Tripoli restant fermée pour des raisons de sécurité. A en croire la « Middle-East Economic Survey » la réparation des pompes *sur* cet oléoduc portant à 50 millions de tonnes par an la capacité *effective d'écoulement des « pipes » irakiens* vers la Méditerranée (pour une capacité théorique de l'ordre de 100 millions de tonnes par an).

Ce sont aussi des considérations stratégiques qui ont poussé les dirigeants de Ryiad à construire une conduite traversant d'est en ouest — du Golfe à la mer Rouge — leur seul territoire. Commencés en 1978, les travaux du Transarabique devraient être achevés en 1981, avec une capacité de l'ordre de 100 millions de tonnes.

Depuis 1950, la Tapline permettait à l'Arabie Saoudite d'écouler une petite partie de sa production via la Syrie et la Jordanie. Ce tracé étant jugé « peu *sûr » par les Saoudiens — et les litiges sur les droits* de transit étant fréquents — la Tapline a été pratiquement fermée et ne livre plus guère que les raffineries jordaniennes et libanaises.

Le pétrole d'Arabie Saoudite parviendra donc, l'an prochain, pour partie au port de Yanbou et pourra ainsi passer, notamment, par le canal de Suez, et par la « Sumed » — Suez-Méditerranée — une canalisation qui double, depuis 1977, le canal dont le tirant d'eau, malgré les travaux récents, ne permet pas le passage aux navires supérieurs à 150 000 tonnes.

(1) Voir « Un nouveau réseau d'oléoducs au Proche-Orient » dans *le Monde diplomatique* d'août 1980.

Libye

LE COLONEL KADHAFI FAIT L'ÉLOGE DES RELATIONS AVEC LA FRANCE

Tripoli *(Jana).* — Selon l'agence libyenne d'information Jana le colonel Kadhafi a déclaré que son pays *tenait à maintenir* son amitié avec la France.

« Il est de l'intérêt du peuple libyen de développer son amitié avec la France et d'accroître le volume des échanges commerciaux franco-libyens, même dans le domaine du pétrole », a précisé le président libyen dans un discours prononcé dimanche soir, au cours de la séance de clôture de la réunion extraordinaire du Congrès général du peuple, la plus haute instance législative du régime libyen.

Le colonel Kadhafi a souligné que, grâce *« au comportement sage des deux pays »*, la Libye était parvenue à maintenir son amitié avec la France après avoir *« plusieurs fois su éviter une confrontation avec elle au Tchad et en Tunisie ».*

* * *

Le Congrès général a approuvé la fusion des peuples arabes *libyen et syrien « en une union où le pouvoir appartiendra au peuple et à lui seul »*. Il a souligné que cette union *« devra constituer le noyau de l'unité arabe totale »*. Le Congrès a également décidé que les frontières de la Libye seront ouvertes à tous les Arabes, que son territoire devra être considéré comme étant celui de tous les Arabes, que les doubles nationalités sont abolies, les habitants du pays devenant citoyens arabes.

[Après la crise qui avait abouti à l'attaque de l'ambassade de France à Tripoli, le 4 février dernier, Paris avait rappelé son ambassadeur et plusieurs diplomates. Les relations s'étaient ensuite progressivement améliorées et l'ambassadeur de France, M. Malo, avait regagné son poste le 27 juillet dernier.]

Egypte

Plusieurs dizaines d'opposants marxistes et islamiques ont été arrêtés

De notre correspondant

Le Caire. — Le général Nabaoui *Ismail, vice-président du conseil* chargé de l'intérieur, a confirmé le lundi 29 septembre que plusieurs dizaines d'interpellations ont été opérées ces jours derniers en Egypte parmi les opposants clandestins d'obédience marxiste et islamique.

Selon M. Ismail, le nombre des membres *« d'une cellule communiste secrète »* qui ont été emprisonnés est *« d'environ cinquante »*, dont *« quinze appartenant aussi au Rassemblement progressiste et unioniste »* (parti légal à dominante marxiste, groupant également un certain nombre de nassériens). Le ministre de *l'intérieur* n'a pas fourni de chiffres concernant les arrestations dans les milieux extrémistes islamiques, mais on croit savoir que leur nombre serait approximativement le même que celui des militants marxistes interpellés en même temps. Les opposants musulmans arrêtés appartiennent à l'organisation illégale de *la* Libération islamique. Ce mouvement était apparu en avril 1974 lors du coup de *main sanglant (30 morts)* contre l'académie militaire technique d'Héliopolis, dans la banlieue cairote. Il ne s'était, semble-t-il, plus manifesté depuis la pendaison, en 1976, de ses deux chefs, dont le Palestinien Saleh Sareja.

Les cercles politiques du Caire ont tendance à rattacher ces arrestations à l'effervescence populaire constatée ces jours derniers dans plusieurs quartiers du Grand-Caire et d'Alexandrie à la suite de rumeurs, démenties par les autorités, sur une prochaine augmentation des prix du sucre et de l'huile subventionnés.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

DIPLOMATIE

LA VISITE OFFICIELLE EN FRANCE DU PRÉSIDENT DU GABON

Mon pays n'a jamais été la chasse gardée de personne

nous déclare M. Omar Bongo

Hôte officiel de la France, M. Omar Bongo, chef de l'Etat gabonais, devait être accueilli à Orly ce mardi 30 septembre, à *15 h. 30*, par M. Giscard d'Estaing. Les deux hommes d'Etat devaient avoir un premier tête-à-tête dès mardi après-midi, qui devait être suivi d'un dîner à l'Elysée.

Le 1er octobre, le président gabonais doit offrir à son tour un dîner en l'honneur du président de la République française avec lequel il aura, le lendemain, un deuxième tête-à-tête.

Recevant notre envoyé spécial à Libreville, *Philippe Decraene*, le président Omar Bongo a accordé une interview au « Monde ». L'hôte du gouvernement français y fait notamment le point des relations franco-gabonaises, insistant sur le fait que « le Gabon n'a jamais été la chasse gardée de personne ». Il réfute d'autre part quelques-unes des critiques *faites à l'encontre de sa politique*.

« Vous n'êtes pas sans savoir que le Gabon n'a pas une bonne image dans une partie de la presse française ? On parle souvent d'affaires de polices parallèles à propos de votre pays et de certaines morts suspectes qui ne seraient pas sans rapport avec la politique ?

— Je ne demande pas aux journalistes d'écrire des articles laudatifs sur le Gabon, je leur demande simplement de faire preuve d'objectivité et de cesser de se faire l'écho de racontars... Ni de Broglie, ni Fontanet, ni Curiel, ne sont d'ailleurs morts au Gabon, et ce n'est pas à Libreville que Chapour Bakhtiar a de justesse échappé à un attentat...

— On insiste beaucoup sur l'atmosphère affairiste qui régnerait, selon certains, à Libreville...

— Je ne cesse de dénoncer et de pourfendre dans tous les discours le capitalisme *sauvage*, la corruption et l'affairisme. Je multiplie les mesures destinées à les combattre, et c'est sans aucune faiblesse que je sévis à l'égard des coupables. Tout marché passé par l'Etat est désormais examiné par une commission de redressement financier. Quant aux membres du gouvernement, ils doivent justifier de toute entrée et de toute sortie de fonds — sans aucune exception. J'ai fait former à Libreville des spécialistes du droit fiscal et j'en ai demandé d'autres au ministère français de la coopération. Le Gabon applique sans faillir les mesures recommandées par le Fonds monétaire international, et si le redressement spectaculaire de notre situation financière attire de nouveau les affairistes au Gabon, soyez assurés qu'ils en seront pour leurs frais...

— Peut-on, au Gabon, se comporter en opposant au régime du président Bongo ?

— Sans doute, puisque le Gabon n'a aucun prisonnier politique...

— On vous accuse d'encourager le culte de la personnalité...

— Il faut admettre une fois pour toutes que l'opinion ne réagit pas de façon identique en Afrique et en Europe. Dans les sociétés africaines, souvent les enfants reçoivent un nom qui n'est pas celui de leur père mais celui d'un personnage vénéré. Avant mon arrivée au pouvoir, l'économie gabonaise était inexistante. Les Gabonais m'identifient à sa modernisation...

— Votre pays s'est-il ou non résolument rangé dans le camp de ceux qui coopèrent étroitement avec l'Occident ?

— Je m'efforce de dialoguer avec l'Est également, et j'ai visité l'Union soviétique, la Chine, la Corée du Nord, mais je ne me sens pas obligé pour autant de chanter les louanges de ces Etats. Et il est vrai que je suis exaspéré par ceux qui passent leur temps à dire que tout ce qui touche l'Occident est mauvais et que tout ce qui touche l'Est est merveilleux. Pour moi, ces manichéens ont un comportement de démagogues, d'irresponsables...

— Les relations franco-gabonaises restent-elles particulièrement étroites ?

— Chacun choisit les amis qui lui conviennent. La France est le premier de nos partenaires, et nous n'en rougissons point, car si l'essentiel ce sont les affaires, comme dit un proverbe chinois, après les affaires vient l'amitié. Au demeurant, comme le Gabon, la France a le souci de ses intérêts bien compris...

— Vingt ans après l'indépendance de votre pays, vingt-cinq mille Français y résident de façon plus ou moins permanente, et de nombreuses sociétés françaises y possèdent des intérêts importants...

— Il faut en finir avec les mythes et bien comprendre enfin que, contrairement à ce que colportent certains, tout ce qui concerne le développement économique du Gabon et l'essor de son commerce extérieur n'est pas directement lié à la France... Le Gabon n'a jamais été la chasse gardée de personne et je me suis toujours attaché à ce que nous diversifions nos relations avec le plus grand nombre de pays possibles... Les sociétés de recherches pétrolières américaines sont très actives. Ce sont des capitaux américains qui sont investis dans l'exploitation du gisement de manganèse de Manda...

— En dépit de certains propos que vous avez tenus à l'égard de l'OPEP, peut-on considérer que vous avez de bons rapports avec les pays arabes ?

— J'ai simplement dit, et je le répète, que le pétrole est quelque chose qui doit faire le bonheur de tout le monde et qu'il ne doit pas être une arme de guerre. Mais le Gabon entretient d'excellents rapports avec à peu près tous les pays arabes, qu'il s'agisse des Emirats arabes unis, de Qatar et de l'Egypte, de la Mauritanie, du Maroc ou de l'Algérie. Il n'y a guère que la Libye avec laquelle le courant ne passe pas du tout...

— Avez-vous des reproches particuliers à faire au gouvernement libyen ?

— Oui, et c'est pourquoi je viens de décider la fermeture de l'ambassade du Gabon à Tripoli. Le colonel Kadhafi a adopté une attitude négative dans l'affaire du Sahara occidental. Ses insultes contre les Africains francophones lors de la dernière conférence franco-africaine de Nice étaient inacceptables. Je ne comprends pas que, contrairement au roi Hassan II du Maroc ou au président algérien Chadli, le colonel Kadhafi se soit enfermé dans un comportement qui compromet tout dialogue. Aussi longtemps qu'un sommet extraordinaire consacré au Sahara occidental n'aura pas été convoqué par l'O.U.A., cette affaire restera insoluble... J'ajoute que les Libyens ne nous ont jamais accordé la moindre aide, que le Gabon est résolu, dans le cadre de sa politique d'austérité financière, à réduire le nombre de ses ambassades à l'étranger, que mes diplomates ont été frappés par la police libyenne...

— On vous prête des propos hostiles au trilogue tel qu'il a été proposé par le président Valéry Giscard d'Estaing.

— Ceux qui me prêtent de tels propos déforment ce que je dis. Je reste un ferme partisan du trilogue et je n'ai jamais affirmé autre chose... »

(Propos recueillis par
PHILIPPE DECRAENE.)

— PORTRAIT —

La fermeté souriante

Lorsque, conformément aux dispositions de la Constitution gabonaise, M. Omar Bongo accéda, en novembre 1967, à la présidence gabonaise, il était le plus jeune des chefs d'Etat d'Afrique. Le décès, dans un hôpital parisien, de Léon Mba, *« père de l'indépendance »*, fit de celui qui travaillait à ses côtés depuis plusieurs années le magistrat suprême d'un pays qui pesait encore fort peu dans le concert des nations africaines.

En dépit de son jeune âge — il était alors dans sa trente-deuxième année, — le nouveau président allait rapidement asseoir son autorité. Lorsqu'il fut confirmé, une première fois, dans ses fonctions, après les élections du 23 février 1973, le chef de l'Etat était déjà respecté *et craint. Sa réélection, en date* du 30 décembre 1979, avec 99,65 % de suffrages exprimés, apparaît comme une simple formalité.

La référence à d'autres scrutins africains également de type unanimiste est bien courte pour expliquer l'audience du successeur de Léon Mba. De même, ni la légitimité successorale, ni l'appartenance à la minuscule ethnie des Bateké, population dont l'aire d'habitat se situe à la fois au Gabon et au Congo, ne prouvent grand-chose.

En revanche, il faut bien convenir du réalisme et du savoir-faire d'un homme qui, lorsqu'il accéda au premier plan de la scène politique, avait eu le temps, dans l'ombre de celui dont il fut le plus proche collaborateur, de se familiariser étroitement avec tout ce qui touche à la conduite des affaires de l'Etat. Ce benjamin en savait déjà long, lui qui, de modeste fonctionnaire au ministère des affaires étrangères, avait vite accédé à l'antichambre du pouvoir.

Directeur adjoint du cabinet du président de la République en 1960 — dès l'âge de vingt-cinq ans, — puis directeur de cabinet, il exerça des responsabilités qui ne cessèrent de s'étendre progressivement. Nommé vice-président du gouvernement en novembre 1966, puis élu vice-président de la République en mars 1967, il prit une part croissante dans les affaires de l'Etat, au fur et à mesure que se dégradait l'état de santé de Léon Mba, soigné en France pour un cancer. Venant à Paris pour y recueillir consignes et instructions, retournant à Libreville où il gouvernait au nom du mourant, le vice-président Bongo était parfaitement au courant de tous les dossiers importants.

Tout en poursuivant pendant quelques mois la politique de son prédécesseur, notamment dans le domaine des relations avec l'Occident et plus particulièrement avec la France, il abandonna le rôle d'héritier spirituel de Léon Mba pour imposer son style personnel. Moins abrupt, soucieux de convaincre autant que de diriger, il recourut aussi systématiquement au dialogue que son prédécesseur s'y était refusé. Maniant avec la même aisance, et la même habileté, gentillesse et rigueur, faisant toujours preuve d'une grande fermeté, il sut rallier à lui de nombreux opposants et une impressionnante quantité de « tièdes » et d'indécis.

La vigueur des critiques de ceux dont il n'est pas encore parvenu à vaincre les réticences le laisse sans doute moins indifférent qu'il le laisse paraître. Mais, il est certain que les actes, comme il le répète, lui importent plus que les mots. Aussi, avec un large sourire, objecte-t-il à tous ses contradicteurs que son pays est politiquement stable et économiquement prospère, contrairement à la plupart des Etats voisins. — Ph. D.

« Londres s'attache à garantir la sécurité de l'Europe face à l'U.R.S.S. »

déclare l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris

La Grande-Bretagne *« s'attache principalement »* à assurer à l'Europe occidentale *« la capacité d'assurer sa propre sécurité »*, a déclaré l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, parlant le lundi 29 septembre devant l'Association française pour l'union européenne (1).

L'allocution de Sir Reginald Hibbert fait suite à celle de Mme Thatcher à Bordeaux, le 19 septembre, dans laquelle, parlant *en présence de M. Barre*, le premier ministre britannique s'était déclaré prêt *« à développer avec la France une coopération plus complète et plus étroite en matière de défense »*.

Jugeant d'abord que *« dans beaucoup de discours français l'engagement européen »* se réduit à des déclarations sur l'immuabilité de la politique agricole commune, Sir Reginald demande que l'adjectif *« européen »* fût employé *« avec plus de discernement »*. Il devrait, a-t-il dit, *« qualifier uniquement les actions que les Etats membres de la Communauté entreprennent ensemble pour créer un profil européen à l'égard du monde extérieur, en premier lieu à l'égard de l'Europe dans son ensemble, c'est-à-dire à l'égard des trente-quatre Etats répartis de part et d'autre de la ligne qui coupe l'Allemagne »*.

Sous cet angle, l'ambassadeur jugea la politique de son pays *« hautement européenne »*. Il a poursuivi : *« A l'heure actuelle, la Grande-Bretagne s'attache principalement à garantir la sécurité de l'Europe face à l'Union soviétique, à faire en sorte que l'Europe occidentale dispose de plus en plus elle-même de la capacité d'assurer sa propre sécurité et soit à même de défendre ses intérêts de par le monde de manière autonome par sa propre action. Elle poursuit ces objectifs à l'intérieur et par l'intermédiaire de la Communauté européenne ; à l'intérieur et par l'intermédiaire de l'OTAN. »*

L'ambassadeur a conclu : *« Le résultat du sommet franco-britannique (du 19 septembre) devrait suffire à convaincre chacun qu'il est complètement vain de parler d'une Europe à deux vitesses où la Grande-Bretagne n'occuperait qu'un second rang* (2). *La Grande-Bretagne ne prétend nullement se poser en leader, si on entend par là imposer aux Neuf un point de vue élaboré avec des partenaires* « privilégiés ». *La Grande-Bretagne ne fait que revendiquer son droit imprescriptible à l'égalité et à la participation. Il me semble que vers la fin de la journée* (à la fin du sommet du 19 septembre) *la reconnaissance de ce droit a été acquise. »*

Invité à préciser ce qui incitait aujourd'hui la Grande-Bretagne à soulever la question de défense européenne, Sir Reginald a répondu : *« Nous avons noté que le gouvernement français parle aujourd'hui de la défense des voisins de la France et que la France marque son intérêt pour des systèmes d'armement plus adaptés à la défense avancée et à la riposte flexible. »* Comme la Grande-Bretagne, a poursuivi en substance l'ambassadeur, est depuis longtemps acquise à ces conceptions (qui sont celles de l'OTAN), Mme Thatcher a voulu montrer qu'elle était disposée à coopérer avec le gouvernement français dans cet esprit. Mais, a dit Sir Reginald, il ne peut s'agir que *« d'une évolution lente, difficile, graduelle »*, s'inscrivant dans la perspective d'une dizaine ou de plusieurs dizaines d'années.

L'ambassadeur souhaite que la coopération se développe dans le domaine de la défense classique et éventuellement dans la mise en œuvre de la défense nucléaire, mais il a exclu toute coopération dans le domaine de la production de armements nucléaires, les systèmes français et britannique étant *« fondés sur des secrets qui ne peuvent être partagés »* (l'armement nucléaire britannique n'est en effet pas indépendant de celui des Etats-Unis).

(1) AFEUR, 2, rue Mérimée, Paris (15e). Tél. : 501-58-85.

(2) L'ambassadeur répondait à M. Chaban-Delmas, qui, au colloque franco-britannique de Bordeaux, avait préconisé explicitement l'Europe à deux vitesses, conception que M. Barre, dans une formule plus nuancée, avait paru approuver.

DIPLOMATIE

DEVANT LE CONSEIL DE L'EUROPE

Le ministre chinois des affaires étrangères dénonce les menaces de l'« hégémonisme » dans l'océan Indien et le Pacifique

De notre correspondant

Strasbourg. — *Présent pour la première fois devant le Conseil de l'Europe, le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères chinois, M. Huang Hua, a lancé, ce mardi matin 30 septembre, un appel aux pays d'Europe occidentale afin qu'ils renforcent leur unité, leur coopération avec les Etats-Unis, leur aide au tiers-monde et résistent mieux aux* « hégémonistes ».

La part la plus importante du discours a été consacrée à une dénonciation de la politique de l'U.R.S.S., qui n'a cependant jamais été nommée.

Le ministre a déclaré : « *Nous soutenons les pays de l'Europe occidentale dans leurs efforts pour renforcer leur capacité de défense en vue de remédier à leur situation défavorable due aux menaces militaires croissantes de l'hégémonisme. Nous soutenons leurs efforts pour développer des relations de partenaires égaux avec les Etats-Unis, intensifier leurs consultations mutuelles et coordonner leurs positions respectives. Cela est bénéfique tant pour la sécurité et la prospérité des pays ouest-européens que pour celles des Etats-Unis, tout en étant favorable pour la paix et la stabilité dans le monde.* »

Le soutien chinois est acquis aux efforts de l'Europe occidentale « *pour développer ses relations avec le tiers-monde, sur la base de l'égalité et des avantages réciproques* ». M. Huang Hua a stigmatisé alors les menées des « hégémonistes » visant à gêner la coopération avec l'Afrique, le Proche-Orient et certains pays d'Asie.

« *Si l'hégémonisme réussit à contrôler le golfe Persique, l'océan Indien et le détroit de Malacca*, a dit le ministre chinois, *sa stratégie globale pourra être considérée comme accompli. Si cela se produit, les victimes n'en seront pas seulement les pays de ces régions contrôlées par l'hégémonisme, ni leur voisin, la Chine ; cette situation comporte en elle des conséquences des plus désastreuses pour l'Europe occidentale, le Japon et les Etats-Unis, qui dépendent beaucoup du pétrole du Proche-Orient et des voies de communication dans l'océan Indien et le Pacifique* »

M. BARRE : l'atteinte à la détente.

Premier chef de gouvernement français à prendre la parole devant l'Assemblée du Conseil de l'Europe depuis l'accession de M. Giscard d'Estaing à la présidence, M. Barre a souligné le rôle du Conseil dans le processus de détente.

Il a déclaré : « *La détente a reçu une grave atteinte du fait de l'occupation militaire de l'Afghanistan, et la situation internationale qui en résulte pèsera sur la réunion de Madrid. Les trente-cinq délégations présentes à la C.S.C.E. devront se garder d'engager une confrontation stérile des idéologies ou des systèmes politiques et sociaux ; elles ne devront pas non plus se laisser aveugler et se satisfaire de faux semblants. Je peux vous dire que, en ce qui concerne mon pays, c'est avec ce double souci qu'il participera aux travaux de Madrid.* »

Pendant le discours, quelques manifestants, qui avaient pris place dans les tribunes du public, ont brandi une banderole protestant contre la politique menée à l'égard des mines de potasse d'Alsace par la direction de l'Entreprise minière et chimique. Ces syndicalistes venant du Haut-Rhin ont été expulsés.

J.-C. H.

● MISE AU POINT. — La résolution prise par le Conseil de l'Europe en vue d'organiser en permanence des Jeux d'été en Grèce (*le Monde* daté 28-29 septembre) est due à M. Maurice Druon.

D'autre part, le Conseil de l'Europe comprend non pas vingt-quatre Etats mais vingt et un.

● *M. Mitterrand* a fait escale mardi 30 septembre à l'aéroport d'Antananarivo-Ivato, en route pour la Réunion. Il a été salué par une délégation de l'Avant-garde de la révolution malgache (AREMA), *formation politique de* M. Ratsiraka, président de la République malgache.

EUROPE

Pologne

L'industrie du bâtiment menace de déclencher une grève générale

Une grève d'avertissement d'une heure aura lieu vendredi 3 octobre de midi à 13 heures, dans les entreprises affiliées aux quarante-sept sections régionales des syndicats indépendants Solidarité (M.K.Z.), à moins qu'une personnalité importante du gouvernement ne s'engage à la télévision à appliquer les mesures prévues par les accords de Gdansk. Il s'agit notamment d'une augmentation avant la fin de septembre de 800 zlotys par mois pour tous (104 F environ), et de l'accès de Solidarité aux moyens d'information. Selon M. Bogdan Lis, membre du comité de coordination des M.K.Z., « *le gouvernement devrait comprendre que notre grève d'avertissement est dans son intérêt : sans cela nous aurons une série de grèves sauvages dans tout le pays* ».

Ainsi, l'industrie du bâtiment menace de déclencher une grève générale : au terme de négociations entre les représentants des ouvriers et le ministre de la construction, M. Barszcz, le gouvernement n'a offert que 550 zlotys (soit 600 de moins que demandé). Un groupe d'experts de la construction, affiliés à Solidarité, a adressé lundi 29 septembre un télex aux autorités. Ils se déclarent en mesure d'empêcher la grève parmi les ouvriers de la construction (dont 90 %, affirment-ils, ont rejoint Solidarité), pourvu qu'un accord soit réalisé sur les salaires, les autres revendications pouvant faire l'objet de discussions ultérieures. Ils rappellent que l'accord de Gdansk fixait au 30 septembre la date limite pour les accords sur les augmentations de salaires.

Le gouvernement a annoncé que des augmentations de salaires concernant huit millions de travailleurs entreraient en application en octobre. Elles seraient en moyenne de 650 zlotys par mois (85 francs environ). Les secteurs concernés par ces augmentations sont, selon l'agence PAP, les suivants : les mines de charbon, les carburants, la métallurgie, l'électricité, les machines, les matériaux de construction, l'alimentation, la construction, le commerce intérieur, les transports, la marine marchande, les travaux publics, l'éducation, le logement, la radio et la télévision. D'autre part, le Conseil central des syndicats officiels (C.R.Z.Z.) a pratiquement cessé d'exister : les organisations qui y étaient affiliées l'ayant, « *toutes ou presque* », quitté, a déclaré lundi, Szyszka, président des employés des télécommunications. Il a cité le cas de son syndicat qui, bien qu'ayant pris ses distances vis-à-vis du Conseil central *des C.R.Z.Z., ne comptait* plus de 20 % environ de ses effectifs de naguère. Il s'agit là d'une des vingt-trois fédérations officielles appartenant au C.R.Z.Z. qui ont quitté le *Conseil* des syndicats officiels, se sont regroupées en des « syndicats autonomes et indépendants », mais qui n'ont rien à voir avec les syndicats Solidarité.

Pour remplacer le Conseil central (officiel), les anciens syndicats C.R.Z.Z. envisagent, selon M. Szyszka, de former une fédération au sein de laquelle les membres affiliés jouiraient d'une « *large autonomie* », mais qui coordonnerait l'ensemble du mouvement *pour le représenter* lors des discussions avec le gouvernement sur les problèmes majeurs.

M. Glowczyk, président du Syndicat des travailleurs du *livre, de la presse, de la radio* et de la télévision, et Mme Natorska, présidente du Syndicat des travailleurs des industries du textile et du cuir, ont de leur côté annoncé que leurs organisations avaient agi de même. Ils ont déploré les « *erreurs* » commises dans le mouvement syndical et ont prôné une politique d'« *ouverture* » et de « *dialogue* » avec les M.K.Z., qu'ils avaient ignorés jusqu'à présent. Ils ont insisté sur le rétablissement de l'« *unité du mouvement syndical* », *que le* parti appelle de ses vœux.

M. Kania reçoit des étudiants

Pour sa part, M. Kania, le chef du parti, a reçu lundi les activistes de l'Association socialiste des étudiants polonais (S.Z.S.P., communiste). Selon Pap, les étudiants *ont* demandé une plus grande participation aux décisions politiques et économiques. M. Kania les a encouragés à « *jouer un rôle dirigeant* » au *sein du milieu* étudiant.

En prévision de la rentrée universitaire du 1er octobre, le S.Z.S.P. a adopté le 17 septembre une résolution préconisant notamment l'autogestion des universités. Mais, comme chez les travailleurs, cette tentative d'un organisme officiel « régénéré » n'a pas empêché la création à Gdansk, dimanche, d'une « association indépendante des étudiants » (de Gdansk, Varsovie et Cracovie), qui veut rompre avec *le monopole de l'Union socialiste* et réclame la libre élection des recteurs et des doyens par des commissions universitaires et la création de conseils étudiants élus et chargés de contribuer à l'élaboration de la politique universitaire.

Enfin, en attendant le plénum du comité central du parti, qui semble repoussé de jour en jour, la cellule communiste de la faculté de planification économique de l'université de Varsovie a affiché une motion *de dix* pages réclamant une purge sérieuse de la direction du parti et de l'Etat. La motion réclame le départ de responsables « *des fausses décisions politiques et économiques, qui ont fait montre d'incompétence et de légèreté (...), qui ont ainsi sapé l'autorité du parti et les idéaux du socialisme en Pologne et à l'étranger et ont falsifié l'information fournie à la population* ».

Allemagne fédérale

APRÈS L'ATTENTAT DE MUNICH

Les membres du « groupe Hoffmann » interpellés par la police ont été libérés

Après l'attentat qui a coûté la vie à douze personnes le 26 septembre, cinquante blessés restent *hospitalisés à Munich*, six d'entre eux dans un état critique. La Fête de la bière sera interrompue mardi 1er octobre, pendant la cérémonie funèbre à la mémoire des victimes.

Le chancelier Schmidt et son rival direct dans l'actuelle campagne électorale, M. Franz Josef Strauss, ainsi que trois ministres fédéraux et de nombreuses personnalités politiques, doivent assister à cette cérémonie qui sera télévisée en direct.

De notre correspondant

Bonn. — Le « fürer » néonazi *Karl Heinz Hoffmann et les* cinq membres de son groupe qui avaient été arrêtés après l'attentat de Munich ont été remis en liberté lundi 29 septembre, les preuves de leur participation à cet attentat n'ayant pu être établies. Il se confirme d'autre part que l'étudiant Gundolf Wielfried Köhler, *tué dans l'explosion*, était le poseur de la bombe.

Bien que Köhler ait été en rapport avec le groupe Hoffmann, la police n'exclut pas l'hypothèse *d'un acte isolé. A l'université* de Tübingen, où il faisait des études de géologie, comme à son domicile familial de Donaueschingen, Köhler passait pour un solitaire, voire un caractériel. *Passionné* par les explosifs, il se livrait dans la cave de sa maison familiale à des expériences qui lui valurent, en 1974, d'être hospitalisé pendant deux semaines.

Si la responsabilité du groupe Hoffmann en tant que tel n'est pas établie, de nombreux critiques *reprochent* aux autorités d'avoir trop peu prêté attention aux mouvements néo-nazis pour se concentrer sur le terrorisme de gauche. Le groupe Hoffmann *était connu depuis 1976. Locataire* d'un château près de Nuremberg, son fondateur organisait des « manœuvres militaires » au cours desquelles ses troupes, casquées et revêtues d'uniformes nazis, parcouraient le pays à bord d'anciens camions militaires de la Wehrmacht. Le groupe, qui, en dehors de ses proclamations antidémocratiques, ne *s'était guère* signalé qu'en *prenant part* à *quelques* bagarres contre l'extrême gauche à l'université de Tübingen, était considéré par les autorités bavaroises comme un rassemblement de *faibles* d'*esprit plus* que comme un danger réel.

C'est le 30 janvier dernier seulement que le ministre fédéral de l'intérieur, M. Baum, avait décidé de l'interdire. Le groupe Hoffmann, en effet, organisait, moyennant finance, des défilés de ses troupes pour les télévisions d'Europe et d'Amérique. Le char d'assaut, les quelques canons de D.C.A. et les autres armes dont disposait l'armée privée de Karl Heinz Hoffmann *étaient tous hors d'usage*.

Dans les rangs de la coalition gouvernementale, on reproche aujourd'hui à M. Franz Josef Strauss d'avoir trop longtemps fermé les yeux sur les *activités* de cette organisation, dont les sociaux-démocrates bavarois demandaient l'interdiction depuis plusieurs années. On s'émeut en outre des attaques lancées par le ministre-président de Bavière, au lendemain de l'attentat, contre le ministre de l'intérieur, accusé *d'avoir constamment « minimisé le terrorisme »* de gauche et de droite.

Les mouvements néo-nazis se sont manifestés ces derniers mois par une *série d'attentats* antisémites et xénophobes, dont celui qui a fait deux morts le 22 août dernier dans un foyer de réfugiés à Hambourg.

JEAN WETZ.

Turquie

Le programme présenté par le nouveau gouvernement diffère assez peu de celui de M. Demirel

De notre correspondant

Ankara. — L'amiral en retraite, Bulent Ulusu, nouveau premier ministre turc, a présenté le samedi 27 septembre son programme de gouvernement devant les cinq membres du Conseil national de sécurité doté provisoirement des pouvoirs législatif et exécutif.

Après avoir dressé un sombre tableau de la Turquie à la veille du coup d'Etat du 12 septembre, l'amiral Ulusu a promis un retour au système parlementaire, après la mise en œuvre rapide de mesures administratives et législatives qui « *préserveront contre toute atteinte le service de l'Etat, le droit à la vie et la liberté des citoyens* ».

Outre la préparation d'une nouvelle Constitution, le programme prévoit une série de mesures contre l'anarchie, notamment la création de tribunaux spécialisés, l'intensification de la lutte contre la contrebande, en particulier celle des armes, l'extension des pouvoirs de la police et l'amélioration de son équipement, la restriction du droit de réunion et de manifestation ainsi que la *révision* du code pénal et des lois sur les partis politiques. Le gouvernement prévoit également de modifier la loi sur l'état d'urgence dans le sens d'un élargissement des pouvoirs des autorités civiles en cas de nécessité, ce qui permettrait d'éviter l'extension de l'état de siège.

Sur le plan économique, le gouvernement veillera à l'application du programme d'assainissement mis en place par le cabinet Demirel. Il prévoit d'autre part une *réduction des charges* fiscales pesant sur les revenus les plus bas. Enfin, la législation concernant le droit de grève, les conventions collectives et les *syndicats* doit être révisée.

Le Conseil national de sécurité avait, le 26 septembre, destitué tous les maires et annoncé la dissolution des assemblées municipales et départementales. Le Conseil entend restaurer une administration « *non partisane* ». A cette fin, de nouvelles assemblées constituées par les directeurs des services municipaux seront mises en place et de nouveaux maires seront nommés par le ministère de l'intérieur ou par les gouverneurs de *districts*.

Sur le plan de la politique étrangère, enfin, le programme s'en tient aux grandes orientations déjà définies par le Conseil *national de sécurité : fidélité* aux accords, notamment avec l'OTAN, développement des relations avec la C.E.E., ainsi qu'avec les pays islamiques, recherche d'une solution au conflit gréco-turc par la voie des négociations et continuation des pourparlers intercommunautaires à Chypre.

Il *s'agit, en somme, des objectifs* qui figuraient, presque sans exception, dans le programme du précédent gouvernement mais se heurtaient à la paralysie de l'Assemblée nationale.

ARTUN UNSAL.

Suède

Les autorités s'apprêtent à recourir à la force pour chasser des eaux territoriales un mystérieux sous-marin

De notre correspondant

Stockholm. — Les unités de la surveillance côtière suédoise ne sont toujours pas parvenues à repousser un sous-marin étranger qui se trouve dans les eaux territoriales suédoises au sud de l'archipel de Stockholm depuis le 18 septembre. Une dizaine de grenades sous-marines ont été tirées ces derniers jours à une soixantaine de mètres du submersible sans pour autant éloigner celui-ci de la zone des 12 milles nautiques.

Le ministre de la *défense*, M. Erik Krönmark, a déclaré que c'était « *la plus grave violation des eaux territoriales suédoises depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et une provocation sans égale de la part de la puissance étrangère responsable de l'opération. La Suède ne peut plus dorénavant garantir la sécurité de l'équipage du sous-marin* ». Le gouvernement et l'état-major de la défense nationale envisagent des actions beaucoup plus énergiques pour *forcer* le submersible à faire surface et l'identifier s'il ne l'est pas déjà.

Selon certaines informations, le sous-marin serait de type clas*sique et appartiendrait* à un Etat riverain de la Baltique. Il serait donc de nationalité soviétique, est-allemande ou polonaise, car on voit difficilement les Finlandais ou les Danois se livrer à des activités d'espionnage à proximité de la base d'Utö, qui commande l'entrée de l'archipel.

Les violations des zones territoriales suédoises sont relativement *fréquentes*, et l'aviation est intervenue à soixante-dix-sept reprises l'année dernière pour repousser des appareils de pays membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie qui étaient entrés dans l'espace aérien suédois. Ces incidents sont généralement annoncés avec discrétion, et l'on *s'étonne qu'autant de publicité* soit donnée à la présente affaire. Il n'est pas impossible que l'objectif soit aussi indirectement d'attirer l'attention de l'opinion *sur les conséquences* de la réduction des crédits de la marine nationale qui ne permettra pas la modernisation souhaitée du matériel.

ALAIN DEBOVE.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● LE CHEF DE L'ETAT MAURITANIEN, le lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Haidallah, est à Alger depuis le dimanche 28 septembre pour une visite officielle de quatre jours. Ce voyage est l'aboutissement du processus de normalisation entre l'Algérie et la Mauritanie, commencé en août 1979 après l'accord entre Nouakchott et le Polisario. La relance de la *coopération économique* avait été l'objet de la réunion à Nouakchott, du 22 au 27 septembre, de la commission mixte algéro-mauritanienne. — *(Corresp.)*

Bolivie

● LA PAZ ne quittera pas le pacte andin, comme l'hypothèse en avait été évoquée par le général Luis Garcia Meza au début de septembre, après le coup d'Etat qui l'avait porté à la tête de la Bolivie. C'est ce qu'a *annoncé* officiellement, lundi 29 septembre, le ministre de la coopération régionale. — *(A.F.P.)*

Brésil

● UNE GREVE DES OUVRIERS AGRICOLES DE L'ETAT DE PERNAMBOUC, dans le nord-est brésilien, commencée le 26 septembre, touchait, le lundi 29 septembre, deux cent quarante mille travailleurs. Un porte-parole de la Fédération des ouvriers agricoles de l'Etat a précisé que la grève paralysait l'activité de trente-cinq *usines de production de sucre* et d'alcool de la région. Les grévistes, dont le mouvement, le premier depuis seize ans, est illégal, mais n'a pas entraîné de réactions pour le moment, demandent de meilleures conditions de travail, un salaire mensuel minimum équivalent à 500 F, et le respect de la convention collective signée avec le patronat agricole l'an dernier. — *(A.F.P.)*

Canada

● QUARANTE MILLE FONCTIONNAIRES FEDERAUX, dont plus de vingt mille à Ottawa, ont *commencé*, lundi 29 septembre, une grève illimitée. *Ils demandent l'inscription* dans leur contrat collectif — conclu pour deux ans — des augmentations de salaires de 10 % la première année et de 9 % la seconde année avec une clause d'échelle mobile et la réduction de l'horaire hebdomadaire de trente-cinq heures à trente-quatre heures. — *(A.F.P.)*.

États-Unis

● ARRESTATION DE MANIFESTANTS ANTINUCLÉAIRES. — Cent quarante-sept manifestants, qui voulaient empêcher les ouvriers de se rendre sur le chantier de construction d'une centrale nucléaire, à Shoreham, dans l'Etat de New-York, ont été appréhendés lundi 29 septembre, a indiqué la police locale. — *(A.F.P.)*

● M. LEON JAWORSKI, qui fut le procureur de l'affaire du Watergate, a annoncé lundi 29 septembre à Washington qu'il dirigerait un groupe de « *démocrates pour Ronald Reagan* ». « *Je préfère un extrémiste compétent à un modéré incompétent* », a déclaré M. Jaworski. — *(U.P.I.)*

Ouganda

● L'ORDRE DE MALTE précise que, « *malgré l'opération française d'aide humanitaire en Ouganda, il maintient ses équipes médicales dans le Karamoja. Sept personnes, médecins et infirmiers, envoyés par l'Ordre travaillent à l'heure actuelle à Namalu en collaboration avec l'équipe médicale composée aussi de membres de l'Hôpital sans frontières, Médecins du monde et la Croix-Rouge. En accord avec Mrs. Melissa Wells, responsable locale du PNUD, l'administration et la logistique de l'aide humanitaire sont assurées par l'Ordre de Malte. Compte tenu de la situation dans le Karamoja, l'aide médicale et l'aide nutritionnelle doivent être poursuivies jusqu'à la fin de l'année et peut-être le printemps prochain, estime l'Ordre de Malte, qui s'efforcera de rester tout le temps nécessaire.* » (C.C.P. 12 07845 F Paris.)

Philippines

● UNE VINGTAINE DE PERSONNES ont été tuées du 24 au 30 septembre au cours d'attentats à la bombe et d'accrochages entre l'armée et des « rebelles » communistes et musulmans, sur l'ensemble du pays. D'autre part, le président Marcos a *ordonné*, jeudi 25 septembre, l'arrestation de douze membres de l'opposition, dont un parlementaire, accusés d'avoir participé à une réunion anti-gouvernementale illégale. — *(A.F.P., U.P.I., Reuter.)*

Union soviétique

● LE PRÉSIDENT INDIEN, M. N. S. Reddy, est arrivé, lundi 29 septembre, à Moscou, *où il a été accueilli* par M. Brejnev. Il effectue une visite officielle d'une semaine en U.R.S.S. et est accompagné par le ministre du pétrole du *gouvernement de Mme Gandhi*, qui souhaite demander un accroissement des livraisons soviétiques de pétrole pour faire face à la suspension des *exportations* irakiennes, qui touche également l'Inde. — *(A.F.P.)*

Venezuela

● UNE JOURNALISTE ACCUSÉE D'ESPIONNAGE au profit de Cuba, Mme Alicia Herrera, *sera jugée* pour haute trahison, a annoncé, le lundi 29 septembre, le directeur des services de renseignements du Venezuela. Mme Herrera, qui dirigeait la revue vénézuélienne *Kena*, mais avait disparu depuis cinq mois, a tenu à Mexico une conférence de presse au cours de laquelle elle a elle-même déclaré travailler pour les services de renseignements cubains. Elle a également *accusé le gouvernement* vénézuélien d'avoir fait acquitter, tout en les sachant coupables, quatre hommes suspectés d'avoir posé la bombe qui détruisit, en 1976, un avion cubain en vol, faisant soixante-seize morts. Ce verdict a amené La Havane et Caracas au bord de la rupture diplomatique. — *(A.F.P.)*

Combat de chefs en Allemagne fédérale

II. — L'OBSESSION DE L'EST

De notre envoyé spécial BERNARD BRIGOULEIX

Les électeurs ouest-allemands sont appelés à désigner, le dimanche 5 octobre, leurs députés. Ce renouvellement du Bundestag donne lieu à une campagne électorale particulièrement vigoureuse et personnalisée, où les partisans du chancelier Schmidt et ceux de M. Franz Josef Strauss, ministre-président de Bavière, s'affrontent sans ménagement. Dans un premier article, notre envoyé spécial a décrit les manifestations extérieures de cette controverse (le Monde du 30 septembre). Dans un second, il en examine les enjeux diplomatiques.

Bonn. — Les Allemands s'intéressent à la politique étrangère. Il n'est, pour s'en convaincre, que de lire la plupart de leurs journaux, même locaux, d'écouter leur radio... ou leurs candidats aux élections. En R.F.A., l'électeur connaît, sur la situation internationale et la diplomatie de son pays, probablement plus de choses que n'importe lequel de ses homologues en Europe.

L'explication la plus simple est sans doute que, même encore aujourd'hui, les Allemands ont le sentiment très fort que leur sort collectif, leur avenir national, dépend plus que pour d'autres pays de l'état des relations Est-Ouest. Le partage de Yalta passe au milieu de leur peuple, de leurs familles mêmes. En outre, peu de nations ont, autant que l'Allemagne, la hantise de la guerre. Le souvenir du cauchemar de la fin de la dernière guerre mondiale et la certitude d'être en toute première ligne en cas de conflagration Est-Ouest y sont naturellement pour beaucoup.

La politique étrangère n'est pas ici ressentie comme un domaine un peu accessoire de la vie politique, à réserver aux spécialistes : elle est au cœur des préoccupations d'une grande majorité d'électeurs. Cette importance accordée aux questions diplomatiques et militaires n'est pas une des moindres différences que présente une campagne électorale ouest-allemande par rapport à une campagne française.

« *Sicherheit* » (la sécurité) : le mot revient fréquemment dans la profession de foi de M. Schmidt et celle de son adversaire chrétien-social, M. Strauss. On s'aperçoit vite que les divergences portent davantage sur la méthode que sur les grands principes. Peut-être, tout simplement, parce que le fameux « consensus » ouest-allemand est également très net autour des principales options de politique étrangère adoptées depuis la fondation de la R.F.A. pour ce qui est de l'appartenance *au camp occidental*, et depuis l'avènement des sociaux-démocrates en ce qui concerne la « politique à l'Est ».

M. Strauss reproche au chancelier Schmidt d'avoir, en tentant de prendre quelque distance par rapport à Washington, *affaibli* les positions de l'OTAN et celles du camp occidental en général. « *Mon premier déplacement officiel me conduirait aux Etats-Unis* », répète le candidat de l'opposition à la chancellerie lorsqu'il indique ce qu'il fera s'il sort vainqueur du scrutin de dimanche. « *La sécurité, cela se paie, et on semble l'oublier aujourd'hui à Bonn* », ajoute un de ses conseillers.

Cela se paie en *fidélité*, d'abord : les initiatives diplomatiques de M. Schmidt — il est allé voir M. Brejnev à Moscou au début de l'été, puis il a failli recevoir en R.F.A. M. Gierek (qui a dû annuler ce voyage au dernier moment en raison des événements polonais), enfin il a été contraint de reporter sa rencontre avec M. Honecker en R.D.A. — ont été jugées « *inutilement irritantes* » pour Washington par ses adversaires chrétiens-démocrates et sociaux-chrétiens. Inutilement irritantes : des deux mots, c'est probablement l'adverbe le plus important. Car on s'indigne *surtout*, dans les milieux de la C.D.U. et de la C.S.U., de la vanité des efforts du chef du gouvernement de *Bonn en direction des Soviétiques*, même si l'on affecte de critiquer le principe d'une telle démarche.

Cette sécurité se paie, ou se paiera, en bel et bon argent, estime l'entourage de M. Strauss : il faut se préparer à l'idée que Washington, si M. Carter l'emporte à nouveau en novembre, cédera à la tentation d'un certain repli isolationniste ; et, si c'est M. Reagan qui sort vainqueur de la course à la Maison Blanche, d'autres théâtres d'opérations immédiats ou potentiels peuvent retenir prioritairement l'attention des Etats-Unis. En toute hypothèse donc, conclut-on *souvent chez les stratèges de la* C.D.U. et ceux de la C.S.U., la République fédérale devra assurer par elle-même une plus grande partie de sa défense. M. Strauss n'oublie pas qu'il fut un des organisateurs de la Bundeswehr.

Neutralité contre réunification ?

Mais la polémique, là encore, porte davantage sur le style que *sur le fond : à part* les remuants « jeunes socialistes » (Jusos) traditionnellement très marqués à gauche, peu de sociaux-démocrates remettent en cause l'appartenance de la R.F.A. à l'alliance atlantique, et le chancelier ne manque même jamais une occasion de *manifester* sa fidélité au pacte, surtout quand il prend des initiatives en direction de l'Est. A tout prendre, ce seraient plutôt les libéraux du ministre des affaires étrangères, M. Genscher, qui mettraient l'accent sur la nécessité d'organiser le désarmement (ou en tout cas de limiter sous contrôle international la course aux armements) et sur le caractère indivisible de la détente, en dépit du coup que lui a porté l'invasion de l'Afghanistan par l'armée rouge.

Curieusement, si la grande majorité des Allemands de l'Ouest ne paraissent pas remettre en cause la présence de leur pays dans le camp occidental, un récent sondage publié par le quotidien *Die Welt* a montré qu'une proportion élevée d'entre eux — quelque 43 % des personnes interrogées — ne seraient pas hostiles à une politique d'équilibre entre Washington et Moscou. Il est vrai que l'exemple du voisin autrichien montre qu'une certaine « neutralité active » n'est nullement incompatible avec l'appartenance à un *système*; mais elle le serait évidemment avec l'OTAN. A l'état-major de M. Strauss, on s'inquiète d'une telle évolution de *l'opinion, résultat, selon* un porte-parole de la C.D.U., de la politique étrangère des gouvernements sociaux-démocrates depuis dix ans.

En fait, si une partie de l'opinion rêve de concilier l'inconciliable, c'est surtout parce que derrière l'idée de neutralité se profile le vieux rêve de réunification. M. Wehner, l'un des chefs *historiques* du S.P.D., a naguère défrayé la chronique en lançant l'idée d'un tel échange : chacune des deux Allemagnes pourrait renoncer à *ses alliances* respectives, et, en contrepartie, la nation allemande serait autorisée par les deux Grands et les deux autres puissances *occupantes*, la France et la Grande-Bretagne, à retrouver son unité politique. Hypothèse à laquelle ni l'attitude des Occidentaux, ni celle du Kremlin ne sont venues apporter à ce jour le moindre commence*ment de confirmation*, et qui avait, à l'époque, fait scandale. Mais M. Wehner avait probablement dit tout haut ce qu'un certain nombre de ses compatriotes pensent en secret.

L'ajournement de la rencontre entre MM. Schmidt et Honecker n'est certes pas apparu comme un succès pour le chancelier, qui avait été contraint d'en prendre l'initiative *de crainte de rentrer* de R.D.A. les mains vides. Mais il est révélateur que l'opposition n'ait pas vraiment utilisé cette occasion — en pleine *campagne* électorale ! — pour critiquer l'ensemble de la politique inter-allemande du chef du gouvernement de Bonn : elle s'est contentée de quelques critiques ironiques, qui tenaient plus du grognement sarcastique que de la *volée de bois vert. Pour une raison* très simple : les amis de M. Strauss savent que leur grand homme, s'il arrivait à la chancellerie, ne *mènerait certainement* pas une politique très différente de celle de M. Schmidt, et que cette politique recueille l'assentiment d'un très grand nombre de leurs compatriotes.

Pendant des années, les relations inter-allemandes se résumaient presque à de grandes affaires d'espionnage et des évasions spectaculaires de R.D.A. Ce sont les sociaux-démocrates qui, en 1970, inaugurèrent une ère de rapports différents avec le gouvernement de Berlin-Est. M. Willy Brandt, alors chancelier, rencontra Willy Stoph à Erfurt, puis à Kassel. Les élections du 19 novembre 1972 ratifièrent massivement, au niveau populaire, le traité fondamental inter-allemand qui avait été approuvé dans ses grandes lignes dix jours plus tôt, et qui devait être signé le 21 décembre à Berlin-Est.

Ce texte n'a pas aplani toutes les difficultés entre les deux Allemagnes, comme devaient le montrer, par la suite, différentes périodes de tension ou certains « froids » diplomatiques. Mais il s'est développé entre Bonn et Berlin-Est une coopération économique et humanitaire — pour régler des dizaines de milliers de cas individuels au sein des familles *déchirées*. C'est un acquis que personne ne songerait sérieusement à remettre en cause en R.F.A. Ni probablement, d'ailleurs, en R.D.A.

Là encore, les critiques de l'opposition à l'égard d'une politique inter-allemande à laquelle les deux chanceliers sociaux-démocrates successifs ont attaché leur nom portent davantage sur les modalités pratiques que sur les principes. On reproche notamment à cette politique de profiter surtout, par les accords commerciaux, à la R.D.A. Mais nul ne songerait à s'indigner que le volume des échanges inter-allemands, par exemple, ait augmenté de 37 % durant le premier semestre de cette année.

La « menace soviétique »

Et l'on a, dit-on, dans les cartons, prêts à être relancés dès que la situation internationale le permettra, deux nouveaux grands projets industriels communs : la construction, par la R.F.A., d'une centrale électrique en R.D.A., *fonctionnant avec du lignite* (dont les Allemands de l'Est sont les premiers producteurs du monde), et un plan d'électrification des chemins de fer de l'« autre Allemagne » avec l'aide financière de Bonn.

Pour l'opinion ouest-allemande, les relations avec Berlin-Est sont évidemment le volet le plus directement utils de l'Ostpolitik inaugurée jadis par M. Brandt, parce qu'elles touchent une corde demeurée très sensible et *permettent certains échanges avec* les « *frères séparés* » d'au-delà du rideau de fer. Mais elles ne sont pas le seul aspect qui en soit *perçu positivement*, et *l'opposition* ne l'ignore pas. Un certain nombre de ses dirigeants, à commencer par M. Strauss lui-même, éprouvent à l'égard de l'Union soviétique une sorte de fascination horrifiée, un curieux mélange d'attirance et de répulsion, qui explique, par exemple, que le ministre-président de Bavière, tout en critiquant le récent voyage à Moscou du chancelier en raison du moment choisi, ne soit pas le dernier à se flatter d'avoir de bonnes relations personnelles avec M. Brejnev et d'être pris au sérieux par le Kremlin.

Il reste que, les événements *d'Afghanistan puis de Pologne* aidant, la véritable obsession de l'Est qu'éprouvent la classe politique et l'opinion publique ouest-allemandes a été particulièrement mise en lumière par la campagne pour les élections du 5 octobre. La « *menace soviétique* » est analysée avec des degrés divers dans la dramatisation. Mais elle n'est pas niée.

« *Il faut redonner à l'Europe sa place dans les affaires du monde, et lui permettre de faire mieux entendre sa voix* », avait dit M. Giscard d'Estaing au chancelier Schmidt lors de son voyage officiel en R.F.A., en juillet dernier. Ambition que nul ne conteste ici parmi les dirigeants des partis. Mais s'il y a un domaine où MM. Schmidt et Strauss diffèrent plus par le style que par les orientations politiques profondes, c'est bien celui de la sécurité de l'Europe occidentale et, au premier chef, celle de la R.F.A. : que l'on choisisse ou non d'afficher quelque indépendance d'esprit par rapport aux Etats-Unis, cette sécurité passe plus que jamais par Washington.

Prochain article :

« MODELL DEUTSCHLAND » OU DÉSENCHANTEMENT ?

ASIE

Chine

LE PROCÈS DE LA « BANDE DES QUATRE »

La peine de mort pourrait être requise contre les accusés, contrairement à ce qu'avait affirmé M. Hua Guofeng

De notre correspondant

Pékin. — Des précisions supplémentaires sur le prochain procès de la « bande des quatre » et des partisans de Lin Biao ont été données lundi 29 septembre par M. Zeng Tao, directeur de Chine nouvelle et secrétaire général adjoint du comité permanent de l'Assemblée. Celui-ci a indiqué que des condamnations à la peine capitale n'étaient nullement exclues pour certains des accusés, contrairement à ce que M. Hua Guofeng avait déclaré à ce sujet en octobre 1979. Interrogé sur cette contradiction, M. Zeng a cru pouvoir dire que les propos de M. Hua n'avaient pas été rapportés à l'époque *« de façon exacte »* et qu'il avait surtout voulu dire que les accusés seraient jugés *« conformément à la loi »*. Cette mise au point ne saurait convaincre ceux qui, comme nous, ont entendu de leurs oreilles, il y a un peu moins d'un an, le président Hua. Il semble seulement que l'on veuille corriger un faux pas ancien qui préjugeait un peu trop ouvertement l'i..ue d'un procès auquel on s'efforce de donner une apparence de légalité.

M. Zeng a d'autre part indiqué que le comité permanent de l'Assemblée avait approuvé la formation d'une juridiction spéciale pour juger les dix accusés. Deux tribunaux fonctionneront parallèlement, l'un d'entre eux étant réservé aux accusés qui étaient en service actif dans l'armée au moment des faits qui leur sont reprochés, c'est-à-dire les cinq généraux accusés de participation au *« complot Lin Biao »*. Le verdict prononcé par ces tribunaux sera sans appel.

Les accusés pourront-ils avoir recours à des avocats et seront-ils autorisés à demander l'audition de témoins dans l'intérêt de leur défense ? Ils en ont le droit selon la loi, mais M. Zeng n'a pu dire s'ils en avaient effectivement l'intention. Par une innovation juridique inattendue, les accusés seront jugés conformément au code de procédure criminelle promulgué au début de 1980, non selon les textes en vigueur au moment des faits, et qui dataient du début des années 50. Application rétroactive de la loi que les autorités expliquent en invoquant le caractère *« extrêmement complexe »* de l'affaire.

M. Zeng a confirmé que l'accusation de tentative de meurtre contre Mao s'appliquait aux généraux accusés de complicité avec Lin Biao, non à la veuve du président, Mme Jiang Qing, et à ses collègues de la « bande des quatre ». Ces derniers tombent en revanche sous l'inculpation d'organisation de rébellion armée, apparemment en raison des projets de résistance qu'ils essayèrent de mettre sur pied à Shanghai peu de temps avant leur arrestation.

Quand aura lieu le procès ? Les accusés sont interrogés sur la base des dossiers établis par le ministère de la sécurité. L'acte d'accusation devra ensuite être établi et leur sera communiqué sept jours avant leur comparution. Tout ceci peut encore prendre du temps, mais les débats pourraient commencer dans un mois environ. Les provinces, les municipalités et les services de l'armée sont invités à désigner des représentants pour y assister, puisque, selon la loi, le jugement doit être « public ».

A l'issue de sa conférence de presse, M. Zeng Tao a indiqué que la session du comité permanent de l'Assemblée s'était terminée lundi. Un nouveau ministre des forêts a été désigné. Il s'agit de M. Yong Wentao, qui avait été victime des premières purges de la révolution culturelle. Contrairement à ce que des sources chinoises dignes de foi avaient laissé prévoir, le comité n'a procédé en revanche à aucune autre nomination à des postes gouvernementaux, et rien n'est encore décidé, notamment quant aux futurs titulaires des ministères de la défense et du pétrole. Ce surprenant retard confirme les observateurs dans l'opinion que ces nominations se heurtent à des difficultés non négligeables.

ALAIN JACOB.

● *Le président et Mme Giscard d'Estaing* se rendront en visite officielle en Chine, du 15 au 22 octobre, a annoncé, lundi 29 septembre, un communiqué de l'Elysée.

AFRIQUE

Côte-d'Ivoire

L'affaire Bokassa irrite les dirigeants d'Abidjan

De notre envoyé spécial

Abidjan. — On estime à Abidjan que les querelles *« franco-africaines »* de la majorité, en relation avec l'affaire Bokassa, occupent de façon incongrue le premier plan de l'actualité au moment où débutent les travaux du congrès du parti démocratique de Côte-d'Ivoire (P.D.C.I.) qui s'est ouvert lundi 29 septembre dans la capitale ivoirienne.

Pour les officiels ivoiriens, la thèse récemment développée dans certains milieux parisiens, selon laquelle l'entourage immédiat du président Houphouët-Boigny serait à l'origine de l'interview téléphonique accordée par l'ancien empereur centrafricain au *Canard enchaîné*, apparaît dénuée de tout fondement.

Les rapports entre le chef de l'Etat ivoirien et son homologue français ne sont certes pas aussi idylliques qu'on le prétend officiellement dans les deux capitales. Incontestablement, entre les deux hommes, comme entre MM. Senghor et Giscard d'Estaing, le courant ne passe plus très bien. Mais avancer, à partir de ce constat, que le leader ivoirien aurait pu se prêter à une telle manœuvre, dans un but quelconque de vengeance ou de dissuasion, ne fait, dit-on à Abidjan, que dénoter une méconnaissance totale du personnage.

La vérité est plus prosaïque, ajoute-t-on. Contrairement à ce qui a été souvent affirmé depuis l'an dernier, sans être entièrement libre de ses mouvements, Bokassa n'est pas « prisonnier » en Côte-d'Ivoire. Poussé par Paris à lui donner asile, M. Houphouët-Boigny n'a cessé de considérer l'empereur déchu comme son hôte, si encombrant fût-il, et de le traiter comme tel, faisant preuve en cela, disent les Ivoiriens, de plus de dignité que tous ceux qui tournèrent le dos à un homme qu'ils fréquentaient encore la veille, tout en sachant très bien depuis longtemps à quoi s'en tenir sur son compte. En particulier, l'ancien chef de l'Etat centrafricain, qui n'a cessé d'être hébergé, jusqu'à ces derniers jours, dans une ancienne résidence du président ivoirien à Abidjan même, aurait toujours eu la possibilité de téléphoner à qui lui semblait bon, et il ne s'en privait pas quoique se sachant écouté.

De même a-t-il eu la possibilité d'être rejoint dans « sa résidence » par nombre de ses anciens familiers, venus vivre à ses crochets (en fait à ceux de son protecteur !), et tout à fait libres, eux, d'aller et venir.

Ce seraient ces familiers, piliers de bistrots des faubourgs de la capitale, qui auraient servi d'intermédiaire entre *le Canard enchaîné* et l'empereur déchu en train de sombrer dans l'alcoolisme et qui, dans ses moments de dépression, de plus en plus fréquents, se persuaderait que son ancien et « illustre parent » de l'Elysée l'a fait déposer par ses parachutistes, il y a un an, pour pouvoir mieux filer le parfait amour avec sa femme, l'ancienne impératrice Catherine ! Donc, souligne-t-on à Abidjan, l'incident ne paraît être que le résultat de la folie et de la soif de vengeance de l'ancien dirigeant centrafricain, de la compassion de celui qui lui a accordé asile, et de la négligence des gardes qu'il avait néanmoins chargés à la fois de le protéger et de le surveiller.

Le bruit fait autour de cette affaire n'en irrite pas moins, de plus en plus, les dirigeants ivoiriens qui continuent à s'abstenir officiellement de tout commentaire.

Le sentiment de nombreux Ivoiriens est bien résumé par la réflexion que nous a faite, dimanche, un jeune cadre d'Abidjan, avec ce sens du mot juste qu'ont parfois les Africains : *« Ces histoires de diamants, ce n'est pas important, tous les chefs d'Etat se font des cadeaux, quand ils se rendent visite. Le vrai problème, c'est que votre président, en fréquentant Bokassa, comme il l'a fait et de la façon que l'on sait, s'est compromis. »*

PIERRE BIARNÈS.

Le conflit du Sahara occidental

VINGT-CINQ MARINS DE DEUX CHALUTIERS ESPAGNOLS ONT ÉTÉ ENLEVÉS PAR LE POLISARIO

De notre correspondant

Madrid. — Vingt-cinq membres d'équipage de deux chalutiers espagnols pêchant au large du Sahara occidental ont disparu lundi 29 septembre, vraisemblablement enlevés par des commandos du Front Polisario, au large de Dakhla, capitale du Rio-de-Oro, partie sud du Sahara occidental.

Selon les autorités maritimes des Canaries, seize des dix-sept membres de l'équipage du *Costa-de-Terranova* ont été emmenés à bord de canots pneumatiques Zodiac. Le mécanicien a réussi à se cacher à bord et à alerter les Canaries par radio. Quelques heures plus tard on indiquait à Madrid que le bateau de pêche, le *Sarita*, avait été victime d'une attaque similaire, dans la même zone, et que les neuf membres de l'équipage — sept Espagnols et deux Sénégalais — avaient probablement été enlevés.

L'affaire, qui a suscité un vif communiqué du ministère des affaires étrangères, va relancer le contentieux entre Madrid et le Polisario, qui détient déjà quinze marins espagnols, dont les quatorze hommes du *Galgomar*, enlevés il y a quatre mois au sud de Dakhla. — *(Inter.)*

AMÉRIQUES

Etats-Unis

SELON LE « NEW YORK TIMES »

Six seulement des treize porte-avions de la marine américaine seraient totalement opérationnels

Philadelphie *(A.F.P.)*. — Un porte-parole de la marine américaine a qualifié, lundi 29 septembre, d'*« exagéré »* un rapport publié par le *New York Times*, repris par l'*International Herald Tribune* du mardi 30 septembre, selon lequel seulement six des treize porte-avions des Etats-Unis seraient totalement opérationnels à l'heure actuelle et uniquement quatre-vingt-quatorze des cent cinquante-cinq escadrons de l'aéronavale américaine prêts au combat.

Le *New York Times* ne précise pas l'origine de ce rapport, se contentant d'indiquer qu'il s'agit d'analyses périodiques sur l'état de préparation des forces. D'autres rapports, toujours selon le quotidien américain, soulignent que douze des cent vingt-trois escadrons du commandement aérien tactique des Etats-Unis ne seraient pas opérationnels.

Selon des officiers de marine américains cités sans autres précisions par le *New York Times*, la première raison de cet état de fait serait le manque d'entraînement et la pénurie en spécialistes à bord des porte-avions. Le chef d'état-major de la marine américaine, l'amiral Thomas Hayward, avait affirmé devant le Congrès que de nombreux officiers quittaient leur uniforme, attirés souvent par des salaires plus importants dans le secteur privé.

***

Dans toutes les armées du monde, l'état opérationnel d'une force, quelle qu'elle soit, est toujours difficile à mesurer, le seul critère réel étant, en définitive, son comportement au combat.

A ce titre, les armées occidentales sont logées à la même enseigne que les armées du pacte de Varsovie ou celles des pays n'appartenant à aucun des deux grands blocs militaires.

En temps de paix, aucune force n'est à effectif complet ou sous entraînement intensif, pour des raisons financières. Pas davantage, elle n'est à armement complet. En revanche, dès la période de crise, une force s'augmente de ses stocks préconditionnés, de la remise à niveau de ses armements qui subissent des refontes (dans le cas d'un navire) ou des réparations, du rappel de ses permissionnaires ou de ses réservistes. En cas de conflit, les équipages sont renforcés et les matériels provisoirement remis en état.

De la marine française, du reste, on pourrait dire la même chose que le New York Times *de la marine américaine. Cette publication, en réalité, oublie que la marine des Etats-Unis s'est lancée dans le programme dit « Service Life Extension Program » et destiné, à l'occasion de gros carénages, durant deux années pour chaque bâtiment, à prolonger d'une dizaine d'années chacun des actuels porte-avions.*

En France, à l'heure actuelle, seul le Clemenceau *est opérationnel, puisque le* Foch *est en cours de refonte à Toulon. Deux des flottilles d'avions Super-Etendard sont en service en Bretagne et une autre est en cours d'aménagement à Hyères (Var). Mais, cette situation n'a pas de signification. Un groupement aérien, basé normalement au sol, peut très bien rejoindre, par ses propres moyens, un porte-avions qui rallie précipitamment la mer. — J. I.*

Le Monde

politique

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DU R.P.R.

Les gaullistes semblent attendre une évolution des socialistes

La première des journées parlementaires du R.P.R. à Strasbourg a apporté la confirmation que M. Jacques Chirac n'a pas renoncé à être candidat à l'élection présidentielle. Le maire de Paris confirmera même, dans son discours de clôture de mercredi, qu'il souhaite que se *lève, des rangs du gaullisme*, un candidat à l'Elysée. Toutefois, il ne fera connaître sa décision qu'en janvier.

Le discours prononcé lundi par M. Labbé avait pour objet de rappeler que le président du R.P.R. est, aux yeux de certains, le seul candidat gaulliste possible (1). M. Chirac a écouté cette profession de foi avec une indifférence feinte. Sans jamais prononcé le nom de M. Debré, le président du groupe gaulliste a férocement dénoncé la candidature de l'ancien premier ministre du général de Gaulle et l'a ravalée au rang des initiatives marginales : « Un seul gaulliste ne fait pas le printemps », a-t-il dit. En revanche, pour M. Labbé, M. Chirac est bien le « candidat rassembleur ».

Cela dit, les gaullistes semblent toujours attendre une certaine évolution du côté des socialistes. M. Debré l'avait indiqué dans son interview au « Monde » (le 27 septembre). Lundi soir, au cours d'un dîner avec la presse, M. Chirac a admis que, si le P.S. reconnaissait la rupture de l'union de la gauche, cette « évolution non négligeable » créerait un « contexte totalement différent ».

Gageure ou expression d'un espoir ?

A. P.

De nos envoyés spéciaux

Strasbourg. — Les journées parlementaires du R.P.R. se sont ouvertes, lundi matin 29 septembre, à Strasbourg. Au cours de la séance de travail de l'après-midi, M. Labbé, président du groupe gaulliste de l'Assemblée nationale, a évoqué l'unité du mouvement et fait allusion à l'initiative de M. Debré. Il a déclaré : « *Il est vrai que les aventures individuelles finissent mal. Ceux qui quittent la maison deviennent des vagabonds politiques marginalisés. Ils ne cessent, au fond d'eux-mêmes d'en éprouver du regret.* » L'élection présidentielle, a souligné M. Labbé, ne doit pas entraîner la division des gaullistes. « *Nous n'irons pas en ordre dispersé dans cette épreuve*, a-t-il dit, *car la valeur d'un individu n'est rien s'il ne s'y ajoute un vaste et large ralliement.* » Il a ajouté : « *La campagne du candidat gaulliste ne peut être une promenade solitaire.* »

Le président du groupe s'est ensuite prononcé pour « *une seule candidature gaulliste* », ajoutant : « *C'est préférable, c'est plus net.* » « *Les gaullistes*, a-t-il affirmé, *sont prêts à affronter n'importe quelle situation.* » Pour cela il faut que des hommes soient présents, « *porteurs d'un foi intacte* ». Mais, a ajouté M. Labbé, « *la forme la plus pernicieuse de recours est encore le recours « passif », la réflexion morose du vétéran ou de l'augure dont la voix se perd dans les solitudes.* » M. Labbé a rappelé qu'il souhaite la candidature de M. Chirac, et souligné que le R.P.R. doit remettre « au début de l'année 1981 » sa « décision de soutien. » Au cours des débats qui ont suivi, M. Michel Aurillac, député de l'Indre, s'est prononcé pour la construction de trois ou quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins supplémentaires. Il a développé l'idée d'un service national, d'abord militaire puis de défense civile, « *d'une durée initiale réduite mais se prolongeant par des rappels généralisés obligatoires* ».

Pour la première partie des travaux, M. Delalande, député du Val-d'Oise, avait présenté le rapport sur la participation. Il avait demandé que la suite de l'examen de la proposition de loi sur ce sujet, prévue à l'ordre du jour de l'Assemblée le 7 octobre prochain, soit reportée après l'élection présidentielle. Il avait mis en garde les élus gaullistes contre une « *tentative de récupération politicienne* », et affirmé que ce texte ne peut pas être voté dans de bonnes conditions en période « *pré-électorale* ».

Cette suggestion avait été formulée après que M. Delalande se fut concerté avec MM. Jacques Chirac, Bernard Pons et Claude Labbé.

M. Jean Matteoli, ministre du travail, avait émis le souhait qu'aucune décision de cette nature ne soit prise. Il avait rappelé les conditions dans lesquelles s'était déroulé le débat parlementaire sur le sujet : « *Nous avons été écrasés par la conjonction des forces de réaction venant de la droite et de la gauche, unies une fois de plus contre le progrès* », avait-il dit. — L. Z.

(1) *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* ont publié, le matin de l'ouverture des journées parlementaires, une tribune libre de M. Maurice Druon, député R.P.R. de Paris, ancien ministre. Celui-ci se prononce en faveur de la candidature de M. Michel Debré, comme il l'avait écrit dans *le Monde* du 23 juillet.

APRÈS LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

BATTU EN HAUTE-GARONNE

M. Marcel Cavaillé se démet de ses fonctions de secrétaire d'État au logement

M. Raymond Barre a confirmé, lundi soir 29 septembre, à l'Elysée, à l'issue d'un entretien avec le chef de l'Etat, qu'un remaniement ministériel interviendra prochainement, à la suite de l'élection au Sénat de MM. Yvon Bourges, R.P.R., ministre de la défense, Robert Galley, R.P.R., ministre de la coopération, Marc Bécam, R.P.R., secrétaire d'Etat aux collectivités locales, et Jacques Pelletier, U.D.F.-C.D.S., secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation.

Le premier ministre a précisé que le gouvernement sera remanié « *dans les jours qui viennent* », vraisemblablement avant le 2 octobre, date de l'ouverture de la session parlementaire d'automne.

Le cinquième des membres du gouvernement qui se présentaient aux sénatoriales, M. Marcel Cavaillé, U.D.F.-P.R., secrétaire d'Etat au logement, battu en Haute-Garonne, a remis, lundi soir, sa démission au président de la République, qui l'a acceptée.

● *M. Raymond Barre* a précisé à Strasbourg, après son intervention au Conseil de l'Europe, que le remaniement ministériel consécutif aux élections sénatoriales serait annoncé jeudi 2 octobre.

Le représentant de Toulouse

M. Marcel Cavaillé, né le 3 février 1927 à Lisle-sur-Tarn, ingénieur de l'E.D.F., était entré au gouvernement en juin 1974, dans le premier cabinet de M. Jacques Chirac, pour représenter la région de Toulouse. Conseiller municipal de Toulouse depuis 1965, il avait été élu sénateur de la Haute-Garonne en 1971. Après avoir eu la charge du secrétaire d'Etat aux transports, de juin 1974 à août 1976, puis, jusqu'en avril 1978, dans les premier et deuxième gouvernements de M. Barre. M. Cavaillé avait été nommé, dans le troisième gouvernement de M. Barre, le 6 avril 1978, secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie.

M. Cavaillé était alors revenu au gouvernement bien qu'il eût essuyé un échec aux élections législatives dans la première circonscription de la Haute-Garonne (Toulouse-Nord), dont le député est M. Alain Savary (P.S.).

Sa décision de se démettre aujourd'hui de ses fonctions s'apparente aux démissions, en 1977, de MM. Pierre Brousse et Michel Durafour, battus aux élections municipales, alors qu'ils siégeaient au gouvernement en qualité, respectivement, de ministre du commerce et de l'artisanat et de ministre délégué chargé de l'économie et des finances.

M. AUGUSTIN CHAUVET (député R.P.R. du Cantal) RENONCE A TOUS SES MANDATS

M. Augustin Chauvet, député R.P.R. de la première circonscription du Cantal, conseiller général, maire de Mauriac, candidat malheureux aux élections sénatoriales, a annoncé, lundi 29 septembre, sa décision de se démettre de tous ses mandats électifs et de se retirer de la vie politique. Se déclarant « *écœuré par les manœuvres* » de ses collègues du conseil général qui ont, selon lui, « *utilisé des moyens de pression* » pour l'empêcher d'être élu au Sénat, M. Chauvet a indiqué qu'il aspirait désormais « *à prendre du repos* ». Né le 28 juin 1900 à Salins, M. Chauvet est député du Cantal depuis 1956.

Le P.C.F. dénonce un « Watergate » dans le Val-de-Marne

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., député du Val-de-Marne, entouré de l'ensemble des parlementaires communistes de ce département (MM. Marchais, Gosnat et Kalinsky, députés, Mme Luc et MM. Rosette et Lederman, sénateurs), a exposé à la presse, lundi 29 septembre, à la mairie d'Ivry-sur-Seine, « *les perspectives d'action des communistes face aux agressions du parti giscardien* ». M. Fiterman a fait état du compte rendu de la réunion au cours de laquelle le nouveau découpage des cantons du Val-de-Marne aurait été mis au point, en 1975, avec pour seul objectif de « *sauver la majorité de droite en faisant obstacle à l'élection de nouveaux conseillers généraux communistes* ». Il a souligné que, à cette réunion, assistaient « *non seulement le préfet, deux sous-préfets, deux représentants directs du ministre de l'intérieur, mais encore les principaux dirigeants du parti giscardien du Val-de-Marne (1), ce qui est tout à fait illégal, car ces dirigeants n'ont pas à prendre part à ces décisions qui sont de la responsabilité du gouvernement.* » « *La droite*, a-t-il ajouté, *met l'Etat au service de ses partis politiques.* » M. Marchais a affirmé pour sa part : « *Watergate, c'est de la roupie de sansonnet à côté de cette affaire.* »

M. Fiterman a évoqué également les procès dont sont menacés les hebdomadaires édités par la fédération communiste du Val-de-Marne : « *On en compte au moins une soixantaine*, a-t-il dit, *11 300 000 F sont ainsi réclamés à notre presse.* » — F. G.

(1) Il s'agirait de MM Vaudeville, alors préfet du Val-de-Marne ; Martaguet et Nester, sous-préfets ; Colonat et Béchet, représentants du ministre de l'intérieur, ainsi que de MM Nungesser, Giraud, Vernaudon (R.P.R.), Griotteray et Cambon (P.R.), Guérard (C.D.S.) — qui aurait représenté aussi M. Alain Poher, président du Sénat — ; Curat (M.S.P.) représentant M Pierre Billotte ; Defert et Biard (C.N.I.P.).

Mme COLANÉRI SUCCÈDE A Mme DORNÈS A LA TÊTE DE LA GRANDE LOGE FÉMININE DE FRANCE

La Grande Loge féminine de France (G.L.F.F.), qui a tenu son convent à Paris les 27 et 28 septembre, a élu comme grand maître Mme Gilberte Colanéri, qui succède à Mme Yvonne Dornès à la tête de cette obédience maçonnique. Mme Dornès, qui occupait cette fonction depuis septembre 1977, n'était pas rééligible. Elle avait elle-même succédé à Mme Colanéri en 1977.

La G.L.F.F., seule obédience féminine en France, comprend environ cinq mille membres. Ses effectifs ont connu un grand essor en 1979-1980. Ils se sont accrus, estime-t-elle, de 12 % en un an.

[Mme Gilberte Colanéri est née en 1927, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine). Profession : *copiste*. Elle a présidé le G.L.F.F., du 1er septembre 1975 au 1er septembre 1977.]

★ G.L.F.F., 4, cité du Couvent (101, rue de Charonne) 75011 Paris.

Conflit P.C.-P.S. au bureau de la communauté urbaine de Lille

M. Arthur Notebart, député du Nord (P.S.) et maire de Lomme, a suspendu « *jusqu'à nouvel ordre* » vendredi 26 septembre les deux secrétaires (membres du P.C.) du bureau de la communauté urbaine de Lille, qu'il préside.

M. Notebart avait demandé aux membres du P.C. de récuser les termes, injurieux selon lui, d'un tract publié au mois de juin dernier par leur parti et intitulé : « *Des milliards pour Matra.* » Dans ce tract, le P.C. évoquait des « *liens entre les intérêts de Matra et de certaines multinationales travaillant pour le métro de Lille, d'une part, et le comportement de certains élus socialistes, d'autre part* ».

Devant le refus du groupe communiste de désavouer ce texte, M. Notebart a décidé de suspendre les deux secrétaires communistes du bureau. « *Si vous voulez gérer la maison avec nous*, a-t-il lancé aux élus du P.C., *ce n'est pas ainsi qu'il faut vous y prendre : ici on n'accepte pas les travailleurs indépendants.* » Il a ajouté : « *Et si vous dites que nous sommes des tripoteurs, prouvez-le donc.* »

Samedi matin, le quotidien régional communiste *Liberté* a qualifié d'« *opération anticommuniste* » la décision de M. Notebart. « *Les communistes sont des empêcheurs de tourner en rond, ils ne transigent pas sur la défense des intérêts de la population et des communes (...). En clair, ils gênent, en s'opposant au consensus* », écrit *Liberté*.

Le métro de Lille, actuellement en construction, et dont la première ligne doit être ouverte en 1983, est réalisé selon le procédé VAL (véhicule automatique léger), dont la mise au point et la réalisation ont été confiées à un groupe dont la société Matra est le chef de file. C'est également à Matra que la communauté urbaine de Lille a confié, dans un premier temps, la réalisation du matériel roulant, puis celle du chemin de roulement, de l'alimentation électrique de l'équipement du garage-atelier, des plates-formes et des stations du métro de Lille.

● *Un groupe de l'énergie solaire* et de la biomasse s'est constitué jeudi 25 septembre à l'Assemblée nationale. Il comprend cent cinq députés. Son bureau est ainsi composé : président, M. Michel Cointat (R.P.R., Ille-et-Vilaine) ; vice-présidents, MM. Jean Briane (U.D.F., Aveyron), André Cellard (P.S., Gers), Robert Wagner (R.P.R., Yvelines).

Mme Simone Veil, première invitée de l'émission R.T.L.-« le Monde »

Mme Simone Veil, présidente de l'Assemblée des Communautés européennes, ancien ministre de la santé, sera le mardi 7 octobre, de 18 h. 15 à 19 h. 15, la première invitée de l'émission produite par Radio-Télé-Luxembourg et *le Monde*. Mme Veil répondra aux questions que voudront bien lui poser les auditeurs de cette station et les lecteurs du journal en les envoyant par écrit à l'adresse suivante : R.T.L.-*le Monde* Cedex 807, 75300 Paris-Brune.

En raison de ses responsabilités européennes, Mme Simone Veil s'interdit d'intervenir dans la politique intérieure des pays membres de la C.E.E. Compte tenu de ses fonctions et de sa personnalité, les thèmes plus particulièrement traités seront ceux des institutions européennes, des rapports avec l'Est, des droits de l'homme et de la participation des femmes à la politique. En cours d'émission, R.T.L. appréciera, auprès d'un échantillon de cinq cents auditeurs, l'effet produit par les réponses de la personnalité invitée.

Le P.S. reproche au P.C. d'avoir fait le jeu de la droite

Dans un nouveau communiqué publié le 30 septembre, le parti socialiste relève que « *pour la première fois depuis des dizaines d'années, les chefs communistes ont ouvertement choisi de faire élire les représentants de la droite contre ceux des travailleurs, contre les candidats socialistes* ».

Le P.S. ajoute : « *Pour retrouver pareille tactique destructrice, il faut remonter loin, très loin, et sans doute au tout début des années 30, à l'époque où, appliquant rigoureusement les directives de Staline, les dirigeants communistes traitaient les socialistes comme les adversaires prioritaires (...)*

» *Mais, dès maintenant, nombreux sont les grands électeurs communistes qui ont refusé d'appliquer cette tactique destructrice : la grande leçon de ce scrutin est que le P.C. ne pourra s'aventurer pleinement dans cette voie, qui est celle de la liquidation des espérances du peuple de gauche. Déjà, au premier tour, dans plusieurs départements, et malgré les gains importants qu'il avait réalisés en 1977 dans les municipalités grâce à son union avec le parti socialiste, le parti communiste obtenait moins de suffrages qu'en 1971.*

» *Cette constatation dicte aux socialistes leurs devoirs : face aux diviseurs, face à ceux qui font le jeu de la droite, plus que jamais le parti socialiste doit travailler partout, inlassablement, à unir le monde du travail, à rassembler les forces populaires.* »

● *M. Georges Sarre*, président du groupe socialiste du Conseil de Paris et animateur du CERES, a déclaré mardi 30 septembre : « *Les chefs communistes pratiquent au grand jour la prise d'otages sur des candidats socialistes, préférant assumer la responsabilité devant tous les Français de l'élection d'hommes de la droite. Voilà où en sont arrivés les dirigeants communistes. L'aveuglement, le sectarisme, le cynisme triomphent, les faux arguments et les prétextes fabriqués mis en avant par les communistes n'abuseront personne. Tous ceux qui veulent le changement en 1981 doivent réagir, ne pas s'incliner.* »

LE BUREAU POLITIQUE DU P.C.F. : renforcer l'influence du parti.

Le bureau politique du parti communiste a publié, lundi, une déclaration dans laquelle il affirme que le conflit qui a opposé le P.C.F. au P.S. à propos des élections sénatoriales « *ne relève pas d'une querelle électoraliste et partisane* ». « *C'est d'abord*, dit-il, *une question de démocratie. Il est impensable, dangereux, que les électrices et les électeurs communistes soient traités comme des citoyens au rabais, en force d'appoint, par le parti socialiste. L'union n'a rien de commun avec l'esprit de domination, avec les tentatives de monopole.*

» *Mais, bien au-delà, une question de fond qui concerne tous les travailleurs se trouve posée. Le refus du parti socialiste d'une union loyale et claire découle de son orientation politique. Il a abandonné la politique du programme commun. Il tourne le dos à la lutte pour la satisfaction des revendications des travailleurs, pour un véritable changement. C'est pour cela qu'il refuse au parti communiste, la représentation à laquelle il a droit. C'est pour cela qu'il tente de l'affaiblir, comme s'y emploie également Giscard d'Estaing.* »

Le bureau politique ajoute : « *Le parti communiste français consacre toutes ses forces à la lutte contre le pouvoir giscardien, pour les revendications pressantes des travailleuses, des travailleurs et de leurs familles, pour les changements qui répondront à leurs espérances. Renforcer l'influence du parti communiste français, assurer sa juste représentation, c'est la condition indispensable pour résoudre les grands problèmes de la France et des Français.* »

DES RÉACTIONS

● *Mme Huguette Bouchardeau*, secrétaire nationale du P.S.U., candidate à l'élection présidentielle, estime que les résultats des élections ont mis en lumière la « *stratégie d'échec de la gauche* ». Elle met en cause le « *double langage du P.C. : révolutionnaire pour critiquer le pouvoir, prêt à faire son jeu pour éviter d'avoir à reconnaître la prépondérance du P.S. au sein de l'électorat* » et le « *mépris opposé jusque-là par le parti aux offres de discussions* ».

Selon Mme Bouchardeau, il faut décider « *un contrat présidentiel, une plate-forme commune qui permettrait à la gauche d'être rassemblée au second tour, et à ceux qui ne se reconnaissent pas dans le P.C. et le P.S. de croire à une dynamique de succès sur d'autres bases que le programme actuel de ces deux partis* ».

● *M. Alain Krivine*, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire, candidat à l'élection présidentielle, constate : « *On ne peut à la fois prétendre que Mitterrand et Giscard c'est blanc bonnet et bonnet blanc, et proposer des listes communes au premier tour qui supposent qu'existe un large accord politique. (...) J'en appelle à l'ensemble des militants du P.S. et du P.C. pour qu'ils imposent à leur direction une politique conforme aux intérêts des travailleurs et d'abord un accord réciproque pour le désistement automatique au deuxième tour annoncé dès aujourd'hui qui n'aurait pas seulement un sens pour le jour des élections, mais serait aussi un encouragement aux luttes dès maintenant. Nous sommes prêts, pour notre part, à une déclaration commune allant dans ce sens avec tous les candidats du mouvement ouvrier.* »

société

APRÈS LES ATTENTATS ANTISÉMITES A PARIS

La loi du talion pourrait réapparaître

déclare le président de la LICRA

Les attentats antisémites de ces derniers jours continuent de susciter des réactions. M. Jean Pierre-Bloch, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, évoque « la loi du talion ». Le ministre de l'intérieur annonce que des mesures de sécurité supplémentaires vont être prises, mais souligne que l'enquête en cours pourrait demander de « longs efforts ».

De très nombreuses organisations protestent contre ces attentats et, parfois, contre l'impuissance de la police, et appellent leurs adhérents à participer au rassemblement qui devait avoir lieu ce mardi 30, à 18 heures, devant le mémorial du Martyr juif inconnu, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, à Paris (4e).

M. BONNET : des mesures de sécurité supplémentaires.

M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, qui a reçu, lundi 29 septembre, MM. Jacob Kaplan, grand rabbin de France et Alain de Rotschild, président du Conseil représentatif des institutions juives en France, a déclaré à l'issue de cet entretien (nos dernières éditions) : « *J'ai décidé de mettre en place des mesures de sécurité supplémentaires pour protéger la communauté juive, tout en faisant activer les enquêtes en cours afin de parvenir à identifier et appréhender les auteurs des attentats. Je n'ai cependant pas caché aux membres de la délégation que ces enquêtes demanderaient peut-être de longs efforts. Il a fallu, en effet, près d'une année de recherches avant que les policiers ne parviennent au cœur d'Action directe.* » Le ministre de l'intérieur a ajouté : « *Je souhaiterais toutefois que ne soit accordée aux auteurs de ces attentats aucune publicité car c'est bien cela qu'ils recherchent et c'est bien le piège qu'ils nous tendent.* » M. Bonnet a redit son hostilité aux groupes d'autodéfense dont la constitution est contraire à la loi.

● L'ASSOCIATION LIBRES JURISTES demande que tout soit mis en œuvre pour « *assurer réellement la protection des personnes et des institutions* ». Elle considère « *que toute nouvelle atteinte portée à celles-ci mettrait gravement en jeu la responsabilité des autorités* ». Elle demande « *aux instances parlementaires d'organiser en leur sein un débat afin de montrer clairement aux fascistes que les institutions démocratiques de la France sont résolues à s'opposer à leur action criminelle* ».

★ 17, rue Alphonse-de-Neuville, 75017 Paris.

M. PIERRE-BLOCH : nous ne nous laisserons pas faire.

Au cours d'un meeting à Marseille prévu depuis plusieurs mois, M. Jean Pierre-Bloch, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, a affirmé lundi 29 septembre, que « *la loi du talion pourrait réapparaître* ». Au cours de ce meeting, auquel assistait M. Gaston Defferre, député socialiste et maire de la ville, M. Pierre-Bloch a déclaré : « *Si un seul des nôtres est touché, nous appliquerons la formule œil pour œil, dent pour dent.* »

La LICRA, déclare son président, « *s'est fixée pour but de lutter contre le racisme par l'éducation* », mais a-t-il ajouté, « *nous ne sommes pas décidés à nous laisser faire* ». M. Pierre-Bloch dément, en revanche, avoir déclaré : « *S'il faut nous organiser militairement, nous le ferons.* »

Le cocher de M. de Vigny

(Suite de la première page.)

Dans le respect des lois existantes, dont l'extrême gauche éprouve périodiquement la rudesse, et pas toujours à tort, il n'est pas de coup qui ne doive être porté contre ceux à qui le délire et la haine tiennent lieu de pensée politique.

Le second risque de troubles de l'ordre public proviendrait de ce que les jacobins de l'époque désignent, selon les cas, sous le nom de « mouvements séparatistes » ou de « mouvements centrifuges » : ces Basques, Catalans, Bretons ou Corses qui, pour la plupart, plaident avant tout pour être reconnus. A leur propos, une certitude est établie : aucun de ces mouvements et aucun de leurs membres ne sont délinquants puisqu'il n'en est pas un qui cherche, à l'occasion des faits qui lui sont reprochés, le moindre bénéfice pécuniaire ou même égoïste.

Ce n'est pas pour cela qu'il faudrait approuver ou excuser la destruction d'installations électriques ou le plasticage du château de Versailles, symbole persistant d'un centralisme infiniment plus aigu pourtant au vingtième siècle qu'il ne le fut au dix-septième. Chacun sait bien que, d'un monarque à l'autre, des droits du sang au droit des urnes, de Louis XIV à Valéry Ier, c'est le second nommé, aidé du téléphone, de l'ordinateur, de l'avion et de la télévision, et non le premier, engoncé dans ses perruques et ses carrosses, qui mérite le cordon bleu du centralisme.

Malheureusement, le caractère stupide de la destruction de biens suscite, au nom de l'Etat, une réponse vacillante juridiquement, incertaine politiquement et aléatoire au regard de la paix sociale. On vient encore de le voir avec la condamnation à quinze ans de réclusion criminelle de M. Yves Stella, alors que l'homme avait renoncé à sa défense et qu'on lui reprochait avant tout de penser mal.

Il n'y a jamais eu de conscience nazie en France ; juste, parfois, des bouffées passagères d'ostracisme, fondées d'ailleurs on ne sait sur quelle logique, personne ne pouvant prouver, ni se prouver, qu'il est un pur-sang ; et pur-sang de quoi, s'il vous plaît ? Il y a en revanche une conscience corse et une conscience bretonne, pour ne citer que des provinces tout entières contenues dans la France constitutionnelle, soutenues de surcroît par des situations géographiques particulièrement éloquentes. Quant à l'histoire, pour ce qui les concerne, elle n'est pas muette.

La Corse connut, bien des siècles auparavant il est vrai, une vie indépendante. Puis elle soutint nombre de révoltes contre ses occupants successifs et successivement malheureux souvent. Il serait de nos jours plus que jamais opportun d'en retrouver la mémoire. Rien que pour le dix-huitième siècle, trois de ces soulèvements. Rome elle-même n'était qu'avec peine venue à bout de l'île, puis la laissa perdre. Et la République française, en 1980, n'est pas la République romaine...

Désormais, la pratique un brin colonialiste des pensions militaires et des « emplois réservés », des détaxes sur les tabacs et les alcools, ne suffit plus à définir une politique aux yeux de qui que ce soit. Il n'est plus suffisant, pour que les Corses obéissent à Paris, qu'ils aient sur le continent, un cousin dans la police — ou ailleurs... Lorsque la capitale prend régulièrement l'apparence d'une juridiction rigoureuse, ostensiblement politique, et pas plus maligne pour autant, les Corses, toutes tendances mêlées, ne voient plus dans cette capitale que la source de leurs maux.

Réunie à la France depuis plus longtemps, la Bretagne possède une histoire qui n'est pas moins riche que celle de l'île. Au point que même les Français de l'intérieur (nous parler comme ces autres citoyens périphériques : les Alsaciens) en connaissent quelques bribes. Y compris cette phrase si délicate qui ornait, dit-on, les classes primaires au début du siècle : « *Défense de cracher par terre et de parler breton.* » Car, comme les Corses, les Bretons, en dehors du pays gallo, possèdent une langue et cette langue s'écrit. Ce n'est pas, pour ceux qui réclament d'être davantage que des Français, un faible argument. Mais on ne saurait le tenir pour entendu parce qu'une banque de la péninsule imprime maintenant des chèques bilingues, ou qu'un barde se produit quelque jour sur l'une des chaînes de la très jacobine télévision française.

Crispé sur quelques hectares des beaux quartiers parisiens, à l'instar d'un potentat reclus dans sa citadelle, le gouvernement dépêche, pour lutter contre des aspirations qu'il n'est pas nécessaire d'éprouver pour les comprendre, ici ses C.R.S., là sa juridiction politique. Mais il n'a garde de s'interroger, de rechercher s'il est toujours adapté à la conduite des hommes pour protéger les libertés qu'il devrait incarner, pour en inventer de nouvelles, pour être davantage que l'Etat par nature conservateur.

« *On doit,* disait Alfred de Vigny, *aux hommes qui nous gouvernent le respect qu'on doit à son cocher : il conduit bien ou mal, c'est tout.* » Sur ce thème, on se prend, qu'il s'agisse des libertés à protéger, ou des libertés à restaurer, à douter du cocher, puis de l'attelage.

PHILIPPE BOUCHER.

JUSTICE

UN DOUBLE MEURTRE JUGÉ AUX ASSISES DE PARIS

La « parafolie » d'un toxicomane

Vingt ans de réclusion criminelle ont été requis, lundi 29 *septembre*, par l'avocat général, Me Marcel Dorwling-Carter, aux assises de Paris, contre un jeune toxicomane, Vladimir Sultan, qui, sous l'empire de la drogue, avait tué deux personnes en 1977.

A-t-il tué pour voler de l'argent en vue de s'acheter de la drogue, explication que le président, M. André Giresse, semble retenir ? Le 6 décembre 1977, vers 21 heures, Vladimir Sultan, âgé aujourd'hui de vingt et un ans, a tué deux hommes, Jean Large, quarante-cinq ans, commis-boucher, et Miguel Riera, quarante-six ans, peintre en bâtiment, en les frappant avec une barre métallique, leur assénant des coups violents et répétés. Puis, semble-t-il, il leur a « fait les poches ». Ce fut un véritable carnage.

Vladimir Sultan, qui comparaît depuis le jeudi 25 septembre, inculpé d'homicides volontaires et de vol qualifié, a le visage mat et le cheveu très brun. Flottant un peu dans son costume élégant, il ne comprend pas, il ne sait plus rien. L'enquête a révélé qu'avant le double meurtre il avait fumé du haschich, absorbé des amphétamines et peut-être aussi *de l'alcool.*

Comment en est-il arrivé là ? De la Tunisie où il est né en 1959, les vicissitudes de la vie vont l'entraîner, avec son frère et sa sœur aînée, de l'Afrique du Nord à la Belgique et à l'Italie, puis de la région parisienne à la Côte d'Azur, en passant par la Champagne. Son père est adjudant avant de devenir tenancier de bar. Sa mère s'entend mal avec son mari et s'en séparera plusieurs fois. Ainsi l'accusation peut-elle présenter le cadet de la famille comme ayant une « *personnalité fragile et incertaine* » et souffrant d'un « *désarroi affectif* ».

Son frère Alain, son « mauvais génie », à qui il voue un culte certain, l'initie à la drogue fin 1975, après l'avoir fait découvrir à sa sœur Béatrice. *Ainsi que le dira à la barre* le docteur Claude Olievenstein, cité par la défense, 7 % des jeunes toxicomanes sont des enfants de pieds-noirs, proportion très supérieure à leur poids dans la population française.

Robert Sultan, pour préserver son fils Vladimir, l'envoie dans un kibboutz en Israël, d'où il revient quelques mois plus tard, désintoxiqué. Il s'installe à Paris avec sa sœur. Tous deux travaillent dans des bars. Mais il sombre à nouveau. Son père le renvoie en Israël. Il revient en novembre 1977 pour effectuer son *service national.*

Sa sœur meurt le 30 novembre des suites d'une piqûre faite avec une aiguille infectée. Vladimir, sous l'effet de la drogue, est incapable de se lever au matin du 4 décembre pour l'enterrement de sa sœur. « *Il était pire qu'ivre* », dit son père. Dès lors, il va traîner sa mélancolie pendant deux jours, seul dans Paris, fumant du « hasch » et prenant des amphétamines.

Dans la soirée du 6 décembre, *il décide d'aller récupérer des affaires de sa sœur chez M. Jean Large, un ami de la famille qui les avaient hébergés et nourris gratuitement.* Il s'introduit dans l'appartement, dont il a les clés, en l'absence des occupants — M. Large et un de ses amis, M. Riera, — et commence à fouiller. Il découvre des revues pornographiques.

La guillotine ou la drogue

A-t-il, dans son délire, et comme il le dira lors de ses premiers interrogatoires — brutalement sevré — cru reconnaître sa sœur, à laquelle il était très attaché, sur certaines photos ? Craignait-il d'être pris pour un voleur ? Entendant quelqu'un entrer, il se précipite sur lui et le frappe à mort. C'était Miguel Riera *avec qui il avait des liens d'amitié.* Quelques minutes plus tard, une seconde personne entre : c'est Jean Large qu'il frappe de même et qu'il ligote. Ils succombent tous deux.

Sultan s'enfuit à Londres, où vit son frère.

Il sera arrêté le surlendemain (*le Monde* du 10 décembre 1977) et extradé en juillet 1978. Aux policiers britanniques il avouera qu'il était *venu chez M. Large pour prendre de* l'argent, ce qu'il nie aujourd'hui. Mais il était alors sous l'emprise de l'héroïne fournie par son frère : il voulait mourir. En prison, à Londres, il a tenté plusieurs fois de mettre fin à ses jours par des moyens divers. « *La guillotine ou la drogue, c'est pareil* », avait-il dit.

Les médecins qui ont examiné Sultan, et les experts consultés, *estiment que* l'absorption simultanée d'alcool et de stupéfiants est de nature à atténuer légèrement sa responsabilité. Le docteur Olievenstein a indiqué, pour sa part, que « *les amphétamines sont plus dangereuses que l'héroïne* » et « *donnent une impression de toute-puissance, l'illusion qu'on comprend tout — mais de travers, — accompagnée d'une baisse de conscience et d'une perte du sens moral* » qu'il nomme « *parafolie* ».

CHRISTIAN COLCOMBET.

En marge de l'affaire de Broglie

M. Patrick Allenet réclame 10 millions à l'État

Hier conseiller financier aisé et réputé dans la haute société, M. Patrick Allenet, dit Allenet de Ribemont, a rejoint aujourd'hui le rang des chômeurs. Ruiné, endetté, il a même été jusqu'à accepter de travailler temporairement comme porteur de bagages dans un aéroport parisien. Ses filles se souviendront toujours du jour où soudainement elles entendirent parler de leur père comme d'un assassin et d'un escroc. Et, sa femme, comme des millions d'autres femmes, a dû trouver un emploi. Voilà succinctement le tableau mélodramatique que Me Raymond de Geouffre de la Pradelle a brossé de la famille Allenet, lundi 29 septembre, devant le tribunal administratif de Paris, où son client demandait que l'Etat français soit condamné à lui verser 10 millions de dommages et intérêts.

Car, pour M. Allenet, il ne fait pas de doute que la cause de ses maux remonte à la conférence de presse télévisée accordée le 29 décembre 1976 par M. Michel Poniatowski, alors ministre de l'intérieur. Celui-ci, encadré par MM. Pierre Ottavioli, chef de la brigade criminelle, et Jean Ducret, directeur de la police judiciaire, parle de l'affaire de Broglie. Cinq jours plus tôt, M. Jean de Broglie a été trouvé assassiné devant le 2, rue des Dardanelles, à Paris, où habitent ses conseillers financiers, MM. Pierre de Varga et Patrick Allenet. Devant les caméras, le ministre explique que « *l'affaire est close* » et que « *toutes les personnes impliquées dans le meurtre de M. de Broglie* [étaient] *arrêtées* ». Le nom de M. Allenet est prononcé avec d'autres au cours de cette même conférence de presse. En fait, a déclaré au tribunal Me de Geouffre de la Pradelle, son client ne sera arrêté que le 30 décembre et sera inculpé de détention *d'armes* (souvenirs du temps où il était officier pendant la guerre d'Algérie). Le 14 janvier 1977, il est cependant inculpé de complicité dans le meurtre de Broglie, mais il bénéficie d'un non-lieu en mars 1980. Une première demande d'indemnisation a déjà été déposée auprès du premier ministre le 23 mars 1977, et étant restée sans réponse, le tribunal administratif a été saisi de l'affaire.

Avec de nombreux magistrats qui se sont étonnés alors, Me de Geouffre de la Pradelle estime que le secret de l'instruction a été très gravement violé lors de la conférence de presse. Tout comme ont été violés des principes fondamentaux, telles la séparation des pouvoirs, la présomption d'innocence — elle doit prévaloir avant que tout homme soit reconnu coupable — qui figure dans la déclaration des droits de l'homme, et la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950.

Lundi 29 septembre le commissaire du gouvernement, M. Sant, a estimé que M. Poniatowski n'a pas outrepassé ses pouvoirs : « *Le ministre,* a-t-il expliqué, *ne voulait que mettre l'accent sur l'efficacité des services policiers. Les paroles litigieuses* [référence à M. Allenet] *ne paraissent même pas avoir été prononcées par le ministre.* » En tout état de cause « *il faudrait,* selon le commissaire du gouvernement, *prouver que le dommage subi est en relation directe avec les déclarations* ». M. Sant faisait vraisemblablement allusion aux difficultés financières que rencontrait déjà la société de la Rôtisserie de la reine Pédauque dont M. Allenet était devenu président-directeur général, grâce à 4 millions de francs que M. de Broglie avait empruntés à une banque.

Il reste que ce ne sont pas les déclarations du ministre de l'intérieur *qui ont amené M. Allenet,* entre autres, à enfreindre la législation sur les sociétés anonymes et la législation sur les chèques, infractions pour lesquelles il a été condamné en 1979 à des peines de prison avec sursis.

Les juges ont mis l'affaire en délibéré.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

M. Simon Malley accuse plusieurs chefs d'Etat d'avoir exercé des pressions sur l'Elysée

M. Simon Malley, directeur du bimensuel *Afrique - Asie,* a confirmé, lundi 29 septembre, qu'il se présenterait bien, vendredi 3 octobre, devant la commission spéciale des expulsions de la préfecture de police qui doit donner un avis sur la procédure d'expulsion engagée par le ministère de l'intérieur. *Citoyen qui* possède la double nationalité (égyptienne et américaine), M. Simon Malley, âgé de quarante-sept ans, a été prié, le 27 juin, de quitter le territoire français après avoir été privé de son titre de séjour et de sa carte de travail (*le Monde* daté 21-22 septembre).

Au cours d'une conférence de presse, M. Malley a précisé que son « dossier » ne contenait qu'une fiche d'état civil et l'accusation vague, qui tient en une phrase, de « *s'être maintenu sur le territoire national français malgré le refus de renouvellement de son titre de séjour* ». Le ministère de l'intérieur n'a pas, jusqu'ici, motivé sa décision.

Aussi le directeur d'*Afrique-Asie* reste-t-il persuadé qu'il est victime des demandes convergentes auprès de l'Elysée de chefs d'Etat et de personnalités du tiers-monde irrités des prises de position du journal qu'il anime. M. Malley a cité une longue liste de ses détracteurs supposés : le roi Hassan II du Maroc aurait « *exercé de vives pressions* » ; le président gabonais, M. Bongo aurait « *joué un rôle* », ainsi que l'ambassadeur de France à Libreville, « *le colonel Robert* » ; le président zaïrois, M. Mobutu, reprocherait à M. Simon Malley son soutien au Front national de libération du Congo (F.N.L.C.). Il serait victime aussi de « *certains lobbies sionistes* », ainsi que des émissaires des présidents Sadate et Bourguiba ; lors de sa visite en France, M. Dacko, président centrafricain, aurait critiqué le rôle d'*Afrique-Asie,* et l'Afrique du Sud aurait persuadé les services secrets français de l'influence de M. Malley. Enfin, M. Malley accuse la C.I.A. d'avoir cherché à obtenir son départ de France.

RELIGION

LES TRAVAUX DU SYNODE

« Les pasteurs doivent s'intéresser équitablement au bien-être de tous les conjoints »

déclare le cardinal Hume

Rome. — Le cardinal Basil Hume, archevêque de Westminster, va-t-il entrer dans le peloton de tête des membres du synode qui auront eu le courage de réclamer de l'Eglise une nouvelle perception de la morale conjugale ? Dès le premier jour, en tout cas, son intervention a posé le problème des chrétiens qui ne se retrouvent pas dans les directives actuelles.

« *Certains couples,* a-t-il dit, *ont trouvé de nouvelles richesses en suivant* Humanae Vitae. *D'autres éprouvent des difficultés à accepter l'enseignement sur le contrôle des naissances. D'autres sont simplement dans la confusion. Les pasteurs doivent s'intéresser équitablement au bien-être de tous les conjoints. J'attends du synode une aide pour guider les fidèles vers une sainteté qui soit propre à l'état matrimonial.* »

Douze lignes dans le compte rendu officiel résument cette communication qui a duré environ huit minutes et qui a fortement impressionné de nombreux Pères. Voici pourtant des propos qui auraient mérité un compte rendu plus détaillé, permettant d'en éclairer les considérations. Pour d'autres évêques, plus classiques, le communiqué s'est montré moins avare.

Des vingt-quatre interventions de la journée recensées officiellement, retenons les suivantes, *choisies parmi* les plus *constructives* :

De notre envoyé spécial

● *Mgr Joseph Bernardin,* archevêque de Cincinnati (Etats-Unis) : « *Grâce à une théologie plus positive de la sexualité, les gens comprendraient mieux ce que demande l'Eglise. La sexualité est un don de Dieu. Elle sert l'amour et la vie dans le mariage. Il faut éviter de considérer l'enseignement de l'Eglise comme un ensemble d'interdits.* »

● *Cardinal James Freeman,* archevêque de Sydney (Australie) : « *L'alliance biblique entre Dieu et son peuple fut spécifiée dans toute une série d'obligations précises, mais elle allait essentiellement au-delà de l'obéissance à ces obligations. De même, le mariage est essentiellement plus que cela : il s'agit d'une relation.* »

● *Mgr Pietro Fiordelli,* évêque de Prato (Italie), insiste, pour sa part, sur la nécessité et l'urgence d'une pastorale pour les fiancés. « *N'avons-nous pas commis à leur égard,* demande-t-il, *un grave péché d'omission ? Les fiançailles sont un temps de grâce pendant lequel la conscience peut s'affermir ou se dégrader.* »

Pour une « évolution homogène » de la doctrine

● *Mgr Gabriel Bullet,* évêque auxiliaire de Lausanne, Genève et Fribourg : « *Les situations nouvelles de la famille d'aujourd'hui appellent un approfondissement de la doctrine, voire une « évolution homogène » de cette dernière. Ainsi le synode aurait donné une parole d'espérance aux couples qui connaissent des situations difficiles.* »

● *Mgr John R. Quinn,* archevêque de San-Francisco (Etats-Unis) : à partir d'une déclaration faite par Paul VI lui-même, quinze jours après la publication d'*Humanae Vitae,* l'orateur propose trois étapes :

1) Créer un nouveau contexte en traitant plus complètement de la doctrine de l'Eglise;

2) Amorcer un dialogue avec des théologiens sur les problèmes suscités par *Humanae Vitae* et sur l'expérience postérieure de l'Eglise ;

3) Améliorer le style et la transmission des documents du magistère afin qu'ils soient mieux compris.

● *Mgr Giacomo Beltritti,* patriarche latin de Jérusalem : « *Définir avec clarté les principes moraux même si, ce faisant, le synode s'oppose aux vaines attentes d'un grand nombre.* »

● *Mgr Paul Yasuda,* archevêque d'Osaka (Japon), note que dans son pays il y a trois catholiques pour mille personnes. Les trois quarts des mariages sont donc mixtes. Cette situation offre à son avis une excellente occasion de diffuser la foi parmi les non-chrétiens. L'orateur souhaite que le synode reconnaisse la valeur missionnaire de telles unions.

HENRI FESQUET.

Le Monde

MÉDECINE

LES ENTRETIENS DE BICHAT

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

Pour la trente-quatrième fois, des milliers de médecins vont se retrouver à la faculté de la Pitié-Salpêtrière, où les Entretiens de Bichat doivent leur permettre « d'entretenir et de perfectionner leurs connaissances », comme le leur *prescrit l'article 4 du code de déontologie.*

Outre les conférences proprement dites, dont les thèmes ont été agréés par le comité des praticiens, un festival de films médico-chirurgicaux, suivis de débats avec leurs auteurs, des expositions techniques et une série de « tables rondes » *et de « débats d'actualité » sont proposés* aux médecins, venus de toutes les régions de France.

Les débats généraux ont, cette année, un caractère d'actualité évident : ils *commencent en effet par « Ce que tout* médecin doit savoir concernant les hormones et la production animale et leurs répercussions sur l'alimentation ». Les généralistes vont enfin savoir ce qu'il faut répondre à ceux de leurs clients qu'inquiètent les « veaux aux œstrogènes ».

« Le travail et ses aspects médico-psychologiques » ; « Le pouvoir médical : abus ou nécessité » et « La prévention de l'athérosclérose par la diététique » sont les autres thèmes de ces échanges, parfois mouvementés, qui permettent d'aborder des sujets dépassant par leur portée la clinique ou la thérapeutique quotidienne.

Nombre de communications concernent *les effets des médicaments nouveaux* : avant de les évaluer, des centaines d'expériences sont, on le sait, nécessaires, tant les variations individuelles, d'une part, et ce que l'on nomme l' « effet *placebo » (ou psychologique), de l'autre,* risquent de fausser les données du problème. On peut, dans ces conditions, s'étonner que certaines communications présentent comme nouveauté thérapeutique un produit essayé sur... treize patients.

On peut regretter *aussi qu'aucun débat,* aucune communication, ne soit consacré à l'avenir du système de santé ; à l'établissement des « profils thérapeutiques » permettant de concevoir des normes d'évaluation des soins et un meilleur usage des deniers publics. De même, la participation nécessaire des généralistes aux enquêtes épidémiologiques et à l'établissement de la carte sanitaire du pays n'est pas évoquée.

Chacun parle, à Bichat, de ce qui l'intéresse. Mais si les médecins veulent devenir, pour le gouvernement, des interlocuteurs valables, encore faudrait-il qu'ils puissent participer, en connaissance de cause, aux réflexions engagées au nom de l'intérêt collectif.

LES DÉPRESSIFS : UN CONSULTANT SUR CINQ

I. - Des formes variées et parfois déroutantes

LES états dépressifs peuvent prendre les formes les plus variées et parfois les plus déroutantes, et les enquêtes épidémiologiques montrent qu'ils constituent le cinquième des motifs de consultation chez le généraliste. Leur reconnaissance a donc une importance majeure, a souligné le docteur J.-P. Olié (Sainte-Anne, Paris), d'autant plus que l'efficacité des médicaments modernes conduit à leur guérison complète dans 70 % des cas.

Or cette reconnaissance n'est *pas toujours facile, car il est* des cas où la maladie dépressive (que l'on dit alors « masquée ») se manifeste essentiellement par des troubles somatiques variés dont on admet qu'ils apparaissent à la place de la symptomatologie psychique. On trouve ainsi, parmi ces troubles :

● *Des douleurs diverses* : migraines, douleurs de la nuque, ou du sommet du crâne, lombalgies, névralgies dentaires, douleurs sciatiques dont la caractéristique est qu'elles sont exacerbées le matin et surviennent sur un fond d'anxiété, de fatigue, d'irritabilité et d'hypersensibilité aux stimuli ambiants.

● *Des troubles digestifs* : perte d'appétit, douleurs abdominales, constipation.

● *Des troubles psychosomatiques* : ulcères, asthmes, hypertension, caractérisés par leur apparition périodique.

Les symptômes dépressifs proprement dits (altération du sommeil, surtout l'insomnie des premières heures matinales, lassitude matinale diminuant en *fin de journée, tristesse,* inhibition, sentiment d'incapacité ou de culpabilité) ne se retrouvent, bien souvent, qu'au deuxième plan, masqués par ces troubles somatiques si divers.

La dépression peut aussi être masquée, souligne l'équipe de l'hôpital Sainte-Anne, par des *troubles du comportement* allant des névroses phobiques ou obsessionnelles à la toxicomanie, en passant par l'alcoolisme.

● *Chez l'enfant*, trois séries de symptômes peuvent masquer une dépression :

— Les troubles du caractère et du *comportement* : *agressivité*, instabilité, intolérance à la frustration ;

— Les difficultés scolaires ;

— L'insomnie, l'obésité par boulimie, l'énurésie, les fugues et les conduites délinquantes traduisent souvent une dépression sous-jacente.

● *Chez les sujets âgés, « qui paient un lourd tribut à la maladie dépressive »*, c'est bien souvent par des plaintes somatiques déconcertantes que se traduit l'appel à l'aide motivé par l'état dépressif.

Le caractère commun de tous ces patients est qu'ils *« n'expriment pas spontanément leurs sentiments dépressifs »*, ce qui oblige le médecin à les rechercher activement, et notamment le manque d'intérêt pour les activités, la perte du goût pour les contacts sociaux, la nervosité, le désarroi, l'irritabilité et la fatigue.

Comment, de cette symptomatologie banale et si diverse, extraire la conviction que l'on se trouve devant une véritable maladie dépressive justiciable d'un traitement spécifique ?

En *observant le mode évolutif* des troubles, souligne le docteur Olié. Leur disparition spontanée, leur périodicité, avec recrudescence au printemps et à l'automne, leur acmé matinale devraient toujours évoquer le diagnostic de dépression, et surtout s'il s'appuie sur la notion d'épisodes préalables ou l'existence de dépressions chez d'autres membres de la famille : *« Le caractère génétique, héréditaire, de la dépression dit endogène (1) est, en effet, aujourd'hui une certitude. »*

Les dépressions masquées sont plus fréquentes chez les femmes que chez les hommes, et elles appellent un traitement chimique antidépresseur qui doit être pro*longé durant un temps suffisant. « Son efficacité est remarquable »*, et la disparition des troubles somatiques, la régularisation du sommeil permettent de *confirmer le diagnostic et de* prouver au malade la nécessité d'une prolongation durant plusieurs mois de la thérapeutique entreprise.

Les médecins *disposent* aujourd'hui de toute une gamme de molécules anti-dépressives.

Diverses présentations faites aux Entretiens de Bichat montrent que l'arsenal thérapeutique ne cesse de s'enrichir.

II. - Soutenir et informer les familles

LA maladie dépressive est la source d'une souffrance indicible pour ses victimes, mais elle est aussi une source de souffrance pour les *proches du malade qui* assistent, impuissants, à la dégradation d'un état dont ils ne comprennent pas la nature et devant lequel ils ont souvent des *comportements maladroits*, voire « antithérapeutiques ».

Peu de maladies dégradent à ce point l'atmosphère familiale, note le docteur Lempérière (*Colombes, hôpital Louis-Mourier*), et il est indispensable que le médecin informe, conseille et soutienne les proches d'un malade déprimé. Il importe, tout *d'abord, qu'il leur explique qu'il* s'agit bien d'une maladie comme une autre, dont le patient n'est pas responsable, qui peut être vaincue par la thérapeutique, *mais qui ne peut en aucun cas* céder aux exhortations à *« se ressaisir »*, ou être due à la *« mauvaise volonté*, à la *« faiblesse du caractère »*, à la *« paresse »* ou au *« manque d'énergie »*.

La dépression endogène a tendance à récidiver et la famille sera la première à discerner la *rechute* lorsque apparaissent les troubles du sommeil, l'indécision, l'irritabilité, les ruminations anxieuses. Son rôle sera dès lors fort important, en amenant le *malade à se soigner rapidement*, ce qu'il tarde souvent à faire à cause de son aboulie et ce qu'il refuse lors des phases d'excitation qui, dans les dépressions dites bipolaires, alternent avec les phases d'abattement.

Si, dans certains cas, la dépression est *liée à une situation* vitale difficile, elle apparaît, dans d'autres, « incompréhensible » à l'entourage : mari (ou femme) et enfants attentionnés et affectueux, absence de soucis particuliers, font que la famille, dont les *efforts* paraissent vains, se sent particulièrement déroutée, et cela d'autant plus que l'« appel affectif » ou les reproches se trouvent au premier plan chez ces dépressifs que rien ne semble pouvoir satisfaire.

Dans de *telles situations*, estime le docteur T. Lempérière, le *médecin* doit se garder de parti pris nettement exprimé, même s'il est tenté *« de partager en toute bonne foi l'indignation du déprimé dans une situation d'abandon, de rejet ou d'indifférence de l'un de ses proches »*.

Il faut plutôt aider la famille à trouver un moyen terme entre, d'une part, une sollicitude excessive favorisant la régression et pérennisant la dépression qui devient dès lors « bénéfique » pour le patient, et, d'autre part, des attitudes de rejet, d'exaspération ou d'agressivité devant l'inutilité des efforts déployés.

Il est enfin essentiel, rappelle le docteur T. Lempérière, d'informer la famille des particularités du traitement chimique qui n'agit qu'après un délai de dix à quinze jours (durant lequel il faut à tout prix éviter les abandons précoces), et qui donne parfois certains effets secondaires mineurs (somnolence, fatigue, tremblements légers, sécheresse de la bouche, *vertiges*) précédant l'action bénéfique.

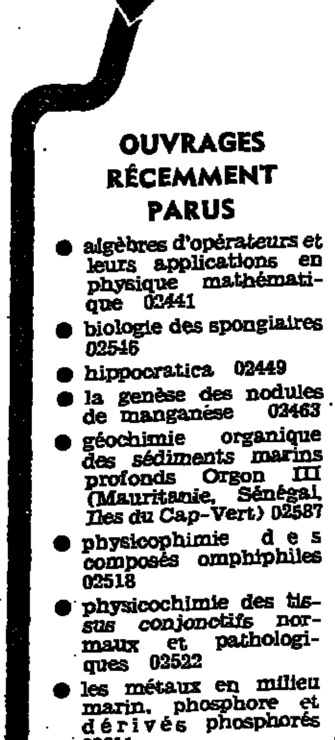
Enfin, la famille doit savoir que le traitement chimique d'une dépression doit être poursuivi longtemps, bien au-delà de la période d'apparente guérison, sous peine de rechutes.

Bref, la prise en charge et *surtout l'information* permanente objective et complète des proches d'un déprimé ont une influence essentielle sur la conduite de son traitement et *sont donc une obligation impérieuse* pour le médecin.

Combien le savent et combien l'appliquent ? Combien, au contraire, s'attachent, croyant bien faire, croyant soutenir leur patient, à placer les familles en *position* d'accusés, à les culpabiliser indûment, à les tenir dans l'ignorance des faits réels et des thérapeutiques entreprises ?

Toutes *attitudes maléfiques* pour le patient comme pour ses proches.

(1) Nommée ainsi par opposition à la dépression réactionnelle, ou exogène, survenant à la suite d'épreuves douloureuses.



UNE PANOPLIE DE MÉDICAMENTS

LA panoplie des antidépresseurs s'enrichit sans cesse. L'*action de substances* (les bêta-stimulants) utilisées de longue date pour le traitement de l'asthme ou la prévention des accouchements prématurés a été *commentée par* le docteur J.-F. Allilaire (hôpital de la Salpêtrière à Paris).

L'essai conduit depuis trois ans sur cent vingt malades déprimés a mis en évidence la rapidité d'action de ces substances (la guérison de l'état dépressif est obtenue en quatre à huit jours dans les dépressions endogènes cycliques), *et leur excellente* action, très spécifique, sur les récepteurs cérébraux de la noradrénaline.

A l'inverse, les bêta-bloqueurs que l'on *utilise* depuis plus de quinze ans pour traiter l'angine *de poitrine ou l'hypertension* aggravent les dépressions, mais paraissent, comme l'aténolol, avoir des effets dans l'anxiété et l'angoisse, ou dans leurs manifestations diverses (palpitations, troubles digestifs, sensation d'étouffement, douleurs dites *cardiaques*, *phobies*, *trac des* sportifs ou des artistes, et surtout tremblement dit essentiel docteur Cuche, hôpital Sainte-Anne à Paris).

C'est à *une tout autre catégorie* chimique qu'appartient une molécule originale (la minipramine) utilisée depuis six ans par de nombreux thérapeutes, *dont le docteur H. Faure* (hôpital psychiatrique de Bonneval, Eure-et-Loir), et qui semble faire merveille dans les dépressions névrotiques, les symptômes de « *fatigue dépressive* » (aboulie, indécision, irréalisme), les états obsessionnels et phobiques des anxieux et certaines inhibitions sexuelles. Il s'agit en effet d'un « énergisant neuronal », d'un psychostimulant de l'élan vital, *activant le comportement*, doté d'une action dynamisante générale, et qui peut être administré sans inconvénient durant plusieurs semaines ou plusieurs mois.

L'ÉPIDÉMIE DE SALPINGITES CHEZ LES JEUNES FEMMES

Des stérilités par centaines...

C'EST un véritable cri d'alarme que lance le professeur R. Henrion (maternité Port-Royal, Paris) devant l'inquiétante augmentation des salpingites (1) observées chez des *femmes de plus en plus jeunes*, non mariées, n'ayant souvent aucun enfant, et qui ne se doutent pas que cette affection, lorsqu'elle est négligée, entraîne, après trois poussées de récidive, une stérilité définitive dans 75 % des cas.

Ce fléau, concomitant à la recrudescence des maladies *sexuellement transmissibles*, atteint, dans toute l'Europe, des femmes de plus en plus jeunes. Il a pris des proportions catastrophiques en Suède, où 83 % des victimes ont moins de vingt-cinq ans, 51 % moins de vingt ans, et 74 % d'entre elles deviennent stériles. La maternité de Port-Royal reçoit dix nouveaux cas par mois (femmes de plus en plus jeunes et qui, pour les trois quarts, n'ont pas encore d'enfants).

Cette recrudescence récente semble être due à la précocité des rapports sexuels, à la libération des mœurs, aux changements fréquents de partenaires, au manque de discernement et d'information et à l'inconscience des adolescents.

Toutes causes très différentes de ce qu'elles étaient il y a vingt ans, où *l'avortement provoqué*, « véritable fléau », était le grand pourvoyeur de ces salpingites.

L'étude de Port-Royal montre que 60 % des salpingites sont *la conséquence d'une maladie* sexuellement transmissible, 20 à 25 % d'une contraception par stérilet, et 8 à 10 % d'une interruption volontaire de grossesse *ou d'un examen radiologique* utérin (hystérographie).

Les symptômes ont aussi changé et le diagnostic est devenu difficile, devant un tableau « insidieux et bâtard ». Le signe le plus constant est la douleur du bas-ventre, qui est d'intensité variable, et n'est perceptible que d'un seul côté dans 20 à 40 % des cas. La fièvre, signe constant d'autrefois, est absente une fois sur deux, de même que les pertes blanches purulentes. En revanche, des *hémorragies s'observent une fois* sur deux.

Dans ces conditions, les erreurs de diagnostic sont très fréquentes soit que l'on passe, une *fois sur cinq*, à côté d'une salpingite réelle, soit que l'on pose ce diagnostic erronément (une fois sur trois).

Il faut donc, estime le professeur Henrion, recourir systématiquement, en cas de doute, à *une cœlioscopie (2) qu'il* est nécessaire de faire très rapidement, en présence d'un bactériologiste à même d'examiner le pus que l'on pourrait recueillir et la sensibilité des germes en cause aux divers antibiotiques. Ce pus, s'il en existe au niveau des trompes ou derrière la matrice, peut être évacué par la *même occasion, ce qui accélère la* guérison.

Une fois le diagnostic ainsi affirmé, le traitement doit être précoce, intense (deux antibiotiques associés, puis des corticoïdes), prolongé pendant au moins un mois, et accompagné d'un repos complet. Les récidives sont très fréquentes et leur prévention est essentielle.

Le pronostic d'une salpingite aiguë soumise sans retard à un traitement antibiotique intensif, associé à une corticothérapie prolongée, est bon ; la guérison est totale dans la plupart des cas.

L'avenir est, en revanche, beaucoup plus sombre lorsque le diagnostic est fait tardivement, le traitement insuffisant ou mal suivi, ou lorsqu'il s'agit d'infections anciennes négligées.

« Le risque majeur est la survenue d'une stérilité qui atteint des femmes jeunes souvent totalement inconscientes de l'incertitude de leur avenir. » La fréquence de cette stérilité est de 22 % pour une première atteinte, *mais elle passe à 35 % lors d'une* deuxième poussée, et à 75 % lors de la troisième poussée.

Les progrès de la microchirurgie (ou chirurgie au microscope), s'ils ont amélioré considérablement le nombre des succès dans le rétablissement de la continuité des trompes, ne peuvent cependant rien devant des revêtements muqueux définitivement altérés, comme ceux que laissent les infections répétées.

Quant au développement à long terme d'une salpingite chronique, récidivante, douloureuse, désespérante, il peut conduire, *toujours chez ces femmes jeunes*, à l'issue extrême qu'est l'ablation totale de la matrice et de ses annexes...

De telles perspectives, et la véritable épidémie de salpingites qui se développe actuellement chez les jeunes filles, justifient l'importance qui doit être accordée à une éducation sexuelle entreprise dès le lycée et qui doit laisser une très large part aux maladies sexuellement transmissibles et à leurs conséquences.

Il appartiendra aux médecins de participer largement à cette information particulière, si lourde *de conséquences pour* l'avenir féminin.

(1) Infections des trompes unissant la cavité utérine aux ovaires *et par lesquelles descendent* les ovules avant d'être fécondés.

(2) La cœlioscopie (de koilia : bas-ventre et skopein : examiner) est une méthode d'exploration consistant à introduire dans la *cavité péritonéale*, par une courte incision au niveau du nombril, un appareil optique permettant de voir les organes génitaux. Elle peut être pratiquée par voie vaginale profonde.

Efficacité de la microchirurgie

Les docteurs M. Cognat (hôpital Saint-Joseph, de Lyon) et J. Salat-Baroux (*hôpital Tenon*, Paris) ont souligné les progrès qu'apporte, dans le traitement des stérilités d'origine tubaire, le recours aux interventions de plastie des trompes sous microscope. Ainsi, et sur cent soixante-quinze cas, le taux de succès (*perméabilité* parfaite des trompes) est de 90 %, à comparer au taux de 25 % obtenu par la chirurgie conventionnelle.

Dans un cas sur trois (ce qui est encore insuffisant) une grossesse normale a pu être menée à terme.

Le recours à ces techniques ne date que de deux ans, et il n'est pas douteux, estiment ceux qui les pratiquent, qu'elles *conduiront à de nouveaux progrès* et à des résultats encore améliorés.

LES ENTRETIENS

Des régimes absurdes aux cultes diététiques dangereux

I. — Les privations inutiles

IL semble que la publicité donnée à l'influence de l'alimentation sur la santé ne soit pas toujours bien comprise, et qu'un *nombre non négligeable* de Français suivent des régimes « autoprescrits » (selon l'expression du Dr G. Delzant, hôpital *Jean-Verdier, Bondy*), *dont* certains sont loin d'être sans inconvénients.

Une enquête conduite sur *soixante hommes et femmes*, âgés de vingt-cinq ans à soixante-dix ans, hospitalisés pour des raisons diverses dans un service de *médecine* interne, a *montré* que *douze* d'entre eux suivaient — de leur propre initiative — un régime à visée amaigrissante ou *« préventive »* cependant *que* quinze autres avaient adopté des modifications alimentaires particulières « pour leur santé ».

Sur les huit régimes à visée amaigrissante, concernant tous des femmes — ce qui ne saurait étonner, — cinq consistaient en *une restriction des sucres* et des graisses et deux en une suppression du sel et du sucre ; le plus draconien était suivi par une *patiente de trente ans qui* ne prenait que des œufs durs et du bœuf grillé associé à un produit diététique. Sur ces huit femmes, *trois seulement présentaient* un excès de poids réel...

Les régimes ainsi adoptés avaient été inspirés par des « *lectures personnelles* », ou des « conseils de voisin ». Leurs résultats ne manquent pas de surprendre. En effet, et quelles que soient *les* restrictions alimentaires ainsi adoptées, aucune efficacité sur la courbe de poids n'a pu être relevée par l'équipe de Bondy.

Ce qui s'explique, souligne le Dr Delzant, par une méconnaissance totale de la valeur en calories des aliments, ou de leur composition *réelle en sucre, ou en* graisses, par l'absorption fréquente de « suppléments » considérés comme « non calorifiques », les fruits notamment, qui sont riches en sucres, et par des irrégularités dans la répartition des repas, dues à la faim, ou à l'ennui du « *steak-salade* » ainsi auto-infligé.

Quatre patients suivaient un régime dit sans sel (mais sans connaître la teneur en sel des aliments) et cela pour *« prévenir l'hypertension ou les maladies de cœur »*.

Ainsi, un malade sur cinq, interrogé au hasard dans un service hospitalier, suit donc un *régime « autoprescrit » sans* aucune prise en charge médicale, et sans surveillance clinique ou biologique. Chez aucun de ces patients, *une quelconque efficacité* des régimes — parfois contraignants — ainsi adoptés n'a pu être notée, pas plus d'ailleurs *et fort heureusement* que des effets fâcheux autres que psychologiques.

« Il serait vain et coûteux de vouloir tout médicaliser, y compris les habitudes alimentaires des Français, nous pensons, conclut l'équipe de l'hôpital Jean-Verdier, de Bondy, *que les médecins devraient, entre autres, diffuser un enseignement diététique de base afin de contrebalancer dans une certaine mesure les effets d'une fausse information tapageuse et orientée. »*

II. — Les obèses : non au martyre

LE caractère contraignant, décourageant, des régimes destinés aux obèses, même lorsqu'ils paraissent à juste raison indiqués, devrait faire réfléchir le thérapeute.

Le docteur J. Lambert (département de diététique de l'hôpital Lariboisière, à Paris) estime que *« près du tiers des « obèses » qui viennent consulter pour maigrir, ou auxquels le médecin doit recommander de maigrir, doivent finalement être détournés de cette voie, dangereuse pour leur équilibre moral »*. Nombre de ces « obèses », en *effet*, ne *le sont* que dans leur imagination, dans celle de leurs proches, ou selon les critères absurdes de notre *civilisation et de nos modes*.

Un sujet n'est obèse que s'il dépasse de 25 % à 30 % chez l'homme, de 40 % à 50 % chez la *femme*, un poids *normatif* calculé selon la formule :

$$(\text{Taille en cm} - 100) - \frac{(\text{Taille en cm} - 150)}{4}$$

Ce qui fait, par exemple, pour une femme mesurant 1,66 mètre, un poids idéal de 62 kilos.

L'obésité simple ne mérite d'être prise en compte, en tant que facteur de risque, que si le patient dépasse le poids idéal de 25 % à 30 % chez l'homme, de 40 % à 50 % chez la femme. En dessous de ces limites, il y a, certes, intérêt à ramener un sujet « gros » à un poids plus conforme, mais à condition de ne pas supprimer les joies innocentes de sa vie, risquant ainsi d'induire, sans motif médical réel, une source de remords et de culpabilité permanente, voire un état dépressif.

Cette remarque, *qui fera* la joie de tous les « gros heureux », ne vaut, bien sûr, que s'il n'existe aucune des affections qui peuvent *accompagner l'obésité, et* qui constituent, elles, une motivation essentielle d'amaigrissement. Il s'agit des diabètes, de la goutte, *de certaines* hypertensions, des insuffisances cardiaques ou respiratoires, de certaines atteintes articulaires invalidantes, *et* des *différentes formes* d'hyperlipidémies (taux trop élevé des graisses dans le sang). Et même dans ces *cas précis*, il ne faut *prescrire un régime* amaigrissant, estime le docteur Lambert, qu'à un sujet bien préparé, bien informé, bien motivé, afin d'être sûr d'un certain degré de réussite. *« Il faut se rappeler qu'on ne meurt pas seulement de son cœur ou de son diabète, mais parfois aussi de tristesse ! »*

Loin des régimes anonymes et pré-imprimés, c'est donc à un jeu subtil, à un échange psychologique approfondi, à une étude objective des avantages et des inconvénients, que doit se livrer le médecin, avant d'engager son patient à l'aventure, parfois dévalorisante, souvent frustrante et déprimante, du régime « pour maigrir ».

III. — Mort lente et zen macrobiotique

SI certains régimes sont inefficaces, parce que inappropriés ou déprimants, que dire de ceux, franchement aberrants, qui mettent en danger de mort les malheureux enfants auxquels ils sont administrés par des parents adeptes de cultes variés, ou atteints de désordres mentaux...

Alexandra, deux ans et demi, a été adressée au service de pédiatrie de l'hôpital Saint-Joseph de Paris (docteur H. Debray) *pour des troubles musculaires* graves. Elle ne peut rester debout que quelques minutes, ne se relève, lorsqu'elle tombe, qu'agrippée à un meuble, et marche péniblement et de manière instable. Anxieuse, pâle, très fatigable, la petite fille présente un rachitisme très prononcé et des troubles de croissance.

L'interrogatoire de la mère indique *qu*'elle a été soumise, vers l'âge d'un an, à un régime dit « zen macrobiotique » selon les directives d'une tante adepte de ces pratiques. Bouillies de céréales préparées à l'eau, farine de blé, riz et parfois soja, ou sésame, constituent l'essentiel de ce régime, qui comporte en tout et pour tout, sur le plan protéique, un demi-jaune d'œuf par semaine...

Des victimes pitoyables

Les conseils donnés par le pédiatre, auquel l'enfant fut fort heureusement adressée par une mère consternée de son état, permirent de rétablir, en trois mois, par le seul effet d'un régime équilibré, une croissance et un équilibre musculaire normaux et de faire disparaître le rachitisme.

Les dangers du régime zen macrobiotique ont déjà fait l'objet d'avertissements répétés et solennels de la part des autorités sanitaires américaines. Très en vogue outre-Atlantique, ce régime a, aujourd'hui, des adeptes dans toute l'Europe. Il représenterait, en effet, un moyen *« d'obtenir un renouveau spirituel »*.

Il comprend dix niveaux, numérotés de moins trois à plus sept, stade auquel l'adepte n'absorbe exclusivement que des céréales.

Si les nourrissons ne sont pas nourris au sein (ce qui ne fut pas le cas d'Alexandra et lui a très probablement sauvé la vie), ils ne reçoivent que du kokoh — mélange de graines de sésame, de riz, de haricots rouges, de blé, d'avoine et de soja — très dilué dans l'eau (1).

C'est à partir de l'âge d'un an que l'on passe, si l'enfant a survécu, au véritable régime zen macrobiotique, qui ne contient plus de viande au numéro 2, plus de légumes au numéro 6, et plus de crudités dès le numéro 1. *Pour tous ces régimes* (sauf le kokoh des nourrissons), il faut boire le moins possible, ce qui aggrave encore la situation...

Lorsqu'elles sont appliquées à des enfants, les pédiatres estiment que ces méthodes relèvent des *« mauvais traitements et brutalités »*, et ils n'hésitent plus, s'ils ne peuvent convaincre des parents *souvent* fanatiques, à faire appel au tribunal qui ordonnera la diététique salvatrice et, au besoin, le placement temporaire.

La littérature pédiatrique comporte de nombreuses observations d'anémies graves, de rachitisme sévère, de scorbut, de troubles très graves de la croissance, tous dus à des aberrations macrobiotiques.

L'extension de ces pratiques implique certes l'application rigoureuse de l'arsenal médico-social dont dispose notre législation pour la protection de l'enfance. Mais elle devrait appeler aussi un effort accru d'information, qui pourrait être conduit dans les maternités, les dispensaires de la P.M.I. (Protection maternelle et infantile), à l'école et par les médias pour que soit mieux comprise l'influence déterminante que peut avoir, pour le développement physique et intellectuel d'un enfant, l'équilibre de son alimentation.

Nombre des parents ainsi endoctrinés ignorent totalement les conséquences souvent irréparables de leurs actes, et parmi les victimes innombrables des sectes, des cultes et des mythes qui ont jalonné l'histoire, l'enfant rendu à jamais infirme par un régime insensé est sans doute l'une des plus pitoyables.

(1) Rappelons qu'un nourrisson de Nancy soumis à un tel régime a échappé de justesse à la *mort* en 1977 (*le Monde* du 8 juin 1977).

HUIT MILLIONS DE CHIENS CINQ CENT MILLE MORSURES

CINQ cent mille personnes sont, *semble-t-il*, mordues chaque année par certains des huit millions de chiens que compte la France.

Si certaines de ces morsures sont bénignes, d'autres posent aux vétérinaires et aux bactériologistes de graves problèmes, notamment si la rage est suspectée chez l'animal. Et les chirurgiens reçoivent de plus en plus de victimes présentant des plaies sérieuses causées, dans un tiers de cas, par des bergers allemands.

Le docteur R. Vilain (hôpital Boucicault, Paris), rappelle que, si l'Institut Pasteur de Paris a seulement dénombré dix-sept *chiens enragés en 1978, la moitié* des chiens de campagne sont porteurs d'un bacille dit *Pasteurella*, lequel peut être *responsable d'une affection* à évolution lente, la pasteurellose, qui frappe essentiellement les articulations. Il importe donc, *devant toute morsure, fût-elle un* simple trou de canine (et celles des « teckels massacreurs de pulpes » *ne* sont pas les moins acérées), de protéger *le blessé* contre les risques infectieux.

Le risque rabique

● La RAGE, *qui équivaut* chez un sujet non traité à *une* condamnation à mort, a impliqué la vaccination, en une année en France, de quatre cent quarante-deux *personnes*, *dont* trois cent quarante-six avaient été mordues sur le territoire national et quatre-vingt-seize à *l'étranger*.

Le risque d'atteinte rabique est inexistant lorsque l'animal incriminé est un chien d'appartement ; pour les autres cas (chiens errants en particulier), la consultation du vétérinaire est nécessaire, et il importe de nettoyer immédiatement les plaies de la victime au savon de Marseille, puis, après un rinçage abondant, de les passer à l'alcool iodé.

Si le risque rabique est suspecté, la vaccination est impérative, et il y aura lieu d'injecter, en outre, du sérum antirabique autour des blessures graves.

● La TETANOS, dont le risque est inexistant chez les sujets bien vaccinés, ce qui est, hélas ! très rare en France, doit être prévenu par une injection de rappel vaccinal, ou de sérum suivi d'une vaccination complète si le blessé n'a pas été vacciné.

● La PASTEURELLOSE provoque, quelques heures après la morsure, des douleurs très vives, qui diffusent le long du membre puis s'atténuent. Il y a lieu, pour la *prévenir*, de *faire*, dans toute plaie, fût-elle punctiforme résultant d'une morsure, un prélèvement bactériologique par une aiguille *ou un écouvillon*. S'il y a contamination, un traitement d'ampicilline pendant huit jours jugule *cette* affection insidieuse et dont les manifestations tendineuses et articulaires à retardement sont difficiles à traiter.

● Les INFECTIONS BANALES enfin sont prévenues par un lavage approfondi de la plaie à *l'eau et au savon puis à l'alcool* iodé, suivi d'une surveillance attentive.

Les morsures ayant entraîné *des délabrements importants*, voire même des avulsions complètes du cuir chevelu, des doigts, des fragments de nez ou *d'oreille, relèvent des techniques* de chirurgie plastique majeure qui doivent être pratiquées en urgence et dont les résultats, *s'ils permettent d'éviter le pire*, ne conduisent pas toujours à des restaurations parfaitement esthétiques.

Les morsures de chien sont de plus en plus fréquentes, souligne le docteur R. Vilain, et on peut souhaiter qu'une prise de *conscience déchirante* male nécessaire apparaisse chez les propriétaires de chiens *« mordeurs sans raison »* et qu'ils acceptent de faire abattre immédiatement l'animal dangereux... Seule manière d'éviter l'épidémie de mutilations enfantines dont *aucune somme versée par une* assurance ne saurait compenser la cruauté.

MIGRAINES ET ALIMENTS

Syndrome chinois et céphalée du hot dog

VIN blanc et champagne, whisky, bière, chocolat et fromages, tels sont les aliments auxquels les migraineux attribuent, le plus fréquemment, et dans l'ordre, une responsabilité dans le déclenchement de leurs crises.

L'enquête conduite au Centre d'allergie de l'hôpital Rothschild (docteur J. Dry) n'a jamais permis d'identifier une quelconque hypersensibilité des migraineux, d'ordre allergique, à un quelconque aliment. Les liens qu'établissent nombre de ces patients entre leurs crises et leur mode d'alimentation sont pourtant fréquents et ont fait l'objet de nombreuses études cliniques internationales.

Dans certains cas, c'est le jeûne, la chute du taux des sucres dans le sang, qui provoque la crise, et cela tant chez certains diabétiques traités que chez des sujets normaux après onze à quatorze heures de jeûne. Mais un certain nombre de substances présentes dans les aliments peuvent être incriminées.

● LA TYRAMINE : beaucoup plus fréquemment, c'est l'absorption de certains aliments précis qui est mise en cause, en particulier de ceux qui sont riches en tyramine, une amine qui agit sur les récepteurs de l'adrénaline et a donc un effet de stimulation du système nerveux sympathique, pouvant notamment engendrer des spasmes vasculaires.

Pour un certain nombre d'auteurs, 30 % des migraines seraient induites par la tyramine que contiennent en grande quantité *certains aliments tels que* le roquefort, le gruyère, le brie, le stilton, le cheddar, les gibiers faisandés, les harengs marinés, *le chocolat*, la *levure de bière*. L'association à certains vins (chianti, xérès, sauternes, riesling) favorise le déclenchement *de la migraine*.

Une étude expérimentale portant sur cent soixante migraineux indique que le tiers d'entre eux ont une crise deux à douze heures après l'absorption d'une capsule contenant 100 mg de tyramine.

● GLUTAMATE CHINOIS : chez d'autres patients, le glutamate de sodium, largement utilisé dans la cuisine chinoise pour rehausser le goût des mets, provoque une migraine accompagnée d'une sensation de compression des tempes et des mâchoires et de brûlure du cou et du thorax.

Le glutamate est un précurseur de l'acétylcholine, médiateur chimique du système nerveux parasympathique et qui, notamment, joue un rôle dans la dilatation des vaisseaux et la contraction des muscles lisses (intestinaux par exemple). L'efficacité, chez les patients atteints de ce syndrome chinois, des médications qui paralysent l'effet de l'acétylcholine semble bien confirmer ce mécanisme.

● NITRITES ET CHARCUTERIE : lorsque la migraine est déclenchée par certaines charcuteries (saucisson, jambon, bacon, salami, hot dog), ce sont les nitrites, que l'on ajoute au sel pour donner une coloration rouge bien répartie, qui doivent être incriminés. Ils exercent un effet de dilatation vasculaire utilisé en médecine depuis plusieurs décennies et n'incommodent (par le déclenchement d'une migraine avec rougeur de la face) que les personnes prédisposées.

● VIN BLANC ET GLACE : c'est par le même mécanisme de vasodilatation qu'agit l'alcool soit en provoquant une migraine aiguë véritable, soit sous la forme de la « gueule de bois » bien connue.

Enfin, l'absorption d'aliments froids (glaces ou boissons glacées) peut également déclencher des maux de tête chez les sujets prédisposés.

La plupart du temps, les facteurs alimentaires *s'additionnent* soit entre eux, soit à d'autres éléments favorisants. La fondue savoyarde (fromage et vin blanc) *en est un exemple, de même* que la conjugaison du tabac, ou de la pilule, à l'absorption d'aliments mal tolérés (fromages, *citron, chocolat, alcool*).

La grande difficulté qu'ont rencontrée tous les spécialistes pour reproduire ces phénomènes les *incite* à *penser que « le contenu émotionnel et psychologique de l'alimentation, de la vision du monde que l'excès ou l'absence de nourriture implique, des tendances névrotiques ou psychotiques sous-jacentes »* doivent être largement pris en compte.

Il n'en reste pas moins vrai, souligne le Dr Dry, que la correction d'un régime déséquilibré, le respect des règles d'hygiène de vie et la reconnaissance des facteurs alimentaires précis qui précipitent les crises permettent parfois d'obtenir des effets thérapeutiques remarquables.

LE TEXTE DES CONFÉRENCES

Les textes des *conférences* prononcées aux Entretiens de Bichat sont publiés par l'Expansion scientifique (15, rue Saint-Benoît, 75278 Paris Cedex 06), qui les adresse au domicile des médecins aux tarifs suivants :

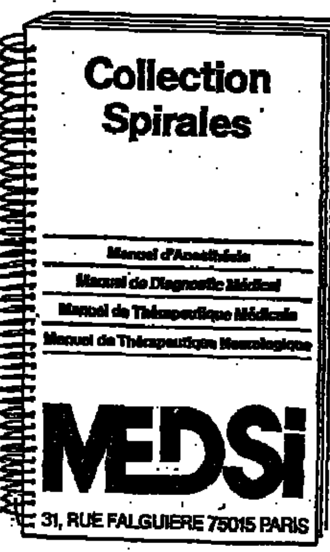
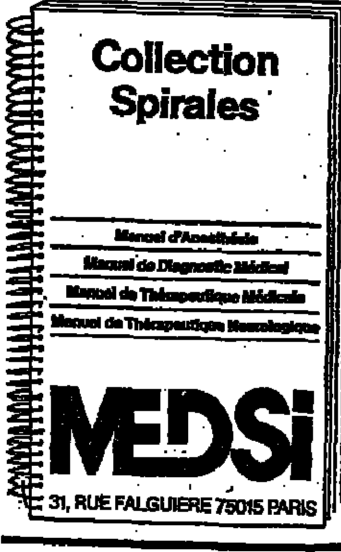
Volume « Médecine » : 240 F.

Volume « Thérapeutique » : 200 F.

Volume « *Chirurgie-Spécialités* » : 190 F.

Les trois volumes ensemble : 570 F.

Volume « Odontologie et Stomatologie » : 130 F.

DE BICHAT

L'une des hormones (D.E.S.) utilisées en élevage est effectivement toxique

En décidant, il y a plusieurs mois, d'inscrire au programme, dès la première journée, une « table ronde » consacrée aux répercussions sur l'alimentation de l'utilisation des œstrogènes chez l'animal, les organisateurs des Entretiens de Bichat n'imaginaient *sans doute* pas à quel point il s'agirait, le moment venu, d'un sujet d'actualité. Depuis qu'elle s'est développée, la polémique sur l'utilisation des substances anabolisantes chez le veau était, au bout du compte, centrée autour des risques médicaux qu'encourait le consommateur de « viandes aux hormones ». Pour être d'importance, le débat n'en était pas moins confus et rarement *le bilan des données scientifiques où des incertitudes* avait, sur ce chapitre, pu être dressé. La « table ronde » des Entretiens de Bichat, réunie lundi 29 septembre, avait pour but de préciser « ce que tout médecin doit savoir sur les hormones et la production animale ». Elle apparaissait donc comme un élément important du débat, d'autant qu'elle réunissait des représentants de la plupart des spécialités concernées (vétérinaires, toxicologues, biochimistes et gynécologues) (1), mais elle n'a guère tenu ses promesses.

On définit une substance à action œstrogénique par sa capacité à déclencher l'œstrus (2) dans un organisme où il est présent en concentration suffisante. Outre *cette propriété*, les œstrogènes provoquent de multiples actions physiologiques, mais surtout on a *pu mettre en évidence*, depuis plusieurs années, leurs propriétés anabolisantes. Chez le veau, notamment, leur utilisation permet, par l'intermédiaire d'une rétention azotée accrue, l'augmentation, chez cet animal, de la synthèse protéique à partir d'une même quantité d'aliments.

Une première confusion existe à ce niveau sur l'origine de la *substance* œstrogénique et sa configuration structurale. La quasi-totalité des substances œstrogènes *dites « naturelles »* (type œstradiol) sont, en fait, obtenues par synthèse. Leur structure *correspond* cependant, point par point, aux substances synthétisées par les organismes vivants. Elles constituent donc une véritable « copie conforme » des œstrogènes endogènes.

Les données sont nettement différentes en ce qui concerne les œstrogènes « artificiels », substances qui, si elles possèdent effectivement une activité œstrogénique *marquée, n'ont cependant* pas une structure équivalente. Le chef de file des œstrogènes artificiels, utilisés à la *fois en thérapeutique* humaine et — illégalement — en élevage industriel, est représenté par le diethylstilboestrol (D.E.S.). Cette substance est active par voie orale alors que les œstrogènes « naturels » ne le sont pas. Son prix de revient peu élevé en fait actuellement l'un des œstrogènes les plus largement répandus en production animale bien que sa toxicité chez l'homme et chez l'animal ne soit plus à démontrer.

Epidémie de malformations

Synthétisé en laboratoire en 1936, le D.E.S. fut, en effet, largement prescrit à fortes doses (entre 20 et 50 milligrammes par jour) outre-Atlantique, puis en Europe occidentale, dès 1946, afin de traiter des avortements spontanés que l'on pensait alors secondaires à un déficit œstrogénique. L'arrêt progressif de prescription de D.E.S. commença à partir de 1955, lorsqu'on put constater l'inefficacité du traitement puis lorsqu'on mit en évidence une véritable « épidémie » de malformations du revêtement vaginal (adénose vaginale) chez la quasi-totalité des jeunes filles nées de mères qui avaient, durant la grossesse, été traitées par le D.E.S. De plus, chez trois cent cinquante d'entre elles, on put observer la transformation de cette malformation en une lésion cancéreuse (adénocarcinome) du vagin et du col de l'utérus.

Ainsi, alors que le D.E.S. continue à être utilisé avec succès chez l'homme dans le traitement de certaines affections cancéreuses, comme le cancer de la prostate, on dispose aujourd'hui *de la certitude de son caractère* potentiellement cancérigène. Des données expérimentales plus récentes rapportées par le professeur Ferrando, qui dirigeait la « table ronde » des Entretiens de Bichat, ont confirmé le danger qu'il y avait d'administrer du D.E.S. à l'animal. Ainsi, on observe chez les descendants de souris ou de rats, à la ration alimentaire desquels on incorpore régulièrement de la viande de veau traitée par le D.E.S., un retard de croissance et l'apparition d'importantes altérations de la fonction de reproduction et des caractéristiques morphologiques des organes génitaux. De plus, selon le professeur Ferrando, *« les substances du type D.E.S. polluent l'environnement et leurs taux résiduels dans les viandes sont très difficiles sinon impossibles à mettre en évidence alors qu'ils sont biologiquement actifs »*.

Pour la majorité des spécialistes réunis à la « table ronde », il convient donc de rejeter toute utilisation de D.E.S. dans l'élevage animal.Enrevanche,toujoursselon animal. En revanche, *toujours* selon eux, aucune observation clinique et aucune donnée expérimentale ne permettent à l'heure actuelle de supposer que les substances œstrogènes « naturelles » puissent avoir une action toxique. Compte tenu du gain protéique qu'elles permettent d'obtenir, rien ne justifie plus, selon eux, leur interdiction en élevage animal, d'autant qu'elles ne sont pas actives *chez l'homme — contrairement* au D.E.S. — par la voie digestive car métabolisées par le foie. Ce dernier point explique à lui seul l'innocuité des éventuels résidus que pourrait receler la viande de l'animal ainsi traité. Le second argument invoqué est que l'emploi de ces anabolisants permet d'obtenir un *« meilleur état général sanitaire »* des animaux, une plus grande résistance aux infections *fréquentes dans les élevages industriels, ce qui diminuerait la* prescription d'antibiotiques.

Fraude généralisée

On retrouve cependant, ici, la même difficulté pour objectiver l'administration d'œstrogènes naturels. Selon *le professeur* Vuillaume, par exemple, *« on ne peut pas, en dosant l'œstradiol chez un veau, affirmer son origine exogène. » « Il faut par ailleurs remarquer*, a-t-il conclu, *que, dans de nombreux pays — Grande-Bretagne, Allemagne, Etats-Unis par exemple, où on autorise l'emploi d'œstrogènes naturelles, — aucune utilisation n'est faite du D.E.S., alors que dans les pays où la réglementation interdit les deux types d'œstrogènes, comme la France, la Belgique, la Hollande ou l'Italie, il existe une fraude généralisée avec le D.E.S. »*

Peut-on conclure pour autant *qu'autoriser* l'utilisation des œstrogènes naturels en élevage industriel équivaut à une protection du consommateur ? La question reste posée, aucune réponse n'ayant été apportée lors de cette table ronde, en dépit de la longueur des discussions et de la qualité des intervenants. Si le débat a effectivement permis d'enregistrer quelques données expérimentales au terme d'échanges souvent confus et répétitifs, cette réunion n'a certainement guère aidé les praticiens présents à se forger une opinion. A la question de savoir pourquoi, par exemple, compte tenu des données exposées, les dirigeants du Syndicat national des vétérinaires praticiens conseillaient aux éleveurs de s'abstenir d'utiliser les hormones naturelles, *« personne*, selon eux, *ne pouvant dire qu'elles ne sont pas dangereuses »*, les vétérinaires présents à Bichat expliquèrent *que des syndicalistes* ne pouvaient avoir — par définition ou presque — aucune compétence en la matière. L'importance du sujet et les passions qu'il suscite, tout comme l'écho qu'il trouve chez les consommateurs, justifieraient pourtant, à tout le moins, l'organisation d'un véritable débat contradictoire.

JEAN-YVES NAU.

(1) Participaient au débit, les professeurs R. Ferrando, E.-E. Baulieu, A. Rico, J. Senèze, R. Truhaut et R. Vuillaume. Le professeur Gilbert Jolivet, directeur scientifique à l'Institut national de la recherche agronomique qui devait être présent s'est récusé, n'étant pas l'auteur du texte publié sous sa signature *dans les volumes des Entretiens de Bichat*.

(2) Phase du cycle au cours duquel se produit l'ovulation.

Les consommateurs ne désarment pas

Les neuf ministres de l'agriculture de la C.E.E. examinent, *ce mardi 30 septembre* à Bruxelles, un projet de directive interdisant l'utilisation des hormones *(artificielles ou naturelles)* dans l'alimentation des veaux. La Commission européenne proposera, en *outre, une harmonisation* des méthodes de contrôle des viandes qui pourrait se faire à l'étable et *non plus seulement* à l'abattoir.

Le bureau européen des Unions de consommateurs (BEUC), qui regroupe dix-neuf associations, a invité les consommateurs de la Communauté à s'abstenir de *manger de la viande de veau* afin de souligner la nécessité d'une action immédiate de la *part des pouvoirs publics*.

A Londres, l'association des consommateurs a lancé, lundi 29 septembre, un appel au boycottage « pour quelques jours », par solidarité avec les organisations *françaises* et italiennes, afin de faire pression sur les ministres des Neuf. Toutefois, selon cette *association, le public britannique* n'a pas à redouter pour sa santé la consommation de viande de veau.

En France, l'U.F.C. se félicite de la marche arrière du ministre *de l'agriculture*, qui semble avoir renoncé à réviser la loi Ceyrac de 1976, afin d'autoriser l'emploi des *hormones naturelles. Toutefois*, l'U.F.C. estime n'avoir obtenu aucune garantie sur l'intensification *des contrôles et des sanctions*. Elle maintient son mot d'ordre de boycottage et dénonce *le projet de* « charte du veau » élaboré entre professionnels, en l'absence des consommateurs. Dans cette charte, les professionnels de la filière du veau *« ne font que s'engager entre eux à respecter la loi, après avoir donné depuis dix ans l'exemple de l'illégalité la plus totale »*.

Une autre association de consommateurs, l'ORGECO, a déclaré, lundi, qu'elle prendrait toutes mesures judiciaires nécessaires à la défense de la santé des consommateurs si, dans un *délai de cinq jours*, une réunion ouverte à tous les responsables n'est pas organisée avec les pouvoirs publics pour mettre en place les mesures destinées à assainir la production de la *viande de veau*.

ŒSTROGÈNES ET CONTRACEPTION

La polémique sur les dangers potentiels que représente la consommation de la viande de « veaux traités aux hormones » a une conséquence pour le moins inattendue : la réapparition de doutes — chez nombre d'utilisatrices de pilules contraceptives — concernant l'innocuité des méthodes anticonceptionnelles.

« Les gynécologues, précise le docteur Bruno de Lignières (hôpital Necker), assistent à une véritable résurgence de fantasmes. Tout se passe comme si le praticien se retrouvait à l'époque où la pilule était le plus vivement contestée. »

La plupart *des pilules* anticonceptionnelles associent, selon différents dosages, deux catégories d'hormones : un progestatif et un oestrogène. Ce dernier est obtenu par synthèse. Il s'agit, le plus souvent, d'éthinyl-œstradiol, une molécule dont la structure permet, après absorption digestive, de franchir la « barrière hépatique » sans être immédiatement métabolisée comme le serait un œstrogène naturel. Le caractère potentiellement cancérigène du D.E.S. ne doit donc en aucune manière constituer une remise en cause de l'utilisation — lorsqu'il n'existe aucune contre-indication — des pilules contraceptives, celle-ci nécessitant, d'autre part, une stricte surveillance médicale, clinique et biologique. — J.-Y. N.

● *Un vaccin contre l'hépatite virale.* — La société américaine Merck, Sharp et Dohme vient d'annoncer qu'elle était sur le point de produire un vaccin contre l'hépatite virale de type B ou « *hépatite de la seringue* ». Après expérimentation animale, l'efficacité et l'innocuité de ce vaccin ont été démontrées à partir d'une étude en double aveugle, chez neuf cents homosexuels.

Après plus de 175 jours en orbite

LES COSMONAUTES SOVIÉTIQUES BATTENT LE RECORD DE VIE DANS L'ESPACE

Une fois de plus, deux cosmonautes soviétiques vont, dans l'indifférence générale, établir un nouveau record : celui du plus *long séjour passé à bord d'une* station spatiale. Mercredi 1er octobre, Valeri Rioumine et Leonid Popov égaleront, en effet, à 15 h 14 (heure française), la performance *accomplie, voici* un peu plus d'un an, par Vladimir Liakhov et... Valeri Rioumine : 175 jours et 36 minutes passés en orbite. Presque six mois avec, pour tout horizon, le confort spartiate d'un modeste trois pièces.

Qui se soucie de ces deux hommes, dont la vie est calquée sur celle de leurs compatriotes terrestres, qui travaillent dix à douze heures par jour, prennent quatre repas quotidiens, dorment neuf heures et disposent d'une journée de repos par semaine ? Qui sait aussi que Valeri Rioumine a, en dix-huit mois, passé *près d'un an dans l'espace ? Le* temps des records a vécu. L'heure n'est plus aux performances pures mais à l'espace utile, avec toutes les applications civiles et militaires que cela suppose.

Les Soviétiques ne s'y sont pas trompés et, s'ils font accomplir des vols aussi longs à leurs cosmonautes, ce n'est pas tant pour inscrire un record de plus sur les tablettes que pour préparer des missions spatiales dont les *objectifs nécessiteront de longs* séjours dans l'espace. Désormais, l'astronautique, qu'elle soit américaine, soviétique ou française, tend à devenir une activité comme les autres. Lors d'un voyage à Paris, le cosmonaute Piotr Klimouk n'avait-il pas déclaré : « *Avec les données que nous avons recueillies, nous savons que l'on peut rester en orbite plus de six mois, et il est probable que des vols d'un an ne sont pas à exclure.* » « *Mais,* ajouté, *les records ne sont pas tout et il est essentiel pour nous de rentabiliser nos missions.* »

L'histoire de la station Saliout-6, à bord de laquelle *sont* toujours Valeri Rioumine et Leonid Popov, est de ce point de vue exemplaire. Depuis son lancement en septembre 1977, Saliout-6 a reçu à son bord douze équipages dont trois ont déjà effectué des vols d'une durée comprise entre quatre-vingt-seize et cent soixante-*quinze jours*. Elle a *été d'autre* part ravitaillée en vivres, combustibles et matériels de toutes sortes par onze cargos spatiaux de type Progress. Dans ces conditions, Saliout-6, présentée lors de son lancement comme un « *véhicule expérimental* » par le chef des cosmonautes Vladimir Chatalov, a bien rempli son contrat.

Jusqu'où ira encore la station ? Nul ne le sait. Peut-être recevra-t-elle de nouveaux équipages et la visite des cosmonautes roumain et mongol entraînés à la Cité des étoiles. Mais il est certain que ses jours sont désormais comptés car de l'aveu même des Soviétiques « *tout ce qui pouvait être changé ou réparé dans la station l'a déjà été* ». De plus, il est prévu que le cosmonaute français que les Soviétiques doivent faire voler en 1982 se rende à bord d'une nouvelle station orbitale.

Même si les Soviétiques pensent à l'avenir et travaillent à la conception de *stations orbitales* d'une nouvelle génération et à la construction d'une navette spatiale, il est certain que les prochaines missions habitées se feront encore avec des stations Saliout. L'ensemble atelier de travail orbital Saliout, véhicule de transport habité Soyouz et cargo de ravitaillement automatique Progress a fait ses preuves, et il n'est pas question d'en changer pour le moment car il est « *pour les quinze ans à venir plus économique que la navette spatiale américaine* », comme l'a déclaré un autre cosmonaute. Cela ne signifie pas pour autant que ces matériels soient figés. Une nouvelle version su Soyouz, le Soyouz-T, qui manœuvre mieux, plus économe en carburant et dotée de générateurs solaires lui donnant une plus grande autonomie, a déjà fait son apparition. Côté Progress enfin, l'amélioration des aménagements intérieurs a permis de réduire de quelques jours à quelques heures pour les véhicules les plus récents les opérations de déchargement.

Parallèlement se poursuivent et se multiplient à bord de Saliout-6 toutes les expériences susceptibles un jour de donner lieu à des applications spatiales à grande échelle. A la panoplie traditionnelle de mesures de la physique de l'atmosphère et de l'espace environnant, aux campagnes d'ob*servation de la Terre et du ciel,* se *sont* ajoutées des recherches sur la croissance des cristaux, la fabrication d'échantillons de semi-conducteurs, la production d'alliages impossibles à réaliser sur Terre et des expériences sur les mécanismes de production d'un agent antiviral : l'interféron. Déboucheront-elles un jour *sur des applications spatiales plus* industrielles ? La question reste posée.

Dans cette hypothèse, les Soviétiques *s'efforcent* de *mieux cerner* et éventuellement de repousser les limites physiologiques du corps humain soumis à de longs séjours en apesanteur. Comme l'ont montré les vols américains Skylab et les vols *soviétiques* Saliout, de telles missions ne sont pas sans effet sur les cosmonautes. Après un *séjour prolongé dans* l'espace, la paresse du cœur, l'atrophie des muscles, la *perte de certains sels* minéraux, donnent lieu à des réadaptations difficiles lors des *retours sur* Terre.

Au cours des vols passés, les Soviétiques ont fait preuve d'une relative prudence en passant de *dix-huit* jours à vingt-quatre, puis à trente, soixante-trois, quatre-vingt-seize, cent quarante et cent soixante-quinze. Jusqu'où iront-ils avec l'équipage actuel ? Même si les expériences passées leur ont permis de mettre au point des programmes de réadaptation rapide — un mois et demi. — *ils* auront sans doute à cœur de ne pas prendre de risques inutiles, en particulier avec Valeri Rioumine, qui, en un an et demi, aura passé pour la seconde fois cent soixante-quinze jours dans l'espace. Cette fois, il n'est pas douteux que les cosmonautes soviétiques dépasse*ront les six mois* en apesanteur. Le récent envoi du vaisseau cargo Progress-11 pour ravitailler Saliout-6 « en combustibles et matériels » en porte témoignage.

J.-F. AUGEREAU.

A l'université Paris-Sud (Orsay)

Une nouvelle expérience confirme la supraconductivité d'un composé organique

Des chercheurs du laboratoire de physique du solide de l'université Paris-Sud (laboratoire associé au Centre national de la recherche scientifique), MM. Denis Jérôme et Michel Ribaud, viennent, pour la seconde fois en moins d'un an, de montrer qu'un composé organique pouvait, à très basse température et sous forte pression, devenir supra-conducteur. La supraconductivité, déjà observée et utilisée à des fins pratiques dans des composés métalliques, est la propriété de certains corps de présenter, à basse température, une résistance électrique nulle.

La même équipe, travaillant avec un chimiste danois, le professeur Klaus Bechgaard, de l'Oersted Institute de Copenhague, avait, en décembre 1979, été la première dans le monde à observer cette propriété sur un composé organique, confirmant ainsi certaines prédictions théoriques (*le Monde* daté 13-14 janvier 1980). Le corps en *question, le (TMTSF) — 2PF6* dit (Tétraméthyltétraselenafulvalène) - hexafluorophosphate. — avait été, sous une pression de 12 kb (douze mille fois la pression atmosphérique), porté à la température de 0,9 kb (degrés absolus).

Le nouveau corps, dont la supraconductivité a été observée à Orsay, il y a une douzaine de jours, prend cette propriété, sous la même pression, à environ 1,1 kb. *Il diffère chimiquement* peu du premier, puisque l'atome de phosphore y a été remplacé par un atome d'arsenic. Les deux corps, phosphore et arsenic, sont dans la même colonne de la classification périodique des éléments (tableau de Mendeleïev) et présentent donc de *grandes analogies de comporte*ment chimique. Le résultat était pourtant loin d'être évident, puisque la substitution de l'azote au phosphore (l'azote est aussi dans la même colonne du tableau) n'avait pas du tout donné le même résultat.

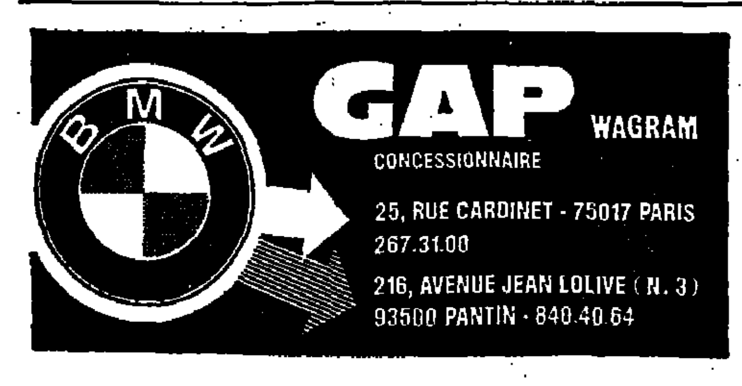
Le travail expérimental que poursuit l'équipe de M. Jérôme permet, souligne celui-ci, d'affiner les modèles théoriques. Les expériences, qui ont continué tout le long de l'année, et que viennent compléter d'autres travaux sur les mêmes composés et mène, dans le laboratoire, M. *Jean-Paul Pouget* (sur certains phénomènes de diffusion des rayons X), autorisent une meilleure compréhension des phénomènes précurseurs qui apparaissent lorsque l'on refroidit les composés plusieurs dizaines de degrés au-dessus de la température — dite « température critique » — à laquelle se manifeste la supraconductivité.

Un intérêt nouveau

Les résultats obtenus dès l'année dernière par l'équipe d'Orsay sont évidemment encore très loin des applications pratiques. Il faudra encore de longues années pour que l'on voie apparaître des dispositifs techniques *où des composés organiques pren*dront la place des supraconducteurs, fort chers actuellement utilisés, *a fortiori* des simples métaux conducteurs.

Le travail de M. Jérôme et de ses collaborateurs n'en a pas moins déjà, souligne celui-ci, un impact notable : il a relancé l'intérêt *pour un domaine* de recherches qui avait été, après un vif engouement au début des années 70, abandonné par la plupart des équipes qui s'étaient intéressées au sujet. Les recherches sur les supraconducteurs organiques, indique par exemple M. Jérôme, ont ainsi été relancées *notamment dans les laboratoires* d'I.B.M. et de la Bell Telephone, aux Etats-Unis.

XAVIER WEEGER.



POLITIQUE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

L'exemple vient du Canada

Comités, conseils, groupes d'experts... : les dirigeants de nos sociétés ont besoin de s'entourer d'avis, dans le domaine scientifique comme dans d'autres. D'où l'existence, dans de nombreux pays, de structures diverses pour conseiller les gouvernements en matière de politique scientifique et technique.

Les académies des sciences ont, à certaines périodes de l'histoire, joué ce rôle. Elles l'assurent de moins en moins, pour plusieurs raisons, dont l'une est que, depuis des dizaines d'années, la science, d'une part, ses applications techniques, d'autre part, ont pris souvent des directions divergentes. Pour être conseillés, les responsables ont autant besoin, aujourd'hui, d'ingénieurs que de scientifiques purs (1).

En France a été ainsi institué un Comité consultatif de la recherche scientifique et technique de seize membres. Plus couramment appelé « comité des sages », il est placé auprès du secrétaire d'Etat à la recherche, et est appelé à donner son avis sur toutes les décisions importantes, en particulier, bien sûr, lors de la discussion budgétaire annuelle.

Le Canada, pour sa part, a mis sur pied une structure beaucoup plus ambitieuse : le Conseil des sciences du Canada (C.S.C.). Constitué de trente membres nommés pour trois ans, il joue un double rôle : évaluer les ressources et les besoins du pays en matière scientifique et technique, et émettre des recommandations à l'intention du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux, et même du secteur privé. Depuis 1978, il a aussi pour mission de sensibiliser le public à l'importance de la science et de la technique.

« Société de la Couronne » au même titre qu'Air Canada ou Radio-Canada, le C.S.C. dispose d'une grande autonomie et de moyens importants : il emploie soixante-dix salariés permanents. Son président actuel, qui était récemment de passage à Paris, est M. Claude Fortier, spécialiste de neuro-endocrinologie à l'université Laval de Québec. Son prédécesseur venait de l'industrie. Les membres du C.S.C., qui consacrent de quinze à quarante jours par an à cette activité non rétribuée, sont choisis pour représenter à peu près également les provinces, les disciplines, les milieux académiques et industriels.

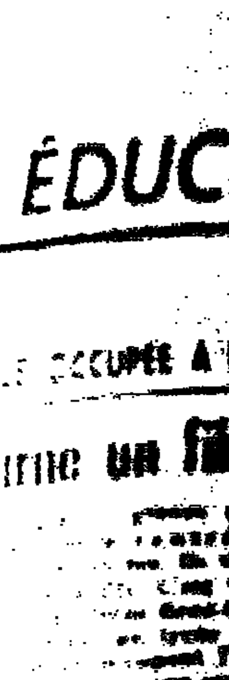
« Transparence »

Le C.S.C. se manifeste essentiellement par la publication de rapports rédigés à l'issue d'un à deux ans de travail intense, avec la participation de nombreux consultants de toute origine. Les rapports publiés ces dernières années concernaient par exemple le Grand Nord, la pollution, la stratégie technologique et industrielle, les problèmes de l'autosuffisance énergétique, les difficultés de la reherche universitaire. Les prochains porteront sur la contribution du Canada à la solution des problèmes de la faim dans le monde et des transports interurbains. D'autres études importantes sont en cours, elles portent en particulier sur le dynamisme de la recherche et sur l'impact de la télématique.

A en croire son président, qui, comme la tradition le veut, consacre deux jours par semaine pour maintenir ses attaches universitaires (M. Fortier continue d'animer un laboratoire à l'université Laval, où il dirige le département de physiologie), le C.S.C. réussit assez bien dans son rôle. Pourtant celui-ci l'amène parfois à aborder des problèmes « sensibles », comme celui de l'enseignement des sciences dans le pays (les problèmes d'éducation sont de la responsabilité exclusive des provinces).

Cette institution canadienne paraît exemplaire par son indépendance, mais surtout par sa « transparence » : non seulement tous les travaux du C.S.C. sont publiés, mais ils sont publics : la préparation et la réalisation des études, indique M. Fortier, comprennent toujours l'organisation d'« ateliers de travail » et de conférences ouvertes à toute personne intéressée. De quoi faire rêver les citoyens des pays où semble régner de plus en plus une technocratie sans partage, maniaque du secret. — X. W.

(1) Pour cette raison, des « académies d'ingénieurs » ont d'ailleurs été créées dans certains pays, comme la National Academy of Engineering américaine.



ÉDUCATION

UNE ÉCOLE OCCUPÉE A PARIS

« On tourne un film ? »

Des mouvements divers — grèves d'enseignants ou occupations — marquent cette rentrée scolaire dans quelques écoles primaires et lycées. Ils visent à protester contre la surcharge des effectifs. C'est le cas dans l'Essonne au lycée de Corbeil, au lycée René-Cassin d'Arpajon, et, dans les Hauts-de-Seine, au lycée Marie-Curie de Sceaux. Des parents d'élèves occupent l'école maternelle Bara à Palaiseau (Essonne), le groupe scolaire Godeaux à Yerres (Essonne) et l'école primaire de la rue Curial à Paris (19e).

Du neuf sur du vide. Propre et étincelante, la nouvelle école primaire du 7-9, rue Curial, dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, reste pourtant froide et sans âme. « *Ici, c'est la bibliothèque. Elle est bien fournie, non ?* », dit Mme Nordman, du comité de parents, en montrant les murs jaunes clairs désespérément nus. Quelques pièces plus loin s'entassent dans une entrée des caisses de matériel pédagogique usagé, transféré d'une école avoisinante. « *Le matériel neuf n'a pas encore été commandé* », commente Mme Nordman. Le samedi qui a suivi la rentrée, les vitres n'étaient pas toutes posées, quarante-cinq tables faisaient défaut, les grilles de séparation avec l'école maternelle qui jouxte l'école primaire n'étaient pas fixées, et, surtout, l'eau n'était pas potable. Situation absurde et cocasse, si elle n'était pas dangereuse.

Emoi des parents et des enseignants, maladresses de l'adminisration. « *C'est une expérience fantastique de montrer sa classe avec pas grand-chose* », leur aurait répondu une inspectrice départementale de l'éducation nationale. Le désaccord était donc consommé, et la suite inévitable. L'occupation des locaux approuvée par cent quatre-vingts parents commence le 23 septembre. Les instituteurs se proclament solidaires. Mais une vingtaine de policiers en civil tentent de mettre fin à l'occupation vendredi 26 et samedi 27 septembre. « *Eh ! on tourne un film ?* », demande un gamin, au spectacle de son père traîné par terre dans la cour. Aux fenêtres, ses nouveaux camarades crient à perte de voix : « *Des instits, pas de flics !* »

Lundi 29 septembre, l'occupation a repris, accompagnée d'une manifestation au rectorat de Paris, situé juste en face, sur l'autre trottoir. Hasard géographique qui pourrait faciliter les choses. « *Non, on ne tombe que sur des standards et des secrétaires* », répond une mère d'élève. « *L'inspecteur d'académie ne veut pas nous voir.* » Même le dévouement de Mme Clovin, la directrice, ses allées et venues d'un bord à l'autre, n'y font rien. Car, au-delà du dénuement, gît une autre pomme de discorde : les effectifs. « *L'école n'a pas été conçue pour tant de gosses*, explique un instituteur. *Avec quatre cent cinquante inscrits, cela fait quatre enfants par mètre carré sous le préau intérieur, et cela oblige à deux services à la cantine.* »

Le jour de la rentrée, les quatre cours préparatoires comptaient de vingt-neuf à trente-trois élèves, alors que la norme officielle est de vingt-cinq. La création d'un poste d'instituteur supplémentaire a permis de revenir dans la légalité. Mais les parents craignent de nouvelles inscriptions provoquées par l'attribution prochaine de trois cents logements dans les H.L.M. voisines. Et certaines classes comptent encore plus de trente élèves.

Bref, les familles ne désarment pas et revendiquent deux autres postes supplémentaires. « *On ne va pas gérer la pénurie !* », résument-elles, tandis que, dans la cour, leurs enfants, occupés à d'autres batailles, accrochent avidement leurs mains aux grilles qui les enferment.

ÉDWY PLENEL.

L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE POITIERS EST ANNULÉE

De notre correspondant

Poitiers. — Sur requête de M. Daniel Bontoux, professeur à l'unité d'enseignement et de recherche de médecine et de pharmacie, le tribunal administratif de Poitiers a annulé, le lundi 29 septembre, l'élection de M. Jacques Borzeix à la présidence du conseil de l'université. Le 5 juin dernier, M. Borzeix avait obtenu au premier tour de scrutin trente-trois voix sur soixante-quatre. M. Tarrade (lettres) en avait quatorze et M. Bontoux douze. Avant l'ouverture du scrutin, deux procurations avaient été contestées. Le président de séance avait décidé de tenir compte de ces deux procurations en se réservant le droit de vérifier leur authenticité. Il est apparu que l'une de ces procurations (celle de M. Adrastre) ne semblait pas émaner de l'intéressé. Dans son recours auprès du tribunal administratif, M. Bontoux, s'appuyant sur l'article 25 des statuts de l'université de Poitiers, a fait valoir que la majorité absolue était nécessaire aux deux premiers tours de scrutin.

Le tribunal ayant déclaré que la procuration donnée par M. Adrastre était « *entachée d'une irrégularité substantielle* », il convenait de décompter sa voix. M. Jacques Borzeix n'a donc obtenu que trente-deux voix sur soixante-quatre, soit un résultat inférieur à la majorité absolue. L'élection du 5 juin est annulée. M. Jacques Borzeix a cessé d'être président de l'université dès notification de la décision du tribunal administratif. Le recteur-chancelier de l'université a pris acte de cette décision.

Le recteur de l'académie de Poitiers a annoncé la nomination, par le ministère des universités, d'administrateur provisoire. Il s'agit de M. Raymond Legeais, ancien vice-président du conseil de l'université. — B. H.

CARNET

Décès

PAUL HÉBRARD

Mme Paul Hebrard,
M. et Mme Jacques Hebrard,
M. et Mme Philippe Quennouëlle,
Le docteur et Mme Lucien Fay-Keller,
Mlle Claude Hebrard,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Le médecin général et Mme Phiquepal d'Arusmont,
ont la douleur de faire part du décès du
contre-amiral Paul HEBRARD,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand officier de l'ordre national du Mérite,
rappelé à Dieu le lundi 29 septembre 1980.
Les obsèques seront célébrées à Toulon en l'église Saint-Paul du Mourillon, le jeudi 2 octobre 1980, à 14 h. 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.
La Basse-Malgue,
5, avenue Jacques-Cartier,
83000 Toulon.

[Si Air Inter connaît les succès qu'elle remporte depuis plusieurs années c'est en partie à l'amiral Hébrard, l'un de ses principaux fondateurs et son principal dirigeant de 1960 à 1970 qu'elle le doit. Avec l'amiral Hébrard disparaît aussi l'une des figures les plus marquantes de l'aéronautique avant et après la dernière guerre mondiale.

Né le 16 janvier 1901 à Toulouse, Paul Hébrard à sa sortie de l'Ecole navale devient pilote de ballons libres, de dirigeables, d'avions et d'hydravions. C'est lui qui essaie l'hydravion transatlantique Latécoère 300 « la Croix du Sud » et à son bord, le 23 juin 1935, bat le record du monde de distance sur ce genre d'appareil. Il réalise aussi dans les années 1934-1935 les premières traversées postales régulières sans escale sur l'Atlantique sud.

Pendant la seconde guerre mondiale, de 1942 à 1944, il est directeur général de la compagnie Air France transatlantique et à la libération deviendra directeur d'exploitation d'Air France puis représentant général de la compagnie nationale pour l'Extrême-Orient et le Pacifique. Retour aux activités militaires en 1952 : jusqu'en 1958 il sera capitaine de vaisseau commandant en Extrême-Orient.

C'est en 1960 qu'il entre à Air Inter et comme P.-D.G. relance l'exploitation des lignes régulières intérieures abandonnée après les malheureux essais tentés deux ans auparavant. Sa formule : coordination avec les autres transporteurs, coopération avec l'Etat, les collectivités locales et les chambres de commerce, gestion aussi économique que possible. Le succès prouva qu'il voyait juste mais ne gâta jamais son affabilité et sa réelle modestie.

Le contre-amiral Paul Hébrard était commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945.]

— Le président,
Les membres du conseil d'administration,
Le comité d'entreprise,
Et toute le personnel de la société Air Inter,
font part avec grande tristesse du *décès de leur*
président d'honneur et ancien président l'amiral Paul HEBRARD,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand officier de l'ordre national du Mérite,
survenu à Toulon, le 29 septembre 1980.
Une messe sera dite à Paris à son intention à une date qui sera communiquée ultérieurement.

— Brest.
Le président de l'université de Bretagne occidentale,
Le doyen de la faculté des lettres et sciences sociales,
Ses collègues de la section de français,
Les enseignants de la faculté des lettres et sciences sociales,
font part du décès de
M. Christian AMAT,
agrégé de l'Université,
docteur ès lettres,
professeur à l'université de Bretagne occidentale.
Les obsèques auront lieu le mardi 30 septembre 1980, à 14 h. 30, en l'église Saint-Louis à Brest.

— Olga Klein Astrachan, son épouse,
Toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Lazare ASTRACHAN,
survenu à Cannes, le 27 septembre 1980.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux-Parisien, le mercredi 1er octobre 1980.
Réunion à 11 heures entrée principale rue Marx-Dormoy, à Bagneux.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme le docteur Jacqueline Meyer-Belfer,
Mme Wayss et ses enfants,
Mme Rothstein et sa fille,
M. et Mme Maurice Belfer,
Mme Kalfon et son fils,
Et toute la famille et leurs amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Alfred BELFER,
conseiller à la cour d'appel de Paris,
décoré
chevalier de la Légion d'honneur,
et de l'ordre national du Mérite,
ravi à l'affection des siens à l'âge de soixante-six ans.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le mercredi 24 septembre.
162, boulevard George-V,
33000 Bordeaux.

— M. et Mme Roland Betito et leur fille France,
M. et Mme Patrick Betito et leur fils Paul (Boise, Idaho, U.S.A.),
Mme Athina Vignapiano,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Maurice BETITO,
journaliste,
ancien combattant 1914-1918 et 1939-1945,
survenu le 27 septembre 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.
Les obsèques auront lieu le mercredi 1er octobre 1980.
Réunion à 14 h. 30 devant l'entrée principale du cimetière parisien de Pantin.
10, rue Oswaldo-Cruz,
75016 Paris.

— M. Johan-Adolf Bliek,
M. et Mme Louis-Pierre Bliek, Marie-José, Marc, Laurence et Valérie,
M. et Mme Paul Bliek, Stéphane et Jérôme,
M. et Mme Patrick Bliek, Jean-Gabriel, Ariane et Florence,
M. et Mme Aart Bliek, Yan-Joël, Ludovic et Damien,
M. et Mme André Bliek, Philippe, Christol et Isabelle,
Mlle Paulette Bliek,
M. et Mme Guy-François Bliek,
M. et Mme Alain Koch et Sébastien,
M. David Bliek,
Les familles Bliek, Tournier, Bouchon, Texier, Eschauzier, Chaulet, Melmer et Klopfenstein,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de
Mme Paulette BLIEK,
née Texier,
survenu le *26 septembre 1980*, dans sa soixante-dixième année.
« L'Eternel est mon berger; même quand je marcherai dans la vallée de l'ombre de la mort, je ne craindrai aucun mal car Tu es avec moi. »
Ps. 23.
11, rue de Suez,
13007 Marseille.
Paris, Nouméa, Marseille.

— Nous apprenons le décès de
M. Raymond BROSSEAU,
ancien sénateur,
maire de Savigny-sur-Orge (Essonne).
[Né le 16 juin 1915 à La Flocellière (Vendée), Raymond Brosseau avait commencé à militer, dès la libération, au Mouvement de la paix avant d'adhérer au parti communiste en 1950. Elu conseiller municipal de Savigny-sur-Orge (Essonne) en 1953, il avait perdu son siège aux élections municipales de 1959 et il l'avait retrouvé en 1965. Maire depuis 1971, conseiller général depuis 1967, Raymond Brosseau, ancien préparateur en pharmacie, avait siégé au Sénat, en sa qualité de remplaçant de Louis Namy (P.C.), démissionnaire, de novembre 1975 à septembre 1977, date à laquelle il ne s'était pas représenté.]

— Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui
Mme Louis BUTOR,
née Renard,
le 27 septembre 1980, dans sa quatre-vingt-huitième année.
De la part de :
Sœur Côme Butor,
Mme André Butor,
Mme Pierre Brygoo,
Mlle Bénédicte Butor,
M. et Mme Pierre Chauveau,
Mme Dominique Butor,
ses enfants,
M. et Mme Christian Volle,
M. et Mme Jean-Michel Chollet,
M. et Mme Christian Fastrez,
M. et Mme Patrick Butor,
Mlle Sophie Chauveau,
MM. Marc et Frédéric Chauveau,
ses petits-enfants,
Michel-André, Marie et Solange Volle,
Lorraine et Constance Chollet,
Pauline Butor,
ses arrière-petits-enfants.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 2 octobre, à 8 h. 30, en l'église de la Sainte-Trinité, Paris (9e).
L'inhumation aura lieu au cimetière de Luzancy (Seine-et-Marne).
4, rue de Calais, 75009 Paris.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Jean Chièze,
M. et Mme Jacques Chièze et *leurs enfants*,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean CHIEZE,
croix de guerre 1914-1918,
médaillé militaire
dans sa quatre-vingt-sixième année.
2, chemin des Varennes,
89390 Ravières.

— Grenoble, Paris, Montigny-lès-Bretonneux, Herblay, Villeurbanne.
Mme Henry Chognard-Callens,
M. et Mme Jacques Chognard,
M. et Mme Jean-Bernard Nicolet et leurs enfants,
M. et Mme Gérard Ferret,
M. et Mme Dominique Condamin et leurs enfants,
M. et Mme Jean Chognard et leurs enfants,
M. André Chognard,
Et toute la famille,
ont la douleur d'annoncer le décès du
lieutenant-colonel Henry CHOGNARD,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918, 1939-1945 et des T.O.E.,
croix du combattant volontaire 1914-1918,
médaillé des Evadés 1914-1918,
survenu le 22 septembre 1980, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.
La cérémonie *religieuse a eu lieu* dans l'intimité familiale à Draguignan, le 25 septembre 1980.
7, rue des Marronniers,
38100 Grenoble.

— Le président et le conseil d'ad*ministration de la société* Saint-Louis-Bouchon ont la tristesse de faire part du décès de
M. Pierre ESCUDIER,
administrateur de la société,
survenu le 28 septembre 1980.

— Le conseil d'administration, les cadres et le personnel de la Générale Sucrière ont la profonde tristesse de faire part du décès de
M. Pierre ESCUDIER,
leur président-directeur général,
survenu le 28 septembre 1980.

— *Nous avons appris le décès de*
M. Jacques FAVART,
survenu le 27 septembre, à Paris, à l'âge de soixante ans.
[*Président de l'exercice de l'Union* internationale de patinage depuis 1967, il avait été champion de France de patinage artistique en 1942, puis avait obtenu cinq titres nationaux consécutifs en couple avec son épouse de 1946 à 1950. Il avait également présidé la Fédération française des sports de glace d'avril 1968 à décembre 1969.]

— Mme David Feuerwerker, née Antoinette Gluck, et ses enfants ont la douleur de faire part du décès du
grand rabbin Dr David FEUERWERKER ZT"L
à Montréal, le 20 juin 1980.
Des funérailles d'Etat ont eu lieu à Montréal le 23 juin 1980.
L'inhumation a eu lieu à Jérusalem, près des juges du Sanhédrin, le 24 juin 1980.
5581-5583, avenue Woodbury,
Montréal (Canada), H3T 1S6.

— A l'occasion de Hochana Rabba 5741, l'Association cultuelle israélite française du Québec rappelle la mémoire de son guide et de son maître ZT"L, né le 21 Tichri 5673,
grand rabbin Dr David FEUERWERKER ZT"L
grand rabbin
de l'*Association cultuelle* israélite française du Québec,
époux d'Antoinette Gluck, fils de Jacob Feuerwerker et de Régine Neufeld.
C'est à l'heure de l'allumage des bougies du Sabbat — moment particulièrement significatif et symbolique dans la tradition hébraïque — en ce vendredi 20 juin 1980, que s'éteignait à Montréal un homme dont la vie a été un perpétuel combat pour la justice, la paix et la vérité.

[Né le 2 octobre 1912 à Genève, le *grand rabbin David Feuerwerker* était devenu rabbin de Brive-la-Gaillarde, de la Corrèze, de la Creuse et du Lot en 1940, après une carrière militaire remarquée pendant la guerre. Actif dans la Résistance, c'est à lui que de nombreux israélites et résistants doivent la vie sauve. Grand rabbin de Lyon en 1944, il fut le premier directeur de l'hebdomadaire « l'Unité ».

Elu rabbin à Neuilly-sur-Seine en 1946, il devient en 1948 le rabbin des Tournelles, la grande synagogue de Paris. Docteur en histoire, il enseigna à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, fut successivement aumônier général de la marine nationale, aumônier des prisons et des hôpitaux ; il introduisit l'hébreu langue vivante au baccalauréat.

Devenu juge du tribunal rabbinique de *Montréal, il avait fondé et dirigé* le département d'études juives de l'université de cette ville.]

— Le colonel et Mme Louis Gonnelle, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
Mme veuve Henri GONNELLE,
rappelée à Dieu le 14 septembre 1980, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.
La cérémonie religieuse suivie de *l'inhumation au cimetière de* Tours-sur-Meymont a eu lieu le 16 septembre dans l'intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Monteignet-sur-l'Andelot,
03800 Gannat.

— Le Plateau-d'Assy, Grenoble, Brest.
Mme le docteur M.-D. Joly-Picard,
Anne Tobé, son époux et leur fille,
Françoise Moevus-Joly et ses fils,
Catherine Tripard, son époux et leur fils,
Le docteur et Mme Jacques Joly, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme André Marsault et leur famille,
M. Bernard Joly,
Les familles Joly, Picard, Tobé, Tripard,
font part du décès du
docteur Henry JOLY,
ancien interne des hôpitaux de Paris,
chirurgien
de la station climatique de cures de Passy,
ancien président
de la Société de chirurgie thoraxique de langue française,
président-fondateur
du poste de transfusion sanguine de la Haute-Vallée de l'Arve,
président du conseil d'administration de l'ADACEPA,
ancien conseiller municipal de Passy,
survenu le 28 septembre, dans sa soixante-quinzième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 30 septembre, à 14 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-Toute-Grâce du Plateau-d'Assy, où le corps sera déposé, suivie de l'incinération au cimetière Saint-Georges de Genève.
Une quête sera faite à l'issue de la cérémonie au profit de la recherche médicale.
Le Plan-de-Charlet,
74480 Plateau-d'Assy.

— Angers.
On nous prie d'annoncer le décès de
M. Pierre MIMIN,
premier président honoraire de la cour d'appel d'Angers,
membre correspondant de l'Institut,
commandeur de la Légion d'honneur,
survenu le 28 septembre 1980 dans sa quatre-vingt quatorzième année.
De la part de :
Mme Paul Gaudon, sa sœur, de ses neveux, petits-neveux et de sa cousine, du premier président et des magistrats de la cour d'appel d'Angers.
La messe de sépulture sera célébrée le jeudi 2 octobre, à 9 heures, en l'église Sainte-Bernadette.
L'inhumation se fera le même jour vers 17 h. 30, à Châtillon-sur-Marne (Marne) dans le caveau de famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.
63, rue Mirabeau, 49000 Angers.

— Condom.
M. René Navarre,
François, Pierre et *Dominique* Navarre et leurs enfants,
Yves Navarre,
Les familles Bernard, Came, Darcos, Etchart, Lafforgue, Sarremejean, Saur,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme René NAVARRE,
née Adrienne Bax.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité en la cathédrale Saint-Pierre à Condom (Gers), le samedi 27 septembre 1980.

— On nous prie d'annoncer le décès, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, du
docteur Jean NORDMANN,
professeur honoraire
à la faculté de médecine de Strasbourg,
chevalier de la Légion d'honneur,
docteur ès sciences.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.
La famille du défunt,
28, *rue Erwin*, 67000 Strasbourg.

— Mme Yvonne Pelleteur, née Agout, ses enfants, sa famille et ses proches ont la douleur de faire part du décès du
docteur Joseph Yvon PELLETEUR,
chevalier de la Légion d'honneur,
médecin lieutenant-colonel en retraite,
survenu brutalement le 13 septembre, à l'âge de soixante-seize ans.
Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu le 17 septembre à Bagnères-de-Bigorre, dans l'intimité.
12, avenue Jacques-Soubielle,
65200 Bagnères-de-Bigorre.

— Mme Gabriel Ramé,
M. et Mme Jean-Claude Achille,
M. Christian Collin,
M. Jacques-François Achille,
M. et Mme Jacques Le Blond de Mancier,
Mlle Bénédicte Le Blond de Mancier,
M. Pierre Chabert,
M. et Mme Henri Chabert,
M. Jean-Pierre Chabert,
Les familles Larchevêque, Baudoin, Nicole, Lucas et Mottet,
Mlle Annette Auroy,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Gabriel RAMÉ,
officier de la Légion d'honneur,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
directeur honoraire de la S.N.C.F.,
leur époux, père, beau-père, grand-père, beau-frère et cousin, survenu le 26 septembre 1980.
Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 2 octobre 1980, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule.
La messe sera célébrée par le R.P. Boulay, o.p.
L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière ancien de Neuilly.
Cet avis tient lieu de faire-part.
92, avenue Charles-de-Gaulle,
92200 Neuilly.

— M. Albert Sebag,
M. et Mme Guy Sebag et leurs enfants,
M. Yvan Sebag et ses enfants,
M. et Mme Georges Cherki et leurs enfants,
Les familles Sebag, Berdah, Nizard, parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
Rachel SEBAG,
née Berdah,
survenu le 27 septembre 1980.
Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale le mercredi 1er octobre.
La famille ne reçoit pas.
70, rue de Gergovie, 75014 Paris.

— Mme Judith Silberstein,
Fanny Silberstein-Garrigues, Benjamin et Alexandra,
Nicole et Roland Tchénio,
son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, ses parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Isidore SILBERSTEIN,
survenu le 28 septembre 1980.
Les obsèques auront lieu le mercredi 1er octobre, à 10 h. 45, au cimetière de Pantin-Parisien (réunion porte principale).
Cet avis tient lieu de faire-part.
57, rue du Docteur-Blanche,
75016 Paris.

Remerciements

— Mme Claude Derique et ses enfants, dans l'impossibilité de répondre personnellement à tous les témoignages de sympathie exprimés lors des obsèques, le 18 septembre, de
M. Claude DERIQUE,
prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude et leurs remerciements.

Le Monde

culture

ROCK

RAMONES ET SIOUXSIE

Le « fun » et le « stress »

Ils sont quatre, les faux frères Ramones (Joey, le chanteur, Johnny, le guitariste, Dee Dee, le bassiste, Marky, le batteur). Elle, Siouxsie Sioux, est seule à supporter l'image et la démarche de son groupe, Siouxsie and the Banshees. Ils sont Américains de New-York. Elle est Anglaise de Londres. Ils sont nés avec la nouvelle vague américaine. Elle est apparue avec les premiers punks anglais. On les prétend stupides et futiles, ils sont laids et facétieux. On la présume intelligente et profonde, elle est attirante par son *mystère et inquiétante*.

On les croirait sortis tout droit d'une bande dessinée, caricatures d'une Amérique qui a de beaux restes. Elle vit le drame au quotidien d'une Angleterre qui s'écroule. Quand ils chantent les flirts du samedi soir dans des voitures rutilantes, elle hurle la solitude dans un avenir sans lendemain. Ils sont vénaux, prêts à toutes les concessions pour connaître la gloire. Ayant refusé pendant longtemps d'enregistrer pour éviter les pièges du show-business, elle est incorruptible. Ils jouent le *fun*, elle joue le *stress*.

Férus de production, leur musique est voluptueuse, gavée des influences des années 60. Sa musique est sale, elle veut rompre avec le passé. Les Ramones jouent vite et fort, ils soignent des mélodies acidulées, écrivent des hymnes adolescents avec des textes simplistes qui parlent de sexe et de voitures. La musique de Siouxsie and the Banshees est un cri lent et sourd qui brise les mélodies, des compositions faites de stridences *féroces et désespérées sur des* rythmes lancinants qui supportent des textes torturés. Ils sont violents et *implacables*, gais et magiques. Elle est violente et implacable, triste et magique. Eux comme elle se sont lancés dans l'aventure du rock à une époque où il a retrouvé son énergie, sa vitalité, sa raison d'être parce que de nouveau il correspondait à une réalité. Les Ramones pratiquent le rock comme un exutoire à l'ennui, Siouxsie and thee Banshees comme le reflet de cet ennui. Ils sont Américains de New-York. Elle est Anglaise de Londres. Simplement.

ALAIN WAIS.

★ Ramones, le 30 septembre au Bataclan, à 20 h. Discographie chez Pathé-Marconi. Siouxsie and the Banshees, au Bataclan le 1er octobre, à 20 h. 30. Discographie chez Polidor.

JAZZ

La post-rentrée

Le jazz continue sa marche plutôt qu'il ne repart. Voici la post-rentrée : *événements actuels en masse*, et excellentes nouvelles pour l'avenir prochain. Dans la capitale, d'abord en cabaret quelques réjouissances : Jimmy Witherspoon, (au Patio du Méridien), le duo Christian Escoudé-Michel Graillier (au Caveau de la Montagne), le quatuor d'Allan Holdworth (au Riverbop). Viendront, au début d'octobre, le groupe Michelot-Arvanitas-Guilhot (au Petit Opportun), et, au milieu du même mois, Doctor Feelgood (au Petit Journal).

Mois d'octobre chargé à Paris où on retrouvera Basie, sa section rythmique et ses souffleurs (le 22, deux fois, salle Pleyel) et, enfin, un vrai festival, lequel manquait cruellement depuis novembre 1976, date de dernier passage du Newport baladeur. Le 29 s'ouvrira une manifestation considérable, d'une part, au Théâtre Présent, pour de vastes formations (le Celestrial, le Polygruel, le *Swing Limited* notamment), d'autre part, au Théâtre de la Ville, pour John Surman, Arthur Blythe, Mojo Buford, Marielle et Katia Labèque, Phil Woods, le Quatuor de saxes, le Show Biz Band, Sonny Rollins, Michel Portal, Elvin Jones, René Urtreger, Dizzy Gillespie, Solal et Grappelli, *James Newton et le Carla* Bley Orchestra. Il est prévu, en outre, six lieux d'animations.

Quelques semaines avant cette profusion festivalière parisienne, un rassemblement de jazzmen se sera tenu à Nancy, du 3 au 12 octobre. De nouveau, *Nancy Jazz Pulsations aura* dressé son chapiteau et ouvert les portes de l'auditorium Poirel afin de recevoir le grand orchestre de Martial Solal, Mongo Santamaria, les deux Didier — Lockwood et Levallet —, Henri Texier, Bernard Lubat, Taj Mahal, Luther Allison, Dexter Gordon, Chico Freeman, Jacques Berrocal, Albert King, Gerry Mulligan, Abbey Lincoln, Mal Waldron, Archie Shepp. Cette « action sur toute la Lorraine », selon la volonté de ses concepteurs, aura, cette année, associé à l'effort nancéien de nombreuses cités voisines, reçu des orchestres de toutes les provinces et touché les maisons des jeunes, les foyers des vieux, les prisons, les marchés, les hôpitaux, les écoles, initiative estimable et heureuse, qu'il faut appuyer à fond.

LUCIEN MALSON.

EXPOSITIONS

CARRASCO

Le parc de Bagatelle et son orangerie rénovée siéent aux formes pures de Jorge Carrasco — *lisses, élancées ou enroulées* sur elles-mêmes, pleines ou évidées, nouées ou d'un seul jet, taillées et polies intégralement de la main du sculpteur dans des matériau toujours nobles, comme le décor qui les accueille : marbre, lave, granit, *travertin*, onyx, serpentine, albâtre et la dure pierre de Châteauroux extraite de la région où l'artiste bolivien s'est transplanté. Ici, sous les feux d'un automne lumineux, sont parquées les *réalisations des dix dernières années* d'un travail opiniâtre, d'un quotidien corps à corps avec le minéral, *corps à corps qui n'est pas une figure* de style : ces créatures sans visages qui ont l'air inventées de toutes pièces sont plus vivantes et plus charnelles *dans leur autonomie* que si elles copiaient bêtement quelque *modèle* humain.

A vrai dire, l'homme, la femme surtout, sont clairement transposés. L'harmonie et l'érotisme chez eux font bon ménage. L'une s'épanouit librement dans l'extrême sobriété des lignes et des volumes, dans leur parfaite ordonnance réglée *en toute simplicité — à ne pas confondre* avec simplification, une élégante complexité ne lui fait pas peur, à Carrasco. L'autre, au premier *ou au second degré*, s'exprime en attributs ou en symboles plus ou moins discrètement suggérés. Les figures naissent parfois *les* unes des autres et voici qu'émergent *Vénus*, les *Trois Grâces*, et cet *Okkio* qui peut aussi s'intituler « méditation », avant de se lover *(Inti)* voluptueusement, en marbre noir de Belgique. Trop de grâce, trop d'hédonisme, trop de brillance, dira-t-on. Pourquoi pas ? Voyez pourtant les évocations plus viriles dans un granit qui a gardé sa rugueuse rudesse.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Orangerie de Bagatelle, bois de Boulogne, jusqu'au 15 octobre.

■ Les éditions du Moniteur viennent d'inaugurer un nouveau centre d'information et de documentation 7, place de l'Odéon, à Paris. La partie librairie propose quelque *trois mille titres dans les domaines* de l'architecture (histoire, monographie, théorie, etc.), de l'urbanisme, du bâtiment, des travaux public, du génie civil, ainsi que sur les aspects juridiques ou de gestion de la construction.

Des expositions auront lieu en permanence : actuellement sont ainsi présentés « les grands prix d'architecture Eurostructpress 1980 » (jusqu'au 2 octobre) et une série de trente photos de New-York par Reinhart Wolf (jusqu'au 31 octobre).

CINÉMA

« HEART BEAT » de John Byrum

La vie de Jack Kerouac

Ils étaient deux amis, Jack et Neal, et, avec eux, il y avait une femme, Carolyn, qu'ils aimaient et qui les aimait, choisissant l'un puis préférant l'autre, et ne renonçant à personne. Ces trois-là étaient comme Jules et Jim et Catherine, et John Byrum raconte leur histoire, leur roman-photo, comme Truffaut autrefois : il s'agit de les précipiter vers leur destin.

Heart Beat (présenté au Festival de Deauville, *le Monde* du 12 septembre), est un film déconcertant, tellement déconcertant qu'il peut ne pas plaire à la première vision. C'est la vie de Jack Kerouac et de Cassidy — le modèle de Dean Moriarty dans *Sur la route* — telle que Carolyn Cassady s'en souvient dans ses Mémoires. Mais on ne trouve pas du tout, dans les images légères de John Byrum, l'univers délirant des livres de Kerouac, la démesure légendaire des premiers beatniks, perpétués par les folies hippies.

Très simple, doux, avec des lumières dorées, baigné par la musique de l'après-guerre en Amérique, le film de Byrum fait évoluer des personnages beaux et jeunes (interprétés par Sissy Spacek, Nick Nolte, John Heard), suivant un récit *très classique*. D'abord inconnu et courant de ville en ville, Jack sera dévoré par la *célébrité*. Carolyn aura son pavillon, des enfants et des voisins, Neal travaillera pour payer les traites, puis partira enfin pour le Mexique. Tout cela — les errances, les outrances, la lutte *contre les compromis et la récupération*. — est juste indiqué, il n'y a ici que l'illustration d'un cheminement, avec beaucoup de charme et la tendresse de Byrum pour ces précurseurs de la liberté.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Voir les films nouveaux.

La « furia » anarchique d'Antoni Ribas

(Suite de la première page.)

En fait, c'est ce mélange des genres, cette liberté de ton avec laquelle l'auteur appréhende son sujet qui différencie *la Ville brûlée* des ouvrages du même genre (d'un *Novecento* par exemple). Rien de guindé, de compassé, dans ce récit où l'insolence de la satire et le lyrisme de la ferveur révolutionnaire trouvent également leur compte.

Qu'il dépeigne une famille de bourgeois perturbés par une mésalliance ou qu'il fustige le cynisme des démagogues professionnels ; qu'il nous *entraîne parmi des fêtards célébrant la nouvelle année* ou qu'il nous fasse entendre une chorale de paysans ; qu'il dénonce la misère du monde ouvrier ou qu'il exalte la lutte des Catalans pour imposer leur identité nationale, c'est toujours avec la même allégresse, la même *« furia »* anarchique qu'Antoni Ribas conduit *sa mise en scène*.

Le film fourmille d'allusions politiques dont beaucoup nous échappent. Il y a dans la narration — surtout vers la fin — de brusques chutes de tension. Mais qu'importe : un souffle épique balaie nos réticences. Et, de cet admirable *chant d'amour* et de *révolte*, nous ne retenons que la fièvre, l'humour, la férocité, la noblesse.

Contrastant avec ce beau tumulte, *la Veuve Montiel*, de Miguel Littin (prix du jury) nous propose ses images somptueuses, sa construction arachnéenne, sa préciosité d'écriture. Film de poète où les rêves et les cauchemars ne cessent d'empiéter sur la réalité, où le passé anéantit le présent, où la passion d'une femme se heurte à la rage d'un peuple opprimé, où la nature elle-même, *dans son exhubérance*, devient signe *de mort*.

Une petite amazone sur un cheval blanc : telle était Adélaïde quand elle est apparue pour la première fois à José, qui allait devenir son mari. *Maintenant* José est mort et c'est vêtue de longs voiles noirs qu'Adélaïde erre dans sa *demeure, hagarde*, désemparée, sourde aux cris de vengeance qui montent du village. Car José, qu'Adélaïde a tant aimé, n'a acquis l'immense fortune dont elle est l'héritière qu'en trahissant les *siens et en les livrant aux bourreaux du pouvoir*.

Miguel le Noir et Juan le romantique

Dans ce *récit tout en méandres*, en circonvolutions temporelles, dans ce labyrinthe et ce jeu de miroirs, il arrive qu'on s'égare. A la clarté d'un discours rationnel, Littin a préféré l'incantation. *La Veuve Montiel* est un film où il faut se laisser couler — comme Adélaïde, au terme de l'histoire, se laissera couler dans les eaux du fleuve, un film aux sortilèges duquel il faut s'abandonner. *Alors se dissipe* l'impression d'artifice que risquent de provoquer les partis pris du cinéaste, et de cette mise en scène si *minutieusement* élaborée, de *la* présence presque onirique de Géraldine Chaplin dont le jeu très « intériorisé » s'oppose à la rudesse de Nelson Villagra, de ces fantasmes *et de ce délire naît une sorte de magie*.

Bien que son père soit hollandais et sa mère allemande, Solveig Hoogesteijn vit au Venezuela depuis l'âge de un an. Après des études à l'université de Caracas et à l'Ecole supérieure de cinéma de Munich, elle est devenue réalisatrice. *Manoa* (mention du jury) est son troisième film et elle y fait preuve d'un talent singulièrement incisif et rigoureux.

Manoa décrit l'errance de deux garçons, Miguel, le Noir, le pauvre, le *révolté*, et *Juan*, *le romantique*, issu de la bourgeoisie blanche. Loin de la capitale, ils découvrent un pays figé dans le temps, rencontrent d'extravagants personnages, vivent *des aventures cocasses ou dramatiques*, et prennent conscience de leur identité au sein d'une histoire collective qui est celle du peuple vénézuélien.

Une mélancolie diffuse

On pense parfois à Kerouac et à *Easy Rider* en voyant ce film. Mais la drôlerie ou la cruauté des notations, certaines embardées vers l'irrationnel, une mélancolie diffuse et la présence obsédante de la musique témoignent du caractère profondément latino-américain du récit.

Moins justifiée sans doute est la seconde mention décernée par le jury au film portugais de Jose Fonseca E Costa, *Kilas*. A la manière des films noirs américains, le cinéaste raconte les aventures d'un petit voyou lisbonnin. Entre la parodie et la description d'une *réalité* sordide, la mise en scène louvoie sans toujours parvenir à définir son style. En faisant figurer *Kilas* au palmarès, les jurés ont déclaré avoir voulu salué « un effort de création artistique » au sein d'un *cinéma national*.

Citons encore le prix de l'Association *française des cinémas d'art* et d'essai attribué à *El Super*, pittoresque pochade teintée d'amertume qu'ont *réalisée* deux Cubains qui travaillent à New-York, Léon Ichaso et Orlando Jimene-Leal. Et signalons *pour* terminer le succès populaire remporté par ce deuxième Festival de Biarritz. Cette année, comme l'année dernière, c'est devant des salles combles que furent présentés les films. Des films de qualité certes inégales, mais qui tous avaient leur place dans une manifestation dont l'ambition est moins de concurrencer Cannes ou Venise que de pratiquer une *ouverture* sur un monde cinématographique différent.

JEAN DE BARONCELLI.

LES ORGANISMES PROFESSIONNELS CONTESTENT LE BUDGET DE LA CULTURE

Le conseil d'administration de l'ATAC (Association technique *pour l'action culturelle) a donné*, le 29 septembre, une conférence de presse qui fait suite à celle qu'avaient tenue, le 24 septembre, le Syndeac (Syndicat des directeurs d'action culturelle), la Fédération nationale du spectacle-C.G.T., l'A.J.T. (Action pour le jeune théâtre) et l'Union des maisons de la *culture* et des centres d'action culturelle (*le Monde* du 76 septembre).

Le fait important est la solidarité affirmée de secteurs professionnels dont les intérêts sont parfois divergents : directeurs, employés, techniciens, jeunes compagnies institutions, action culturelle, théâtre, comédiens (par la voix du Syndicat français des artistes). Le but des réunions est de répondre publiquement aux propositions de budget du ministre de la culture et de communication, M. Jean-Philippe Lecat (*le Monde* du 23 et du 25 septembre) et de rappeler que les *augmentations accordées pour 1981 ne* suivent pas le taux d'inflation, d'autant plus que les organismes du secteur public sont soumis à la T.V.A., ce qui diminue d'autant leurs subventions. Celle de l'ATAC est même amputée. Bloquée depuis 1978 à 2 millions de francs, elle devrait passer à 1,5 million de francs. *Quant au budget affecté* à la formation des animateurs (650 000 francs), il est reconduit sans modification.

M. Georges Rosevègue, président de l'ATAC et directeur de la maison de la culture du Havre, a exposé les griefs de la profession *qui reproche à M. Jean-Philippe Lecat* de ne pas tenir compte des travaux des commission mises en place par son ministère, de refuser la concertation, de ne pas répondre aux demandes d'entrevue.

MUSIQUE

ANNULATION DE LA SAISON DU « MET »

Pas d'opéra à New-York

La saison 1980-1981 du Metropolitan Opera de New-York est intégralement annulée en raison de la grève des musiciens de cet établissement. Déjà trois spectacles prévus pour la 98e rentrée de la grande scène lyrique du Lincoln Center ont dû être annulés, et, selon M. Anthony Bliss directeur exécutif du Met», il n'est pas question de « *mettre sur pied une saison rapiécée* » compte tenu des exigences du public. C'est la première fois que l'opéra, fondé en 1883, est fermé de cette manière.

Les revendications des quatre-vingt-treize musiciens portent sur une réduction de leur semaine de travail — de quatre à cinq soirées par semaine — ainsi que sur une augmentation de leurs salaires. Pour le directeur du « Met », Pour le directeur du « Met » une telle demande ne peut être satisfaite, car toute modification de la convention des musiciens se répercute sur le statut des mille neuf cents autres employés. Toujours selon M. Bliss, le « Met » ne pourrait survivre à une augmentation telle des coûts.

Rappelons que, d'autre part, la grève générale des interprètes de cinéma et de la télévision, à laquelle se sont joints cinq mille musiciens, est entrée dans une nouvelle phase depuis le vendredi 26 septembre, où a été conclu un pacte de trois ans entre producteurs et artistes (*le Monde* du 27 septembre). Néanmoins, le travail n'a pas repris et ne reprendra pas avant que les divers syndicats aient ratifié l'accord portant sur l'organisation des salaires; ce qui pourrait prendre encore deux à trois semaines.

NOTES

Cinéma

« Cruising » de William Friedkin

Admirateur d'Alain Resnais, dont il se réclame, à l'occasion, William Friedkin (« French Connection », « l'Exorciste ») cultive le sensationnel comme une seconde nature, cherche l'effet choc à tout prix et presque à tout bout de champ.

Un flic dynamique (Al Pacino) gagne ses galons de super-flic en plongeant dans la fange, ou ce qui est décrit comme tel : l'univers homosexuel new-yorkais. Il essaie de remonter la filière de crimes successifs dans le milieu. Le soir ou le matin, il retrouve une bonne petite épouse bourgeoise.

Hypocrisie, pornographie made in Hollywood (même si le film a été tourné entre l'Hudson et l'East-River), occupent l'écran, ridiculisent une Amérique qui, malgré tous ses *défauts*, ne relève pas d'une telle caricature.

L. M.

★ *Voir les films nouveaux.*

« La Femme-enfant » de Raphaële Billetdoux

« La Femme-enfant », de Raphaële Billetdoux, inaugurait cette année la section « un certain regard » au Festival de Cannes (« le Monde » daté 13-14 mai), et le film était là bien à sa place. L'effet est curieux, maintenant, de le revoir parmi tous ces *films américains* qui tournent comme des moteurs bien huilés — qu'ils soient riches d'une vision personnelle, comme « Heart Beat », ou servent de produit de consommation courante comme « Urban cow-boy » (« le Monde » du 12 septembre) — car les tâtonnements de la réalisation, mais aussi l'originalité de l'inspiration, ressortent davantage.

Suivant que l'on est sensible au sujet — une petite fille presque adolescente et un homme mûr s'aiment d'amour fou, se respectent, s'inventent des jeux et se perdent dans un drame — on sera plus ou moins indulgent pour la faiblesse des dialogues, les incertitudes du scénario. Klaus Kinski a une bonne tête, Pénélope Palmer est intéressante, c'est une première œuvre d'une certaine qualité. — Cl. D.

Voir les films nouveaux.

Musique

Anna Moffo à l'Athénée

Accompagnant la grande vague des passions lyriques, les Lundis musicaux de l'Athénée sont devenus un des rendez-vous préférés des amoureux du chant, et ils alignent chaque année une collection impressionnante d'atouts maîtres, reines et rois du bel canto et du lied. C'est ainsi qu'on y entendra, entre autres, cette saison, Kurt Moll (dès lundi prochain), Carlo Bergonzi, Christiane Eda-Pierre, Brigitte Fassbaender, Martina Arroyo, Phyllis Bryn-Julson, Valérie Masterson, Mirella Freni, Judith Blegen et Teresa Berganza.

L'ouverture a *été* cependant moins brillante que prévu. La grande soprano américaine, Anna Moffo, n'avait jamais donné de récital à Paris ; les admirateurs de ses enregistrements eussent sans doute préféré qu'elle vînt plus tôt, car, après « vingt et un ans de carrière au Met », il est assez triste d'entendre une voix qui a certes gardé son beau timbre chaud aux reflets graves, mais perdu toute souplesse. Le phrasé dur, les fréquents écarts de justesse disent un effort constant, et les sauts dans l'aigu sont à la limite du cri ; le souffle semble impuissant à porter cette voix au-delà d'une écorce rugueuse. Le décalage entre les attitudes très étudiées de star du chant et la réalité vocale serre le cœur. Quelques phrases très belles font encore rêver d'une splendeur passée, comme ce charme mutin qui illumine soudain son visage.

J. L.

Théâtre

La saison au Centre dramatique de Lyon

Cinq mille six cents abonnés et soixante-cinq mille spectateurs ont trouvé ou retrouvé le chemin du Théâtre du VIIIe, Centre dramatique de Lyon, pour la première année de la nouvelle direction, celle de Jacques Weber. Ce bilan encourageant devrait être confirmé par la programmation 1980-1981. Les « créations-maison » sont signées Francis Huster (les Amours de Jacques le fataliste et le Neveu de Rameau, de Diderot, en décembre et janvier), et François Petit, qui montera, en avril-mai, le Fil à la patte, de Feydeau. Sa mise en scène du Mariage de Figaro, avec Jean-François Balmer, Patrick Chesnay, Francine Bergé, Dominique Valadié, s'installe au Théâtre de Paris, à partir du 24 septembre.

Jacques Weber, faute de moyens financiers, reporte à la saison prochaine son grand projet : un Caligula, écrit par Jean-Luc Jeener. Parmi les spectacles invités : les Trois Sœurs, par Krejca (7-12 octobre) ; Fin de partie, par Guy Rétoré (25 novembre-6 décembre). De plus, le vaste plateau du VIIIe sera offert pour quelques soirées à de jeunes troupes et de jeunes auteurs.

Cinq spectacles de danse, quatre chanteurs, cinq orchestres de jazz, quatre concerts de rock, une soirée cinéma non stop chaque lundi compléteront une saison foisonnante, et financièrement exigeante. (Correspondant.)

Jeune théâtre à Liège

Le vingt-troisième Festival du Jeune Théâtre de Liège, qui a lieu du 1er au 18 octobre, accueille deux spectacles australiens « The Seven Faces of Sinbad » et « Macbeth », tous deux mis en scène par John Strehlow, des troupes venues de Prague, de Pologne, de Suisse (« D'un Céline l'autre », par l'Orbe), de Belgique, bien entendu (« Attitudes », créé à Avignon après son passage *au Centre de la communauté belge*, les 25, 28, 29 septembre et 1er octobre. Et « Belga Vox », par Patrick Roegier).

La participation française est importante et variée, avec, entre autres, « Elle est là », de Nathalie Sarraute par Claude Regy ; « Au Bois lacté », de Dylan Thomas, par le Théâtre des Deux-Rives ; des spectacles de café-théâtre, « Archéologie », avec Daniel Smilfork, et « les Cannibales », de Georges Lavaudant, par le Centre dramatique des Alpes après ses représentations au Théâtre de la Ville, et qui clôturera le Festival les 17 et 18 octobre.

Les Etats-Unis seront présents avec « Video 50 », de Bob Wilson. Parallèlement, du 8 au 18 octobre seront projetés des films de théâtre, retransmissions ou magazines tournés pour la télévision, adaptations cinématographiques d'œuvres théâtrales.

PETITES NOUVELLES

■ L'académie des sciences morales et politiques a entendu lundi 29 septembre, pour sa séance de rentrée, un exposé du docteur Jean Rousselet sur le thème « Où va la jeunesse ? ». Auparavant, M. André Piettre, président, avait rendu hommage à la mémoire du docteur Jean-Robert Debray, récemment décédé.

■ Le grand prix du Festival de Biarritz du film ibérique et latino-américain, qui s'est achevé le 28 septembre, a été attribué au film catalan d'Antoni Ribas « la Cité brûlée ».

Le prix spécial a été décerné au film de Miguel Littin « la Viuda de Montiel » (la Veuve Montiel).

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 437.

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Essaïon (278-46-42), 18 h. 30 : Utinam.
Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : le Bourgeois gentilhomme.
Athénée (742-67-27), 20 h. 30 : Cher menteur.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 30 : la Mémoire courte.
Théâtre Gérard-Philipe, Saint-Denis (243-00-39), 20 h. 30 : les Jumeaux vénitiens.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : On dînera au lit.
Studio d'Ivry (672-37-43), 20 h. 30 : In Amerika Cuicatl.
Palais des glaces (607-49-93), 22 h. : Scènes de chasse en Bavière.
Blancs-Manteaux (887-16-70), 20 h. 15 : Tribulations sexuelles à Chicago.
Moderne (874-94-28), 20 h. 30 : Grugru II.
Michodière (742-95-23), 20 h. 30 : l'Habilleur.
Petit Montparnasse (320-89-90), 22 h. : A. Valardy.
Cité internationale (589-38-69), 20 h. 30 : l'Anniversaire de Pinter.
Cour des Miracles (548-85-60), 21 h. 15 : Ivres pour vivre.

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50), 20 h. : la Femme sans ombre.
Odéon (325-70-32), 20 h. 30 : Le roi se meurt.
TEP (797-96-06), 20 h. 30 : Mama Bea Tekielski.
Théâtre de la Ville (274-11-24), 18 h. 30 : Milva ; 20 h. 30 : les Cannibales.

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 30 : l'Homme couché ; 22 h. : A la rencontre de Marcel Proust.
Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Astelle-Théâtre du XIXe (202-34-31), 20 h. 30 : les Bonnes.
Cartoucherie, Théâtre du Soleil (374-24-08), 20 h. 30 : En r'venant de l'expo. — Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h. 30 : Fusillade à Montredon.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : les Exploits d'Arlequin.
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21), 20 h. 45 : Madame est sortie.
Comédie-Italienne (321-22-22), 21 h. : la Locandiera.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles « LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 30 septembre

Daunou (261-69-14), 21 h. : l'Homme, la Bête et la Vertu.
Essaïon (278-46-42), I, 21 h. 30 : Histoires vraies. — II, 20 h. 30 : la Princesse de Babylone ; 22 h. : Flagrants délires.
Fontaine (874-74-40), 18 h. 30 : Tupac-Tosco, la Raison de la mémoire ; 20 h. 30 : R. Magdane.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Rufus ; 22 h. : V comme Vian.
Hébertot (387-23-23), 20 h. 30 : les Bons Bourgeois.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
La Bruyère (874-76-99), 21 h. : Un roi qu'a des malheurs.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : Haute surveillance ; 20 h. 30 : Rude journée en perspective ; 22 h. 15 : Molly Bloom. — Théâtre rouge, 18 h. 15 : Idée fixe ; 20 h. 30 : la Double Inconstance ; 22 h. 15 : Ficelles. — III, 18 h. 15 : Parlons français.
Marigny (225-20-74), I, 21 h. : l'Azalée. — III, 21 h. : la Bonne Soupe.
Mathurins (265-90-00), 20 h. 30 : On ne sait comment.
Montparnasse (320-89-90), 20 h. 30 : la Cage aux folles. — Petite salle, 20 h. 30 : Exercices de style.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais des sports (828-40-48), 20 h. 30 : les Misérables.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Petit Forum des Halles (297-53-47), 20 h. 30 : Adolf chez soi.
Poche-Montparnasse (548-92-97), 21 h. : le Premier.
Potinière (261-44-16), 21 h. : Maison rouge.
Présent (203-02-55), 20 h. 30 : Rosmerholm. — II, 20 h. 30 : le Médecin malgré lui.
Studio d'En-Face (238-16-78), 21 h. : la Traversée.
Terrain-Vague, place des Grès (557-45-17), 20 h. 30 : Thyeste.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. : Fish out water ; 21 h. : Paris... Paris (les Jumelles).
Théâtre de Paris (874-20-44), 20 h. 30 : le Mariage de Figaro.
Théâtre-en-Rond (387-88-14), 19 h. : l'Incroyable et Triste Histoire du général Penazola et de l'exilé Mateluna ; 20 h. 30 : Huis clos.
Théâtre 18 (226-47-47), 21 h. : Play Strindberg.
Théâtre Saint-Georges (878-63-47), 20 h. 30 : l'Aide-Mémoire.
Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h. : Du canard au sang pour Mylord.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 15 : la Voix humaine ; 21 h. 15 : la Collection ; 22 h. 30 : la Revanche de Nana.
Bistrot Beaubourg (271-33-17), 19 h. 15 : Vignol's Band Rock ; 20 h. 30 : E. Sarda Generation Hollywood ; 21 h. 45 : Naphtaline.
Blancs-Manteaux (887-16-70), 20 h. 15 : Areuh = MC2 ; 21 h. 30 : G. Cuvier ; 22 h. 30 : Et vous trouvez ça drôle ? — II, 21 h. 30 : les Belges ; 22 h. 30 : les Voyageurs de carton.
Café d'Edgar (320-75-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Sueur, cravate et tricot de peau. — II, 22 h. 15 : Popeck.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h. 30 : la Transatlantide ; 22 h. 30 : le Bastringue.
Cafessaïon (278-46-42), 22 h. : Jacques Charby.
Le Clown (555-00-44), 22 h. 30 : Caf' Conc'.
Le Connétable (277-41-40), 20 h. 30 : Abadoche ; 21 h. 30 : J. Rigaux ; 22 h. 30 : J. Debronckart ; 23 h. 30 : Carnival Jazz Quartet.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 21 h. 30 : Ma chère Sophie ; 23 h. : Bagdad Connection.
Cour des Miracles (548-85-60), 21 h. 30 : la Matiouette ; 22 h. 40 : Street Boys.
L'Echaudoir (240-58-27), 21 h. 30 : M. Boubin, M. Fanon.
L'Ecume (532-71-16), 20 h. 30 : P. Guillin.
Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : L'une mange, l'autre boit ; 21 h. 15 : le Président.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd. — II, 20 h. 45 : Si la concierge savait ; 21 h. 45 : Suzanne, ouvre-moi.
Le Point-Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : Cherche homme pour faucher terrain en pente ; 22 h. 45 : Raymond.
Splendid (887-33-88), 21 h. : Elle voit des nains partout.
Théâtre des Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet ; 23 h. 30 : Refrains.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (320-39-69), 20 h. 30 : le Plus Beau Métier du monde ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres ; 22 h. 30 : Claude Brosse.
La Vieille-Grille (707-60-93), 21 h. : A. Tome.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sans le mot « con », monsieur, le dialogue n'est plus possible.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Quand les ânes voteront.

Les comédies musicales

Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Listen darling, was it really a sweet theart tea-time.
Théâtre de la Porte-Saint-Martin (607-37-53), 20 h. 45 : Harlem Swing.

Les music-halls

Bobino (322-74-84), 20 h. 45 : Jules Beaucarne.
Galerie 55 (326-63-51), 21 h. : Requiem.
Lucernaire (544-57-34), 21 h. : Demetriades.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. 30 : M. Kasal, musique de l'Inde.
Galerie Nane Stern, 19 h. : L. Besse, M. Sozderal (Haydn, Debussy, Beethoven, Satie).
Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Orchestre P. Kuentz (Mozart, Françaix, Vivaldi, Telemann).

Jazz, pop, rock, folk

Bataclan (700-30-12), 20 h. : Ramones.
Café d'Edgar (322-11-02), 22 h. 30 : R. Mason.
Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : Dany Doriz Septet.
Caveau de la Montagne (354-82-39), 21 h. 30 : C. Escoudé, M. Graillier.
Club Saint-Germain (222-51-09), 21 h. 30 : Kai Winding Quartet.
Cour des Miracles (548-85-60) : 20 h. 15 : Malherbe-Rykiel.
Dreher (233-48-44), 22 h. : Sonny Murray Trio.
Dunois (584-72-00), 20 h. 30 : Trio Delettrez.
Gibus (700-78-88), 22 h. : Silence ! hôpital.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : Ludovic et Roussin.
La Mort-Subite (331-41-48), 22 h. : François Thomas.
Opera-Night (296-62-56), 20 h. : Femme fatale.
Palais des congrès, Méridien (758-12-30), 22 h. : Wild Bill Davis.
Petit-Journal (326-28-59), 21 h. : Claude Bolling Trio.
Salle Adyar, 20 h. 30 : Groupe chilien Karaxu.
Slow-Club (233-84-30), 21 h. 30 : M. Laferrière Orchestra.

Dans la région parisienne

Aubervilliers, Théâtre de la Commune (833-16-16), 20 h. 30 : les Trois Sœurs.
Saint-Cloud, Chapiteau, 20 h. 45 : J.-P. Farre.

Festival d'art, Montmartre

(387-65-32)

Crypte du Sacré-Cœur, 20 h. 30 : Duo B. Haudebourg - J. Vandeville (Rameau, Couperin, Bach, C.-Ph.-E. Bach).

Festival d'automne

(296-12-27)

MUSIQUE

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : Nouvel Orchestre philharmonique et Chœurs de Radio-France, dir. G. Amy (Bach, Stravinski).

THEATRE

Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : les Cannibales.

MUSIQUE DE CHAMBRE

SALLE GAVEAU, Mercredi 1er octobre à 20 h 30 — OCTUOR DE L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE BERLIN — KREUTZER - SCHUBERT

FRANCE MUSIQUE — JOURNÉE DU QUATUOR

THEATRE DU RANELAGH, Samedi 4 octobre à 17 h. (entrée libre) — Quatuor Intercontemporain et T. Adamopoulos — CHAUSSON - DUTILLEUX - MOZART

FACULTE DE DROIT, 92, r. d'Assas (6e), Samedi 4 octobre à 20 h 30 — Quatuor Melos — Orch. Nat. de France — Dir. Hubert Soudant — SCHOENBERG - SPOHR

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

FACULTE DE DROIT, 92, r. d'Assas (6e), Lundi 6 octobre à 20 h 30 — Dir. Gilbert AMY — Sol. : Christiane EDA-PIERRE — VARESE

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THEATRE des CHAMPS-ELYSEES, Mercredi 8 octobre à 20 h 30 — Dir. Hubert SOUDANT — Sol. : Patrice Fontanarosa — ROSSINI - DVORAK - TCHAIKOVSKY

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO FRANCE Auditorium 105, Vendredi 10 octobre à 20 h 30 — JOLIVET - BRITTEN — Sol. : M. SARTOVA, B. BREWER, J.-J. JUSTAFRE — Formation de Chambre du NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE — Dir. P.-M. LE CONTE

PERSPECTIVES DU XXe SIÈCLE

EGLISE SAINT-MERRI, Samedi 11 octobre (entrée libre) — Journée MARIUS CONSTANT — 14 h 30 : GESUALDO - XENAKIS - CONSTANT (1re audition) Deller Consort, Quintette de cuivres Ars Nova, F. Pierre, M. Becquet, M. Guyart — 20 h 30 : Messiaen - Constant - SCHAFER (1re audition) M. Fischer, P. Mailing, S. Gualda — ENSEMBLE ARS NOVA — Dir. : Marius CONSTANT et Philippe NAHON

Location : RADIO FRANCE, Salles et Agences

SALLE PLEYEL — MERCREDI 8 OCTOBRE - 20H30 — jean-pierre wallez — maurice andre — pierre roullier - bernard chapron — VERDI - MARCELLO — CIMAROSA - BELLINI — ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS — Location Salle Pleyel

STRAVINSKY
LONDON SYMPHONY ORCHESTRA
direction
CLAUDIO ABBADO

Jeu de Cartes 1936
L'Oiseau de Feu, 1909-10, suite n° 1, 1911
Petrouchka, version originale 1910-11

PALAIS DES CONGRES
mercredi 8 octobre à 20 h 30
location au Palais des Congrès 758.27.75
Fnac Montparnasse 222.98.41 et agences

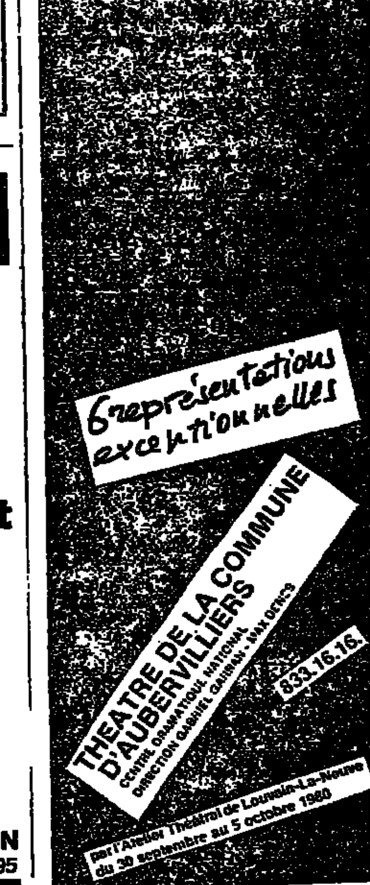
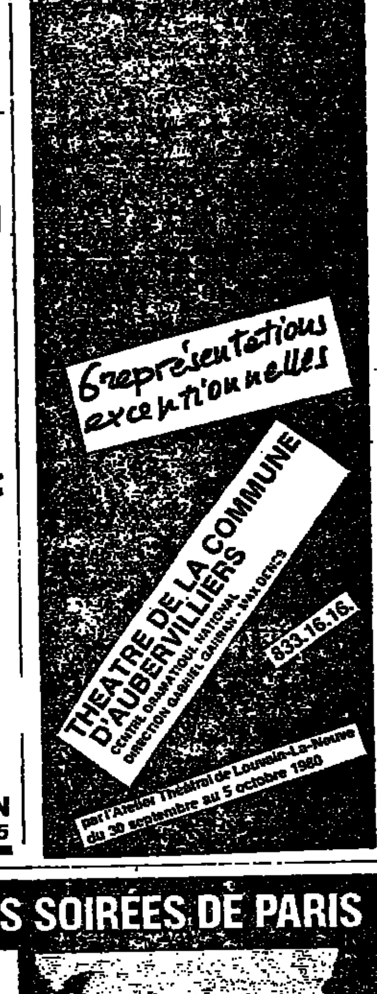
THEATRE DE L'ATELIER — LES 3 JEANNE — Location 606.49.24 et Agences

EIC
Pierre Boulez
dirige
Stravinsky
Musique de Chambre

1) lundi 6 octobre 20 h 30
Stravinsky - Ravel - Webern
Boulez - Prokofiev
avec
Les Solistes de l'EIC
P. Bryn-Julson soprano

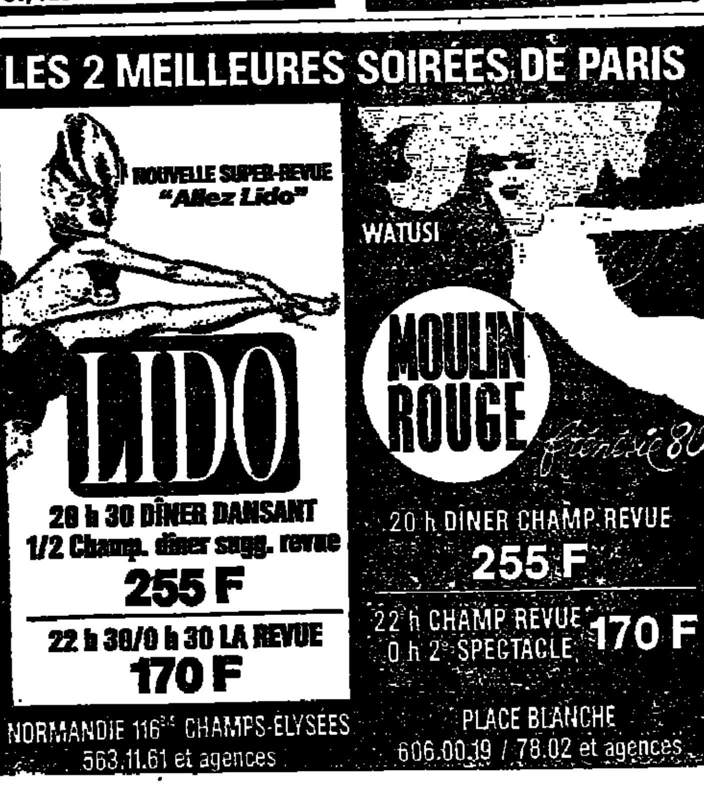
2) lundi 13 octobre 20 h 30
Stravinsky - Scriabine
Roslavetz - Debussy
avec
Solistes et Quatuor de l'EIC
R. Tear ténor
J. Shirley-Quirk baryton

dans le cadre du Festival d'Automne
THEATRE DE LA VILLE
loc. 274.11.24

1-2-3-4-7-8 octobre
à 20 h 30
va et vient/ pas moi
spectacle musical de
Heinz Holliger
sur des textes de
Samuel Beckett
mise en scène
Bernard Sobel
décors et costumes
Titina Maselli
avec
P. Bryn-Julson soprano
coproduction :
Programme Musical
France-Culture
et Festival d'Avignon
en association avec l'EIC
ESPACE DE PROJECTION
31, rue St-Merri 4e loc. 278.79.95

LES 2 MEILLEURES SOIRÉES DE PARIS



A PARTIR DU 5 OCTOBRE
STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES
SUZANNE FLON
MARTINE SARCEY
Le cœur sur la main
de LOLEH BELLON
Mise en scène de JEAN BOUCHAUD
Décor et costumes de ANDRÉ ACQUART
avec
ALAIN MAC MOY
GILBERT PONTÉ
et
MADELEINE CHEMINAT
Loc. Studio, Agences et par Tél. 723 35 10
LOCATION OUVERTE

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

EGLISE ST-SEVERIN, TOUS LES MARDIS d'OCTOBRE à 21 heures, Loc. Librairie Saint-Séverin 633-61-77 (p.e. Valmalète) — CYCLE 1980 QUATUOR VIA NOVA avec Lily LASKINE — Le 7 : Haendel, Mozart, Inghelbrecht, Debussy

EGLISE ST-SEVERIN, Dernier concert, Mardi 30 septembre à 21 h. (Werner) — Saison Parisienne 1980 — ORCHESTRE KUENTZ — Doubles Concertos MOZART, VIVALDI, TELEMANN — J. FRANÇAIX : Cto 2 harpes

ABBAYE de ROYAUMONT (Val-d'Oise) 13 km au sud de Chantilly, Samedi 4 octobre à 20 h. 30 (p.e. Werner) — ENSEMBLE VOCAL GUILLAUME DUFAY — dir. : Arsène BEDOIS — « LAUDARIO DI CORTONA » (1re aud. en France) — à 18 heures : conférence — Loc. : 3 FNAC et 035-40-18

CHARTRES, Salle à l'Italienne du Musée, Samedi 4 octobre à 21 h. (p.e. Kiesgen) — Samedis musicaux — JACQUELINE et OTTO DELFINO — Duo piano à quatre mains — Bach, Brahms, Liszt, Migot, Ravel — 11 oct/G. Poulet, D. N'Kaoua

EGLISE DES BILLETTES, Dimanche 5 octobre à 17 h. (p.e. Kiesgen Mondial Musique) — ENSEMBLE DE CUIVRES GUY TOUVRON — Musiques de la Renaissance à nos jours

SALLE GAVEAU, Lundi 6 octobre à 21 h. (p.e. Valmalète) — COLLEGIUM VOCAL DE COLOGNE — Madrigaux de MONTEVERDI — JANNEQUIN, LEJEUNE, Wyttenbach

SALLE GAVEAU, Mardi 7 octobre à 21 h. (p.e. Valmalète) — « Soirée Viennoise aux Chandelles » — DEVY ERLIH — Brigitte ENGERER — Mozart, Schubert, Webern, Beethoven

SALLE PLEYEL, Vendredi 10 octobre à 20 h. 30 (p.e. Valmalète) — Récital de MUSIQUE ESPAGNOLE — Alexandre LAGOYA — G. Sanz, F. Tarrega, Turina, Albeniz...

SALLE PLEYEL, Lundi 20 octobre à 20 h. 30 (p.e. Valmalète) — Le Festival de MONTREUX présente — J.-P. RAMPAL — Prix d'Honneur du PRIX MONDIAL du DISQUE 1980 — R. Veyron-Lacroix — BACH, Schumann, Donizetti, Poulenc

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, Lundi 27 octobre 20 h. 30, au profit de la recherche scientifique (Werner/Rainer) — ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE JERUSALEM — Dir. : GARY BERTINI — Sol. : YEFIM BRONFMAN — PROKOFIEV : Cto piano n° 3 — MAHLER : Symph. n° 1

LA CANNE A SUCRE
BAB 23.25
DINER-SPECTACLE

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits au moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h. : Entrée des artistes, de M. Allégret ; 19 h. : les Vautours, de J.-Cl. Labrecque ; 21 h. : Rashomon, d'A. Kurosawa.

Beaubourg (278-35-57), relâche.

Les exclusivités

AINAMA, SALSA POUR GOLDMAN (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

ALIEN (A., v.o.) (*) : Broadway, 16e (527-41-16).

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Paramount-City, 8e (562-45-76).

ANTHRACITE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic, 14e (542-67-42), mer. et jeu. ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) : Denfert, 14e (354-00-11).

ATLANTIC CITY (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).

LA BANQUIERE (Fr.) : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70); Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72). Ambassade, 8e (359-19-08) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-37) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LE BAR DU TELEPHONE (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; *Publicis-Elysées, 8e (720-76-23)* ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10).

BIENVENUE M. CHANCE (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

BRONCO BILLY (A., v.o.) : Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

CALIGULA (It.-ang., v. ang.) (**) : Monte-Carlo, 8e (225-09-93) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).

CAN'T STOP THE MUSIC (A., v.o.) : Publicis Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; v.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LE CHAINON MANQUANT (Fr.-Belg.) : Haussmann, 9e (770-47-55) ; *Espace-Gaîté, 14e (320-99-34).*

LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98).

LE CŒUR A L'ENVERS (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02), Magic-Convention, 15e (828-20-64).

LE DERNIER METRO (Fr.) : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Paris, 8e (359-53-99) ; *Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14)* ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse - Pathé 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

DON GIOVANNI (Fr.-It., v. it.) : Vendôme, 2e (742-97-52).

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Murat, *16e* (651-99-75) ; Wepler, 18e (387-50-70).

EXTERIEUR NUIT (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

LA FEMME INTEGRALE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (522-46-01).

FAME (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Marignan, 8e (359-92-83) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f. : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e 522-46-01).

FUREUR SAUVAGE (A., v.o.) : Paramount - Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount - Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LES GUERRIERS DE LA NUIT (A) (**) v.o. : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-62) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Tourelles, 20e (364-51-90).

HEROS OU SALOPARDS (Austr., v.o. : *Paramount-City, 8e (562-45-76).*

JE VAIS CRAQUER (Fr.) : *Biarritz, 8e (723-69-23).*

KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69).

LOULOU (Fr.) (*) Gaumont - les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-37) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

MAIS QU'EST-CE QUE J'AI FAIT AU BON DIEU ?... (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70).

MANHATTAN (A., v.o.) : J.-Cocteau, 5e (354-47-62).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (all., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).

MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11)

LES MONSTRES DE LA MER (A., v.f.) (*) : Haussmann, 9e (770-47-55).

NIMITZ, RETOUR VERS L'ENFER (A., v. o.) : U. G. C. - Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32)

PASTORALE *(Sov., v.o.) : Cosmos, 6e* (544-28-80).

LA PETITE SIRENE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).

PILE OU FACE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64)

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

RETOUR A MARSEILLE (Fr.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Montparnasse-Pathé, *14e (322-19-23).*

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES SOUS-DOUES (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Balzac, 8e (561-10-60)

THIRD WORLD (Prisonnier de la rue) (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90).

LE TONNERRE ROUGE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).

LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).

LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CHEVAL D'ORGUEIL, film français de Claude Chabrol : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70); Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Lumière, 9e (246-49-07); Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (329-83-11), Cambronne, 15e (734-42-96), Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Gambetta, *20e (636-10-96).*

LA FEMME-ENFANT, film français de Raphaële Billetdoux : Berlitz, 2e (742-60-33). Montparnasse - 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Germain Village, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

NIJINSKY, film américain d'Herbert Ross (v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

CHER VOISIN, film hongrois de Zsolt Kezdi-Kovacs (v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Pagode, 7e (705-12-15).

HEART BEAT, film américain de John Byrum (v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-79-38) ; Elysées - Lincoln, 8e (359-36-14) ; Movies Les Halles, 1er (236-71-72) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; *Parnassiens, 14e (329-83-11).*

URBAN COW-BOY, film américain de James Bridges (v.o.) : Saint-Michel, 5e (329-79-17) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90); Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Murat, 16e (651-89-75).

Y-A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION, film américain de J. Abrahams, D. et J. Zucker (v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Publicis - Saint - Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; (v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31). Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28); Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LA CHASSE (Cruising) (**), film américain de *William Friedkin* (v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18); (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; U.G.C. Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

FENETRES SUR NEW-YORK (**) film américain de G. Willis (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; *Clichy-Pathé, 18e (522-46-01)* ; Secrétan, 19e (206-71-33).

LES BONSHOMMES, film italien de G. Capitani (v.f.) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17); Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25); Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91); Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

هكذا من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

L'ouverture du sixième VIDCOM

Vastes marchés à conquérir

Le sixième marché international de la vidéocommunication (Vidcom), qui s'est ouvert le lundi 29 septembre au Palais des congrès, a été inauguré simultanément par deux membres du gouvernement : MM. André Giraud, ministre de l'industrie, et Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication.

Après avoir rendu hommage à celui qui prit l'initiative de cette manifestation en 1971, M. Bernard Chevry, M. Lecat a souligné que *« cette présence conjointe est symbolique du rapport étroit qui existe, en la circonstance, entre les enjeux industriels et culturels »*.

M. Giraud a développé les perspectives industrielles offertes par *l'information de la société* dont le président de la République avait tracé l'an dernier les grandes orientations et la finalité. A partir des progrès technologiques vis-à-vis desquels *« le gouvernement a pris ses responsabilités »*, le ministre prédit que *« c'est toute la société qui en sera transformée »*. Par voie de conséquences, *« de vastes marchés seront à conquérir et il ne faut pas que la France soit absente des secteurs industriels qui auront à construire les nouveaux matériels »*.

Selon M. Jean-Philippe Lecat, *« les progrès rapides de la technologie constituent un défi et sont porteurs de risques. »* On ne peut pas décider, en effet, de lancer en 1983 un satellite de télévision directe *« si c'est pour diffuser une majorité d'émissions conçues ailleurs qu'en Europe »*. Pour autant, il ne saurait être question d'instituer des *« douaniers culturels »* et de verser dans un protectionnisme désuet.

M. Lecat plaide en conséquence pour une *« forte industrie de la création audiovisuelle »*, qui doit aller de pair avec une politique de mise en œuvre des technologies nouvelles. *« C'est à un renforcement de la capacité de création et d'information »* que seront conviées les différentes sociétés de télévision dès 1981.

M. Lecat a évoqué les menaces que le télétexte faisait peser par exemple sur la presse écrite, *« qui a un rôle irremplaçable dans notre société »*. Il convient donc de prendre toutes les précautions nécessaires pour *« faire en sorte que le progrès reste civilisé »*.

Pour sa part, M. Jacques Fayard, directeur général de Thomson-Brandt, a lancé un appel direct à une *« européanisation »* des industries du vieux continent, leur complémentarité permettant une économie de marché efficace : *« Ne risquons pas d'inutiles échecs*, a-t-il dit, *en croyant que chacun des pays européens se doit de posséder sa propre industrie pour chaque produit. Rassemblons plutôt nos complémentarités pour en faire des supériorités, seul moyen de survivre dans la guerre économique mondiale. »*

CLAUDE DURIEUX.

VU

Les jésuites existent

Anne Gaillard contre les jésuites : le duel entre la pourfendeuse de toutes les duplicités et les hommes qui ont inventé la casuistique promettait quelques belles escarmouches. Et il faut *reconnaître que ce deuxième* volet de l'enquête chez les jésuites a été mené rondement : interviews percutantes, reportages sur le terrain, montage cohérent (lire l'article d'Alain Guichard dans *le Monde Dimanche* du 28 septembre). Enfin *les différentes séquences furent* datées et remises dans leur contexte par rapport à la crise déclenchée par la démission « reportée » du Père Arrupe (*le Monde* du 20 août).

Le résultat du match ? Une nette victoire pour les jésuites. Anne Gaillard a eu beau chercher à se montrer agressive, caustique et soupçonneuse, les réponses mesurées, modestes et souvent amusées de ses interlocuteurs l'ont constamment désarmée, *la transformant en une* petite fille butée à laquelle des grandes personnes essayaient *gentiment d'expliquer une réalité* qui la dépassait.

Les jésuites cherchent-ils à *« mettre des pions partout »*, avec comme devise *« tout admettre pour tout récupérer »* ? Non, répondent les bons pères, il s'agit de *« répondre à l'appel des hommes »*, où qu'ils soient, mais surtout les plus défavorisés. Alors, pourquoi continuer à *« former des élites »*, dans le collège Saint-Louis-de-Gonzague, *dans le seizième arrondissement*, de Paris, par exemple ? Ce milieu a aussi besoin — peut-être plus que d'autres ! — d'être évangélisé, car, fait remarquer le préfet des études, *« ni le pouvoir ni les privilèges ne sont perméables* a priori *aux valeurs de l'Evangile »*.

Et l'argent ? Est-il moral de spéculer pour faire fructifier les *fonds de la compagnie ? Il s'agit* de gérer sagement les biens de notre famille, répond l'économe provincial, qui ajoute ingénument : *« Je garde pieusement les valeurs en monnaie forte — mark, florin — et même des valeurs américaines »* Et la politique, faut-il en faire ? La plupart des jésuites interrogés n'ont pas caché leurs sympathies pour la gauche, qu'il s'agisse des prêtres-ouvriers engagés syndicalement, du directeur de la revue *Cultures et Foi*, qui se félicite du fait que la Compagnie de *Jésus ne soit pas une démocratie, « car, alors, les conservateurs gagneraient ! »*.

La franchise, pour ne pas dire la fausse naïveté, de certaines réponses — tel ce jugement sur l'avortement : *« A la fois un processus de mort et, pour certains, un chemin vers la vie »* — montre, en tout cas, que la Compagnie de Jésus a encore un bel avenir devant elle. Si les jésuites sont indéfinissables, au *moins ils existent*, car Anne Gaillard les a rencontrés. A ses dépens.

ALAIN WOODROW.

L'atome en question

Soixante-dix-sept mille kilomètres parcourus, deux cents experts consultés, quatre parlementaires attentifs, douze « candides » représentatifs de la population française et pour finir un grand débat : faut-il ou non faire des surrégénérateurs, ces réacteurs nucléaires, dont la *France s'est faite la championne* incontestée ?

La recette n'est pas neuve. Mais vouloir, en quatre-vingt-dix minutes seulement, faire le tour de ce problème difficile, tant il est technique et complexe du fait de ses implications politiques, économiques et sociales, tenait de la gageure. Les moyens mis en œuvre, lundi soir, pour le magazine *Question de temps*, coproduit par Antenne 2 et Europe 1, n'y auront pas suffi. Les douze « jurés », invités pour l'occasion et appelés à s'informer pour informer les téléspectateurs, n'auront eu droit qu'à une question et une seule, mais pas toujours à une réponse.

Leurs interrogations, généralement de bon sens, reflétant leurs inquiétudes, leurs angoisses et surtout leurs besoins d'information pour se forger plus de certitudes, n'ont pas toujours été satisfaites et les réponses fournies ont parfois donné lieu de la part de leurs interlocuteurs parlementaires à des discours que l'on aurait aimé parfois moins teintés d'arrière-pensées électorales.

Pourtant, même si la mission était presque impossible, il faut lui reconnaître le mérite d'avoir *été tentée*, et d'avoir peut-être amené le public à s'interroger et plus tard à s'informer. Mais *cela implique de modifier des* procédures d'information — déclaration d'utilité publique pour la construction des centrales par exemple, — car le temps des *hearings*, ces auditions publiques chères aux Anglo-Saxons, n'est pas encore venu en France. Mais hier, quand même, l'atome aura reconnu les siens. — J.-F. A.

Mardi 30 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 30 Un, rue Sésame.
18 h 55 La Comédie-Française racontée par P. Dux.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Spécial parents : aider la rentrée.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 30 Dramatique : Le Carton rouge.
d'A. de Quercy.
La triste histoire d'un footballeur obligé de se recycler. Est-il possible et facile de quitter un métier pour en réapprendre un autre ?
21 h 50 Les mystères du monde végétal.
L'univers de l'arbre, films suivis d'un débat avec MM. P. Bouvarel, directeur de recherche agronomique de Nancy, X. Buger, directeur de l'agence des « Espaces verts », J. Ponchet, agronome, A. Riedacker, chargé de recherches à l'INRA, et J. Roger, exploitant forestier.
22 h 40 Les comiques associés.
23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Les dossiers de l'écran : Une opinion personnelle.
Film soviétique de Y. Karasik (1976), avec L. Tchoursina, R. Proklova, N. Ourgant, V. Menchov, P. Pankov
Un psychologue et une sociologue sont envoyés de Moscou dans une lointaine ville de province, pour effectuer des études de rendements dans une usine modèle. Ils découvrent la vie des ouvriers.
Une certaine réalité soviétique contemporaine. Sujet intéressant, mise en scène banale. Ce film est inédit en France.

22 h Débat : La vie quotidienne en Union soviétique.
Avec MM. J. Kehayan, auteur de Rue du prolétaire rouge, *D. Sesemann, auteur de* Tout est calculé à Moscou, *G. Borioli, ancien correspondant O.R.T.F. à Moscou ; M. Voslensky, auteur de* la Nomenclature, *et Mme T. Mamonova, animatrice de « Femmes et Russie ».*
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre : La Libre Pensée.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé : L'Ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma pour tous : Coups de feu dans la Sierra.
Film américain de S. Peckinpah (1962), avec R. Scott, J. McCrea, M. Hartley, R. Starr, E. Buchanan, R.G. Armstrong (Rediffusion).
Un ancien shérif et son ancien assistant, tous deux vieillis, reprennent du service pour assurer le transport d'un convoi d'or. L'assistant, aigri, voudrait s'emparer de cet or
Le western qui révéla Peckinpah en France. Sur des thèmes classiques, une mise en scène qui se détache des conventions ; fait sentir la brutalité d'un drame et le monde intérieur des personnages.
22 h Journal.

FRANCE - CULTURE

18 h. 30, « le Théâtre Chichois », d'après M. Chevit.
19 h. 30, Sciences : l'art vidéo.
20 h., Dialogues franco-danois : « La poésie pour quoi faire ? », avec U. Harder et P. Bourgeade.
21 h. 15, Musiques de notre temps : L'esthétique.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Portrait par petites touches (Debussy) ; *19 h. 5, Actualités lyriques (Opéra de Marseille)* ; 20 h., Premières loges (Granados, Fuste, Falla, Donizetti, Puccini, Strauss).
20 h. 30, Concert en direct du Théâtre des Champs-Elysées (cycle symphonique) : « Variations sur un choral de Bach », « Babel » cantate, « Requiem canticles », « Symphonie d'instruments à vent » et « Threni » (Stravinski), par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. G. Amy, avec J. Chamonin, A. Collins, L. Calley et Michel Lonsdale, récitant.
23 h., Ouvert la nuit : La revue de la presse et de l'édition musicale internationale « L'univers anglo-saxon » (Vaughan-Williams, Perle, Mozart).

Mercredi 1er octobre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 40 Les visiteurs du mercredi.
Présentation : 13 h. 45, Déclic : 14 h. 5 Spécial 6-10 ans ; 15 h. 10, Spécial 10-15 ans ; 16 h. 40, Dessins animés ; 17 h., Feuilleton : la Main rouge : 17 h. 25, Studio 3.
18 h 10 Auto-Mag.
18 h 30 Un, rue Sésame.
18 h 55 La Comédie-Française racontée par P. Dux.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
19 h 55 Tirage du loto.
20 h Journal.
20 h 30 *Dramatique* : La Grossesse de Madame Bracht.
D'après le roman de F. Poncet, réal. J.-R. Cadet. Avec P. Dubost, C. Lecocq.
Comment une femme âgée, solitaire, renaît à la vie, grâce à la grossesse (non désirée) d'une jeune fille qui vient lui faire son ménage
22 h Magazine : La rage de lire.
de G. Suffert. Ces médecins qui nous gouvernent.
Avec MM. L. Israël (la Décision médicale), J. Bernard (Mon beau navire), Y. Navarre (le Jardin d'acclimatation), A. Stil (le Médecin de charme).
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 *Série* : Les amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'aujourd'hui madame.
La Provence.
15 h 15 Série : Bonanza.
16 h 10 Récré A 2.
La guerre des étoiles.
18 h 10 Cours d'anglais.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 *Top club.*
20 h Journal.
20 h 35 Football : Coupe d'Europe.
Monaco-Valence.
22 h 15 Les Jours de notre vie.
Des yeux pour ne point voir. Une émission de P. Desgraupes.
Les maladies de l'œil, héréditaires ou congénitales, myopies, affections rétiniennes, déchirures, décollements d'origine vasculaire ou diabétique, herpès, et leurs moyens de guérison.
22 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
De truc en troc ; Fred Basset : le Pari.
18 h 55 Tribune libre : Association française contre la peine de mort.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé : L'Ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma 16 : Chère Olga.
Un téléfilm de P. Condroyer, avec C. Piéplu, C. Allégret, J. Denis, F. Cluzet, G. Sergues, M. Dalmès, etc.
Un Marivaux pour une époque d'agences matrimoniales et pour un joli trio d'acteurs (C. Piéplu, C. Allégret et M. Dalmès).
22 h Journal.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Théodore Zeldin (l'ambition partagée) ; à 8 h. 32, Les chants de l'airain ; le contrat au sainter.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie ; « le Renard rouge et les Tambours fantômes », de J. Stranger ; « Cinq Printemps dans la tourmente », d'I. Hunt.
11 h. 2, Festival de La Rochelle : Récital A. Meunier, violoncelle (Nunes, Ohana, Aperghis).
12 h. 5, Nous tous chacun : Jacques, à Lascaux.
12 h. 45, Panorama : la Chine.
13 h. 30, Les tournois du royaume de la musique.
14 h., Sons : Budapest plaisir
14 h. 5, Un livre, des voix : « Billy Bud, marin », d'H. Merville
14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs.
15 h. 2, Points d'interrogation : Les plus récents savoirs sur des *civilisations anciennes.*
16 h., Contact.
16 h. 10, Les travaux et les jours... d'Angèle, fermière *célibataire* de soixante-dix ans.
16 h. 50, Actualité : les racines économiques de la crise écologique.
17 h. 32, Semaines musicales de Bourges.
18 h. 30, « le Théâtre Chichois », d'après M. Chevit.
19 h. 30, La science en marche : Eloge des théories fausses (2e partie)
20 h., Voix, théâtre et musiques d'aujourd'hui : « Victor Hugo, un contre tous », à la deuxième Biennale de Nanterre.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 2, Quotidien musique (Gershwin, Debussy, Schubert, Liszt) ; L'intégrale de la semaine (trio et sonates de Fauré) ; 7 h. 40, *Actualité du disque* ; 8 h. 30, *Informations.*
9 h. 2, Le Matin des Musiciens : « Rameau, le chant et la danse » (Rameau, Lully, Campra, Couperin) ; Musique en vie : « Rameau » à Royaumont.
12 h., Musique de table : Musique légère (Bernstein) ; 12 h 35, Jazz classique ; 13 h., Les musiciens ont la parole.
14 h., Microcosmos : nouveaux répertoires ; 14 h. 30, Kaléidoscope : « la Cathédrale engloutie » (Debussy) ; 15 h. (et 16 h. 30), Jeux des énigmes ; *15 h. 10*, (et 17 h. 50), Le compagnon de l'après-midi ; 15 h. 30, Musaïque (pêle-mêle infos) ; 16 h., Galerie de portraits (Goudimel, Leroy, Lejeune, Champion) ; 16 h. 40, Kaléidoscope (Stockhausen, Malec) ; 17 h. 10, Haute infidélité (Pink Floyd, Cage, Mozart) ; 17 h. 40, Feuilleton.
18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Emission magazine de D. Lemery ; 20 h., Equivalences (Bach).
20 h. 30, *Concert (en direct de la salle Gaveau)* : « Septuor en mi bémol majeur » (Kreutzer) ; « Octuor en fa majeur » (Schubert) par l'Octuor de l'Orchestre philharmonique de Berlin.
23 h., Ouvert la nuit : A la mémoire de Max Bruch (œuvres de Mendelssohn, Bruch, Bruckner, Reger, Strauss, Busch, Stravinski, Berg).

TRIBUNES ET DEBATS

MARDI 30 SEPTEMBRE

— *MM. Langlois*, rédacteur en chef du *Journal de l'automobile*, et *L. Bouisse*, directeur adjoint de l'Institut national de la consommation, répondent aux auditeurs, *sur le thème « Comment choisir votre voiture »*, lors de l'émission « Le téléphone sonne », à *19 h. 20*, sur France-Inter.

SPORTS

SKI

LE POUVOIR AUX « MONTAGNARDS »

M. Jean Barthalais est élu président de la F.F.S.

M. Jean Barthalais, un Grenoblois de cinquante-neuf ans, a été élu, samedi 27 septembre à Paris, président de la Fédération française de ski (F.F.S.), en remplacement de Me Charles Garrot qui occupait cette fonction depuis 1974 et ne se représentait pas. Cette élection met un terme à une crise interne qui durait depuis plusieurs mois.

L'élection de M. Jean Barthalais met fin à la crise qui s'était déclarée ouvertement au lendemain des Jeux olympiques de Lake Placid (Etats-Unis). A l'époque, les faibles résultats obtenus par les skieurs français sur les pentes des monts Appalaches, où seule la slalomeuse Perrine Pelen gagna une médaille d'argent, avaient incité les comités régionaux du Dauphiné, du Mont-Blanc, de la Savoie, du Jura et du Forez — constitués un peu plus tard en groupement interrégional du ski (G.I.S.) — à réclamer une modification des statuts fédéraux. Les dissidents exigeaient une nouvelle répartition des suffrages dans le but de détenir la majorité absolue au sein du comité directeur de la F.F.S. et par là même de peser d'un plus grand poids sur les décisions relatives au ski de compétition. Revendication jugée inacceptable par les onze autres comités régionaux, qui regroupent 60 % des licenciés. De sorte que, même si les deux tendances étaient parfois d'accord pour reconnaître le bien-fondé de réformes administratives et surtout financières, l'affrontement était inévitable.

Un plan de réforme

Après l'échec de la mission de conciliation confiée à M. Alain Méthiaz, directeur technique national chargé des disciplines nordiques, de guerre lasse, le ministre des sports, M. Jean-Pierre Soisson, nomma, au mois de juillet, une commission d'experts composée de MM. Honoré Bonnet, François Gros, Jean-Claude Killy, Léo Lacroix, Alain Méthiaz et Roger Mure-Ravaud, chargée d'établir un plan de réforme du ski français susceptible de recevoir l'aval de tous. Il était manifeste que ce serait à prendre ou à laisser. Significatif est à cet égard le message de M. Jean-Pierre Soisson, lu avant le vote, qui devait déboucher sur l'adoption (sous réserve de l'accord ultérieur du Conseil d'Etat) de nouveaux statuts à une large majorité (1073 pour, 250 contre) : « Les résultats de vos travaux détermineront les conditions dans lesquelles j'accorderai les moyens techniques et financiers pour la prochaine saison. »

On ne peut être plus explicite, et, dans ces conditions, les fermes interventions des dirigeants pyrénéens, MM. Marcel Piot et Daniel Podevin, n'étaient que de principe.

Les membres du G.I.S. venaient de prendre le pouvoir à la F.F.S. par la voie la plus légale. Leurs exigences satisfaites, ils eurent beau jeu de placer des hommes à eux aux postes de commandes puisque, outre le Dauphinois Jean Barthalais, le G.I.S. compte dix-sept membres au comité directeur. Reste à savoir ce que ces nouveaux élus feront du pouvoir. Tout dépendra sans doute de l'efficacité de l'action de M. Barthalais, dont l'objectif prioritaire est d'être « le président de la réconciliation » *Dans ce domaine, le large consensus qui s'est aussitôt dégagé en faveur de la création d'une carte-neige (35 F) réservée aux hivernants tandis que les compétiteurs continueront d'acquitter une licence (80 F) est caractéristique d'un climat nouveau et propice au redressement du ski français.*

JEAN-MARIE SAFRA.

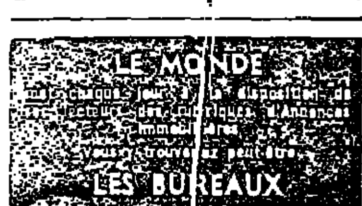
L'affaire de la double billetterie du Paris-Saint-Germain

M. DANIEL HECHTER EST RENVOYÉ EN CORRECTIONNELLE

L'information ouverte, en janvier 1978, sur la plainte en escroquerie, abus de confiance, faux et usage de faux, de quatre membres du comité de gestion du club de football Paris-Saint-Germain — MM. Michel Peschaud, Jean Farrain, Hubert Bapst et Jean Namur, — vient d'être close par M. Michel Aldebert, premier juge d'instruction à Paris.

Alors que le club était présidé par M. Daniel Hechter, le secrétaire administratif, M. Philippe Lacourtablaise, avait eu l'idée d'un système de double billetterie qui permit d'alimenter pour un montant total d'environ 800 000 F une caisse noire destinée aux versements occultes dont purent bénéficier certains joueurs et entraîneurs (*le Monde* du 20 janvier 1978). Tous deux sont renvoyés en correctionnelle ainsi que deux imprimeurs, MM. Jean-Claude Blin et Victor Staud. Six autres inculpés obtiennent un non-lieu : MM. Michel Peschaud, qui était vice-président, Alain Rosen, secrétaire général, Jean-Claude Jost, directeur commercial, Charles Tabar dit Talar et Bernard Brochant, membres du comité de gestion ainsi que M. Francis Borelli, l'actuel président.

● *A Marseille, M. Albert Batteux*, qui fut notamment l'entraîneur de l'équipe de France pour la Coupe du monde 1958, du Stade de Reims jusqu'en 1963 et de l'A.S. Saint-Etienne de 1967 à 1970, a fait savoir, lundi 29 septembre, qu'il acceptait de devenir pour deux ans le responsable technique, nanti des pleins pouvoirs, de l'Olympique de Marseille (O.M.) en prenant le poste de « manager général ». Il succède à M. Bernard Bosquier. — *(Corr.)*



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP COMM CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)
emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

DU PONT

PRODUITS PHOTOGRAPHIQUES

Notre division Industries Graphiques commercialise des systèmes de reproduction photographique destinés à l'industrie électronique, la cartographie, la reprographie et l'industrie sismique.

Elle recherche pour son laboratoire européen d'assistance un

Spécialiste technique

Au sein d'une équipe internationale, vous assisterez notre force de vente en traitant les problèmes techniques, en formant notre clientèle et nos vendeurs et en *testant les nouveaux produits*. *Ce poste* basé à FRANCFORT nécessitera de nombreux *déplacements européens.*

Vous avez une formation scientifique supérieure en physico-chimie, une connaissance du procédé photographique ainsi qu'une pratique courante de l'Anglais écrit et parlé.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. et votre rémunération actuelle, *sous réf. 392 M à DU PONT DE NEMOURS* (France) S.A. - Service du Personnel - B.P. 85 - 91403 ORSAY.

HAVAS CONTACT

GRADUATE ENGINEERS

We are an International Oilfield Services Company specialising in well cementing, drill stem testing, stimulation and coil tubing.

Because of our continuing expansion, we are currently seeking GRADUATE ENGINEERS who after a 12 week intensive training course will perform our services in one of the 40 + overseas countries where we operate.

We need young, dynamic, mechanically minded people who are seeking a career which is tough but challenging, demanding but satisfying.

We work long, irregular hours in environments as diverse as desert, sea, swamp and jungle.

Salaries, benefits and career prospects are good.

If you would like to know more, please send detailed resumé in English to :

The Recruiting Manager DOWELL SCHLUMBERGER
8 rue Bellini 75782 PARIS CEDEX 16.

DOWELL Schlumberger

reog carrières

CONSULTANT DRILLING FOREMEN FOR LOWER ARABIAN GULF AREA

We have immediate openings for highly qualified drilling foremen/drilling engineers preferably with drilling, petroleum or production engineering backgrounds. Both onshore and offshore experience would be helpful.

We offer good pay, free insurance and good working conditions in Lower Arabian Gulf. Successful candidates should have had at least four years experience at the rig floor level with a major oil company or demonstrate a good record as a consultant. References will be checked.

Preference will be given to persons fluent in Arabic or Arab nationals. Attractive work schedule.

If you meet these basic requirements please submit a fully *detailed hand-written resume* (in English) along with copies of all pertinent data (degrees, professional references, etc.) to :

I.C.M. - Gulf
83 rue de Rennes 75006 PARIS - FRANCE

GROUPE FRANÇAIS - CHANTIER AU **MOYEN-ORIENT**

chef de dépôt pétrolier

35 ans mini - A.M. (ou éq.) - pratique de l'anglais

pour lui confier, très vite, la conclusion de cet important chantier souterrain et la mise en route des dépôts.

Doté d'une solide expérience dans ce domaine, il a le potentiel d'un responsable autonome et trouvera sa mesure dans cette première mission EXPATRIEE (3 mois au moins)

Adressez votre dossier de candidature sous Réf. M 237 à

SVP RESSOURCES HUMAINES MARSEILLE
48, rue Grignan - 13001

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT — CSNCR

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

pour sa Direction Internationale recherche

Un Responsable de Zone Géographique

Réf. MJF 1

(MOYEN ORIENT/MAGHREB)

possédant une solide expérience bancaire des opérations internationales et une bonne connaissance pratique des banques et milieux d'affaires des pays considérés. 5 ans d'expérience. Diplôme d'Études Supérieures. Anglais courant, Arabe apprécié.

Assistant de Zone Géographique

Réf. MJF 2

(MOYEN ORIENT/MAGHREB)

Il assiste le responsable de zone dans toutes ses activités et doit avoir 2 ans d'expérience du commerce extérieur dans cette zone. Diplôme d'Etudes *Supérieures*. Anglais courant, Arabe apprécié.

Adresser CV, photo, salaire, et prétentions sous référence correspondante à CNCA Recrutement Carrières Cedex 26 75300 Paris Brune

---

CÉGOS COOPÉRATION

Division d'IDET-CÉGOS pour les pays en développement, recherche pour mission en AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

UN SPÉCIALISTE DE GESTION DES RELATIONS HUMAINES

Le candidat retenu sera chargé du démarrage, puis de la gestion d'un centre de formation professionnelle (15 instructeurs).

Candidatures à adresser d'urgence à : P.-J. ENGELEN, Chef du département formation professionnelle et assistance technique industrielle, CÉGOS-COOPÉRATION, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES CEDEX.

FROMAGERIE DES CHAUMES

recherche

assistant marketing ALLEMAGNE

- dans le cadre de sa politique d'expansion tant en France qu'à l'étranger, la Fromagerie des Chaumes recherche au sein de sa cellule marketing, à s'adjoindre un jeune cadre qui sera chargé de participer au développement du **marché allemand**.
- disposant de 2 à 3 ans d'expérience professionnelle au niveau du marketing opérationnel, sa tâche consistera à appréhender les débouchés et les circuits de son marché pour participer activement à l'évolution du volume des ventes par des mesures pratiques appropriées.
- la résidence à **PAU (64)** et la connaissance de **l'allemand** usuel sont exigées. Nombreux déplacements à prévoir, 50 % du temps.
- ce poste ne peut convenir qu'à une personnalité opérationnelle *de tempérament, soucieuse de s'impliquer personnellement* dans l'action concrète et ayant la connaissance des biens de grande consommation.

Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle sous réf. 312-M à Guillon Sélection (réponse et discrétion assurées)

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

GÉOPHYSICIENS EXPLORATION
TEXACO INTERNATIONAL EXPLORATION CO

recherche

pour des postes de responsabilités OUTRE-MER

DES GÉOPHYSICIENS

cinq ans d'expérience dans la collecte, le traitement et l'interprétation des données géophysiques.

Poste initial en Afrique du Nord.

La préférence sera donnée aux candidats diplômés en géologie et géophysique et parlant couramment le français et l'anglais.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :

TEXACO FRANCE S.A.

39, rue Cambon, 75001 Paris, qui transmettra.

Nous sommes une Compagnie industrielle et minière filiale de **COGEMA**.

Nous exploitons en galerie dans le **NORD DU NIGER** *un gisement uranifère et concentrons le minerai.*

Nous recherchons pour notre département "extraction" :

un jeune ingénieur de grande école

ayant une première expérience de travaux dans le domaine des mines, carrière, T.P. Génie Civil ou débutant et désirant s'orienter dans cette voie.

Notre préférence va aux formations suivantes : ENS mines, Ponts, Centrale G.C., E.N.S.G. exploitation, T.P.E.

La carrière qui vous est offerte débute par la responsabilité de la section "méthodes organisation" et comporte à moyen terme la prise en charge de l'exploitation d'un siège minier.

Conditions climatiques saines, infrastructures urbaines organisées pour la vie en famille, école, garanties et *avantages sociaux des cadres expatriés.*

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence CK/IGE à

CETACEP

30, Av. Amiral Lemonnier 78160 MARLY LE ROI

ENSEMBLIER INDUSTRIEL

recherche pour

EXTRÊME-ORIENT

UN SUPERVISEUR GÉNÉRAL

- *Niveau ingénieur ou technicien supérieur.*
- Spécialité électromécanique.
- Disponible immédiatement.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
Mademoiselle BOHMELMANN
KLOCKNER - MATEX
31, rue Marbeuf - 75008 PARIS
ou téléphoner 359.59.10

bleu

CHEF DE SERVICE ENERGIE

COTE D'IVOIRE

La Société, qui occupe une place de premier plan dans le développement de l'agriculture de la Côte d'Ivoire, a créé et mis en exploitation six complexes qui produiront 300.000 tonnes de sucre.

Elle recherche, pour l'un des complexes situé dans le Nord-Ouest du pays le Chef du Service Energie de l'usine.

Formation ingénieur électricien/mécanicien, officier mécanicien de la marine ou niveau équivalent. Connaissance turbines à vapeur et centrales électriques. Expérience minimum 10 ans. Avantages habituels expatriés. Retraite cadres et couverture ASSEDIC.

Adresser CV détaillé sous réf. 9914M à
Paul Louis QUINIOU
Conseil en Recrutement de Cadres
39 Champs Elysées 75008 Paris.

ECO CONSEIL INFORMATIQUE

INFORMATICIENS

VOUS ETES INTERESSES PAR UN EMPLOI A MONTREAL, PROVINCE DE QUEBEC - CANADA

VOUS VOULEZ :

- faire partie d'une Société d'Etude, de Conseil et d'Organisation en pleine expansion ;
- vous intégrer à un groupe de spécialistes capables :
  - de s'adapter à des besoins différents,
  - d'assurer une qualité de services donnant le maximum de satisfaction dans la réalisation de projets de grande envergure,
  - de s'adapter à des environnements en constante évolution ;
- devenir un expert en techniques de pointe :
  - banque de données IMS, IDMS, IMAGE, TOTAL,
  - télétraitement,
  - réseaux distribués,
  - mini-ordinateurs.

VOUS ETES :

- analystes-programmeurs ;
- analystes ;
- chefs de projets ;
- spécialistes en systèmes ;
- spécialistes en logiciel.

VOUS AVEZ :

- une formation de base d'un niveau minimum du DUT ;
- une expérience pratique des systèmes de gestion de banque de données (minimum 3 ans).

NOUS VOUS OFFRONS :

- une excellente rémunération ;
- un suivi régulier de carrière ;
- des facilités d'installation ;
- de bons avantages sociaux ;
- une formation permanente ;
- une bonne atmosphère de travail.

Adressez votre dossier de candidature comprenant lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence E.C.O. à la :
Délégation Générale du Québec
Service d'immigration,
66, rue Pergolèse - 75116 Paris.

Une entrevue aura lieu en octobre à Paris pour les candidatures retenues.

HAVAS CONTACT

ECA AUTOMATION

S.S.C.I. en forte expansion (430 personnes) recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

- expér. de 0 à 2 ans ;
- pour participer à la conception et à la réalisation de systèmes temps réel ;
- connaissance de l'allemand indispensable ;
- poste à pourvoir en ALLEMAGNE

Ad. lettre, C.V., photo et prét., Service du Personnel
316 Bureaux de la colline,
92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégations ou indications fausses ou de nature à induire en erreur ses lecteurs.

Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive s'était glissée dans nos colonnes, *nous prions instamment* nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant :

LE MONDE
Direction de la Publicité,
5, rue des Italiens,
75009 PARIS.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

---

emplois régionaux

CHEF DE PRODUCTION
Transformation Matières Plastiques

Notre Société recherche pour l'une de ses Unités (produits plastiques de grande série pour des marchés porteurs), située en proche province au Sud-Est de Paris, **1 CHEF DE PRODUCTION.**

Il aura la responsabilité complète de la production d'une usine et trouvera dans le développement et la modernisation de son outil de production, l'occasion de s'exprimer pleinement sur les plans humain et technique.

La dimension humaine de l'usine (environ 100 personnes), son intégration réussie en milieu rural, la qualité de son climat social, *sont des atouts* supplémentaires importants.

La Société souhaite confier cette responsabilité à un **ingénieur (formation mécanique, AM ou équivalent)** *d'une dizaine d'années d'expérience,* ayant déjà exercé des fonctions de commandement, connaissant la production automatisée et si possible la transformation des plastiques.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 907 à **CINOREN**, 104 rue *Lafayette* 75010 PARIS, chargé de ce recrutement

cinoren

MEDIA PA

RIVOIRE ET CARRET

MARSEILLE recherche

UN INFORMATICIEN

DE FORMATION SUPÉRIEURE pour fonction :

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

avec orientation système (systèmes d'exploitation, télécom, bases de données).

- La connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Ecrire en envoyant curriculum vitae, photo, prét. aux Relations du Travail, 33, bd de la Liberté, 13001 Marseille.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

acheteur chef de produit
Lille - Avignon

Vous « plafonnez » (déjà) dans l'entreprise que vous avez rejointe il y a à peine deux ans. **Vous réussissez** *donc votre première expérience* commerciale qui concrétise votre **formation supérieure** (école de commerce, par exemple).

Cette réussite, vous la devez à votre forte personnalité, à votre imagination et bien sûr, à vos talents de négociateur. Tout cela doit vous permettre de vous intégrer à notre centrale d'achats pour le deuxième démarrage de votre carrière.

Nous sommes une chaîne nationale d'hypermarchés en progression régulière. Les collaborateurs *que nous cherchons*, **vont :**
- analyser les ventes des magasins mais aussi le marché national et international ;
- *établir* les gammes de produits ;
- négocier et faire respecter les engagements des fournisseurs ;
- et surtout « vendre » leurs produits (et leurs idées...) aux hommes des magasins.

Si vous êtes plus persuasif que directif, si vous savez trouver le moment et la manière de motiver et « d'enlever » votre équipe, vous avez de fortes chances de réussir chez nous.

Notre consultant, J.M. ROUSSEAU, vous remercie de lui écrire (réf. 246 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
2 RUE G.-DE-CHATILLON 59000 LILLE
PARIS - LYON - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

SOCIETE AGRO ALIMENTAIRE
DE DIMENSION INTERNATIONALE
recherche

A.M. - E.N.S.I. - E.N.I. - E.S.M.E. ou équivalent (de spécialité ELECTROMECANIQUE)

MISSION : Chargé dans le cadre de plans d'investissements des réalisations travaux neufs dans les unités de production du groupe : • suivi des chantiers ; • coordination des corps de métiers ; • commandes et réception du matériel ; • respect des plannings.

Cette fonction nécessite une grande mobilité et disponibilité.

La première mission s'exercera en AFRIQUE NOIRE pour une durée d'un an minimum à temps complet sous statut d'expatrié (avec les avantages liés à cette situation (rémunération, logement, vacances). *D'autres missions de durée variable seront à prévoir* tant en France qu'à l'étranger sous la responsabilité du Directeur de l'Unité d'Intervention.

Une expérience de 4 ans acquise dans une fonction opérationnelle de même nature lui ayant permis d'acquérir des compétences réelles en : génie civil, thermique, hydraulique et automatisme.

Envoyer C.V. détaillé, photo et rémunération actuelle sous No 73181, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr

TRANSGÈNE

TRANSGÈNE S.A. est une nouvelle société de recherche appliquée fondée par des groupes français de premier plan.

TRANSGÈNE effectuera, notamment grâce au génie génétique, des recherches de haut niveau en biologie orientées vers des applications médicales et industrielles.

TRANSGÈNE crée un laboratoire à STRASBOURG et recherche des spécialistes en

- **BIOLOGIE MOLÉCULAIRE**
- **GÉNÉTIQUE MOLÉCULAIRE**
- **RECOMBINAISON GÉNÉTIQUE IN VITRO**
- **SYNTHÈSE CHIMIQUE DE L'A.D.N.**

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Adresser C.V. et prétentions à :

TRANSGÈNE
B.P. 146, 67028 STRASBOURG CEDEX

THOMSON-CSF TELEPHONE

Etablissement d'EU (Seine-Maritime proche de Dieppe)

INGENIEURS ELECTRONICIENS

(Diplômés ESE, ENSI, INSA etc...)

Intégrés à une équipe de service industrialisation, nous recherchons :

- **1 ingénieur : possédant une expérience de 2 à 3 ans** : en programmes de test d'unités fonctionnelles, moniteur temps réel, mini-microcalculateur qui participera aux études et à la mise au point du logiciel de test et d'intégration d'unités fonctionnelles de centraux téléphoniques. Des connaissances en technique de commutation temporelle seraient appréciées.
- **1 ingénieur débutant** : diplômé grande école (ESE,...) libéré des obligations militaires. Intéressé par les techniques de téléphonie temporelle (matériel et logiciel), il sera l'un des interlocuteurs de la ligne de production pour les problèmes techniques nécessitant une assistance fabrication sur des sous-ensembles de centraux téléphoniques temporels. Ce poste demandera des liaisons étroites, avec le service technique et nécessitera une bonne connaissance des produits concernés.

Formation assurée - Déplacements à prévoir en R.P. et province.

C.V. détaillé et prétentions sont à adresser sous réf. 73713 à
THOMSON CSF TELEPHONE
Division Commutation Publique - Service Emploi
146, Bd de Valmy - 92707 COLOMBES

futurs experts techniques

Principale filiale chimique du groupe EXXON en Europe, ESSO CHIMIE occupe une position importante dans son secteur.

Elle envisage de renforcer et d'étendre son implantation industrielle de Notre-Dame-de-Gravenchon (région du Havre), de dimensions déjà importantes et d'un haut niveau technologique.

Elle souhaite pour cela s'adjoindre des

ingénieurs
(2 à 5 ans d'expérience)

capables d'être rapidement opérationnels sur des projets d'amélioration et de développement des installations.

Des postes sont à pourvoir pour chacun des secteurs suivants :

études et réalisations

Généralistes et ayant des notions de génie civil, ces ingénieurs participeront à la conception et au contrôle de la réalisation d'équipements industriels.

Des candidats de haut niveau pourront voir *la carrière* évoluer à court terme vers des postes de « project managers ». Réf. M23/1

électricité industrielle

Ingénieurs électriciens, ils doivent être capables de *concevoir* l'installation des matériels et d'étudier les réseaux complexes. Leur mission sera de conseiller les choix de matériel et d'apporter une assistance à l'exploitation des équipements *et des réseaux.* Réf. M 23/2

estimation-analyse et contrôle des coûts

Ingénieurs diplômés, ils ont une première expérience de l'établissement de spécification des équipements, et/ou du développement des projets. Réf. M23/3

instrumentation

Ingénieurs diplômés et formés si possible au génie chimique, ils connaissent l'instrumentation classique et l'utilisation des *microprocesseurs.* Ils prendront en charge des *problèmes d'analyse en continu et de mesure et régulation.* Réf. M23/4

mécanique, machines tournantes

Ingénieurs mécaniciens ayant une expérience dans la conception, l'exploitation ou l'entretien de machines tournantes, telles que compresseurs, pompes, turbines, ils prendront en charge les problèmes de fiabilité et de longévité de ces machines. Ils assureront, également, l'expertise en cas d'avaries mécaniques de ces équipements. Réf. M23/5

logiciel (software)

Ingénieurs diplômés d'une grande école, formés à l'informatique, ils seront affectés à des projets de grande envergure. Réf. M23/6

Ces fonctions, dont l'objectif est de renforcer les groupes d'experts, pourront déboucher sur des postes à responsabilités *techniques de niveau national ou international* au sein du groupe EXXON CHEMICAL. Une parfaite maîtrise de la langue anglaise serait, par conséquent, un atout.

Les dossiers de candidature sont à adresser sous la référence correspondante, à ESSO CHIMIE -

Département des Relations sociales
- B.P. 52 -
76330 NOTRE-DAME-DE-GRAVENCHON.

CHIMIE

HAVAS CONTACT

AUDIT SENIOR
LYON

CABINET INTERNATIONAL recherche pour contribuer au développement de son bureau de Lyon un SENIOR.

NOTRE EXPANSION nous permet de vous offrir un réel développement de carrière au sein d'une équipe *dynamique* et un complément de formation aux techniques les plus avancées.

LE POSTE NECESSITE :
- un diplôme d'enseignement supérieur,
- le niveau certificats supérieurs de l'expertise comptable,
- 2 à 3 ans d'expérience en révision comptable.

Des déplacements dans la région Rhône-Alpes sont à prévoir.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Merci *d'adresser votre curriculum vitae* avec photo à CLA Recrutement 44 rue La Boétie 75008 Paris *sous référence* 10.195-M, en mentionnant les noms des cabinets auxquels il ne faut pas communiquer la candidature.

CLA

TURBOMECA

BREVETS SZYDLOWSKI

recherche

ingénieur électronicien

pour son Bureau d'Étude Régulation
- Diplômé Grande École à vocation électronique
- *Formation Automatisme et Asservissement et bonne* connaissance des Techniques Analogiques et numériques
- Possédant première expérience industrielle dans l'emploi des microprocesseurs
- *Anglais souhaitable*
- Lieu de travail région paloise

Adresser C.V., photo et prétentions ss réf. DURON à :
Emplois et Carrières.
30, rue Vernet, 75008 PARIS.

Emplois et Carrières

ENGINEERING ET MAINTENANCE
en Alsace

Rollin est une filiale du Groupe **GRACE**, qui compte parmi les premières sociétés mondiales.

Spécialisés dans les applications industrielles des élastomères, nous réalisons 70% de notre C.A. à l'exportation.

Le Responsable du Service Engineering-Maintenance que nous recherchons, rattaché au Directeur d'Usine, *prendra en charge :*
- les études, la réalisation et le suivi des investissements et travaux neufs de la société ;
- la maintenance de l'outil de production et de l'ensemble des installations.

Il sera responsable de l'animation d'une équipe technique (B.E. et équipes d'entretien) d'une trentaine de personnes.

Nous *souhaitons* rencontrer un ingénieur Centrale ou AM, de 30 ans minimum, d'un haut niveau technique *(en mécanique, électricité,* fluides) et possédant une première expérience en Engineering et/ou Entretien.

L'anglais est indispensable.

Le niveau de rémunération tient compte des responsabilités importantes attachées à ce poste.

Implantés dans une région en fort développement économique, notre Unité de Production et notre Siège *sont proches de* **Mulhouse** *et de* **Colmar**.

Notre Conseil vous apportera toute information complémentaire. Prenez contact, sous réf. 573M, avec Carole de Chilly,

ASSOCIATION LYONNAISE d'INGENIEURS-CONSEILS
Route de Champagne, 69130 ECULLY
MEMBRE DE SYNTEC

média-system

Responsable relations sociales
USINE (+ 1.000 personnes)

Filiale d'un groupe industriel français de grande notoriété (CA : 2 MILLIARDS F), nous recherchons pour l'une de nos Usines (140 KM au SUD de Paris), *un RESPONSABLE DE RELATIONS SOCIALES.*

Deux aspects de la fonction que le candidat devra intégrer harmonieusement pour s'assurer avec succès la maitrise de ce poste :
- gestion de la politique sociale : formation, communication, conditions de travail, rémunérations, relations syndicales,...
- prise en compte des données économiques et des prévisions de l'Entreprise.

De formation économique supérieure, il est souhaitable qu'il puisse faire etat d'une expérience réussie dans la fonction et dans un contexte social identique.

De réelles perspectives d'évolution de carrière au sein du Groupe peuvent être *envisagées pour un candidat de valeur.*

Assurée d'une absolue discrétion, votre candidature (CV détaillé manuscrit, photo et *rémunération*) est à adresser *sous référence* 7340 à rscg carrières 64 rue la Boëtie 75008 PARIS, qui transmettra.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

jeune auditeur interne

pour une Société de services de 1.800 personnes (50 agences ou filiales) dont le siège est à CHAMBÉRY (Savoie).
C'est un jeune diplômé de comptabilité (DECS complet souhaité) que la Société formerait à l'audit ou bien un jeune auditeur, également de formation comptable, qui souhaiterait rejoindre une entreprise après 2 ou 3 ans dans un cabinet d'audit.
Merci d'envoyer votre CV + appointements souhaités (réf. EUM) à

SCHNEIDER RECRUTEMENT
55, montée de choulans 69323 Lyon cédex 7

CREDIM

Etablissement financier spécialisé dans le crédit aux particuliers, filiale de CITIBANK et actuellement en plein développement recherche plusieurs

chefs d'agence

pour diverses implantations en région Rhône-Alpes, Est et Centre-Est

- Chaque candidat retenu sera chargé de diriger une agence sous la responsabilité du directeur commercial, avec le soutien d'actions Marketing déjà planifiées.
- Il sera le responsable local des 2 canaux actuels de distribution :
  - crédits accordés par l'intermédiaire des revendeurs ;
  - crédits consentis directement aux clients.
- Profil :
  - cadre âgé de 30 ans minimum ;
  - bonne expérience des relations commerciales dans le domaine du crédit ou de la banque souhaitée ;
  - expérience réussie de la gestion et de l'animation d'une équipe.

Emplois et Carrières

Adresser candidature, C.V., photo et prétentions à M. de BUCY
CREDIM, 17, rue Bossuet, 21012 DIJON CEDEX

POTAIN

LEADER MONDIAL DE LA MANUTENTION ET DU LEVAGE
Groupe : 4.000 personnes, 9 filiales
1.100.000 KF de C.A. consolidé
recherche

RÉVISEUR COMPTABLE CONFIRMÉ

Sous l'autorité hiérarchique du responsable de l'Audit des filiales du groupe.
- Il assurera la révision des comptes, le contrôle des procédures et méthodes comptables appliquées dans chacune des filiales françaises et étrangères.
- Il participera à l'élaboration et à la diffusion des nouvelles procédures. Il en vérifiera l'exactitude, la cohérence et l'application.
- Il participera aux travaux de consolidation.
- D'un niveau D.E.C.S., le candidat a une expérience de 3 à 4 ans dans une multinationale ou en cabinet.
- Il est bilingue anglais (+ espagnol ou italien apprécié).
- Il est disponible pour de nombreux déplacements en France et à l'étranger.
- Le poste est basé à notre siège directionnel Lyon-Ecully.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à POTAIN
Direction des Ressources Humaines
Route de Charbonnières - 69130 ECULLY.

Offshore System Technology

Single Buoy Moorings Inc., leader dans le domaine de la technique offshore est à l'origine du système des plates-formes flottantes pour la production, le stockage et l'acheminement du pétrole. La société, en expansion rapide du fait de la demande international de ses produits, offre des opportunités de carrières très attirantes dans un environnement professionnel hautement stimulant.

Ingénieur de Projets

Monaco

Il sera responsable de la préparation des procédures de révision, d'entretien et d'inspection. Il contrôlera aussi les rapports d'inspection et envisagera la portée des travaux d'ingénierie afférent aux travaux de révision, entretien et inspection.

Le candidat choisi aura un diplôme d'ingénieur mécanique ou naval, l'expérience des travaux d'entretien mécanique et de révision des installations offshore.

La connaissance de l'anglais parlé et écrit est essentielle.

Il travaillera dans nos bureaux à Monaco (Product Services Department). Après trois mois de formation, il prendra la responsabilité entière de son poste.

La société offre des salaires en rapport avec l'importance qu'elle attache à la sélection de son personnel. Des avantages extrasociaux intéressants et une perspective de carrière permanente sont inclus dans ce groupe international en plein développement.

Veuillez envoyer votre curriculum vitae en anglais avant le 16 octobre et joindre une photo à:

Chef du Personnel
Single Buoy Moorings Inc.
P.O. Box 157
Principauté de Monaco

INGÉNIEURS CHIMISTES

Notre société fabrique des produits d'une technicité complexe. Leur qualité et leurs performances ont fait d'elle un leader mondial dans sa spécialité.

Une grande variété de matériaux est nécessaire à l'élaboration de ces produits. Ils sont étudiés par des ingénieurs chimistes au sein de notre Centre de Recherches, en *collaboration étroite avec* des physiciens et des métallurgistes.

L'expansion de notre société, et sa volonté déterminée de toujours progresser grâce à l'innovation technique, nous conduisent à renforcer certaines équipes de recherche ; en particulier les équipes où sont synthétisés, étudiés, mis au point de nouveaux matériaux polymériques et où sont élucidés les mécanismes réactionnels et les relations structures-propriétés.

Nous voulons donc recruter quelques ingénieurs chimistes, ayant de préférence acquis une première expérience de la recherche, par exemple au cours de la préparation d'une thèse de docteur-ingénieur ou d'une thèse d'état. Les perspectives d'évolution qu'ils trouveront ultérieurement, sont nombreuses et s'inscrivent dans un cadre international.

Ecrivez en joignant votre C.V. à INTERMEDIA N° 415 - 69, rue La Fayette - 75009 PARIS

Nous vous assurons de notre discrétion.

ANSWARE

recherche pour la PROVINCE

- **ANAL. CONF.**
- **ANALYSTES-PROGRAMM.**
- **PROGRAMM.**

Connaissances IBM, CII-HB, PROTEE, PAC appréciées.

Adr. C.V. dét. s/réf. DCA/085 en précisant date de disponibil.
ANSWARE
135, r. de la Pompe, 75116 Paris.

STATION « LES KARELLIS »
Station coopérative hiver/été recherche :

RESPONS. ANIMATION

- Coordinateur et responsable d'une équipe de 15 à 20 personnes.
- Expérience réussie dans le domaine de l'animation, acquise à des postes de responsabilité d'équipements touristiques.
- Sens des relations et goûts des contacts humains.
- Connaissance nécessaire du tourisme associatif.
- Expérience souh. de vie en montagne et pratique du ski.

Adresser C.V., prétentions et photo avant le 15/10/80 à :
Station « LES KARELLIS »
73300 St-JEAN-DE-MAURIENNE

Importante société d'installations en VENTILATION CLIMATISATION recherche

INGÉNIEUR

Pour prendre direction de son agence de LYON.
Ayant réelle expérience dans ces activités.

Écrire avec C.V. et prétentions s/n° 72.81 CONTESSE Publicité
74, rue Bechévelin
69363 LYON - Cedex 2.

T.I.T.N. PROVENCE

Société d'ingénierie en informatique recherche

INGÉNIEURS LOGICIEL

2 à 8 ans expérience en logiciel temps réel sur mini ou micro-ordinateur
Lieu de travail
PROVENCE - COTE D'AZUR
Envoyer C.V., photo et prétent. à T.I.T.N.-Provence
7, rue Louis-Armand, Z.I.
13290 - Aix-les-Milles.

Le Centre interuniversitaire de calcul de Bretagne à RENNES (68DPS3 CII-HB, MULTICS) recrute sur un poste de contractuel du ministère des universités un ingénieur informaticien (formation : grande école ou recherche) pour sa direction technique.
Salaire annuel min. : 115.000 F
Adresser C.V. à
M. le Directeur du CICB
Campus de Beaulieu
35042 RENNES CEDEX.

SOCIETE DE CONSTRUCTION D'EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES recherche un

INGENIEUR A. et M.

30/35 ans environ, pr prendre en charge un atelier d'usinage de pièces de turbo-machines. Une connaissance particulière de l'utilisation de machines en commandes numériques serait particulièrement appréciée.

Le poste conviend. à homme de terrain, capable de commander un personnel qualifié et de s'intégrer à une équipe de production.

Anglais lu et parlé indispens.

Poste à pourvoir à TOULOUSE.

Ecr. s/n° 7.112 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

GROUPE INDUSTRIEL
LEADER DANS SA BRANCHE
recherche
POUR SA DIRECTION MARKETING

UN INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Responsable des études techniques préalables au lancement de produits, de l'assistance à la force de vente et aux entreprises, du contrôle de l'après-vente, ce poste sera confié à un diplômé d'une école d'ingénieurs ayant de préférence quelques années d'expérience dans l'un des secteurs suivants :
MEUBLE
MENUISERIE INDUSTRIELLE
BATIMENT
MATERIAUX DE CONSTRUCTION

POSTE SITUE EN NORMANDIE

Adr. lettre candidature, C.V. et prétentions sous réf. 3709 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transm.

LE CRÉDIT AGRICOLE
DES PYRÉNÉES-ORIENTALES
recherche

UN RESPONSABLE PRESTATION DE SERVICES INFORMATIQUES

CHARGÉ DE :
- Promouvoir l'activité prestations de services.
- Apporter conseils et assistance technique aux utilisateurs.
- Assurer le développement et la mise en œuvre des projets d'informatisation.
- Participer à la création d'une filiale de service en vue d'en assurer la direction.
- Le candidat, de préférence diplômé d'enseignement supérieur et ayant si possible une expérience analogue, devra en outre faire preuve de bonnes compétences techniques et d'un solide sens commercial.
- Connaissance de matériel IBM indispensable (gamma 370 système DOS/VSE).

Adresser curriculum-vitae, photo et prétentions à :
Monsieur le Directeur général
de la C.R.C.A.M. des PYRÉNÉES-ORIENTALES.
30, rue Pierre-Bretonneau, 66000 PERPIGNAN.

responsable de gestion

Engineering Bâtiment

Rhône-Alpes. Le développement de notre société dans le domaine de l'engineering bâtiment nécessite la recherche de notre Responsable de Gestion.

Rattaché au P.D.G., il prendra en charge l'ensemble des activités liées à la gestion de la société et de ses filiales (CA actuel de 70 MF) dans les domaines financiers, comptables, administratifs et de personnel.

Ce poste de confiance exige un candidat âgé de 30 ans minimum de formation supérieure (Grande Ecole Commerciale ou équivalent) justifiant d'une solide expérience des aspects diversifiés de la gestion d'une entreprise acquise de préférence au sein d'une PME très performante du secteur bâtiment/TP.

Ce poste offre une réelle opportunité pour un responsable désirant associer étroitement sa réussite professionnelle à la forte progression de l'entreprise.

Adresser dossier de candidature détaillé sous référence 80.29-M à notre Conseil (discrétion assurée).

CEP lyon
55 montée de choulans
69323 lyon cedex 1
tél. (7) 842.29.53

annecy - grenoble

Un important groupe international, leader européen dans son secteur d'activité axé sur la vente de services aux industries agro-alimentaires, recherche pour faire face au fort développement de ses deux centres de profit implantés dans l'Ouest, l'un à Nantes et l'autre dans une ville du centre Bretagne :

Deux jeunes ingénieurs commerciaux

90.000 F

secteurs : - 44, 49, 85
- 29, 22, 56, 35

Rattachés aux directeurs de centre, ils auront à promouvoir sur leur secteur respectif et dans un esprit de conseil, la vente de services auprès d'une clientèle très diversifiée d'industries agro-alimentaires. La fonction implique des contacts de haut niveau et une grande autonomie dans le travail. Ces deux postes s'adressent à de jeunes diplômés (Ingénieurs AGRO ou AGRI ou bien ESC) débutants ou ayant déjà une première expérience, attirés par la fonction commerciale. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 90.000 francs comprendra un fixe important et un intéressement sur l'exploitation du centre. Réf. A/149M

Un adjoint administratif et comptable

80.000 F

Ville du centre Bretagne - Il assistera le responsable administratif et comptable de l'unité implantée en Bretagne, et à ce titre, se verra confier différentes tâches inhérentes à la gestion d'exploitation de celle-ci : paie et administration du personnel (60 personnes), règlements fournisseurs, facturation et comptabilité clients, compte d'exploitation mensuel... La fonction implique, en outre, quelques contacts avec les comptables étrangers du Groupe et donc l'usage occasionnel de la langue anglaise. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'une école supérieure de commerce, débutant ou presque, attiré par la gestion comptable. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 80.000 francs sera fonction *de l'expérience acquise.* *Réf. A/150M*

Écrire en envoyant CV et prétentions, en précisant le poste et le secteur souhaité à G. MASSON - PS CONSEIL - 1, rue Duguesclin - 44000 NANTES.

PS Conseil

GROUPE INTERNATIONAL
DE PRODUCTION AGRO-ALIMANTAIRE
recherche
pour sa nouvelle usine dans le Pas-de-Calais

UN INGÉNIEUR DE MAINTENANCE ET TRAVAUX NEUFS

150.000 F +

ayant une formation A.M. - I.D.N. ou similaire et une expérience de quelques années dans l'agro-alimentaire.

Le candidat, âgé d'environ 35 ans :
- devra participer à la mise en place des installations et équipements de production ;
- sera ensuite responsable des équipes d'entretien et travaux neufs chargées d'assurer le bon fonctionnement de l'unité.

Connaissance et pratique de l'anglais indispensable.

Adr. C.V. très complet, références, prétentions et photo, n° 7.105 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris CEDEX 09.

MJC Le Rd-Point

61300 L'AIGLE, rech. :

DIRECTEUR EXPERIMENTE

Env. C.V. et réf. s/n° T 861.828 M, Régie-Presse
85 bis, r. Réaumur. 75002 Paris.

SOCIETE DE PIGMENTS
Sud de la France
recherche
pour son laboratoire
UN TECHNICIEN
Niv. DUT, 5 a. exp. ds dom. des encres, peintures et vernis.
Env. C.V. et prétent. s/n° 7.083 *le Monde* Publicité
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

emplois régionaux

CHEF DE SECTION ACHATS

Constructeur mondial de matériel agricole, *leader sur le marché français, MASSEY FERGUSON* cherche pour son usine de BEAUVAIS - un chef de section achats.

De formation supérieure *technique ou économique*, il possède une expérience confimée (4 - 5 ans) en qualité d'acheteur haut niveau de matériels de fabrication en industrie de moyenne ou grande série.

Son rôle : animer une équipe de plusieurs acheteurs, spécialisés dans la recherche de pièces et matières de technologies variées pour des fabrications mécaniques à caractère répétitif.
Il assure par ailleurs un suivi constant de l'évolution *économique des marchés, sélectionne les sources* nouvelles, développe les produits nouveaux.
En relations fréquentes avec les usines européennes du groupe sur les plans technique et commercial, a good command of the English language will be an asset.
Enfin, il bénéficie d'une large autonomie d'action dans le cadre d'un budget de 100 millions de francs et dans un marché en *développement constant* entraînant une activité soutenue.

Ce poste vous intéresse ? Envoyez un CV détaillé mentionnant vos prétentions à :
G. PLAILLY - Responsable Recrutement - 22, *avenue Galilée - 92350 - LE PLESSIS ROBINSON.*

MF Massey Ferguson

rscg carrières

Techniciens supérieurs Lyon

Notre *Société*, implantée à *Lyon*, étudie et réalise des équipements de haute technologie pour l'industrie nucléaire. C'est dans le cadre de son développement que nous recherchons deux *techniciens supérieurs* pour les activités suivantes :

Contrôle de fabrication (réf. 7380 M) :

La mission consiste à participer aux réceptions des matériels en usine, à procéder à des enquêtes, assurer le suivi technique de la documentation etc... De niveau BTS en fabrication mécanique, le candidat retenu justifiera d'environ 5 ans d'expérience dans le domaine des contrôles et de la fabrication. Il aura une bonne connaissance des *techniques* d'examens *métrologiques*, non destructifs et une bonne maîtrise de l'anglais.

Etudes et essais (réf. 7385 M) :

Le rôle est de participer aux travaux de conception neutronique et thermohydraulique des équipements, réaliser les campagnes d'essais - en laboratoire et sur chantiers - dépouiller et analyser les résultats etc...
Le profil requis pour ce poste est celui d'un DUT Mesures Physiques justifiant d'au moins 3 ans d'expérience, si possible en physique des réacteurs. Des connaissances en informatique et en anglais seraient appréciées.
Ces postes bénéficient à terme d'excellentes perspectives d'évolution.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, en rappelant la référence du poste qui vous intéresse à rscg carrières 64, rue la Boëtie 75008 PARIS qui transmettra rapidement.

Société d'importance nationale
SECTEUR IMMOBILIER
recherche pour sa **DIRECTION** de

TOURS

adjoint au directeur régional

FORMATION : X - MINES - HEC

Il sera chargé d'une manière générale de la recherche d'opérations nouvelles, dont il devra étudier le montage, au sens large : faisabilité technique, financière et commerciale. Son action se situera dans le cadre d'une programmation pluri annuelle. Le candidat devra avoir plusieurs années d'expérience *dans la branche immobilière* ou *un proche* secteur d'activité et avoir occupé au moins un poste à niveau de responsabilité élevé.

Envoyez lettre manuscrite, CV et prétentions sous la référence 9331 à :

OP organisation et publicité, 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/OUI TRANS.

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉQUIPEMENTS *POUR LA NAVIGATION AÉRIENNE* (S.F.E.N.A)
recherche pour le Département PRODUCTION *de son établissement de CHATELLERAULT* (Vienne) (86)

UN INGÉNIEUR MÉTHODES

de formation électrotechnique
avec connaissance en électronique
ayant, de préférence, quelques années de pratique dans la *fonction*.

Pour assurer, au niveau des méthodes, la coordination et le suivi technique en production de matériels de pointe.

Les candidats intéressés sont priés d'écrire avec curriculum vitae et prétentions sous référence CH/P2 à :

S.F.E.N.A., Service du Personnel
B.P. 81, 86101 CHATELLERAULT CEDEX.

CROUZET Valence

recherche pour sa Division Aérospatial et Systèmes
Activité navigation inertielle

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

4 à 6 ans d'expérience des systèmes aéronautiques embarqués pour travaux de définition et conception de systèmes inertiels.

Connaissances nécessaires : conditions opérationnelles de vol (mission, trajectoire, techniques inertielles, équipements numériques embarqués, transmission de l'information).

Origine : SUP'AERO - ENICA - SUP'ELEC - E.C.P.

Adresser C.V., référence et prétent. à : CROUZET Service du Personnel
B.P. 1014 - 26010 VALENCE sous le référ. Nº 177.

Importante société régionale
de **TRANSPORTS** de **HAUTE-NORMANDIE**
recherche un

DIRECTEUR COMMERCIAL

– Appelé dans un premier temps à développer le portefeuille régional de la clientèle, il pourra évoluer rapidement vers une fonction opérationnelle de **DIRECTEUR GÉNÉRAL**.

– Les candidats, âgés d'environ 40 ans, devront avoir une solide expérience des contacts de haut niveau et de la vente de services, ainsi que d'excellentes connaissances en gestion d'une société de services.

– Lieu du poste : **SEINE-MARITIME**.

– *Le salaire offert sera fonction* de l'expérience déjà acquise.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions, à : *CISTE* B.P. nº 1, 3, rue de l'Arrivée, 75749 PARIS CEDEX 15, qui transmettra.

FONDERIES ÉLECTRIQUES DE PRÉCISION
(*100* personnes)
RÉGION VALENCE-MONTÉLIMAR
recherchent
pour renforcer leur équipe de ventes

UN COLLABORATEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Profil :
- Formation B.T.S. ou équivalent.
- *2* ans expérience de la vente de produit industriel appréciée.

Fonction :
- Prospection et service de la clientèle.
- Coordination avec les services techniques et *administratifs*.

Le candidat résidera dans la région Valence-Montélimar.
Salaire motivant, voiture fournie.

Adresser C.V. + photo et prétentions à F.E.P.
Zone industrielle La Négociale, 26270 LORIOL.

BANQUE PRIVÉE SPÉCIALISÉE

recherche pour son agence

DE LYON

CADRE COMMERCIAL

CRÉDITS PROMOTEURS

- *30 ans minimum* ;
- expérience commerciale de plusieurs années avec connaissance approfondie de la promotion immobilière.

PUBLIFOP 29, rue Bleue, 75009 PARIS, *qui transmettra.*

CENTRE DE COMPTABILITÉ ET DE GESTION AGRICOLE
recherche
pour le *DÉPARTEMENT DE L'ALLIER*

UN RESPONSABLE

- Chargé de : gérer, animer le personnel, assurer le développement du *centre*, en *collaboration* avec le conseil d'administration.
- Homme jeune, niveau ingénieur agricole, accompagné d'une formation ou d'une expérience de la comptabilité et de la gestion en agriculture.
- Le poste est à pourvoir à compter du 1er janvier 1981.
- La rémunération sera fonction de l'expérience.

Adresser *curriculum vitae* et prétentions s/nº T 022460 M
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

offres d'emploi

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Jeunes X, ECP, Mines, AM
fort potentiel
référence HT 207 AM

LE GROUPE LAFARGE 23.000 personnes - 8 milliards de CA - intensifie sa politique de recrutement dans le cadre de *ses perspectives de développement tant en France qu'à l'étranger* et recherche **des Ingénieurs grandes écoles à fortes potentialités.**

Au niveau des activités cimentières, les premières affectations se situent au sein **des CIMENTS LAFARGE France** (une vingtaine de cimenteries).

La taille des usines (150 à 200 personnes) favorise une participation étroite à la vie de l'unité.
L'automatisation de plus en plus poussée des installations permet la mise en œuvre constante de techniques élaborées.

UNE SOLIDE FORMATION INDUSTRIELLE ET DE RÉELLES OPPORTUNITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE CARRIÈRE AU NIVEAU DU GROUPE SONT OFFERTES A DES INGÉNIEURS MOTIVÉS ET REALISATEURS.

Postes actuels dans les régions Sud-Est, Sud-Ouest et Ouest de la France.

Contrôleur de gestion
référence HW 199 CM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (CA 2,3 milliards de francs) filiale d'un des premiers groupes français offre au sein de son département financier, un poste intéressant à **Jeune Contrôleur de Gestion.**
Le titulaire du poste aura *dans le cadre d'un système de gestion décentralisé*, à :
- faire vivre et développer le système de gestion et les procédures en place,
- *animer le processus de contrôle budgétaire* en liaison avec les gestionnaires de la société et de ses filiales,
- assurer l'élaboration des résultats de gestion et leur analyse pour la direction générale,
- assurer la liaison avec les services informatiques.

Ce poste conviendrait à HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, désireux de valoriser une expérience de 3-5 ans acquise au sein d'une société industrielle ou d'un cabinet d'audit anglo-saxon et ayant une bonne connaissance de l'utilisation de l'informatiques.
Réelles perspectives d'évolution de carrière au sein du groupe (filiales françaises et étrangères) pour candidat dynamique et performant.
Lieu de travail : Paris. **160.000 F +**

Chef des ventes *d'une ligne* de produits France et export
référence BN 202 AM

UN GROUPE FRANÇAIS recherche le **Responsable Commercial d'une ligne de produits industriels pour lesquels ce groupe a une position de leader sur le marché.**

Ce poste conviendrait à un candidat, ESC ou équivalent, ayant minimum 5 ans d'expérience dans la vente et l'animation de vendeurs (la connaissance du secteur "emballage" ou grande distribution serait appréciée).
Directement rattaché au Directeur Commercial, il sera chargé :
- de développer en France et à l'exportation un CA qui est actuellement de 40 millions,
- d'animer un réseau d'agents commerciaux,
- de rechercher de nouveaux "créneaux" de marchés.

Situation impliquant initiative et dynamisme et offrant de réelles perspectives de carrières.
Poste à Paris.

Chef service marketing
référence GS 206 AM

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE offre la responsabilité de son service Marketing à candidat ayant une expérience réussie de **Chef de Produit** dans branche grande consommation.

De formation école supérieure de commerce, HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, le titulaire du poste devra :
- définir les plans marketing et suivre leur réalisation,
- animer l'activité de deux Chefs de Produits,
- initier et contrôler les études nécessaires aux décisions concernant l'amélioration et la diversification des produits et des marchés,
- assurer la publicité, les actions promotionnelles, en liaison constante avec les *responsables commerciaux France et étranger.*

Situation intéressante impliquant des qualités d'animateur et de gestionnaire.
Poste : région Sud de Paris.

I.U.T. gestion de personnel
référence FR 205 AM

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE COMMERCIALISATION DE PRODUITS INDUSTRIELS (500 personnes - CA 450 millions), filiale d'un très grand groupe français, offre un poste formateur et évolutif à un jeune candidat (IUT ou équivalent) débutant ou ayant une première expérience professionnelle.

Directement rattaché au Directeur Administratif et Financier, il se verra confier dans le domaine du personnel des responsabilités d'études, préparation de décisions, contrôle, lui permettant de traiter des problèmes variés : juridiques, administratifs, *sociaux...*
Réelles perspectives de carrière pour un candidat ayant qualités marquées de rigueur et de contact.
Poste à Paris.

Organisateur
référence CO 203 AM

Ingénieur débutant organisation
référence DP 204 AM

LA FILIALE PARISIENNE D'UNE DES PREMIÈRES BANQUES AMÉRICAINES étoffe la structure de son service Organisation - Méthodes et offre

UN POSTE D'ORGANISATEUR à Ingénieur disposant d'une première expérience de 3 à 4 ans acquise au sein d'une société (secteur tertiaire de préférence) ou cabinet spécialisé.
Dans le cadre de la mise en œuvre de projets importants, son activité, en liaison avec l'informatique, impliquera : analyse et diagnostic des problèmes, définition et mise en place des structures et méthodes de travail.
Connaissance de l'anglais indispensable.

UN POSTE d'INGÉNIEUR DÉBUTANT à candidat intéressé par organisation et désireux se former dans cette branche d'activité en participant à des interventions variées.

Postes intéressants et évolutifs au sein de la banque pour jeunes cadres dynamiques et motivés.
Écrire en précisant niveau de rémunération souhaité.

etap 4, rue Massenet 75016 Paris

P.D.G.

D'UNE SOCIETE INTERNATIONALE
de **TRANSPORTS**
(C.A. : 280 MILLIONS A.F.)

recherche, pour le **SECONDER**

COLLABORATEUR HAUT NIVEAU

- Possédant connaissance approfondie des Transports Maritimes et Terrestres et de la Gestion de Société.
- Situation évolutive, d'avenir et à rémunération élevée.

DISCRÉTION COMPLÈTE ASSURÉE

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à : **Madame LEROUX,**
20, rue Chalgrin - 75016 PARIS.

ROCHE

Important Groupe Pharmaceutique et Chimique
NEUILLY-SUR-SEINE

recherche pour son Département **INFORMATIQUE**

Division DÉVELOPPEMENT

CHEF DE PROJETS

Formation Ingénieur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions au :
Département du Personnel
PRODUITS ROCHE S.A.
52, Boulevard du Parc
92521 NEUILLY-SUR-SEINE

OP

Produits Electriques **120 000 F +**

Délégué national

Responsable des négociations fournisseurs et des relations avec Adhérents

Nous sommes une Société regroupant des distributeurs grossistes en produits électriques. Notre expansion nous amène à chercher un Cadre qui, rattaché directement au gérant, assurera toutes les relations commerciales avec nos Adhérents et les négociations auprès des fournisseurs.

Ce poste à la fois stable et très vivant, intéresse un homme âgé d'au moins 35 ans, ayant une bonne connaissance des produits électriques (câbles, appareillage et électroménager) ayant déjà *eu des fonctions commerciales achat et/ou vente, par exemple chez un grossiste* ou dans une agence de distribution. Le poste exige du dynamisme, une grande autonomie, d'excellents contacts, de la diplomatie. Basé à Paris, quelques déplacements à prévoir.

sélé CEGOS

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous réf. 11597/M à D. de LARIVIERE, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES, qui étudiera votre dossier en toute discrétion.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, New-York, Sao-Paulo, Séville, Tunis.

Membre de SYNTEC

Négociations à haut niveau

CEFIA, filiale en expansion rapide du Groupe CEGOS

spécialisée en **CESSIONS-ACQUISITIONS**, évaluations d'entreprise et conseils en opérations sur les fonds propres, recherche un

Conseil de Direction-Négociateur

désirant exercer cette activité de haut niveau de responsabilités et de contact, dans un cadre de large autonomie de type profession libérale, avec des possibilités de rémunération élevée.

Formation souhaitée type X, HEC, etc. L'expérience des rapprochements d'entreprises, dans le cadre d'un groupe industriel ou financier, d'une banque ou d'un cabinet spécialisé est nécessaire pour cette fonction.

Anglais courant souhaitable. Nationalité indifférente.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à M. RAICHER, Directeur de la *Division Opérations* Financières et Commerciales - CEGOS, 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Membre de SYNTEC

Jeunes diplomés grandes écoles

(X, E.C.P., E.S.E., MINES, H.E.C...)
Ayant une première expérience ou débutants

cegi tymshare

Filiale commune de CREDIT LYONNAIS et TYMSHARE (USA) vous propose à Paris le poste d'**INGENIEUR CONSULTANT.**

Vous participerez à la conception, la réalisation et l'évolution d'applications informatiques dans les domaines les plus avancés du management des grandes entreprises.

Vous acquerrez rapidement :
- une formation pratique aux techniques de gestion (simulation financière, contrôle de production, gestion du personnel, étude marketing...) et à leurs solutions informatiques les plus évoluées ;
- l'expérience de contacts à haut niveau au sein des plus importantes entreprises nationales et internationales ;
- de réelles responsabilités ;
- les premières notions de techniques commerciales.

Nous disposons d'un réseau mondial comprenant plus de 50 gros systèmes interconnectés. Nous utilisons une gamme complète *de langages des plus classiques aux plus sophistiqués.*

Ce poste requiert :
- un caractère actif et ouvert aux contacts ;
- la faculté de s'adapter à la nouveauté et à la diversité ;
- la pratique d'un langage informatique ;
- la connaissance de l'anglais.

Rejoindre notre société, c'est participer à la croissance d'un groupe leader dans son domaine sur le plan mondial et assurer sa propre carrière.

Nous vous remercions d'adresser vos C.V. et photo à Mlle SABOUREAU sous référence 548 à CEGI-TYMSHARE, 106, Bureaux de la Colline, 92213 ST-CLOUD - Téléphone 602.70.12.

Consultant

ETUDES QUANTITATIVES

en Gestion Prévisionnelle de Personne

H/F

La Division Direction du *Personnel* et *Relations Sociales de la CEGOS souhaite développer son* secteur d'études et d'interventions dans les entreprises, dans le domaine des enquêtes de rémunérations et de la gestion des carrières.

Elle recherche un(e) candidat(e) âgé(e) d'une trentaine d'années, diplômé(e) d'une grande Ecole (Scientifique ou Commerciale), *ou Universitaire (Doctorat Sciences, ISUP...) ayant quelques* années d'expérience des études quantitatives, et de bonnes connaissances en statistiques avancées et informatique. Capable de développer les enquêtes existantes, de concevoir de nouveaux produits, il (elle) saura aussi s'intéresser à la gestion de son secteur et à son développement commercial.

Si vous êtes créatif et autonome, de larges opportunités de carrière vous seront offertes par l'un des premiers groupes européens de conseil en organisation et formation.

sélé CEGOS

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé, précisant votre niveau actuel de rémunération, sous référence 11598/M à D. de LARIVIERE - 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES. Discrétion garantie.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, New-York, Sao-Paulo, Séville, Tunis.

Membre de SYNTEC

Directeur Marketing Ventes

200 000 F

BRANCHE AUTOMOBILE

Votre première expérience professionnelle vous a entraîné à la négociation auprès des constructeurs. Vous vous sentez maintenant capable de développer de façon spectaculaire le chiffre d'affaires d'une moyenne entreprise de cette branche à condition que les produits soient bons.

Nous sommes un des leaders européens dans le domaine de l'équipement automobile. Nous proposons sous l'autorité du Directeur Général de notre société française d'une part de prendre en mains la commercialisation des produits fabriqués en France d'autre part de promouvoir auprès des constructeurs les produits de nos usines à l'étranger.

La réussite sur le marché français doit permettre d'accéder ultérieurement à une fonction plus globale au niveau du groupe.

La pratique courante de l'anglais est indispensable. La connaissance d'une autre langue serait un atout.

Le poste est à pourvoir en région parisienne.

Merci d'adresser C.V., photo récente, rémunération actuelle sous la référence 009302 M (à mentionner sur l'enveloppe à notre Département « **Industrie** ».

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

Fiscalistes

Un important Cabinet de Conseil Juridique et Fiscal International renforce sa structure et recherche deux Fiscalistes.

Basés respectivement à **PARIS** et à **LYON**, les candidats recherchés seront de formation supérieure (type grandes écoles et/ou Doctorat en droit des affaires). Ils disposeront d'une solide expérience de 5 ans minimum, acquise en entreprise et/ou en cabinet. Pour ces deux postes l'anglais courant est indispensable. La rémunération et les perspectives de carrière sont intéressantes pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence M 149, à Rudolph Von Raesfeldt, TEG, Tour Maine Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75015 Paris.
(Discrétion assurée).

The Executive Group
management consultants

Nous sommes un Groupe de dimension internationale réalisant des produits Grand Public.

Nous racherchons notre

DIRECTEUR ACHATS

Animateur d'une équipe d'ingénieurs-acheteurs, il a la responsabilité des négociations menées avec l'ensemble de nos fournisseurs.

Sa bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand lui permet de remplir sa mission lors de ses nombreux déplacements à l'étranger.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur justifiant d'une expérience professionnelle réussie dans une fonction d'achats techniques, où l'analyse de la valeur est l'outil de travail.

Adresser C.V. photo et prétentions sous référence No 72947 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

MARKETING MANAGER

Périphérie Nord Paris

LABORATOIRE JANSSEN-LE BRUN,
recherche le DIRECTEUR
de son département en pleine expansion :
ORTHO DIAGNOSTICS SYSTEMS.

Relevant de la direction générale et en liaison avec la direction de la société américaine fabriquant ces produits. Il devra :

• diriger une équipe de 30 personnes jeune et motivée • mener à bien les objectifs ambitieux de la division dont il assure la gestion • développer la stratégie à long et moyen terme.

Ce poste conviendra à un candidat âgé de 35 ans minimum, diplômé d'études supérieures, pratiquant couramment l'anglais, pouvant faire la preuve d'une expérience réussie dans une fonction similaire.

Connaissance instrumentation scientifique et/ou marché médical appréciée.

La rémunération sera fonction des compétences du candidat.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Adresser dossier : lettre manuscrite, CV, photo (retournée) et prétentions, sous réf. 30.35-M à CLARECRUTEMENT, 44 rue La Boétie 75008 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

AEROSPACE MARKETING

Leading U.S. Manufacturer of a broad range of high technology aerospace equipment, seeks seasoned and experienced

SALES MANAGER and SALESMAN

with proven abilities.

These positions are based at the Company's European headquarters in Paris.

Extensive travel involved in the regular contact of airlines, aircraft manufacturers, and Government organizations, throughout Europe, Africa and Middle East.

Attractive compensation program with company car provided. Fluency in English mandatory, reasonable German and French required.

Please reply in English, with employment and salary history to No 73540 - CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, who will forward.

jeune ingénieur engineering

Une INDUSTRIE LOURDE faisant partie d'un puissant groupe français recherche un jeune ingénieur dans le cadre de ses activités de transfert de technologie.

Collaborateur direct du responsable de la cellule ASSISTANCE TECHNIQUE Engineering, il sera plus particulièrement chargé de la préparation des offres d'assistance technique et de prestations de service pour l'Étranger. Il participera aux différents stades de leur négociation et de leur réalisation. Il assurera également la gestion technique et le suivi financier des contrats conclus.

Ce poste, basé à Paris, convient à un jeune ingénieur disposant d'une expérience de 2 à 3 ans acquise de préférence dans une société d'engineering et comportant une part importante de gestion d'affaires et de relations avec les clients.

Des voyages de courte durée, notamment à l'Étranger, seront l'occasion de contacts à des niveaux élevés. La pratique de l'Anglais est indispensable.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2023 M à préciser sur l'enveloppe - sont à adresser à

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Dans le cadre de la diversification de ses produits, Filiale d'un important groupe chimique international propose à un titulaire du

B.T.S., D.U.T. CHIMIE ou équivalent
un poste de

responsable produits

Il sera chargé, avec l'appui des différents services de l'Entreprise en France et aux Pays-Bas de lancer sur le marché Français deux nouveaux produits s'adressant à une clientèle industrielle (Bois-Bâtiment) qu'il aura à sélectionner, prospecter et suivre dans une optique d'assistance technique et de conseil.

Le candidat retenu, 25 ans minimum, justifiera d'une expérience commerciale ou technique de trois ans environ dans l'un des deux secteurs.

- *Anglais indispensable (relations fréquentes avec les Pays-Bas).*
- *Résidence souhaitée en Région Parisienne.*

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions, en précisant la référence 779 M sur l'enveloppe au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

BANQUE DE GROUPE FRANÇAIS

recherche

RESPONSABLE des SERVICES COMPTABILITÉ CONTROLE

CLASSE VI ou VII

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une expérience confirmée de la comptabilité bancaire, de bonnes connaissances fiscales et des notions d'informatique.

Envoyer C.V. manuscrit à O.C.B.P., 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris sous référence 4,030 M.

DEUX INGENIEURS CONFIRMES

Société d'engineering et de services en expansion mondiale rapide, (secteur du matériel destiné au domaine nucléaire), leader sur son marché, recherche deux ingénieurs confirmés.

L'un, à dominante Fabrication :
- définition des matériels (cahier des charges en liaison avec le bureau d'études),
- sélection des fabricants,
- suivi de la fabrication,
- inspection et suivi de réception et mise en service des matériels

Et l'autre à dominante Exploitation :
- *mise en service des installations* et équipements,
- suivi de l'entretien, des réparations et modifications,
- conduite des interventions (surveillance radiologique).

Ils sont ingénieurs G.E., parlent l'anglais couramment et ont 3 à 5 ans d'expérience de fabrication mécanique et d'animation d'équipe technique, ainsi que de solides connaissances en chaudronnerie et résistance des matériaux. La connaissance des Codes de Fabrication - type ASME - est un avantage.

La rémunération est très attractive.

Si *vous êtes intéressé*, veuillez adresser C.V., photo et rémunération souhaitée aux consultants de EKA qui vous communiqueront les premières informations.
Discrétion assurée.

158 avenue de Suffren 75015 PARIS.

directeur financier

BANLIEUE SUD

C'est pour nous un poste clef compte tenu du fait que nous dépassons maintenant 70 points de distribution.

L'expérience du *genre de service* ou produit que nous offrons n'est pas essentielle, en revanche celle d'une chaîne de distribution de taille similaire l'est beaucoup plus.

En parallèle aux responsabilités classiques d'une *direction financière*, vous prendrez également en charge certains problèmes juridiques liés aux acquisitions de terrains, les problèmes *de crédit qui* en découlent ainsi que la supervision de l'informatique.

Une bonne *expérience en matière* de trésorerie serait un plus.

Vous êtes de formation supérieure, votre expérience a été acquise de préférence dans une PME et vous avez l'habitude de diriger une équipe d'une quinzaine de personnes.

Si de plus vous êtes diplomate, pédagogue et bon animateur, alors rencontrons-nous au plus vite.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 4746, à Michel MONIER,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
iBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

Important groupe français cherche pour l'un de ses établissements industriels de distribution, situé en grande banlieue OUEST de PARIS, son

DIRECTEUR SOCIAL

en liaison étroite avec le Directeur de ce centre dont il dépendra, il aura en charge l'ensemble de la fonction Relations du travail d'une unité récente de 1100 personnes, recrutement, formation, gestion administrative, relations avec les partenaires sociaux.

Il lui sera demandé de réaliser avec la hiérarchie les améliorations sociales nécessaires à un bon climat : information, conditions de travail, enrichissement des tâches, adaptation de la structure et des effectifs à l'évolution de cette unité.

Il pourra, à partir d'une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire, assumer directement les responsabilités décrites mais aussi faire preuve d'imagination et de créativité.

Adresser lettre manuscrite, CV à n° 9453
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

CENTRALE, MINES, HEC, ESSEC

Gérer la forêt

Etre l'un des premiers groupes papetiers français (CA 2 MILLIARDS F) implique une gestion rigoureuse des possibilités d'approvisionnement en bois de nos usines. L'une de nos filiales, située dans le Centre-Ouest assure cette phase primordiale de notre activité.

Son Directeur Général aimerait s'adjoindre un collaborateur de haut niveau. Celui-ci, exerçant une autorité directe sur les Chefs de région, sera responsable des orientations à moyen terme et de la réalisation des programmes annuels en coût et quantité. La *réussite à ce poste d'envergure exige les* capacités intellectuelles liées aux diplômes requis, un sens important des rapports humains, ainsi que la connaissance du milieu rural.

En outre, une expérience de gestionnaire dans les domaines technique et/ou commercial est indispensable. Assurée d'une discrétion absolue, votre candidature (CV manuscrit, photo et prétentions) est à adresser à notre Conseil, sous référence 30980

Cabinet Leconte — 4, rue Amiral Courbet, 75 116 PARIS.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT DE LA VILLE NOUVELLE DE MARNE-LA-VALLÉE

recherche

pour son service
Immobilier et Topographique :

1 INGÉNIEUR GÉOMÈTRE

diplômé ESGT, ENSAIS, ou Géomètre DPLG

En collaboration avec le responsable du service, il assurera une mission de conseil et d'assistance auprès des techniciens géomètres chargés des activités topographiques et foncières dans les zones opérationnelles des ZAC.

Il sera plus directement chargé de certains dossiers comme par exemple la rétrocession foncière des emprises des équipements publics d'infrastructure et de superstructure, des mutations complexes.

Expérience professionnelle dans le domaine juridique et des actes administratifs appréciée.

1 DESSINATEUR-ARCHIVISTE

ayant un CAP d'opérateur-géomètre ou cartographe

Ce technicien *aura pour* mission : la gestion de la cartothèque, la mise à jour de plans et de cartes topographiques ou fonciers.

Adresser curriculum vitae et références à :
Monsieur le Secrétaire Général de l'EPAmarne
avant le 17 Octobre 1980 à Noisiel
77426 Marne-la-Vallée Cedex 2

bleu

Distribution de produits du second-œuvre pour le bâtiment en région Rhône-Alpes - Depuis un demi-siècle nous sommes les spécialistes des produits de second-œuvre ; depuis une décennie, nous avons, de plus, réussi l'expérience de la distribution des produits de bricolage (5000 m² couverts)... ce qui nous permet de répondre aux besoins d'une clientèle de plus en plus étendue. Dans le cadre du groupe auquel nous appartenons, notre société détient une *position locale importante (120 M de CA. 150 personnes) et notre Président souhaite intégrer à la direction générale un*

DIRECTEUR COMMERCIAL ET D'EXPLOITATION

Vous avez une expérience professionnelle d'au moins dix ans et quelle que soit votre formation, vous êtes habitué à raisonner en terme de management et de gestion et à vous comporter en meneur d'hommes. Votre passé de vendeur vous permet d'accéder à une fonction de direction commerciale comportant l'ensemble des responsabilités : vente, *animation des hommes, budgets, compte d'exploitation, élaboration des politiques publicité et promotions.* Une connaissance de notre métier et des produits du bâtiment serait appréciée. Vous assurerez progressivement auprès du Président et en collaboration étroite avec le responsable des problèmes de gestion, la direction commerciale et d'exploitation : responsabilité de nos secteurs spécialisés et de leur gestion, direction des hommes, politique commerciale (marché, produits, clients), gestion des investissements. Vous avez aussi l'ambition et le potentiel d'aller plus loin, notre société et/ou notre groupe peuvent vous offrir cette perspective de carrière.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5427 M

Nous sommes un important groupe industriel français d'équipements automobiles leader mondial dans sa spécialité. Avec nos filiales, et licenciés en Europe et dans le Monde nous représentons 25 % du marché mondial. Compte tenu du développement de nos technologies nous recherchons le

CHEF DE SERVICE RELATIONS INDUSTRIELLES INTERNATIONALES

Vous êtes ingénieur diplômé (A et M par exemple) et vous possédez une solide expérience de la production mécanique de série (petite, moyenne et grande) acquise à des postes de méthodes et/ou de fabrication. Sous l'autorité du Directeur des Opérations Internationales vous aurez pour *mission de développer la politique industrielle de nos filiales dans* le monde. En étroite relation avec nos méthodes centrales à Paris, vous assurerez l'optimisation et la rationalisation des moyens de production de ces filiales : charge, capacité, organisation, investissements, choix des fabrications... La nature de cette activité au-delà de la compétence technique requiert des qualités humaines et relationnelles élevées ainsi qu'une disponibilité certaine pour les déplacements. Le fait de bien pratiquer la langue anglaise et/ou espagnole *serait un atout supplémentaire.*

Ecrire à Jean-Loup Parichon sous réf. 6417 M

Notre chiffre d'affaires, notre ancienneté, notre réputation nous classent parmi les "grandes signatures" de l'assurance. Nous gérons, tant pour nous-mêmes que pour des caisses de retraite qui nous en ont confié le soin, un portefeuille d'environ sept milliards de francs. Pour compléter notre équipe financière nous recherchons un

ANALYSTE FINANCIER OBLIGATIONS

Vous avez une formation supérieure de type économie, finances, actuariat... et vous êtes un professionnel expérimenté de la gestion d'obligations. Vous occupez donc un poste similaire dans un organisme financier, une banque d'affaires, une compagnie d'assurances ou une SICAV. Vous n'aurez pas seulement à effectuer des analyses et faire des recommandations mais bien à assurer vous-même la rentabilité d'une partie de notre portefeuille. Votre potentiel d'évolution peut trouver à terme satisfaction dans notre groupe.

Ecrire à Pierre Satet sous réf. 7428 M.

Région Parisienne Ouest - Nous sommes la division emballage d'un des tout premiers groupes internationaux. *Nous produisons des films transparents destinés à un large éventail de produits de grande consommation.* Le titulaire d'un des postes clés de notre usine étant appelé à d'autres fonctions dans le groupe, nous cherchons à remplacer notre

CHEF DU MATÉRIEL
Entretien T.N., Utilités, Manutention

Vous êtes ingénieur diplômé AM, ECAM, ICAM... et vous avez acquis une solide expérience en tant que responsable d'un service entretien si possible d'une unité travaillant en continu. Outre votre compétence technique, votre personnalité vous permet d'animer une équipe d'environ 200 professionnels qualifiés, dans une usine performante. Vous dirigerez le service entretien TN (électricité, électronique, mesures, contrôle, mécanique, chaudronnerie ; environ 140 personnes), les Utilités (notamment production et *distribution de vapeur et d'électricité ; 34 personnes*), un petit Bureau d'Etudes (qui s'appuie sur le Service d'Ingénierie du groupe) et la Manutention (30 personnes). Vous serez *"l'homme matériel" dans une usine* chimique, c'est dire que vous devez être capable d'agir dans la plus grande autonomie. Une partie de nos travaux est sous-traitée, vous aurez donc à négocier avec des entreprises extérieures (mécanique, chaudronnerie, électricité). Vous travaillerez dans un groupe où les perspectives d'évolution de carrière sont réelles.

Ecrire à Pierre Satet sous réf. 7425 M

Marketing industriel - Lyon - Nous concevons, fabriquons et commercialisons au sein d'un des tout premiers groupes internationaux des films plastiques destinés aux applications les plus diverses. Nous recherchons pour notre Secteur Films Industriels basé à Lyon un

CHEF DE PRODUITS SENIOR

Vous avez une formation commerciale supérieure ou une formation d'ingénieur complétée en marketing ou en gestion et une expérience professionnelle de 6 à 8 ans. Vous parlez parfaitement l'anglais, et si possible l'allemand et vous dominez les problèmes du marketing des produits industriels de réemploi. Vous aurez à gérer le centre de profit constitué par une famille de nos produits surtout dans une optique marchés et utilisations finales. Il y a tout d'abord un *important travail de diagnostic du marché international pour définir les créneaux puis, à créer, adapter, développer* les produits correspondants. C'est dire que vos capacités de réalisateur, votre pragmatisme sont aussi importants que vos facultés d'analyse. Cette fonction, partie chef de produits, partie chef de marché est complexe, il y a beaucoup à innover. Votre pouvoir sera fondé sur votre forte autorité naturelle, vos compétences et votre aptitude à faire valoir vos idées. Vous travaillerez dans un groupe où les possibilités d'évolution de carrière sont réelles. Vous résiderez à Lyon.

Ecrire à Pierre Satet sous réf. 7426 M

Yves Rocher

Nous sommes la 1re marque de produits cosmétiques en France. Notre groupe est très important (C.A. d'1 milliard de francs en 1979) et est un des spécialistes de la V.P.C. Notre développement continu nous a permis de nous implanter à l'étranger (10 filiales dont 8 en Europe, 30 % de notre activité, d'autres grands projets en cours). *Nous souhaitons renforcer notre potentiel d'assistance* informatique auprès de notre division internationale et recherchons un

CHEF DE PROJET INTERNATIONAL

Vous êtes ingénieur diplômé d'une Grande Ecole, *vous parlez l'anglais et si possible une autre langue.* Votre spécialisation (en cours de formation) et votre expérience de 2 à 3 ans font de vous un ingénieur informaticien compétent dans la *mise en place* d'applications (COBOL) mettant en œuvre de gros volumes dans des secteurs à grosses activités administratives (V.P.C., tertiaire, grandes industries). Des connaissances complémentaires sur matériel IBM 370, 4300 et en saisie multiclaviers, mini-informatique, télétraitement, bases de données seront des atouts appréciés. Au sein de notre équipe d'assistance informatique, vous serez responsable de missions (pouvant durer de 1 à 3 mois) auprès de nos filiales européennes : définition des moyens informatiques, mise en place des systèmes d'administration de la V.P.C., évolution des sytèmes *existants... Vos qualités relationnelles et votre autonomie seront les garants de votre réussite...* et de votre évolution dans notre groupe en France ou à l'étranger.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5429 M

Les Céramiques de **DECIZE** *Important fabricant français de revêtements céramiques,* dont la diversité et la qualité des productions de grès cérame, grès émaillé et grès rustiques répondent à tous les usages : extérieurs et intérieurs, sols et murs, recherche dans le cadre du développement de ses activités un

ADJOINT DIRECTEUR COMMERCIAL
négoce - administration commerciale

Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce et bien que jeune vous avez acquis une première expérience commerciale d'au moins 3 ans. Sous l'autorité du Directeur Commercial vous serez responsable de notre activité de négoce : relations avec nos fournisseurs étrangers, achats, gestion des stocks, livraisons. Vous assurerez la promotion de ces produits auprès de notre force de vente. De plus vous animerez et superviserez l'activité de notre service "Administration Commerciale" : traitement des commandes, facturation, expéditions. Vos fonctions impliquent que vous parliez bien Espagnol et Anglais. Ce poste qui offre de réelles *possibilités d'évolutions* est à pourvoir à Decize (30 km de Nevers et de Moulins).

Ecrire à Jean-Loup Parichon sous réf. 6416 M

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez en précisant la référence aux consultants de Serifo : ils étudieront avec vous les possibilités d'une future collaboration.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
58, RUE DE LISBONNE — 75008 PARIS
TELEPHONE : 563-03-10

Plain Champs

MEMBRE DE SYNTEC

---

chef de projets

PARIS — 140 000 F +

Nous sommes une importante entreprise de produits de grande consommation. Nous poursuivons le développement d'un système informatique distribué - télétraitement, temps réel, base de données -

Nous recherchons un Chef de Projets de formation supérieure ayant une expérience réelle en entreprise et relations avec les utilisateurs, de la conception fonctionnelle et technique d'applications informatiques dans un environnement temps réel et télécommunications et de l'animation d'un groupe d'Analystes Programmeurs. Le poste est à pourvoir à Paris.

Ecrire avec lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 2328-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

---

ingénieurs commerciaux

Nous sommes la *filiale* du leader mondial de la connexion électrique et électronique.

Vous êtes Ingénieur ou diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, mais c'est l'expérience qui est prépondérante.

Vous avez un excellent sens commercial, une bonne base technique et un anglais courant, ce *qui vous permet de traiter* les problèmes avec méthode, imagination et efficacité.

Votre expérience de la vente d'environ 3 à 5 ans aura été acquise soit dans l'Automobile et les industries connexes, soit dans les Poids Lourds, les Travaux Publics et *le Matériel* Agricole, soit à l'exportation.

Si l'un de ces domaines vous est familier, alors rencontrons nous rapidement pour développer le contenu de cette annonce.

Merci d'envoyer votre CV sous référence 4739, à Philippe SAMETT,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
iBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

---

ticket restaurant

UNE DIVISION DU GROUPE
JACQUES BOREL INTERNATIONAL
LEADER SUR SON MARCHE
EN FRANCE & EN EUROPE, rech.

2 ATTACHES COMMERCIAUX

- UN pr PARIS-BANLIEUE
- UN basé à PARIS pr NORMANDIE (8 dépts)

Après formation (3 mois), prise en charge *d'un Secteur : SUIVI DES CLIENTS ACQUIS* et RECHERCHE DE NOUVEAUX CLIENTS *(Entreprises toutes dimensions)*

— REMUNERATION STIMULANTE —

- **HOMME (libéré O.M.) ou FEMME *ambitieux (se)* • *Possédant voiture***
- **Formation supérieure**
- **1re EXPERIENCE DE VENTE**

ou

DEBUTANT *attiré par le Commercial*

C.V. manusc., région + photo ss réf. 4487 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

SIEMENS

recherche
pour son activité
"Automates programmables"

Ingénieur Technico - Commercial

Expérimenté

De formation supérieure (Ecoles d'Ingénieurs) en électrotechnique ou électronique, il a déjà une expérience réussie de la vente des automates programmables haut de gamme.

Il lui sera confié la responsabilité de l'assistance technique et de la formation de nos clients pour l'utilisation de notre matériel.

Pour réussir dans ce poste, la connaissance de la langue allemande est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous la référence 59 à :

Département du Personnel
B.P. 122 - 93204 SAINT-DENIS
cédex 1

Siemens S.A.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

SIEMENS

Siemens Data
des hommes compétents pour une informatique de qualité

Nous disposons en informatique et bureautique d'un éventail complet de systèmes performants autorisant toutes les configurations et garantissant l'évolution des applications de notre clientèle. Pour faire face à notre expansion et réaliser nos objectifs de développement nous recherchons.

- **pour notre activité "GRANDS et MOYENS SYSTEMES" (gammes 7.500 et 7.700) et "GRANDS SYSTEMES COMPATIBLES" (gamme 7.800)**

des Ingénieurs Commerciaux réf. 55
De formation supérieure et expérimentés, ils seront chargés de prospecter le marché, d'informer et de conseiller les clients existants et potentiels dans la définition de leurs besoins, de négocier et suivre les contrats. La pratique de la langue allemande ou anglaise est souhaitée.

des Ingénieurs Technico-Commerciaux réf. 56
Ils apporteront à notre clientèle les compétences qu'ils ont acquises tant dans le domaine de la technique informatique que dans celui de ses applications.
Ils seront chargés de l'analyse des besoins des clients, de la définition de solutions informatiques appropriées, ainsi que de leur mise en œuvre.

- **pour notre activité "BUREAUTIQUE" (systèmes de traitement de textes)**

des Ingénieurs Commerciaux réf. 57
Confirmés dans les méthodes de vente de systèmes de traitement de textes de haut de gamme. Ils devront posséder de bonnes connaissances en matière d'organisation de bureau, pour définir les besoins des utilisateurs et les conseiller dans leurs applications.

- **pour notre département "TECHNIQUE"**

des Techniciens de Maintenance réf. 58
Diplômés BEP - BAC - BTS - DUT - AFPA, débutants ou confirmés.
Après une période de formation théorique et pratique, ils assureront dans la région parisienne ou en province la mise en service et la maintenance de nos matériels.
La connaissance de la langue allemande est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, en indiquant la référence du poste, à : Siemens Data S.A. Département du Personnel, 39/47, bd Ornano - 93200 SAINT-DENIS

Siemens Data : l'informatique-qualité

nuéh publicité

jeune ingénieur électricien

Notre activité s'exerce dans l'étude et la réalisation d'INSTALLATIONS NUCLEAIRES à technologie avancée. Pour participer à l'étude et à la réalisation d'équipements pour centrales, nous recherchons un jeune ingénieur électricien de niveau SUPELEC ou ENSI (Grenoble, Nancy, Toulouse), débutant ou ayant quelques années d'expérience.
Lieu de travail : *région parisienne.*

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 9400 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA.

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE

Leader sur le marché de l'hygiène industrielle et des traitements de surfaces

cherche pour son Département « Matériels »

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

- Un diplôme d'ingénieur ou un B.T.S. justifiant d'une *solide connaissance des diverses techniques relatives* à l'industrie alimentaire ;
- Une expérience déjà confirmée de la vente ;
- La maîtrise de l'anglais ;
  seraient un atout supplémentaire.

Il se verra confier la prospection et le développement d'une clientèle industrielle ainsi que la coordination des projets qu'il aura négociés (la définition technique du besoin, la livraison du matériel).

Base : *PARIS. Déplacements fréquents.*

Envoyez C.V., prétentions et photo à nº 72.824, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Formation GRANDES ÉCOLES

débutants ou avec quelques années d'expérience

Vous serez responsable de l'étude, la conception des matériels et la réalisation de matériels et de systèmes.
Vous travaillerez en laboratoire et/ou sur chantiers à l'étranger.
Différents postes peuvent vous être proposés dans les domaines suivants :
- Traitement du signal temps réel (microprocesseurs).
- Techniques digitales.
- Techniques de traitement d'information et de visualisation.
- Techniques analogiques.

Anglais souhaité
Lieu de travail : BANLIEUE SUD-OUEST

Ecrire avec curric. vitae et photo s/nº 72.591 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

recherche pour sa

DIRECTION FINANCIÈRE A PARIS

ANALYSTE-FINANCIER

De haut niveau d'études supérieures, il sera chargé des *travaux préparatoires aux prises de participation.*

Une expérience d'analyse financière dans une société industrielle ou une banque est souhaitée.

ANGLAIS ou ALLEMAND nécessaire

Adresser curriculum vitae et prétentions, sous nº 72.834 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01

SMF INTERNATIONAL

société de matériel de forage
filiale du groupe Creusot-Loire

recherche son

directeur financier

Basé à Paris, et en liaison étroite avec les services financiers du Groupe, sa mission portera sur l'ensemble des fonctions Finance et Gestion. Il aura notamment à assurer la Direction des services comptables et contrôle de gestion, eux-mêmes installés au Siège de la Société située à COSNE-SUR-LOIRE.
Il suivra personnellement la gestion et le fonctionnement des FILIALES ÉTRANGÈRES en plein développement auxquelles il apportera ses compétences en matière de droit et de fiscalité internationale.
Ce poste à caractère très opérationnel conviendrait à HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, 35 ans minimum, ayant une expérience approfondie de la fonction acquise dans le cadre de sociétés industrielles largement exportatrices et/ou implantées à l'étranger.
Anglais indispensable.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 2022 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

auchan
chez nous, le contrôle de gestion est une fonction passionnante

Vous êtes diplômé (e) d'une école de commerce, option finances, et vous avez acquis, en partie ou en totalité, le D.E.C.S. Vous avez aussi, si possible, deux à trois années d'expérience professionnelle.

Vous êtes plutôt orienté vers l'action. Vous recherchez aussi à dépasser un rôle devenu trop étroit et la possibilité de vous perfectionner tout en devenant partie prenante aux décisions importantes dans un contexte évolué.

Nous sommes une entreprise dynamique de la distribution. Notre succès est lié à la volonté de progresser ensemble. Si vous osez prendre des paris (par exemple : vous risquer à conseiller progressivement des dirigeants commerciaux à partir de vos chiffres), alors nous saurons vous accueillir dans l'un de nos hypermarchés, soit à PARIS, soit en Province (Nord, Alsace, Rhône-Alpes, *Provence-Roussillon*).

Merci d'adresser une lettre de motivation, CV et salaire actuel à Auchan, Pierre DECORNET, 200, rue de la Recherche, 59650 VILLENEUVE D'ASCQ.

média-system

AUCHAN

MEDTRONIC, leader mondial de la stimulation cardiaque recherche

chef du service comptabilité et gestion

pour le Département Financier de sa Division Ventes-France.

MISSION : • Supervision de la Comptabilité Générale de la Division.
- Analyses mensuelles des résultats-Reporting.
- Préparation du plan.
- Contrôle budgétaire.

PROFIL : • *Formation comptable de haut niveau ou Ecole Supérieure de Commerce.*
- Expérience similaire de 3 à 4 ans dans Société Internationale
- Bilingue anglais.

Envoyer CV, photo et prétentions à **MEDTRONIC** - Service du Personnel 120, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

Responsable Commercial
(250 000 F +)

Organisation et Informatique

GAMMA INTERNATIONAL dans le cadre de son expansion - **doublement de l'activité d'ici 1984** - recherche le futur **RESPONSABLE COMMERCIAL de la Division ORGANISATION et INFORMATIQUE (actuellement 30 Consultants).**

Il aura à assumer cette responsabilité progressivement pour l'ensemble des activités de la Division : **conseil, formation et logiciels** (lignes ARIANE et ISIS, méthodologie de conception de systèmes d'informations issue de MERISE).
Le candidat souhaité devra avoir :
1 - minimum 35 ans,
2 - une formation supérieure,
3 - une expérience de l'informatique de gestion acquise dans une SSCI *ou chez un constructeur,*
4 - la pratique de responsabilités commerciales de même nature.

Les dossiers de candidatures devront être adressés au Secrétariat Général de **GAMMA INTERNATIONAL** et seront traités confidentiellement par la Direction Générale.

GAMMA INTERNATIONAL
3, Place de Valois - 75001 PARIS

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

adjoint de direction
Crédit immobilier - Lyon

Vous avez 30 ans minimum et une solide première expérience dans une banque à un poste d'études de risques; nous vous proposons de devenir l'adjoint du responsable régional « crédit immobilier » d'un important groupe bancaire spécialisé.
Votre mission : étudier les dossiers de crédit, organiser le travail d'une petite équipe administrative, participer à la formation technique des équipes de vente.
Votre aptitude à la négociation vous permet, à terme, de parvenir à un poste de direction.
Notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de lui écrire (réf. 625 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

MOVE TO GRACE !

Une équipe internationale de professionnels de la programmation, JEUNES INGÉNIEURS ou UNIVERSITAIRES, travaillant depuis 3 ou 4 ans sur un système intégré avec Temps Réel, utilisé dans toute l'EUROPE (Londres, Hambourg, Milan, Copenhague,. . .) recherche des

COEQUIPIERS !

Pour leur proposer, attestent-ils : une excellente opportunité de changer. . . un très bon salaire. . . un cadre de vie agréable. . . une entente harmonieuse. . . une possibilité de se réaliser grace à des moyens matériels et financiers. . . des occasions fréquentes de pratiquer l'Anglais.
Environnement technique : IBM (4 x 4341, 2 x 3705 et 15 x 8100 - DL1/CICS, VM-DOS, Macro-langage).
W.R. GRACE est un groupe multinational implanté en EUROPE, principalement dans la CHIMIE (plus de 7500 personnes dans 15 pays, un CA de 450 Millions de dollars).

TÉLÉPHONEZ ou ÉCRIVEZ à : G. ERMAKOFF ou R. WOOD

GRACE

16 (37) 83-59-59 — B.P. 10 — 28230 EPERNON

Engineering de premier plan, recherche pour sa Direction Informatique à la DEFENSE :

CHEF DE SALLE

Il sera chargé de gérer les matériels (IBM 370/158 sous OS, terminaux lourds, écrans, etc), ordonnancer les travaux informatiques et encadrer une équipe d'une dizaine d'opérateurs-pupitreurs.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 70042 M/LSJ, à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

Telesystemes Société de Télécommunications et d'Informatique s'est rapidement imposée parmi les leaders SSCI, la qualité de ses prestations y a fortement contribué.
Le regroupement de plusieurs départements dans sa nouvelle DIRECTION DE L'INGENIERIE qui conçoit, réalise des systèmes d'Informatique Répartie sur Mini, Micro-ordinateurs et sur gros matériels (CII-HB, IBM, CONTROL DATA), lui permet dans le cadre de sa FORTE PROGRESSION de proposer de NOMBREUSES OPPORTUNITES de carrière à des Ingénieurs Confirmés Grande Ecole ou équivalent.

INGENIEURS PRODUITS ET APPLICATIONS
(Réf. PA)

Ils connaissent les logiciels bases de données, transactionnels, et l'un des matériels : CII-HB 66, CONTROL DATA CYBER et IBM série 30-31 et 30-32. Ils ont au moins deux ans d'expérience et s'intègrent facilement dans des équipes de réalisation.

INGENIEURS SPECIALISES MINI-MICROS
(Réf. IM)

Ils connaissent les systèmes temps réel sur mini-ordinateurs et micro-ordinateurs pour réaliser des applications transactionnelles et des développements dans le domaine de la TELEMATIQUE.
Les postes s'adressent à des Ingénieurs Confirmés (2 à 5 ans d'expérience) et éventuellement à des débutants auxquels les formations nécessaires seront apportées.

INGENIEUR CHEF DE PROJET
(Réf. CP)

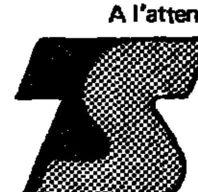
Il encadre des équipes sur les plans technique, humain et financier afin de réaliser des études et des développements dans les domaines décrits ci-dessus. Une expérience de 2 à 4 ans est nécessaire.

INGENIEURS D'ETUDES
(Réf. IE)

Ils conçoivent des systèmes d'informatique distribuée. Une expérience de 2 à 4 ans est requise.

A chacun d'entre vous, nous assurons de réelles perspectives de développement de carrière si, comme nos équipes en place, vous savez manifester dynamisme, compétence et motivation.

Adressez-nous sans tarder lettre manuscrite, CV, prétentions et photo en rappelant la référence du poste qui vous intéresse :
TELESYSTEMES - Direction de l'Ingénierie
Tour Vendôme 204, Rond-Point du Pont de Sèvres
92516 BOULOGNE
tél : 608.98.13
A l'attention de Madame B. BAREL.



telesystemes

IMPORTANTE SOCIETE ayant son siège à Paris recherche

SPÉCIALISTES GRANDS SYSTÈMES

5 ans d'expérience minimum

- Connaissance approfondie de la structure interne et des interfaces, OS / VS 1 ou OS / VS 2 MVS ou MV / 370 (CP, CMS) ou VTAM + NCP (PEP, EP) ou IMS ou CICS
- bonne connaissance de la langue anglaise
- Nous vous proposons :
  - un travail d'équipe,
  - de larges possibilités d'évolution,
  - une grande liberté d'action dans un travail créatif,
  - des tâches intéressantes et variées, ouvertes à l'initiative personnelle,
  - un salaire en rapport avec le travail demandé.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 59450 à : RUSH PUBLICITÉ, 84, rue d'Hauteville - 75010 PARIS qui transmettra

Laboratoires Beecham-Sévigné
Filiale Française de BEECHAM GROUP Ltd
recherchent

MEDECIN essais cliniques

En liaison directe avec le Directeur Médical, le titulaire aura la responsabilité de l'organisation et du suivi des expertises cliniques des nouveaux produits.

Le candidat que nous recherchons saura allier le sens des contacts et l'esprit d'équipe à une grande rigueur intellectuelle et une excellente capacité de rédaction ; il saura de plus écrire et lire couramment l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à la Direction du Personnel des Laboratoires BEECHAM-SEVIGNE
25 Bd, de l'Amiral Bruix - 75782 PARIS CEDEX 16

SOCIETE FRANÇAISE DE TRAITEMENTS DE SURFACE
recherche

ingénieur confirmé

désireux d'accéder à un poste de Direction, capable de prendre des initiatives et cherchant une indépendance d'action.

— 30 ans minimum,
— Bonnes connaissances chimie, traitements des métaux et mécanique,
— Solide expérience production,
— ANGLAIS courant souhaité.

Attiré par une carrière dans une P M E, RESPONSABLE dans un premier temps DU DÉVELOPPEMENT D'UN PRODUIT NOUVEAU dans le domaine des traitements de surface IL POURRA ULTERIEUREMENT ETRE PROMU A LA DIRECTION D'UNE DES USINES DE LA SOCIETE.

Les Directeurs d'usines dépendent de la Direction Générale, ont la responsabilité complète (Technique, Commerciale et Gestion) de leur unité dans le cadre d'une Direction par objectifs avec plan d'action et délégation.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 6040 à :
PIERRE MULOT PUBLICITE
69, Rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

Le développement de notre
AGENCE DE PUBLICITE

nécessite un renforcement de nos structures internes pour les mettre au diapason de notre activité. Nous souhaitons confier la gestion informatisée comptable et budgétaire, l'ensemble des questions juridiques, fiscales et financières, la coordination des directions opérationnelles à un CADRE,

ATTACHE A LA DIRECTION GENERALE,
futur

SECRETAIRE GENERAL

de formation universitaire *(Sup. de Co ou équivalent)*, fort de 5 années d'expérience minimum en P.M.E., de caractère affirmé et flexible avec la volonté et l'aptitude à se promouvoir.
Les dossiers de candidature précisant le niveau de rénumération annuelle souhaitée seront étudiés confidentiellement par E.A. Rey/G. Bartoli Conseil
33, 35 rue de Chazelles 75017 Paris
auquel doit être adressée la première lettre.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

SFENA, Société d'équipements aéronautiques, recherche pour sa division TESTS AUTOMATIQUES :

des ingénieurs d'études, qui auront à concevoir et à développer d'importants *systèmes de tests automatiques et des moyens informatiques associés*,

des ingénieurs d'application, qui participeront à la définition des produits et seront chargés des études de faisabilité, des propositions techniques, et du suivi de la clientèle.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs de formation grande école, ENSI ou équivalent. Une compétence en mini et micro informatique sera appréciée.

Lieu de travail : Vélizy-Villacoublay. Transports assurés. Restaurant d'entreprise.

Adresser CV, photo et prétentions, sous référence I/048 à SFENA, BP 59, 78140 Vélizy-Villacoublay.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

FLOPETROL
Schlumberger

SOCIETE INTERNATIONALE DE SERVICES PETROLIERS
(GROUPE SCHLUMBERGER)
Z.I. VAUX LE PENIL (PRES MELUN)

pour sa Direction Recherche et Développement,
recherche deux

ingénieurs de haut niveau

ingénieur analyste

Au sein d'un petit groupe «Software» appelé à se développer rapidement, il aura pour rôle d'étudier et de mettre au point le logiciel en temps réel nécessaire à l'acquisition de mesures dans les puits de pétrole.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur diplômé grande école, débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience.

Connaissances souhaitées :
- langages : FORTRAN, ASSEMBLEUR, PASCAL
- moniteur temps réel RSX-11-M/S
- calculateurs : PDP 11, LSI-11

Réf. RND 1/80

ingénieur physicien

Il étudiera les problèmes de mesure de pression appliqués aux techniques *d'étude des réservoirs pétrolifères*. Par la suite, sa responsabilité pourra s'étendre à la définition et au développement de l'ensemble des capteurs (pression, température, débit).

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur diplômé grande école, possédant une expérience de plusieurs années dans l'étude de capteurs et d'excellentes connaissances en physique des matériaux, métallurgie et métrologie.

Réf. RND 2/80

Ces deux postes exigent une très bonne pratique de l'Anglais.

La rémunération annuelle de départ, très motivante, sera fonction de la qualification et de l'expérience.

Ecrire à FLOPETROL, Service du Personnel, B.P. 592, MELUN Cedex 77005, en rappelant la référence du poste.

média-system

UNE PUBLICATION INDUSTRIELLE
LEADER SUR SON MARCHE
RENFORCE SON EQUIPE DE VENTE

et recherche

un Chef de Publicité

H/F

Il devra s'intégrer dans une équipe décidée à conquérir de nouveaux budgets. Fondamentalement combatif, il exploitera en permanence ses qualités de ténacité conjuguées à une grande aisance dans le contact.

Une expérience voisine de 2 ans est nécessaire.

Adresser d'urgence, sous référence 73430, vos lettres manuscrites, C.V. et rémunération souhaitée à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Ingénieur Approvisionnement

THOMSON-CSF

Dans le cadre du développement de ses activités, THOMSON CSF crée dans l'un de ses centres de la région parisienne la fonction d'**INGENIEUR APPROVISIONNEMENT.**

Agé de 30 ans minimum et de formation électronicien, le candidat que nous recherchons est attiré par les contacts humains et le travail en équipe.

Il collabore en liaisons étroites avec les services techniques et développement.

Technicien et négociateur à la fois, il a pour fonction :
- de suivre le marché fournisseurs (études des données présentes et prévisionnelles du marché fournisseurs),
- de chiffrer périodiquement les nomenclatures,
- de participer activement aux réunions devis (lancement de devis d'affaires, chiffrage des approvisionnements, actions correctives en vue du respect des coûts prévisionnels, prévisions et extrapolation des prix).

Enfin, il développe les outils informatiques existants en vue d'améliorer les calculs des besoins prévisionnels, le fonctionnement économique du service approvisionnement et la diminution du temps de réponse du service.

Pour un candidat de valeur, ce poste doit évoluer vers la responsabilité du service achats.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions) sous la référence M 330 à

MEDIA BA.
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA BA

CENTRE INFORMATIQUE SUD DE PARIS

recherche pour développer son service études

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

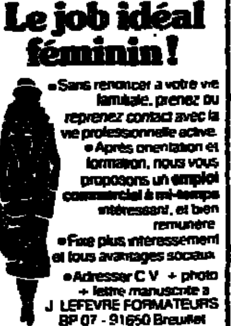
Indispensable
- plusieurs années d'expérience approfondie en programmation IBM 370 DOS COBOL.
- qualités d'ordre et de méthode
- goût de participer à des projets sous méthodologie intégrée, de la conception à la réalisation

Apprécié
- formation supérieure et/ou expérience de l'organisation et de la gestion des entreprises
- *qualités d'animation et d'encadrement, goût des responsabilités*
- pratiques de CICS, VSAM, SPM, PROTEE

Nous offrons
- rémunération motivante, congés payés (5 semaines, périodes et dates au choix)
- accueil dans une équipe efficace et dynamique, excellentes conditions de travail
- image de marque respectée, nombreux projets en commande (PME)
- facilités de développement professionnel comme analyste-concepteur, spécialiste télétraitement, chef de projet.

Adresser CV et montant salaire actuel sous référence 1094/S à A.M.P.
40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (*qui transmettra*)

Le job idéal féminin !



- Sans renoncer à votre vie familiale, prenez ou reprenez contact avec la vie professionnelle active.
- Après orientation et formation, nous vous proposons un emploi commercial à mi-temps intéressant, et bien rémunéré
- Fixe plus intéressement et tous avantages sociaux.
- Adresser C V + photo + lettre manuscrite à J LEFEVRE FORMATEURS BP 07 - 91650 Breuillet

---

trailigaz

COMPAGNIE GENERALE DE L'OZONE
SPECIALISTE MONDIAL EN TRAITEMENTS DES EAUX.

Si vous êtes INGENIEUR CONFIRME en *hydraulique, mécanique des fluides ou en génie chimique,*
Nous vous proposons un poste

INGENIEUR D'AFFAIRES

en contact direct, et avec l'appui de l'équipe de Direction, vous aurez pour mission d'élaborer avec votre client un projet complet, dont vous coordonnerez ensuite depuis le Siège de la Société l'exécution jusqu'à la mise en service.

DEPLACEMENTS DE COURTE DUREE.
CONNAISSANCES PARFAITES DE L'ANGLAIS INDISPENSABLES.

Nous souhaitons recevoir votre candidature manuscrite mentionnant la fourchette de rémunération souhaitée accompagnée d'un C.V. détaillé et d'une photo récente :

TRAILIGAZ — COMPAGNIE GENERALE DE L'OZONE —
29/31, Bd. de la Muette - 95140 GARGES LES GONESSE —
REPONSE ASSUREE.

pmp

Concevez avec nous l'automobile de demain

Dans les 10 centres de recherche européens de notre Groupe 1200 personnes conçoivent et mettent au point des équipements nouveaux pour *l'automobile de demain* et *approfondissent* la connaissance des phénomènes mis en jeu dans nos produits (freinage, transmission, refroidissement et chauffage de véhicules,...). Nous consacrons 5% de notre C.A. aux études et recherches.
Nous renforçons l'équipe d'ingénieurs de notre Centre de Recherches de Paris et recherchons :

2 INGENIEURS RECHERCHE DEVELOPPEMENT

dans le domaine des applications mécaniques et hydrauliques à l'automobile, diplômés grande école mécanique, l'un ayant 2 à 3 ans d'expérience des études appliquées (Réf. 7714/1) et l'autre étant débutant (Réf. 7714/2).

LE CHEF DE SERVICE CHIMIE

Docteur ingénieur ou ingénieur chimiste ayant 3 à 4 ans d'expérience en études ou recherches. Il dirigera et animera une équipe de 6 personnes pour développer la connaissance physico-chimique du comportement des composants et des matériaux (minéraux, organiques, métalliques) utilisés ou étudiés pour nos produits. (Réf. 7714/3)

Adresser C.V. en précisant la référence du poste choisi à

PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

média-system

---

2 ingénieurs A et M

ou équivalent
PARIS

Entreprise de Construction métallique et de menuiserie aluminium, très compétitive grâce à la nouveauté et à l'adaptabilité de ses profilés, recherche un Ingénieur A. et M. ou équivalent.
Inventif et rationnel, il sera chargé de l'étude et de la mise au point des différents produits. Son effort portera sur la standardisation de la gamme actuelle.

(référence 104 E)

Pour l'une des rares entreprises françaises de FORMAGE à froid de PROFILES ALUMINIUM et de PIECES de tous METAUX, destinés à l'industrie et au bâtiment, nous recherchons un Ingénieur A. et M., ou équivalent.
Il devra faire la preuve d'un tempérament «débrouillard», créatif et volontaire, car sa position l'amènera à prendre des décisions, tant sur le plan de la fabrication que du commercial. Il sera susceptible d'acquérir dans le temps un bon niveau de gestion pour participer au développement de cette petite entreprise.
L'importance du potentiel d'évolution promet de réelles perspectives de carrière pour un candidat motivé.

(référence 104 C)

Adressez votre dossier complet, avec la référence choisie, à notre Conseil,

DISPHARM FRANCE
Nicole Maury
5 rue St Pantaléon
31000 Toulouse

média-system

MATRA

augmente régulièrement ses effectifs et recherche pour ses Centres de la Région Parisienne :

MEDECIN DU TRAVAIL

- Cette fonction convient à un médecin titulaire du C.E.S. en médecine du travail, et confirmé par une expérience du milieu industriel.
- Différentes solutions dans l'aménagement des vacations à temps partiel peuvent être envisagées.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 709
au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA Boîte Postale N° 1
78146 VELIZY
VILLACOUBLAY CEDEX

La Division Financière de
VOLVO FRANCE S.A.
recherche

son chef de la comptabilité client

- 27 ans minimum,
- organisé,
- forte personnalité alliant autorité et diplomatie,
- excellent praticien de la comptabilité,
- BTS ou IUT gestion demandé,
- expérience d'un service client exigée,
- familiarisé avec l'outil informatique.

Sa mission consistera en :
- animation et responsabilité du service avec deux collaborateurs,
- surveillance et contrôle des «risques clients» en collaboration avec les gestionnaires des divisions concernées.

Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo (retournée) et prét. à Direction du Personnel
49 av. d'Iéna 75016 PARIS

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN
leader dans son domaine :
Financement de créances commerciales,
gestion des comptes courants de Sociétés, recherche

JEUNES CADRES CONTROLEURS

chargés de la surveillance des contrats en cours.
Formation comptable niveau D.E.C.S.
Expérience Cabinet Comptable appréciée.
L'évolution du poste conduit vers des responsabilités d'adjoint de gestion, d'études de financement de crédit aux entreprises.
- Salaire annuel : 75/85 000 F.
- Nombreux avantages sociaux.

Envoyer C.V. et photo sous référence 1096/S à **A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS** (qui transmettra)

Une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie informatique, premier constructeur européen de réseaux de transmissions de données, réalisateur de logiciels dans des domaines d'applications variées, recherche

ingénieur logiciel

confirmé

attiré par une vision industrielle de l'activité de développement de *logiciel. Il lui sera confié la responsabilité de l'évolution* et du soutien d'une méthode de développement de logiciel, en particulier, il assurera des travaux de :
- Méthodologie comparée.
- Conception d'outillage visant à l'automatisation de la méthode.
- *Assistance aux équipes de projet.*
- Enseignement de la méthode.

Envoyer C.V. sous référence M 30.09 à SESA, Direction du Personnel, 30, quai De Dion-Bouton, 92806 PUTEAUX.

Emplois et Carrières

---

cecogi

FILIALE INFORMATIQUE DU GROUPE

(TRAVAUX PUBLICS ET BATIMENT)

recherche d'URGENCE

ANALYSTE PROGRAMMEUR

CONFIRME

sur matériel **DIGITAL**, système **CTS 300**, langage **DIBOL**

Adresser C.V., photo et prétentions à CECOGI
345, avenue Georges Clemenceau 92000 NANTERRE.

GROUPE SOFIAM - LES NOUVELLES RESIDENCES DE FRANCE
Importante société de construction et de promotion de logements recherche :

UN RESPONSABLE DE PROGRAMMES
(Région Parisienne)

De haut niveau, capable de seconder la Direction des Programmes.
Il participe au montage des opérations, les gère et les administre.
Il bénéficie de l'appui de l'ensemble des services techniques de la société.
Les candidats sont diplomés de l'enseignement supérieur (HEC-ESSEC, *SUP de CO- SCIENCES PO-DEA droit*) particulièrement motivés par les problèmes juridiques immobiliers.
Cinq années minimum d'expériences sont indispensables.
De solides qualités de méthode et de coordination sont nécessaires pour ce poste qui ouvre de très larges perspectives d'évolution.
Les candidats intéressés devront adresser un dossier au Groupe :

SOFIAM - LES NOUVELLES RESIDENCES DE FRANCE
9 Avenue Matignon - 75008 PARIS

هكذا من الأصل

offres d'emploi

chef de projet machine

140 000 F +

Nous sommes la filiale française d'un important groupe *international* spécialisé dans la connexion.

Dans le cadre de notre fort développement, notamment dans le *secteur de* l'automobile, nous recherchons un Ingénieur de bon niveau pour prendre en charge un très important projet de machine de câblage automatique.

Vous serez donc entièrement responsable du projet, de sa planification, à partir de l'élaboration des dossiers techniques jusqu'à la réalisation finale et l'industrialisation.

Ce projet nécessite de nombreuses relations avec les futurs utilisateurs et nos coopérants techniques, tant en France qu'à *l'étranger*.

Vous êtes inventif, organisé, bon animateur, diplômé d'une Ecole d'Ingénieur *et, bien sûr,* vous parlez anglais.
Le poste est évolutif.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 4749, à Michel MONIER,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

Telemecanique

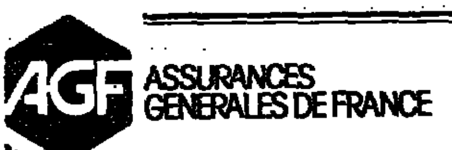
10.800 personnes - 1.8 Milliard F/an
DEVELOPPE PUISSAMMENT SA DIVISION
ELECTRONIQUE
et CREE au sein de son Dépt
APPLICATIONS & SYSTEMES
à 92 - RUEIL-MALMAISON
le poste de

RESPONSABLE ORGANISATION & PROCEDURES

ayant pour mission de REVOIR et ADAPTER L'ORGANISATION INTERNE du Dépt pour assurer un flux optimal de l'information nécessaire à la gestion.

INDISPENSABLE
UN HOMME DE METIER
ayant une solide EXPERIENCE
DE L'ORGANISATION et des PROCEDURES
DANS UNE INDUSTRIE très structurée
(milieu ELECTRONIQUE de préf.)

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération, photo ss réf. 4490 à



auditeur interne

Notre Groupe renforce, au sein de sa Direction Outre-Mer Etranger, le Département Audit et Contrôle de gestion au niveau *mondial*.

Ce nouveau collaborateur couvrira en plus de l'audit comptable et financier, l'audit fonctionnel et le contrôle de gestion de nos organisations extérieures.

Basé à Paris, il effectuera des *déplacements* fréquents.

Le poste conviendrait à un auditeur de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC, IEP + DECS ou équivalent), débutant ou possédant une première expérience de 12 à 18 mois maximum acquise en cabinet ou au sein d'une grande entreprise.

Une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à notre *Département* Recrutement, 33 rue Lafayette 75009 Paris.

média-system

LA
RATP
Régie Autonome des Transports Parisiens
recherche pour ses
SERVICES D'EXPLOITATION
FERRÉS et ROUTIERS

ATTACHÉS(ÉES) TECHNIQUES

Titulaires de BTS, DUT ou de diplômes équivalents (toutes spécialités)

NOUS EXIGEONS :
- goût du service public,
- faculté d'adaptation rapide,
- attirance pour les responsabilités humaines,
- implantation en *région parisienne*.

NOUS OFFRONS :
- une formation professionnelle,
- *une* carrière active dans un secteur dynamique,
- une rémunération adaptée aux responsabilités,
- des avantages sociaux.

Envoyer c.v. et photo récente à la
DIRECTION DU PERSONNEL DE LA RATP
Boîte Postale 70.06
75271 PARIS Cedex 06

ROUSSEL UCLAF recherche
pour son
Département comptabilité groupe
un jeune collaborateur

adjoint au chef du département

susceptible de maîtriser rapidement les problèmes *soulevés par la consolidation* des comptes de groupe et de participer activement *dans le domaine comptable et financier aux* relations avec l'ensemble des filiales tant en France *qu'à l'étranger.*

Formation souhaitée HEC, Sup de Co, ESSEC, etc. *Option finances et comptabilité.* Expérience des techniques comptables approfondies souhaitée.

Allemand indispensable lu, écrit et parlé correctement.
De bonnes connaissances de l'anglais ou de l'espagnol seraient appréciées.

Adresser C.V., photo et salaire souhaité sous référence DYAN (mentionnée sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS, qui transmettra

roussel uclaf

Entreprise Bâtiment
SECOND-OEUVRE MENUISERIE BOIS
(150 personnes) région parisienne,
travaux neufs, agencement, rénovation,
recrute

JEUNE CONDUCTEUR DE TRAVAUX

INGÉNIEUR T.P., A.M., École du Bois, I.N.S.A., etc.

OBJECTIFS :
Renforcer l'équipe actuelle des conducteurs de travaux, assurer les relations avec les partenaires *techniques, être ouvert aux* technologies nouvelles, rechercher les meilleures organisations et modes opératoires en intégrant la *sécurité*.

EXIGENCES :
Très solide formation technique et connaissance de la menuiserie. Expérience chantier 3 ans ou coordination nécessaire. Ouverture à la gestion. Allant personnel et ambition de réussite.

Adresser curriculum-vitae détaillé avec souhaits de rémunération sous référence 106, à
L.P.A., 11, square Jasmin, 75016 Paris.
(réponse assurée)

Notre groupe leader mondial du contrôle et de l'inspection des matières premières, produits du sol, biens d'équipement etc. . . à l'exportation et à l'importation recrute pour le siège social de sa filiale française à Paris son

RESPONSABLE JURIDIQUE

Il dépendra du secrétaire général et sera chargé du suivi de toutes les affaires juridiques, contentieux *avec les clients, problèmes de personnel etc. . .* ainsi que de la gestion des assurances et des immeubles.
Ce poste conviendrait à un ou une candidate ayant une réelle compétence, 4 à 5 années d'expérience *dans des fonctions similaires au sein d'un* département juridique d'une firme importante ou d'un cabinet de conseils spécialisé et de ce fait, ses connaissances se situent au niveau du DESS, DEA en droit commercial et de sociétés.
Une bonne connaissance de l'anglais au moins écrite est indispensable.

Adresser CV et prétentions à M.A. HERVE
SGS France 16 rue du Louvre - Paris 1er

TRÈS IMPORTANT ÉDITEUR
à Paris
recherche pour son Département
de **PUBLICATIONS SCOLAIRES ET ÉDUCATIVES**

RESPONSABLE MARKETING ET GESTION

Collaborateur direct du Directeur du Département, il lui sera confié :
- l'élaboration, le suivi et le contrôle des budgets ;
- la mise au point et le développement de nouvelles opérations de promotion en liaison avec les *représentants* et les *libraires*, ce qui implique une forte activité « terrain ».

Formé aux techniques modernes de Marketing et Gestion, de niveau Grande École Commerciale ou Universitaire, il a 30 ans minimum et une expérience opérationnelle de quelques années de lancement et *promotion* de produits aux services.
Cette fonction suppose un vif intérêt personnel pour *les produits culturels et doit permettre* à une forte personnalité ayant des talents d'animateur *d'accéder* à des responsabilités importantes.
Écrire avec C.V. détaillé, en précisant rémunération actuelle, sous réf. 70.040 M à D. JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail, 75002 PARIS.
Conseils en Ressources Humaines depuis 1959.

---

cadre commercial d'avenir

- Nous sommes

AVON S.A.

La plus importante société mondiale dans la vente des cosmétiques, produits de *beauté et bijoux de fantaisie,*
- Nous recherchons

un directeur des ventes

A l'échelon régional
qui assurera, après une période de formation de quelques mois, l'encadrement *d'une équipe de 20* personnes et le développement du chiffre d'affaires de sa région.

- Si vous êtes
- Agé de 30 ans environ
- diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce,
- doué d'une personnalité forte et rayonnante
- disponible et déjà doté d'une bonne expérience professionnelle.

Ne manquez pas cette chance de faire carrière dans une société connue pour la qualité de ses produits, l'efficacité de ses méthodes de vente, le dynamisme des ses stratégies.
Envoyez votre CV avec photo et prétentions à *Société* AVON - Direction du Personnel - C.B.P. 29 - 60290 RANTIGNY

Paris 266.90.75

BFK
Conseils en Personnel
pour Carrières Bancaires et Financières (France)
recherche
pour un important établissement bancaire à Paris
un Spécialiste des

CREDITS DOCUMENTAIRES

Importation

Apte à accéder à court terme à un poste de responsable de 4 ou 5 personnes.

Si vous êtes titulaire d'un diplôme professionnel bancaire,

Si vous avez une expérience de 5 années minimum dans le crédoc,

Si vous avez de bonnes connaissances en anglais commercial,

Envoyer CV, photo et prétentions à
BFK 91, Faubourg St-Honoré, 75008 Paris

Zurich 01/2113150 — Genève 022/32.74.00

Paris 266.90.75

BFK
Conseils en Personnel
pour Carrières Bancaires et Financières (France)
recherche
pour banque étrangère à Paris

COMPTABLES et CHEF COMPTABLE

ayant *plusieurs* années *d'expérience* dans la banque et de bonnes connaissances en anglais.

Envoyer CV, photo et prétentions à
BFK 91, Faubourg St-Honoré, 75008 Paris

Zurich 01/2113150 — Genève 022/32.74.00

Sté Distribution Nationale
en forte expansion
recherche

son Directeur

administratif et financière
H.E.C. - E.S.S.E.C.

grande perspective d'avenir

Envoyer C.V. à Sté O.C.D.
18, rue Saint Marc 75002 Paris

BANCE PUB

IMPORTANT ORGANISME NATIONAL DE PREVOYANCE
recherche pour PARIS

chargé(e) d'études actuarielles

Ce poste convient à un(e) actuaire diplomé(e) (I.S.F.A. ou I.A.F.) ou pouvant *l'être prochainement (I.S.U.P., E.N.S.A.E., Gdes Ecoles Scientifiques...)* ayant une bonne formation statistiques et connaissant au moins un langage de programmation scientifique (FORTRAN, A.P.L...).
Une expérience antérieure sera appréciée mais n'est pas nécessaire.
Rémunération min. 85 000 F
Merci d'écrire en joignant CV.
et photo à

PAJ conseil
référence **D 180**
2 rue des Dardanelles
75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

SOCIETE DE CONSEIL EN INFORMATION ET COMMUNICATION
leader de sa spécialité
recherche

UN CHEF DE PRODUITS

"COMMUNICATIONS INTERNES"
(Réf. 366A)

SA MISSION :
- étudier le marché
- concevoir les stratégies de développement
- animer une équipe commerciale
- collaborer étroitement avec la conception et la réalisation.

SON PROFIL :
- professionnel du marketing
- bilingue anglais
- de formation supérieure (Droit, Sciences Po, HEC) appliquée au domaine social de l'entreprise
- homme de contact et d'action.

Il aura acquis, dans des fonctions opérationnelles et de conseil auprès de l'industrie, l'expérience des techniques de presse ou d'édition.

UN CHEF DE PRODUITS

"COMMUNICATIONS EXTERNES"
(Réf. 366B)

Ayant une mission et un profil similaire au poste précédent avec en plus une expérience du journalisme économique et financier.

UN REDACTEUR ECONOMIQUE ET FINANCIER

(Réf. 366C)

Ayant quelques années d'expérience dans le domaine de la *conception-rédaction* d'informations financières et institutionnelles.

Les candidats adresseront lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à UNEQUIP : Jacques MICHON, 9, avenue Raymond Poincaré 75116 Paris qui traitera confidentiellement les candidatures.

LABORATOIRE ELECTR.
PROCHE BANLIEUE SUD PARIS
recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

30-35 ANS
pour travail en laboratoire et sur site

- Solide formation en physique.
- Plusieurs années d'expérience de laboratoire dans activités de mesure, contrôle et régulation.

Envoyer curric. vitae et prétent. sous le n° 9.103 à :
PUBLIFOP 29, RUE BLEUE, 75009 PARIS,
qui transmettra.

PME, Sud de Paris, en *pleine expansion*, fabricant d'outils coupants et distributeur de matériel de Métrologie liée à un groupe *international important*

recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

adjoint à la Direction

- Ce poste conviendrait à ingénieur ou bon technicien ayant longue expérience dans le domaine de la Métrologie avec bonnes connaissances électroniques.
- Apte à *développer et animer un réseau* commercial pour seconder la Direction et coordonner action commerciale existante.
- *Anglais souhaité.*
- Formation complémentaire assurée.
- Possibilité *Promotion si initiative* et sens des Responsabilités.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous Réf. 2907 M à BLEU Publicité
17, rue Lebel - 94300 VINCENNES

IMPORTANTE ENTREPRISE DE T.P. SPÉCIALISÉS
ACTIVITÉ INTERNATIONALE
recherche en raison de l'expansion de ses agences à l'étranger

JEUNES ADJOINTS ADMINISTRATIFS

Capables, après une mise au courant de nos méthodes, à notre siège, d'assumer la responsabilité de toutes les opérations administratives et comptables d'une agence.

Diplôme Ecole de Commerce et quelques années d'expérience sont souhaitées.

Bon niveau comptable nécessaire.

Langues étrangères requises :
soit l'allemand, soit l'anglais et l'espagnol

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. s/n° 73.200 à

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

BANQUE DE DÉPOTS
PARIS-2e
recrute pour son
SERVICE CENTRAL TITRES

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

(Classe V)

ayant une *connaissance approfondie* des titres et la capacité de diriger une équipe de 5/6 personnes (Bonne formation générale et notions d'informatique souhaitées).

Adresser C.V., photo et présentations s/n° 73.370 à CONTESSE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE
recherche
pour son Unité de Production
UN CADRE ORGANISATION

— DOMAINE DES RESPONSABILITES :
- Structures : assistance de la hiérarchie dans la définition de structures évolutives ;
- Flux d'informations : analyse, définition, mise en place et maintien de circuits d'informations appropriées, en liaison avec les fonctions concernées

— LE CANDIDAT AURA :
- Une formation de base spécialisée (IAE - IFG - EOST - IESTO...) complétée par une expérience dans une fonction similaire ;
- Une bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand ;
- Un esprit d'analyse et de synthèse ;
- Des qualités de dynamisme, de persévérance et le goût des contacts humains.

Poste basé dans la grande banlieue Ouest de Paris

Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 73.614. CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
(8 usines, 5.000 personnes)
recherche
INGÉNIEUR débutant
Diplômé GRANDES ECOLES (CENTRALE, MINES, SUPELEC...)

Intéressé par un début de carrière dans la Division Informatique dont les besoins actuels sont renouvelés par d'importants projets.

L'intéressé devra en prendre rapidement la responsabilité.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. n° 73.503
cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
recherche pour son Département Négociations d'entreprise à PARIS
AUDITEUR - ANALYSTE FINANCIER
Niveau Expertise comptable
Plusieurs années d'expérience méthodes d'audit anglo-saxonnes.
Age minimum : 35 ans - Sens des contacts.
Ecr. av. C.V., photo et prét. sous n° 72915 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q. tr.

SOCIÉTÉ SAMM
recherche pour son bureau d'études, aéronautique
INGÉNIEUR
A.M. - ETACA
Débutant ou ayant une première expérience (2 à 3 ans)

Pour conception au sein d'une équipe de systèmes électrohydrauliques de commandes de vol.

Ecrire avec C.V. et photo à SAMM, Direction du Personnel
234, quai de Stalingrad, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Société Nouvelle SOCOMÉ
Fabricant de matériel de soudage électrique
recherche
TECHNICO-COMMERCIAL
Pour développer affaire dans les départements : 93 - 95 - 60.
— Voiture de société ;
— Rémunération en fonction des performances.
Env. C.V., prét. et ph. à n° 54146 M sur enveloppe à J.R.P. 39, rue de l'Arcade - 75008 Paris, qui transmettra.

URGENT
Ecole Privée 11e rech.
3 SURVEILLANTS CANTINE
23 ans min. Expér. du poste et autorité indispensables.
1 SURVEILLANTE ETUDES (17 h. à 18 h. 30)
1 PROFESSEUR LATIN (6 heures hebdo)
1 PROFESSEUR SPORTS FEMME (6 h. hebdo)
Tél. : 805-29-57

BANQUE PARIS 15e
équipée d'un 370/148
OS - VS - TP recherche
PLUSIEURS ANALYSTES-PROGRAMMEURS
Hmes ou Fmes

ayant DUT ou MIAGE et 2 à 3 ans d'expérience : pratique COBOL, connaissances IBM et CICS appréciées.

— Anglais souhaité.
— Statut Banque.
— Horaires variables.
— Avantages de la profession bancaire.

Ecr. av. C.V., photo, ss réf. 3710 à P. LICHAU SA, B.P. 220, 75063 Paris ced. 02 qui transm.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE PRESSE
recherche
LÉGENDIER VACATAIRE

Pour journal utilisant la photo comme moyen d'expression.

TRES BIEN RÉMUNÉRÉ

Envoyer C.V. manuscrit + photo à Société ADAM, 18, rue La Boétie, 75008 PARIS (Réf. 94), qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE PRESSE
recherche
RETOUCHEUR VACATAIRE

Pour journal utilisant la photo comme moyen d'expression.

TRES BIEN REMUNERE

Envoyer C.V. manuscrit + photo à Société ADAM, 18, r. La boétie, 75008 PARIS (Réf. 95), qui transmettra.

URGENT
Important Cabinet Parisien d'Expertise Comptable et d'Audit
recherche
3 RÉVISEURS
CONFIRMES
FORMATION SUPERIEURE UNIVERSITE ou Gdes ECOLES
2 à 3 ans d'expér. en Cabinet
Tél. : 747-73-63

Lycée Technique de PUTEAUX
FORMATION AUX MICROPROCESSEURS
100 heures - 1 journée par semaine, octobre-décembre 80.
Tél. 775-97-30

Cabinet organisation comptable et commissariat
recherche
COLLABORATEURS

ORGANISATEUR
Expérience comptable, formation supérieure, contact facile et rigueur intellectuelle.

REVISEUR CONFIRMÉ
Capable d'assumer responsab. de dossiers de commissariat aux comptes. Format. supér.

Envoyer C.V. et prétentions : M. CASELLI, à S.C.S.P., 21, r. des Favorites, 75015 Paris

Impte ENTREPRISE PARIS
recherche :

Pour son service de documentation générale
UN (E) DOCUMENTALISTE EXPÉRIMENTÉ (E)
Diplômé (e) d'études supérieures.
70.000 F annuel. Statut V.R.P.

Adresser C.V., photo n° 73.426, CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra, 75040, Paris cedex 01 qui transmettra.

ASSOCIATION de FORMATION PROFESSIONNELLE IMPORTANTE
Distribution Alimentaire
recherche
ANIMATEURS VACATAIRES
CONFIRMES

— Relations humaines ;
— Relations sociales ;
— Droit social ;
— Gestion de magasins.
— Marchandisage de rayons ;
— Produits frais et boucherie.
— Réglementations commerc.

Envoyer C.V. et prétentions à A.F.O.R.M.A.S. 21 bis, rue Lord-Byron, 75008 PARIS

Import. Société d'Electronique
recherche
INGÉNIEURS
GRANDE ECOLE

DEBUTANTS ou CONFIRMES
LOGICIEL DE BASE
Temps réel - Assembleur.
Téléph. pour R.-V. : 355-43-60.

J. ET E. SOZIO
recherche
DIRECTEUR BUREAU PARIS
pour vente de ses matières aromatiques et composition à l'INDUSTRIE DES PARFUMS et COSMETIQUES. Expér. ds la branche indispensable.
Envoyer C.V. et prétent. à M. Robert MOOR, Président, J. et E. SOZIO, 6, r. Barbès, 92300 LEVALLOIS - PARIS

GROUPE DE PRESSE PARIS
recrute
pour son SERVICE DE NUIT SECRETARIAT DE REDACT. et REVUES PRESSE QUOTID.
JOURNALISTE EXPÉRIMENTÉ
Formation universitaire, connaissant les problèmes politiques, économiques, sociaux et administratifs.
Horaires : 22 h. 6 h. matin.
Ecr. S.G.P.
13, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

Importante Société de construction de Pavillons individuels de la région de COMPIEGNE rech.
Adjoint Chef comptable
Ce poste conviendrait à jeune élément dynamique ayant déjà expérience de la profession. Organisation informatique ICL. Situation d'avenir. Ecr. av. prét. n° 7.102 « le Monde » Publicité 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

INSIDE FRANCE
recherche
PERSONNES parlant langues étrangères (angl., esp.) dispos. de véhicule confortable 4 portes pr accompagn. touristes étrang.
TEL. : 742-13-67.

ORGANISME TOURISME SOCIAL, vocation sportive
recherche
POUR PARIS UN CHEF SERVICE DES VENTES
placé sous l'autorité du directeurs des programmes, aura la responsabilité du personnel des ventes (environ 30 personnes).
Sa mission consistera à :
— Organiser et planifier le travail du service ;
— Animer et former le personnel, sous sa responsabilité ;
— Exploiter les tableaux de bord et statistiq. de ventes :
— Suivre la clientèle groupe.
Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 28 ans minim., méthodique et rigoureux.
Formation Bac + 3 — Ecoles commerciales, expér. profess. 3 ans minim.

Une personnalité affirmée un jugement sûr et une bonne pratique de la conduite de personnel sont indispensables pour réussir dans cette fonction.

POUR LILLE UN RESPONSABLE BUREAU VENTE RÉGIONAL
placé sous l'autorité du responsable de la promotion des ventes à Paris, aura la responsabilité du personnel du bur. (3 personnes).
Sa mission consistera à :
— Renforcer la clientèle exist. et développer une nouvelle clientèle de gr. (en priorité) et d'individuels dans la région NORD de la FRANCE;
— Promouvoir les vtes pendant les périodes creuses de débuts et fins de saison ;
— Gérer le programme d'actions cciales de sa région ;
— Participer à la réalisation d'opérations promotionnelles;
— Etablir et gérer le budget annuel du fonctionnement du bureau.
— Organiser le travail, animer et former le personnel sous sa responsabilité ;
— Ce poste conviendrait à un candid. âgé de 27 a. min. ;
— Formation : Bac + 2 — Ecoles cciales ou équivalent, expér. prof. 3 a. min., avec responsabilité de personnel.

Un sens rigoureux de l'organisation et de la gestion, le goût et une compétence affirmés pour la vente directe et l'animation sont indispens. pour réussir dans cette fonction.

POUR CES DEUX POSTES une motivation pour la pratique d'activités sportives est souhait. POSTES STABLES.

ADRESSER lettre candidature C.V. avec photo et prét. sous n° 41.348 PA SVP 37, r. du Gal-Foy, 75008 Paris.

GROUPE PRESSE ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
recherche pour son département publicité
ASSISTANTE DE FABRICATION DACTYLO
expérimentée

Envoyer C.V. photo + prét. à n° 72.964 Contesse Publicité, 420, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

POSTE ENCADREMENT ÉDUCATIF
disponible dans ECOLE SECONDAIRE RÉGION PARISIENNE NORD - OUEST

Ecrire avec C.V., photo et si possible en indiquant votre numéro de téléphone, à HAVAS CONTACT 156, bd Haussmann, 75008 Paris sous référence 36.016.

Nous sommes une Société française de première importance

nous recherchons

quelques
PERSONNES DE CARACTÈRE
capables après STAGE d'atteindre en quelques mois UN SALAIRE de 5.000 à 7.000 F MENSUELS

Nous leur offrons :
— Une formation complète.
— Une activité prenante.
— Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecr. avec C.V. et photo N° 409 PUBLICITES REUNIES 112, bd Voltaire, 75011 PARIS

La préférence sera donnée à candidat ayant fait :
— SOIT de bonnes études.
— SOIT la preuve de leur personnalité.

INGÉNIEURS
ELECTRONIQUE
LOGICIEL
MICRO-PROCESSEURS
Débutants ou 3/4 ans d'expérience acceptés.
Ecrire ou téléph. : SOPRAS, 100, boulevard Voltaire (11e)
Téléph. : 355-36-69.

Petite équipe ayant développé inventions mécaniques originales et ayant licenciés importants dans le monde entier
recherche
INGÉNIEUR MÉCANICIEN
passionné de physique et sachant réaliser de ses mains

Après un an de confirmation à la planche, à l'étau et au banc il aura respons. de prototypes de conception à mise au point avec prolongement pour mise en série chez licenciés Europe. Amérique du Nord, Japon.

3 à 5 ans expér. industr. préalable et anglais sont indisp.

Envoyer C.V. manuscr. + photo à OMPHALE S.A. 33, rue Godefroy, 92800 Puteaux

INSTITUTION GRIGNON (Thiais). Ec. hors contrat
recherche
PROFESSEUR PHYSIQUE
Première D, seconde C, 10 h. semaine. T. : 853-40-75.

Associat. Recherche Scientif. 35 pers. banl. Sud Paris embauche 1-12-80 *temps partiel*
CADRE de GESTION
niv. sup. universit. ou gde école format. et expér. jurid., écon., financ., comptabilité, personnel. Angl., format. compl. ICG-CPA. Réponse man. + C.V.
N° T 022.335 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Club hippique normand offre stage équitation contre cuisine, nourri logé(e) .T. (32) 44-86-31.

ADMINISTRATEUR DE BIENS
recherche
COMPTABLE CONFIRMÉ ou CHEF COMPTABLE
expérience 2 ans copropriété. Adr. C.V. et prétentiosn à GID 15, rue de Douai 75009 Paris

T.I.T.N. FILIALE THOMSON CSF INFORMATIQUE
recherche
INSPECTEURS DE MAINTENANCE
confirmés et débutants
Compétences souhaitées électronique numérique, microprocesseurs et périphériques d'ordinateurs.
Interventions en région parisienne et province.
Nombreux avantages, voiture fournie.
Env. C.V., photo et prétentions sous réf. S.A.V. à : T.I.T.N., 5, r. Gustave-Eiffel 91420 MORANGIS

SOCIETE HOTELLIERE
recherche
pour saison hiver montagne. Novemb. à mai dans ensemble résidentiel important.
CHEF DE RÉCEPTION
ayant expérience et autorité. Allemand, anglais, rémunération en fonction de l'expérience. Ecrire avec C.V. et photo à : Secrétariat La Maison du Tourisme, 176, av. Ch.-de-Gaulle, 92200 NEUILLY.

POUR ECOLE PRIVEE H.C. (R.E.R.-JOINVILLE)
ÉTUDIANTS MATH-PHYSIQUE
minimum DEUG ou équivalent, pour
ÉTUDES DIRIGÉES
toute l'année scolaire du lundi au jeudi soir 16 h. 45 à 18 h. 15 ou 17 h. 15 à 19 h.
886-01-22

1er FABRICANT FRANÇAIS DE STRATIFIES THERMODURCISSABLES
proche banlieue Sud
recherche
UN ANALYSTE PROGRAMMEUR
— Niveau IUT Informatique.
— Matériel utilisé : IBM 3.15/CCP Connaissance du gap exigé.
— Expérience de 2 à 3 ans dans la fonction serait un atout appréciable.
— Important développement envisagé.

Env. C.V. et prét. accompagné d'une photo en précisant date de disponibilité à n° 72.909 Contesse Publicité 20, av. Opéra, Paris-1er qui tr.

Impte entreprise T.P. rech. CMPTABLE CADRE DECS ou B.P. Connaissances audit comptable appréciées. - 297-49-95.

ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL
recherche pour 6 mois minimum
COMPTABLE (H. ou F.)
titulaire D.U.T. ou B.T.S. même débutant.

Ecrire avec C.V. : C.N.A.M.T.S. 66, avenue du Maine 75682 PARIS-CEDEX 14

C.C.E. AIR FRANCE
recherche pour siège (94 Thiais)
CHARGÉ (E) D'ÉTUDES et de RÉDACTION ADMINISTRAT.
(catégorie maîtrise)
— DEUJ ou D.U.T. carrières jurid. et judiciaires.
— Très bonnes connaiss. assurances et droit social.
Ecrire avec C.V. au C.C.E. Air France, Tour Europa 103, 94532 RUNGIS CEDEX.

F.J.T. (240 lits) recherche
DIRECTEUR (TRICE)
— Expérience F.J.T. demandée
— Logement de fonction
Ecrire avec C.V., à F.J.T., 78260 Achères - 16 (3) 911-07-20

Organisme important recherche **FUTURS CADRES COMMERCIAUX**
— Dynamique et ambitieux ;
— Goûts contacts haut niveau ;
— Très bonne présentation ;
— Sens des responsabilités.
Tél. pr rd.-vs 553-20-00. P. 201.

formation profession.

UNIVERSITÉ PARIS-X NANTERRE
INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE

1) STAGES LONGUE DURÉE NOVEMBRE 1980 A JUIN 1981 SANCTIONNÉS PAR UN

DIPLOMÈ D'UNIVERSITÉ NIVEAU LICENCE

— CREATION ET GESTION DE P.M.E. : 465 HEURES
Public : demandeurs d'emplois et dirigeants de P.M.E.

— CHEF DE PROJET COMMERCE INTERNATIONAL : 600 HEURES
Niveau : DEUG ou 5 ans d'expérience professionnelle

— LES CIVILISATIONS D'AFRIQUE NOIRE : 600 HEURES
Public : personnels d'entreprises ou d'administrations appelés à travailler avec les pays d'Afrique Noire.

2) STAGE RÉMUNÉRÉ PAR L'ÉTAT

— RESPONSABLE D'APPLICATIONS INFORMATIQUES
Public : jeunes de moins de 26 ans, femmes, chefs de famille.
Niveau : Licence.

Rentrée à partir du 3 novembre 1980.

Inscriptions à partir du 29 septembre 1980.
I.E.P. - 92008 NANTERRE CEDEX - Bâtiment G - Salle E30.
Tél. : 725-92-34, postes 864-865-866.

PROGRAMMEUR de GESTION « CAP D'INFORMATIQUE » *Début novembre. Session 80/81.* PARIS-13e. — Tél. : 336-43-33.

secrétaires

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL
recherche
Secrétaire assistante de très haut niveau
pour seconder un de ses principaux dirigeants.
La fonction nécessite une bonne formation économique et financière et une dizaine d'années d'expérience, acquises en entreprise et/ou dans un cabinet de consultants.
Excellente connaissance de l'anglais nécessaire.
Poste basé au siège social à PARIS.

Envoyer lettre manuscrite avec CV et photo sous référence 7196 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

SOCIETE EN PLEINE EXPANSION
Métro : Strasbourg-Saint-Denis
recherche pour sa DIRECTION GENERALE
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
BILINGUE ANGLAIS/ALLEMAND

Dynamique, ayant plusieurs années d'expérience du poste. Bne sténodactylo. Sérieuses référ. exigées.
— Cinq semaines congés payés ;
— Tickets restaurant.

Adresser C.V., photo et prétentions ss réf. 21526 à JEGU S.A., 27, rue de Rome - 75008 Paris, qui tr.

OLYMPE
AGENCE DE PUBLICITÉ
17, avenue Matignon PARIS (8e)
recherche

Référence G 124
EXCELLENTE SECRÉTAIRE EXPÉRIMENTÉE BILINGUE
FRANÇAIS/ANGLAIS

Très bonne sténodactylo dans les deux langues ayant le sens de l'organisation et une bonne présentation.

CE POSTE NECESSITE
— Une grande disponibilité (horaire : 9 h.-19 heures) ;
— Un domicile parisien.

Adresser C.V., photo et prétentions en précisant la référence.

enseignem.

APPRENDRE l'AMÉRICAIN à L'AMERICAN CENTER
261, bd Raspail, Paris (14e)
TEL. 633-67-28

Cours de conversation dans la journée et le soir.
Lycéens à partir de 15 ans.
Inscription immédiate.
Début 6 octobre.
Cours privés, préparation au TOEFL - Cours pour enfants.

capitaux ou proposit. com.

Société de service en expansion offre opportunité à H. ou F. de concession exclusive dans diverses régions. Capital de départ minime. Assistance et format. assurées. PROMOTION CONSEIL SERVICE 5, rue de Pouy, 75013 PARIS qui transm.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

demandes d'emploi

GLOBE-TROTTER
formation ingénieur diplomé, 10 ans d'expérience, étudie ttes prop. de missions passion. Écr. nº T 022.447 Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

EXPERT COMPTABLE
Collaborant de cabinet conseil en gestion P.M.E. étudierait ttes propositions à temps part. Ecr. sous réf. nº T 022.439 M, REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. Gde expérience VENTE. Angl., esp., jap. Sens artistique et responsab. ch. empl. sérieux.
GAL. D'ART ANTIQUAIRE
Tél. : 763-97-29 le matin.

ANIMATEUR DE FORMATION
34 ans, 6 ans expérience Afrique. Formation adultes sur Complexes Industriels Méca. Electroméca, Chimie des engrais suivi des actions. Réf. pédagogiques, ch. poste risp. Étranger. Ecr. no 7.060 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

CADRE DE DIRECTION
39 ans
— Domaines de compétence :
- Comptabilité et Finances ;
- Organisation ;
- Droit de la « Gestion » ;
- Direction du Personnel et Relations Sociales ;
- Relations Extérieures.

— Form. Sup. Droit, Gestion.
— 15 ans d'expér. dans Secteurs de responsab. et de confiance.
Offre collaboration dans Poste Automobile, Informatique, Métallurgie.
Ecrire nº 2.686
« le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX . Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

INGÉNIEUR TÉLÉCOM
H., 31 ans, dipl. ENST Paris, angl. courant, 6 ans expér. en calcul scientifique, électronique logique, micro-processeurs et logiciels appliqués à la commutation, recherche poste aux U.S.A., G.-B., Canada. Ecrire nº T 022.385 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JNE FME 26 ans
MAITRISE SC. ECO.
3 ans d'expérience :
MARKETING et PUBLICITE
— Très bonne rédaction,
— Sens du contact,
recherche situation motivante dans
MARKETING PUBLICITÉ
RELATIONS PUBLIQUES
INFORMATION
Accepte éventuellement assistanat de bon niveau.
Ecr. nº T 022.454 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

PSYCHOLOGUE INDUSTRIEL CNAM
H., 30 ans, stable, ch. emploi début. dans cab. ou entreprise. Ecr. nº T 022.449 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 27 ans titul. du bac Maths DUT gestion du personnel, certificat de Psychologie du travail, Physiologie du travail et droit du travail. Connaissances informatique (CBL, FRTRAN), arabe courant, bonnes connaissances anglais, allemand, étudierait toutes propositions. Ecr. nº 2.702 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

Cadre Banque CL V titres/bourse recherche place stable. Références. Ecr. nº 73.427 CONTESSE 20, av. Opéra, 75040 Paris ced. 01

H. 32 ans. Libraire, ch. poste à respons. ds les secteurs de la librairie : détail, diffus. V.R.P. Sur Paris uniquem. Sér. référ. Ecrire : Claude BARILLON, 16, rue des Goncourt, 75011 PARIS

J.F. 32 ans, diplômée Études sup. Sciences sociales, 6 ans expérience rédact. et gestion de manuels d'informations/revues de presse dans organismes para-industriels, parfaite connaissance anglais + allemand, goût cont. ch. situat. en rapp. av. profil. Ecr. nº 2.680 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

J.F. 18 ans, poss. BEP et CAP sténodactylo ch. emploi stable. Ecr. nº 6.992 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

Secrétaire recherche emploi av. responsabilités quart. Bastille. Tél. 271-28-30 P. 313.

ANCIEN OFFICIER SUPER. cherche à Paris, poste de responsabilité organisation ou gest. Ecr. nº 2.640 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

J.H. 24 ans. Math. spé. licencié, math. physique, ancien professeur au collège Ste-Barbe à Paris, donnerait cours tout niv. Ecr. 32, r. Charles-Sanglier, ORLS M. TOURRE Jean Michel.

J.F. 31 ans, Docteur en droit (d'Etat), Avocat, 7 ans expér. Cab. DES Droit privé et Droit pénal aff. Anglais jurid. cour. Etudierait ttes proposit. Urgent. Téléph. : 266-14-93.

Français cuisinier pâtissier ch. place stable ou extra France et étranger, de pr. pays de langue espagnole ou arabe. Libre imm. Tél. : 724-65-16

H. 34 ans, attaché de direction groupe international. Formation supér. commerciale + Centre Parisien de Management. Expérience commerciale, administrative, gestion
CH. POSTE COMMERCIAL A RESPONSABILITE
Ecr. nº 2.696 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

Agent de maîtrise Trésorerie, 6 ans expérience. Spécialiste étrang. Libre de suite. 789-30-95

J.F., 32 ans, B.T.S. Analyste biologiste + maîtrise de sc. (biochim., Pysiol., psychopn.), 8 ans activité INSERN, désir. s'intégrer à groupe de travail psychophysio, uniquement prov. Ecrire sous nº T 022.434 M, REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

F., 32 ans, bonnes références, cherche emploi stable ou long rempiac. en standard, récept., petit secrétariat. Tél. 370-67-99.

CADRE BANQUE CL VI
H. 34 a., spéc. négoce internat. credocs back to back financt. garanties rech. poste predom. ccial dans banque désir. créer ou dével. unité négoce internat. Ecr. nº 2.684 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

SECRETAIRE DE DIRECTION DISPONIBLE
pouvant seconder homme d'aff. industriel ou chef d'entreprise. Recherche place rég. NANCY ou ses environs. Ecr. nº 7.074 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

F. 30 a., maît. Sc. maths, 6 a. pratique enseignement, s'orientant vers infor. ayant suivi stages méthodologie structure COBOL, TRAIT, CICS, BASIC, cherche place à mi-temps. Ecr. nº 7.072 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CHEF DU PERSONNEL 44 ans formation droit, exp. confirmée industries mécaniq. et pharmaceutique ch. poste ASSISTANT DIRECTION du PERSONNEL, de préférence à Paris. Langues : italien, anglais. Facilités de déplacements. Ecr. nº 6.989 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Cadre Commercial Export (autodidacte), 31 ans. Bilingue allemand, notions angl. Conn. tech., recherche poste, préf. base Champagne-Ardennes. Ecr. nº 73.006 Cont. Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Cadre supérieur banque, 50 a., dont 25 a. d'expérience Afrique francophone recherche situation en rapport tous pays contrat expatrié. Ecrire HAVAS B.P. 346, 06072 NICE Cédex, référ. 0412.

J.F. licence es-lettres, expér. audiovisuel, cherche travail animatrice - formatrice Paris Ecrire Mme Fazel, 23, rue Faidherbe, 94160 Saint-Mandé.

Directeur équip. social 7 a. expér., enfts, adolescents, adultes, étudierait ttes propos. rég. Paris. Ecr. nº 97.957 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JF 20 a. 6 mois expér, lib. OM. rech. empl. PUPITREUR DSM, IBM-3-15-D, C.C.P. T. 974-49-88.

J. F. 31 a., secrétaire de direction, anglais, portugais, espagnol, italien, dactylo, télex, expér. presse étrangère. Etudie ttes prop. T. 527-83-10 ap. 19 h.

J. F. LICENCIEE EN DROIT, ECOLE DU LOUVRE. Etudie porposition emploi. Ecr. nº T 022.436 M Rég.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jne Fme 26 ans, psychologue clinicienne rech. poste mi-temps. Examine toutes propositions. LEMOINE, 6, rue E.-Lemonnier 75012 PARIS. Tél. : 340-21-96.

travail à domicile

Demande

JE DACTYLOGRAPHIE SUR IBM vos manuscrits. Travail de mise en page : 587-37-64.

Franç. (DEA) dact. mach. élect. thèses, textes français ou non. TEL : 585-88-73.

travaux à façon

Demande

ENTREPRISE. Sérieuses références, effectue rapidement travaux peint., décorat., coordination ts corps d'état. Devis gratuit. Tél. 368 47-84 et 893-30-02.

information divers

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et tous, avec ou sans diplômes. Pour les connaître, lisez la revue FRANCE-CARRIERES (C 16) B.P. 402-09 PARIS. Documentation sur demande.

automobiles

vente

5 à 7 C.V.

Part. vd 127 Fiat verte 4 portes 1977, 38.000 km, très belle. Px 12.500 F. Vis. pr. Pte-Lilas. Tél. : 845-21-11 ap. 19 heures.

Vends R-12 1970, 1.000 F. Tél. : 016-04-22 après 18 heures.

8 à 11 C.V.

Coll. HONDA vend Goldwing 1100 DX, 10 CV sept. 80, 680 km carénée. Prix : 25.000 F. Téléphone bureau : 950-13-47.

DIVERS

BMW OCCASIONS
320, 323, 520, 525, 528, 728
320 - 323 - 520 - 525 - 528 - 728
mod. 80, peu roulé garanties. AUTO PARIS-XVe, T. 533-69-95 63, rue Desnouettes, Paris-15e.

NEUBAUER PEUGEOT
EXCEPTIONNEL !
PRIX COUTANT
sur derniers modèles 80 disponibles.
M. GERARD : 821-60-21.

CONCESSIONNAIRE B.M.W
63, Bd J. Jaurès
92 CLICHY. Tél. 731-05-05
ACHETER OU LOUER VOTRE BMW
PRESENTATION et ESSAIS de
TOUTE LA GAMME
NEUVES, DISPONIBLES.
Nombreuses occasions.
GARANTIE B.M.W.

L'immobilier

appartements vente

3e arrdt.

MARAIS-BEAUBOURG
Magnifique 280 m2 sur 3 plans. TERRASSES, poutres peintes. Dans hôtel particulier XVIIe. EXCEPTIONNEL - 260-34-47.

5e arrdt.

VAL-DE-GRACE. Gd 3 pièces, 90 m2, soleil, tout confort, park. Directement par propriétaire. grand double liv. + 2 chambres, Après 19 h. : 633-10-04.

PANTHEON-MOUFFETARD
Beau STUDIO dans immeuble classé refait neuf, caractère, verdure. Px 340.000 F. 745-05-20.

ST-MEDARD, soleil, 354-95-10 DUPLEX, gd séjour + 2/3 ch.

VERDURE - CALME
BD SAINT-GERMAIN (Près)
grand double liv. + chambres, 2 bains, refait neuf
Immeuble de caractère 118 m2. Px : 950.000 F. T. : 288-26-23.

Mº ODÉON
Immeuble renaissance appartement de classe 80 m2 - 1.050.000 F PAUTRAT - 526-05-55

6e arrdt.

LUXEMBOURG, maison partic. 7-8 P., 180 m2, jardin, calme. Professions libérales. 260-34-47.

7e arrdt.

38, R. VANEAU NEUF GD STAND.
Du STUDIO au 4 P. GARAGES
Sur place 11 à 19 h. - 550-21-26.

DUROC - 6 PIÈCES
210 m² Imm. pierre de taille, 2e étage, ascenseur 2 chambres service, calme. 2.100.000 F - IMCO : 828-47-24.

8e arrdt.

ST-AUGUSTIN GD LIVING + 3 CHBRES
2e ét., CALME, CLAIR, sans asc. Entièrement rénové TT CFT
PRIX 1.105.000 F
TEL. 539-75-49

MIROMESNIL
Luxueux 5/6 P. mod. 150 m2 Px 2.200.000 F avec parking MICHEL et REYL S.A. 265-90-05

APPT GDE QUALITÉ
Rue MONCEAU, 170 m2 environ, tt cft, bne distribution, chbre serv., garage, Location au profit du vendeur 16 années. Rapport 4,5 %. COCHELIN. - 561-12-16

10e arrdt.

REPUBLIQUE
Appt s/rue CHATEAU-D'EAU. Bel imm. rénové, bon standing, asc., tapis escalier, concierge, 4e étage, plein soleil, gd salon, s. à manger av. poutres, 2 ch., s. de bns moderne, cuis., chff. cent. Etat impecc. Px 750.000 F. Voir prop. mer., jeudi, 14 h. 30 a 19 h., 5, bd MAGENTA (10e).

Mº CHATEAU-D'EAU
Jolie chbre de serv., 6e ét. av. asc. 60.000 F - Tél. : 255-59-66.

SPÉCIAL INVESTISSEURS
GID Administrateur de Biens 281-33-34/35, 10 à 20 h.
VEND Appts vides 1-2-3 p., cft ou à rénover Paris-banl.
10e Beau studio 16 m2, cft, bon plac. 120.000 F.
11e Bd Voltaire - 2 p., 30 m2, cft, calme, 180.000 F.
18e Mairie - 2 pièces, 24 m2, à rénover. 100.000 F.

ST-MAURICE sur Bois et Autoroute
3 Appts de 3 pièces de 50 m2 à rénover. 190.000 F l'unité ou 500.000 F le lot de 150 m2. Rapport possible 45.000 F par an Prix à débattre
Visite sur rendez-vous : W.-E.-dom. : 257-61-62 ou 89

12e arrdt.

AV. ST-MANDE, 6 P. en duplex + terrasse, 300 m2. Immeuble récent, standing - Tél. 345-56-95.

PORTE DE CHARENTON
GD STUDIO, imm. réc., park. Prix : 350.000 F. Tél. 325-48-82.

PORTE DORÉE
Pierre de taille, 3e sur RUE 3 P., cuis., w.-c., bns, IMPECCABLE, chauff. cent. 360-97-23

13e arrdt.

Près PLACE des **PEUPLIERS**
4 mn Mº - 3 P. bon état, SUD, calme. 440.000 F. - 336-17-36.

16e arrdt.

BOULEVARD SUCHET
(Dans voie privée)
90 m2, dble living + 2 chbres. GARBI - Téléph. : 567-22-88.

JASMIN PETIT IMMEUBLE PARTICULIER
sur cour, composé de 6 pièces DESSERVIES PAR ASCENS. Entièrement rénové, tt conft.
PRIX 1.380.000 F
Mercredi, jeudi, 13 h à 18 h : 6, RUE RENE-BAZIN ou Tél. 539-75-49

H.-MARTIN (Près)
Imm. récent, haut standing élégant STUDIO, calme, ét. élevé. Vue étendue, loggia, plein soleil sur beau jardin H. LE CLAIR. - 359-69-36

17e arrdt.

BATIGNOLLES (17e)
5 p., bains, 132 m2, 2e étage. Px : 1.000.000 de F. Part. état. MICHEL & REYL - 265-90-05.

BATIGNOLLES Imm. rénové, asc., 3 ou 4 pièces à aménag. Poss. duplex et jardin privatifs. - 272-40-19.

IDÉAL PLACEMENT
Dans ver. NEUF, 2 P. cciel 50 m2 + petit jardin loué 2.400 F, av. bail 3-6-9. 320.000 F - 359-87-82

ATELIER ARTISTE
liv. dble + 2 chbres - volume exceptionnel. 670.000 F. Agence s'abstenir. - 325-33-08

18e arrdt.

MONTMARTRE. Particul. vend appart. lux., 110 m2, 3e étage. Téléphoner pour visiter : 259-23-46.

LAMARCK Caulaincourt
2 pces, cuis., s. de bains, w.-c., Grand balcon, imm. nf, jamais habité. Parking double + cave. 370.000 F - Tél. : 745-05-20.

35, r. Saint-Vincent, vue s/vigne de Montmartre, studio + petit salon, cuis. équipée, w.-c., bains, ch. cent., état impeccable. Prix : 267.000 F. Visite lundi, mardi, de 14 à 16 heures.

JULES-JOFFRIN
Liv. + chbre, bains, refait neuf. Immeuble pierre, 1er s/rue et cour. - 290.000 F. - 526-54-61.

SUR LA BUTTE
Hameau des Artistes. Atelier + 3 chbres. Sur verdure, grande cuis., w.-c., bains. 1.400.000 F. Tél. : 255-66-18.

91 - Essonne

Partic. vend cause mutation, ds résidence standing. F4 traité luxe, double living, situat. et vue exceptionnelle, 91 m2 + 10 m2 terrasse. - 430.000 F. Tél. mercredi matin 1er octobre au 948-44-66.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY GRAND LIVING, 3 CHAMBRES,
2e étage, ascens., soleil, confort
PRIX 1.225.000 F
539-75-49

COURBEVOIE 5' Gare Immeuble
1965, 2 P. tt confort + parking. IDEAL POUR PLACEMENT Prix 280.000 F - 229-44-61.

BOULOGNE Séjour, 2 chambres, 76 m2, 9e ét., imm. réc., gd cft. ALGRAIN - 280-22-19 et 27-03

BOULOGNE Récent, living dble, 3 chbres, 100 m2, luxueux, balcon, calme, soleil. 765.000 F. - 828-27-70.

94 Val-de-Marne

St-MANDE, chaussée de l'Etang. Appt 110 m2 gd living + 3 ch., cuis. équipée, bains, cave, prix total : 800.000 F. — 341-44-67.

Etranger

SUD ESPAGNE (MALAGA)
APPT Villa meublée village andalou, bord mer. 150.000 F - Loyer garanti. GECI - (1) 742-82-34

appartem. achat

Je rech. UN INVESTISSEUR ou PLUSIEURS AMIS pour ACHETER et DIVISER
MAISON PARTICULIÈRE
Située près d'ALESIA
Serge KAYSER. - 329-60-60

RECH. appts 2 à 4 pces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou ss travx. Paiem. COMPTANT CHEZ NOTAIRE Tél. : 873-23-55, même le soir.

PAIE COMPT CHEZ NOTAIRE ACHETE 2 à 4 pièces, PARIS bon quartier, avec ou sans conf. Mme LEULIER, tél. : 261-68-81 ou tél. le soir : 900-84-25.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e, 566-00-75 rech. Paris 15e et 7e pour bons clients appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

Je recherche 100 à 150 m2, 8e, 16, 17e, NEUILLY. 563-83-55.

Rech. Appt 7e, 8e, 9e, 15e, 16e, 17e
MEME CHER Tél. 285-59-66 326-93-73

immeubles

Vous désirez vendre VOTRE IMMEUBLE JE SUIS ACQUEREUR. Tél. le matin au 747-42-97 ou écrire : Noël AUFMAN 21, rue Le Peletier, PARIS-9e.

locations meublées Demande

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech du STUDIO au 5 pièces. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. - Tél. 285-11-08.

INTERNATIONAL HOUSE
LOYERS GARANTIS
rech. 1 à 6 pièces pour banques et ambassades. — 705-54-78.

URGENT
cherche STUDIO ou PETIT 2 PIECES Meublé. Standing. Libre de suite pour personne seule. PALAIS-ROYAL 16e ou similaire.
Ecrire sous nº 171 HAVAS STRASBOURG 21, rue de la Haute-Montée, 67000 STRASBOURG.

locations non meublées Offre

Région parisienne

SEVRES Résidentiel près Gare
PROPRIETE Soleil 1.800 m2
standing. 10.000 F par mois Claude ACHARD - 637-14-56

locations non meublées Demande

Paris

EMBASSY-SERVICE recherche pour LOCATION ou ACHAT du studio au 6 Pces, Paris et villa en banlieue Ouest. 8, av. Messine, 8e. T. 562-78-99.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavillons, ttes banl. Loy. garantis 5.000 F max. 283-57-82.

fonds de commerce

VENDS MAGASIN CYCLES banlieue Ouest, centre ville. TEL : 233-97-11.

bureaux

VOTRE SIEGE A PARIS Secrétariat, téléph. et dactylo, domiciliation cciale et artisan. Dactylo France 387-55-04 (face gare Saint-Lazare)

VOTRE SIEGE A PARIS de 80 à 250 F par mois. CONSTITUTION DE SOCIETES GEICA 56 bis, rue du Louvre, PARIS-2e. Tél. : 296-41-12 +.

BASTILLE. Propriétaire loue direct., 1.600 m2 impeccables, bail neuf, loyer, 860.000 F/an. TEL : 563-83-33.

ROME Beau 56 m2, 4 bureaux. 400.000 F. Clair. - 266-32-35.

NEUILLY avenue Charles-de-Gaulle
164 m2 réception + 6 bureaux, état neuf. Disponible de suite. 800 F le m2/an + charges faibles + 3 parkings. Claude ACHARD - 624-53-44

Votre SIÈGE SOCIAL
AV. SECRETARIAT TELEPH. CONSTITUTION DE SOCIETES ACTE SA, PARIS. 261-80-88 MARSEILLE. - (91) 93-11-13

786 m2
DE BUREAUX
(divisibles)
SUR UN SEUL NIVEAU
TOUR PLEYEL
Parkings, archives station de métro dans l'immeuble (Champs-Elysées à 10 mn Montparnasse à 15 mn)
SAF
622-10-10
Mme MERLHES

viagers

Région MONTFORT-l'AMAURY Belle propriété, 5 pces, pierre d. taille. Parc 1.500 m2, occupé. 230.000 F + 3.500 F rente. LODEL - Tél. : 355-00-44.

Etude LODEL rech. apparts libres ou occupés. 35, boulevard Voltaire (11e) - Tél. : 355-61-58.

VAL-DE-GRACE, occupé, appt 130 m2, 1 tête, 74 ans, tt cft. Cpt 500.000 F + 5.000 F rente. LODEL - Téléph. : 355-00-44.

NEUILLY Standing, ancien, beau 5 pièces, 2 chbres serv. Occupé 2 têtes
100.000 F cpt + 4.500 F par mois - 603-75-89

LIBRE 17e, près ETOILE GD 2 PIECES TT CFT 270.000 F + 2.650 F mensuel.
F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00

CONVENTION - Beau 4 pièces, confort, immeuble récent Occupé 2 têtes 79 ans Cpt 130.000 F, rente 5.000 F.
VIAGER 130, rue de Rivoli 233-05-75

GID Administrateur de Biens 15-21, r. de Douai, Paris-9e 526-75-80 - 281-33-35%34
RECH. pr couples cadres sup. sérieux av. bnes référ.
PAV. +de 120 m2, même à rén. avec jardin à Paris ou banlieue Sud ou Ouest
VIAGERS libres non occupés RENTES GARANT.
Ecr. ou tél. à M. Mme Sergent, domicile après 19 h. : 579-89-90

FONCIAL VIAGERS
19, boulevard Malesherbes - 8e. Tél. : 266-42-35. Spécialiste, 41 ans d'expér. ; étude gratuite ; rente indexée.

domaines

Suis acheteur vaste domaine bois et plaine 250 km maximum Sud Paris. Ecrire nº 208.796 ORLET, 136, av. Ch.-de-Gaulle, 92522 NEUILLY - SUR - SEINE.

propriétés

MONTIGNY-BEAUCHAMPS (95) Belle propriété bourgeoise, 200 M2 habitables, 9 P. principales, nombreuses dépendances sur terrain 1.800 m2. Idéal profession libérale. Parfait état 1.150.000 F GECI GERANCE S.A. 742-02-34

PORTE DE TOULOUSE
Part. vd villa très confortable ds parc boisé, paysagé, 4.500 m2 avec piscine. Tél. (61) 40-24-78.

Part. vend environ LIMOGES TRES BELLE MAISON style moderne, très bon goût, très grand confort, 3 p., 2 salles de bains, parc de 7.000 m2, beau point de vue. Ecrire HAVAS LIMOGES nº 16.650 H.

PARTICULIER VEND
entre
NEMOURS et SENS
120 km Paris dans hameau Ferme 2 corps bâtiment 12 P.
JARDIN D'HIVER 58 m2
ATELIER D'ARTISTE
ou salle réception 68 m2 avec cheminée 1,80 m/2 m 4 chambres. Salon 45 m2. Cheminée, tomettes, poutres Salle de jeu et 2e atelier Cuisine 35 m2, éléments bois 2 s. de bains, 2 cab. toil. Jardin paysagé (bassin) Clos murs, verger clos thuyas Total 1.500 m2. Produits ferme et maraîchers sur place. 800.000 F ferme. Tél. (86) 65 52-67 ou 64-10-79.

fermettes

90 km, REG. FONTAINEBLEAU FERMETTE AMENAGEE, liv., cuis., 2 chbres, salle d'eau, gar. 2 voit., 570 m2. Prix 300.000 F. MICHEL & REYL 265-90-05

locaux commerciaux

A LOUER
LOCAUX COMMERCIAUX
(avec appartements)

PARIS 5e – Opération Buffon - Poliveau
3 locaux

PARIS 19e – Opération Bolivar - Chauffourniers
1 local

PARIS 19e – Opération 11 à 17, rue Curial
3 locaux

PARIS 19e – Place des Fêtes
3 locaux

PARIS 20e – Opération Saint-Blaise
4 locaux

S'adresser les Lundi & Mercredi de 9h à 11h – Tél.: 329.12.40 ou écrire à
OFFICE PUBLIC D'H.L.M. DE LA VILLE DE PARIS
49, rue du Cardinal-Lemoine, à Paris, 75005 (Service Locations Commerciales)

Locaux commerciaux à louer ensemble immobilier à Vincennes comprenant : 1 entrepôt de 520 m2 s/2 niveaux, 1 parking de 95 m2 bureaux 200 m2, loyer modéré. Tél. : 365-22-35.

Boutiques

Ach. compt. BOUT. ou LOCAL ccial, libre, av. murs. PARIS, CENTRE. — 637-39-95 matin.

INVESTISSEURS
Pptaire vend MURS de boutiq. RAPPORT 162.000 F. Px : 1.300.000 F. T. 325-63-00.

Lamark (près) pour placement
MURS DE BOUT.
loué 24.400 F l'an. Bail 3, 6, 9. Prix 180.000 F. Propriétaire EUROVIM*: 555-92-72.

châteaux

20 km SUD-OUEST de
CARCASSONNE (AUDE)
CHATEAU classé 15e siècle
parfait état, tt confort + petit pavillon 2 P. + logt 3 P. + logt 5 P. + dépend. + 60 ha terres. O.P.L.F., 1, villa George-Sand, 75016 Paris - Tél. : 647-55-22

usines

A VENDRE
Usine amér. de valves, embrayages et pompes en plast. Instal. ds le Middle-West, 21 a. exist. Pptaire de sa ligne de prod. Marchés très stab., 4 mil. US $ de vtes. Très hts prof. Ss dettes, tr. solide trésor., excell. possib. d'exp. Prem. offre. Pr mand. seul, donner qualificat. Ecr. nº 6.991 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

terrains

Particulier vend dans Monts de Blond (87) TERRAIN BOISE de 19 ha. Très beau site. Ecr. Havas Limoges nº 16651 H.

BEAULIEU-S/LOIRE (45)
DANS ZONE PROTÉGÉE
(VIGNES)
Particulier vend terrain à bâtir, 2.000 m2 façade 24 m., eau sur terrain, électricité très proche.
PRIX : 70.000 F.
Téléph. soir après 19 h. 30 : 528-05-06.

villas

VENDS VILLA F 3, BOUVERIE VAR PANORAMA PINEDE. Tél. 16 (76) 24-65-55 ou 24-63-68 après 11 h et 16 h.

St-REMY-les-CHEVREUSES
Proche R.E.R. - VILLA état impeccable. Living, 5 chambres, 2 bains, w.-c., cuis. aménagée, sous-sol total. Jardin 510 m2. Garage double. Prix 850.000 F. Sur place jeudi, de 15 h. à 19 h. 8, rue Claude-Debussy. Téléphone 052-18-07.

pavillons

COLOMBES Les Vallées. Résidentiel, sur terrain 550 m2 PAVIL. 5 P. tt cft. Parfait état. 735.000 F. 788-43-53.

SAINT-CLOUD RESIDENTIEL
Prox. Parc, beau Pavillon 1967, 97 m2 habit., jardin, tt conft. 1.080.000 F - Tél. 603-98-46 19 h.

COURBEVOIE
150, RUE DE NORMANDIE
Beau pav. 2 étages, 9 p. princ. Confort. - 750.000 F. - 563-83-55.

maisons de campagne

YONNE
Belles pierres. Sortie de village, calme, 80 m2. Tout confort. Gar. Grange. Jardin potag. Jardin d'agrément. Belle cave voûtée. Entièrem. clos murs de pierre. Prix 220.000 F. Tél. 384-38-91 après 18 heures.

17 km GAP, 900 m alt., belle maison pierre en partie rénovée, rez-de-chaussée + 2 étages. Tél. : (92) 51-54-99.

Partic. vd Maison campagne près GAILLAC, Tarn : 6 Pces, sal. bains, chauff. centr. Tél. Excel. état + Jardin agrém. + 2.200 m2 Terrain. Dépend. Garage. DAMON (63) 57-20-34

manoirs

PROXIMITÉ ÉTRETAT
vue mer magnifique manoir normand, salle salon (âtre) bureau 4 ch. + mansarde tt cft, sur 1.200 m2. Prix 475.000 F. - Téléphonez : (35) 31-12-36 - 31-46-25

Immobilier (information)

Achat d'un appartement ?
Logez-vous ce nom dans la tête
INFORMATION LOGEMENT

Information Logement :
- Dispose de renseignements sur des milliers d'appartements et de pavillons neufs à l'achat en région parisienne.
- Vous permet de sélectionner, au cours d'un entretien avec un conseiller, les programmes correspondant à vos désirs comme à vos moyens.

INFORMATION LOGEMENT 525.25.25 Un service gratuit, sur rendez-vous

Centre Etoile 49, avenue Kléber 75116 PARIS **Centre Nation** 45, cours de Vincennes 75020 PARIS

Information Logement, service gratuit créé par la Compagnie Bancaire et auquel la BNP, le Crédit Lyonnais, le Crédit du Nord, la Caisse Centrale des Banques Populaires, la Chambre Syndicale des Promoteurs-Constructeurs de l'Ile de France, la Fédération Parisienne du Bâtiment, la Fédération Nationale des Mutuelles de Fonctionnaires et Agents de l'Etat, la MGEN, la Mutuelle Générale des PTT, l'Association pour la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction, apportent leur concours.

Publiscope

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MODE

Fourrures

Fourrures, quoi de nouveau ? Il s'agit d'abord de ne pas engoncer la silhouette : les carrures se modèrent. Trois longueurs se distinguent pour des raisons économiques évidentes : vestes trois-quarts, sept-huitièmes ou manteaux au mollet.

Les couturiers et fourreurs rivalisent d'ingéniosité pour les dessus de pelisses, présentées en patchwork multicolores par *Angelo Tarlazzi* ou *Balenciaga*. L'opossum de Nouvelle-Zélande se marie à la popeline de coton dans les premiers prix des modèles boutique de Jean-Pierre Avizou chez *Revillon, Hermès* assortit l'astrakan ivoire et la soie matelassée beige mastic.

Frédéric Castet de *Christian Dior* cherche de nouvelles clientes avec sa collection junior (de 14 à 20 ans) — 1 800 F à 7 800 F — destinée aux adolescentes et femmes menues. Lapin, astrakan, swakara, voire vison : tons de cassis et de grenat, mais aussi, il va sans dire, les couleurs naturelles des plus belles pelleteries.

Alexandre, le spécialiste du swakara, appuie au corps le buste de ses manteaux, dont les plis creux virevoltent à la marche et s'amuse avec des combinaisons spatiales en vison blanc ourlé de cuir argent.

Jean-Pierre Capelle chez *Fourrures George V* taille les swakara en ensembles de jour ou de soir. Cette maison importe de Montréal les fourrures *Grosvenor*, très cotées outre-Atlantique.

Royal Fourrures fait venir de Milan, en exclusivité, les modèles créés pour Fendi par Karl Lagerfeld. Les tons de plomb et de feuilles mortes prédominent en petit-gris, en vison à damiers, en castor à poils longs, en furet ou en têtes d'ocelot, d'une merveilleuse simplicité, surpiqués pour former des dessins de parquet ou de marqueterie.

Yves Saint-Laurent dessine des arabesques en contraste de couleurs et de peaux, aussi bien en kaïgans et en fourrures modestes qu'en somptueuses arlequinades de vison rouille et noir, ourlées de renard en manteaux et en sept-huitièmes.

Robert Beaulieu taille en canadiennes ses visons, alors que la modéliste finlandaise *Tarja Niskanen* découpe en lanières les visons saga et le renard finlandais, montés en vêtements sport également réversibles, tenant du caftan ou de la tunique (chez Tarja Räsänen, 11, rue de Lens, 75017 Paris, tél. 387-14-09).

Maurice Kotler travaille les visons de toutes sortes, depuis les premiers prix scandinaves jusqu'aux rares sauvages, ainsi que des pékans canadiens et des chats-lynx des montagnes Rocheuses, sans oublier les zibelines russes.

Léon Vissot taille ses visons *Emba* de teintes douces en manteaux et vestes-écharpes, le tout en diagonale.

Chèvres et lapins

Voilà pour les fourrures de rêve. La plupart des griffes offrent aussi des collections « de diffusion » dans les grands magasins et chez les détaillants. A titre indicatif, les vestes en chèvre ou en lapin commencent autour de 1 500 F, les vestes et manteaux en dérivé de vison, opossum ou agneau moiré oscillent entre 3 000 et 5 000 F. Entre ce prix et 8 000 F, on trouvera les vestes de renard bleu, les manteaux en astrakan boukhara et les longueurs intermédiaires. Les visons commencent, en vestes, à partir de 8 000 F et, en manteaux, à partir de 13 000 F (chiffres donnés par les professionnels).

Les GALERIES LAFAYETTE réunissent les stands de *Thierry Mugler, Ted Lapidus, Balmain, Robert Beaulieu, Claude Litz* et *Sprung Frères*. Au PRINTEMPS se côtoient *Balenciaga, Claude Alexandre, Louis Féraud, Claude Gilbert, Evelyne Laurent, Cloval* et *Sauzaie B*. La SAMARITAINE, spécialisée dans les fourrures, propose en outre : *Sprung Frères, Chloé, Ted Lapidus, Nina Ricci* et *Yves Saint-Laurent*.

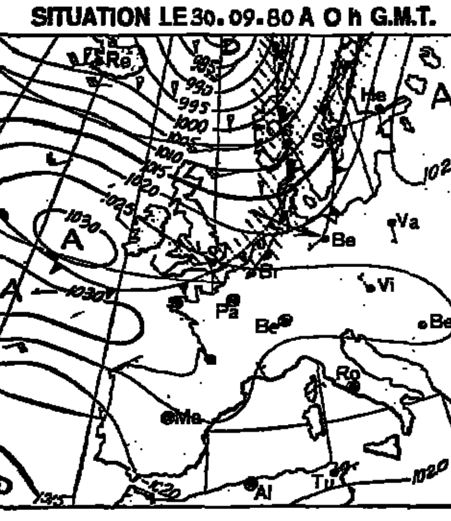
Mais la fourrure se vend aussi chez les importateurs, fabricants et grossistes autour du faubourg Poissonnière et chez Panther's Club (26, rue Vignon). LES DEUX OURSONS (91, rue du Théâtre) offrent un choix très important de modèles d'occasion.

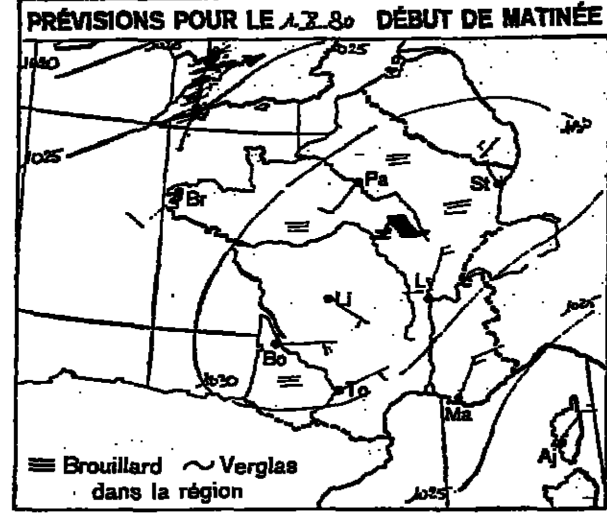
Aux GALERIES, amusante manifestation pour celles qui s'intéressent à l'art de paraître : le premier Festival de la mode aux Galeries Lafayette du 3 au 11 octobre. Dix-sept ténors du prêt-à-porter (dont *Castelbajac, Kenzo, Mugler, Sonia Rykiel, Dorothée, Bis, Poppy Moreni, Courrèges* et *Mme Grès*) ont créé des modèles spéciaux, à vendre à petits prix pendant cette semaine. Ils seront présentés en défilés, à raison de six par jour, avec des cours-conseils de stylistes pour les accessoires et la beauté. Un grand stand Rochas distribuera conseils, maquillages et... échantillons, avec la participation de visagistes et de maquilleurs. Sonia Rykiel a dessiné le sac-emballage du festival, imaginé l'agenda et une gamme de papeterie.

NATHALIE MONT-SERVAN.

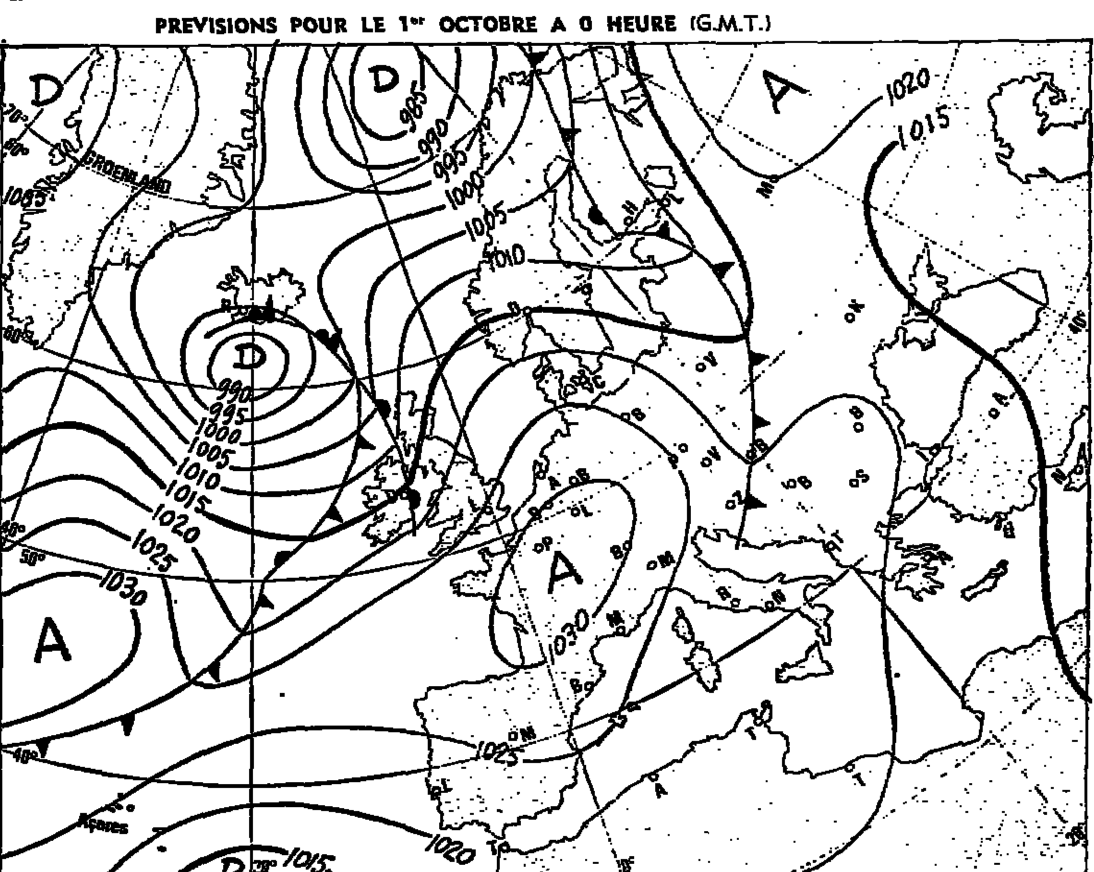
CHRISTIAN DIOR : Redingote d'adolescente de Frédéric Castet, en petit gris Wington gris et blanc, à double boutonnage *et plis sous martingale* au-dessus de la taille. Portée avec un manchon de petit gris, collants gris anthracite et ballerines vernies.

MÉTÉOROLOGIE





PREVISIONS POUR LE 1er OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas
Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 nœuds, 10 nœuds, 50 nœuds
Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le mardi 30 septembre à 0 heure et le mercredi 1er octobre à 24 heures :

Une zone anticyclonique persistera sur la France, tandis que le courant perturbé océanique continuera de circuler rapidement à des latitudes plus septentrionales à travers les îles Britanniques et la Scandinavie. *Toutefois, la partie méridionale d'un front froid atteindra nos* régions du nord-ouest et du nord en fin de journée.

Mercredi 1er octobre, après une matinée encore très brumeuse dans la plupart des régions (nuages bas dans l'Est et le Nord-Est, brouillards nombreux au lever du jour), le temps sera souvent ensoleillé sur la plus grande partie du pays. Toutefois, à l'approche d'un front froid venant des îles Britanniques, le ciel se couvrira de la Bretagne à la frontière belge au cours de l'après-midi, avec quelques pluies passagères sur la Flandre, les Ardennes et le nord du Bassin parisien. Sur ces régions, les vents s'orienteront au secteur ouest et deviendront modérés ; les températures maximales baisseront un peu. Ailleurs, les vents seront faibles et de direction variable ; les températures seront du même ordre que celles de mardi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 30 septembre, à 8 heures, de 1 027,1 millibars, soit 770,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 septembre ; 29 au 30) : Ajaccio, 26 et 13 degrés ; Biarritz, 23 et 17; Bordeaux, 26 et 14; *Bourges, 24 et 11 ; Brest, 15 et 8 ;* Caen, 24 et 13 ; Cherbourg, 22 et 12 ; Clermont-Ferrand, 25 et 10 ; Dijon, 16 et 11 ; Grenoble, 21 et 9 ; Lille, 23 et 13 ; Lyon, 20 et 13 ; Marseille, 27 et 16 ; Nancy, 19 et 7 ; Nantes, 25 et 16 ; Nice, 25 et 18 ; Paris-Le Bourget, 24 et 11 ; Pau, 22 et 14 ; Perpignan, 25 et 18; Rennes, 24 et 13; Strasbourg, 17 et 7 ; Tours, 27 et 13 ; Toulouse, 25 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 20 degrés ; Amsterdam, 19 et 15 ; Athènes, 27 et 18 ; Berlin, 15 et 13 ; Bonn, 21 et 11 ; Bruxelles, 21 et 15 ; Le Caire, 30 et 18 ; îles Canaries, 24 et 17 ; Copenhague, 16 et 12 ; Genève, 18 et 9 ; Lisbonne, 29 et 17 ; Londres, 18 et 11 ; Madrid, 28 et 11 ; Moscou, 7 et 1 ; Nairobi, 8 (min.) ; New-York, 17 et 13 ; Palma-de-Majorque, 29 et 16 ; Rome, 26 et 15 ; Stockholm, 13 et 11.

LES PREVISIONS JUSQU'A DIMANCHE

JEUDI. — Des Ardennes au nord des Alpes, des passages nuageux accompagnés de quelques pluies ou *averses seront suivis d'éclaircies*. Ailleurs, le temps sera beau après la dissipation des brumes et nuages bas matinaux. Les températures seront en légère baisse et le vent faible à modéré de nord-ouest.

VENDREDI. — Après la dissipation de fréquents brouillards matinaux surtout dans l'Ouest, le Sud-Ouest et le Centre, le temps sera beau et peu nuageux. Les températures minimales seront en baisse localement, 5 à 6 degrés dans le Centre, et les maximas seront stationnaires.

SAMEDI ET DIMANCHE. — Le temps sera chaud pour la saison *et les vents tourneront au sud-ouest* apportant une évolution orageuse par l'ouest qui n'épargnera en fin de période que l'est et le sud-est de la France.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 768

HORIZONTALEMENT

I. Des gens qui gardent leur personnalité. — II. Qui peut donc nous réconforter. — III. N'est empruntée qu'en passant ; C'est souvent quand il est classé qu'on voudrait bien le voir. — IV. Nom qu'on peut donner à la grande rigueur ; Dieu. — V. On est soigné dans son hôtel ; Ne pas dédaigner. — VI. S'exprimer comme un duc ; Un mot qui prouve qu'on *a reculé. — VII. Pronom ; Attention* quand il est petit. — VIII. Évoque un état disparu ; Doit être protégé de la rouille. — IX. Fixe un œil. — X. Vieille ville ; Qualifie un *passage devant le feu*. — XI. Pâle quand il est vieux ; Peut soutenir la culotte.

VERTICALEMENT

1. Peut être soupçonné de trahison. — 2. Nom qu'on donne à un vieux renard ; Grecque. — 3. Qui peuvent effrayer les rats. — 4. *Participe qui évoque des* éclats ; Un Suisse qui savait calculer ; *Démonstratif*. — 5. Reste vert ; N'est pas fin quand il est gris. — 6. Nom qu'on peut donner à ceux qui aiment bien se mettre à l'ouvrage ; Personnage biblique. — 7. Poème ; A qui il faut expliquer longtemps. — 8. Peuvent être assimilés à des bouts de papiers. — 9. On lui doit de belles chandelles ; Arrivée à la fin.

Solution du problème n° 2 767

Horizontalement

I. Empressé. — II. Isolation. — III. Na ; Edit. — IV. Hotte. — V. Armure. — VI. Logis ; Emu. — VII. Aune ; Esus. — VIII. Tiaret. — IX. Râles. — X. Ordonné. — XI. Nus ; Egide.

Verticalement

1. Inhalation. — 2. Es ; Oui ; Ru. — 3. *Montagnards*. — 4. Plâtrier. — 5. Râ ; Ems ; Erne. — 6. Eté ; Etang. — 7. Sidérés ; Lei. — 8. Soi ; Emule. — 9. Ente ; Us ; Sue.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du mardi 30 septembre 1980 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret du 8 décembre 1959 pris pour l'application de l'ordonnance du 29 octobre 1958 relative à la situation de certains personnels relevant du ministre de la France d'outre-mer ;

● Modifiant le décret du 11 août 1977 relatif au statut des personnels de l'administration générale de l'Assistance publique à Paris ;

● Portant nominations et promotions dans l'armée active.

UN ARRETE

● Modifiant un précédent arrêté fixant l'échelonnement indiciaire applicable à certains corps de fonctionnaires et emplois relevant du ministère de la culture et de la communication.

BREF

AUTOMOBILE

ÉCLAIRAGE ET SIGNALISATION. — La vingt-sixième campagne pour l'éclairage et la signalisation des véhicules est organisée par la prévention routière, avec le concours de *la prévention rurale*, du 29 septembre au 25 octobre. Phase d'information et de propagande du 29 septembre au 11 octobre ; phase de contrôle volontaire du 13 au 25 octobre.

CIRCULATION

LE FRÉJUS ET LES POIDS LOURDS. — L'ouverture du tunnel du Fréjus aux poids lourds est reportée au 16 octobre, en raison de travaux sur la voie d'accès italienne, entre Suze et Bardonecchia.

Depuis le 12 juillet, le trafic voitures s'établit à une moyenne de deux mille cent quarante-cinq véhicules par jour, avec un maximum de quatre mille six cent soixante-trois le 2 août.

EXPOSITIONS

FONTAINEBLEAU EN CARTES. — L'association les Amis de Samois-sur-Seine présente jusqu'au 5 octobre, à la mairie de cette localité, une exposition consacrée à la représentation cartographique de la forêt de Fontainebleau. Une *cinquantaine de cartes sont rassemblées* : la plus ancienne — la carte de Boisseau, géographe du roi — date de 1648 ; la plus récente — une carte de l'Institut géographique national — a été publiée en août dernier.

★ **Ouvert le samedi et le dimanche de 10 à 20 heures, les autres *jours de 14 à 19 heures*. Entrée gratuite. Catalogue scientifique : 20 F.**

FORMATION PERMANENTE

ARTISANS UTILES. — Le centre de formation d'animateurs de l'Union des ateliers Claireau organise le samedi 18 octobre, à Chamarande (Essonne), une Journée d'étude et d'information sur le thème : « Artisanat d'art et artisanat utilitaire ».

★ **UDAC, Château de Chamarande, 91730 Chamarande. Tél. : 491-24-87.**

LOISIRS

ANNÉES FOLLES A RUEIL-MALMAISON. — Rueil-Malmaison organise, du samedi 4 au dimanche 12 octobre, son troisième Festival d'automne. De nombreuses festivités sont prévues : des tournois de bridge, d'échecs, de dames et de scrabble ; un défilé sur le thème des « Années folles » ; un ballet des danseurs de l'Opéra ; des spectacles de variétés et de marionnettes ; une exposition artisanale et même des vendanges.

★ **Service de la communication. Hôtel de ville de Rueil-Malmaison. Tél. : 732-92-33, poste 380.**

PATRIMOINE

LES SOUVENIRS DE LYAUTEY. — L'Association nationale Maréchal-Lyautey indique qu'elle vient d'écrire au ministère du budget pour lui demander une prolongation du délai au-delà duquel le château de Thorey-Lyautey, situé près de Sion, en Meurthe-et-Moselle, devra être mis en vente, les droits de succession n'ayant pas été acquittés. Entre-temps, elle continue à rassembler les fonds permettant de racheter cette demeure, où mourut le maréchal en 1934, ainsi que les souvenirs qu'elle contient.

★ **B. P. 3851, 54029 Nancy cedex, C.C.P. Nancy 12-31 R.**

VIVRE A PARIS

NOS IMPOTS. — La Ville de Paris met à la disposition des Parisiens un *service permanent d'informations* en matière d'impôts locaux : le mardi dans les mairies annexes des dix premiers arrondissements, le vendredi dans les mairies annexes des onzième au vingtième arrondissements.

En revanche, le service d'information est à la disposition des intéressés les lundi, mercredi et jeudi, de 14 heures à 17 h. 30, au bureau de la fiscalité, 17, boulevard Morland (4e), au 5e étage. Les informations peuvent être fournies, du lundi au vendredi après-midi, en appelant le 887-08-15.

LES ÉCOLIERS AU LAIT. — En 1981, plus de cinquante mille écoliers de classes maternelles vont bénéficier des distributions de lait organisées dans les écoles de la Ville de Paris depuis l'automne 1977. Chaque ration, de 20 centilitres, en carton individuel, est distribuée quotidiennement vers 10 heures.

Coût de l'opération : 3,8 millions de francs, dont 1 million à la charge de la Ville.

TRANSPORTS

PARIS - BORDEAUX L'ŒIL OUVERT

Depuis le 28 septembre, les voyageurs de la ligne Paris-Bordeaux peuvent disposer gratuitement de guides leur donnant des indications touristiques et économiques sur les régions parcourues de l'Ile-de-France, du Centre, du Poitou-Charentes et de l'Aquitaine, ainsi que quelques *renseignements* sur certaines des villes traversées et sur les sites ou les édifices situés à proximité de la ligne et présentant un attrait particulier.

De plus, pour cinq trains rapides Paris-Bordeaux et quatre Bordeaux-Paris, le guide donne les heures de passage au droit de ces villes, sites ou édifices.

Bravo à la S.N.C.F. !... Ce qu'elle a commencé avec le Cévenol, il faut qu'elle le continue. Le train est un merveilleux instrument de transport et de dépaysement, à condition qu'on sache l'utiliser. Il y avait de nombreux guides touristiques édités à l'intention des automobilistes ; rien pour les usagers du rail. Cela va-t-il changer ?

PARIS EN VISITES

MERCREDI 1er OCTOBRE

« La restauration des peintures », 11 h., arc de triomphe du Carrousel, Mme Oswald.

« Notre-Dame », 15 h., façade, portail central, Mme Bachelier.

« Le Val-de-Grâce », 15 h., 277 bis, rue Saint-Jacques, Mme Bouquet des Chaux.

« Hôtel de Sully », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Meyniel.

« Saint-Denis, Suger, abbé roturier et génial », 15 h., entrée basilique, Mme Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).

« La Sorbonne », 15 h., 46, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'église Saint-Julien-le-Pauvre », 15 h., façade de l'église (M. de La Roche).

« Hôtels du Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Comédie-Française », 15 h., 1, rue des Carmes (le Vieux-Paris).

AQUITAINE — Avant que les eaux ne meurent

RIVIÈRE A SAUVER

Vingt-cinq stations en vigie sur la Dordogne

De notre envoyé spécial

Sariat-la-Caneda. — Le canoë plonge dans les veines liquides, qui s'entrecroisent et bouillonnent, embarque un paquet d'eau, se redresse d'un coup de reins et file maintenant bien d'aplomb sur un miroir d'émeraude. Le « rapide est franchi : voici qu'approche l'ombre des falaises calcaires au pied desquelles, à plusieurs mètres de profondeur, des truites de légende tiennent l'affût. *« Pas trop froide, l'eau de la Dordogne ?* lance le barreur à son coéquipier de l'avant. *Poussez sur la pagaie, ça réchauffe. »*

Déjà une île se présente, d'où s'élève un héron en alarme. Prendra-t-on à gauche ? Non, c'est un bras mort, une « couasne » *comme* on dit ici, véritable vivier où les carpes se chauffent le dos. Mais attention à droite à ne pas s'empêtrer dans les branches basses. Tout *le* monde *serait* au bouillon en un instant.

Puis le flot se calme, s'endort, devient glauque et faiseur de bulles. Sur les rives, des ferrailles rouillées et un tintamarre mécanique signalent une exploitation de graviers. Un affront et une blessure pour cette Dordogne qui, dégringolant des *volcans* d'Auvergne et passant dans les turbines de cinq barrages E.D.F., croyait pouvoir reprendre ici son libre vagabondage.

Pour comprendre une rivière, apprécier ses humeurs, découvrir *ses mystères et* mesurer *ses* malheurs, il n'y a pas de meilleur moyen que de s'embarquer. De la corrézienne Argentat aux raffineries girondines du bec d'Ambès, la Dordogne est navigable. Il y a moins d'un siècle, des gabarres de trente tonneaux avec sept hommes à bord faisaient le chemin en douze jours.

Aujourd'hui, des radeaux de boys-scouts, des canoës de pères *tranquilles* et des *sportifs* en kayaks s'abandonnent au flot. Cet été, du 14 juillet à la fin août, entre Argentat et le confluent avec la Vézère, là où la Dordogne serpente dans l'un des paysages les plus émouvants du monde, on a vu naviguer *près de vingt mille* personnes. Il est vrai que la rivière est sans danger, vivante, bordée de falaises préhistoriques et de châteaux de tous âges. Or ces nautes du dimanche on n'en voyait guère, il y a quatre ans à peine. Ils *comptent* à *présent* parmi les premiers utilisateurs de la Dordogne.

Les mêmes respects

Si on les avait consultés — on n'y a guère songé, — on aurait constaté qu'ils réclament les mêmes respects pour leur rivière que les pêcheurs, les amoureux de nature, les amateurs de vieilles pierres et les écolos. Ce que tous demandent, c'est qu'on *laisse* la Dordogne en paix. Qu'on lui épargne *le farfouillage des gravières*, les délestages intempestifs des électriciens qui ne voient pas plus loin que le bout de leurs kilowattsheures, les pollutions lâchées par des municipalités négligentes et les industriels sans scrupule.

Il y a des années que les uns et les autres ont donné l'alerte : barrages, déversements et ballastières *condamnaient* à mort l'une des plus belles rivières de France. Les fonctionnaires et *les* ingénieurs qui ne vont pas sur l'eau *n'en savaient* rien. On leur a ouvert les yeux et ils ont tout de même réagi. A l'exemple du Lot, une *opération* « Dordogne, rivière propre » a été lancée voici trois ans. Depuis on a multiplié les études. Leur entassement mesure déjà 60 centimètres de haut. *Elles* confirment en *langage* savant ce que les écolos et les pêcheurs disaient dans le parler de tous les jours.

Tout ce qui artificialise un cours d'eau (barrages, seuils, enlèvement de matériaux, rectification de lits, enrochement de berges, rejets d'effluents) est *mauvais pour sa santé*. Mais comment aujourd'hui corriger les erreurs du passé ? Un chargé de mission, M. Pierre Truteau, qui avait déjà « traité » le Lot, a été nommé *il y a trois ans. C'est lui* qui a commandé les études et, en somme, dressé le diagnostic (1).

Pour la thérapeutique, le ministère de l'environnement et du cadre de vie, dont les services n'arrivaient pas à s'entendre, a *désigné un ingénieur* des ponts et chaussées, M. Dreyfous-Ducas. D'ici quelques semaines, il remettra ses propositions.

Mais on sait déjà ce qu'il conviendrait de faire. D'abord, protéger les superbes abords de la rivière en classant les sites qui ne le sont pas. Dans le seul département de la Dordogne, il y en a une demi-douzaine, dont plusieurs « cingles », ces majestueux méandres de plusieurs kilomètres. Ensuite, réaménager des passes à poissons sur les trois barrages E.D.F. de la basse *Dordogne, vers Bergerac.* Il y a vingt ans que les pêcheurs lâchent des jeunes saumons sur les frayères où, jadis, en aval d'Argentat, ils pullulaient. Grâce aux travaux, dont le principe est admis et le financement assuré, *on espère assister* à la *première* remontée massive l'an prochain. Ce sera un événement et un symbole. Il *faudrait* encore qu'E.D.F. gère les délestages de printemps *de ses barrages de haute* Dordogne en tenant compte des autres usagers. Des négociations difficiles sont en cours.

Pour les pollutions, c'est *tout* le bassin (près de 3 millions d'hectares) qui est concerné. Vingt-cinq stations d'épuration sont en construction. L'effort devra être poursuivi pendant des années, mais, avec de la constance et de l'argent, on rendra à la rivière sa limpidité d'antan.

Restent les gravières, le gros morceau. Par avion, on a repéré *dans le cours même de la Dordogne* et sur ses rives plus de deux cent soixante « trous ». Beaucoup sont abandonnés, d'autres encore exploités.

Transfert de nuisance

On en a tiré en vingt ans 34 millions de tonnes de granulats. Et le rythme s'accélérait à raison de 4 millions de tonnes par an. Le lit de la rivière s'est abaissé en certains endroits de 1,70 mètre. Et, bien évidemment, pour *retrouver son équilibre*, elle grignote sur ses berges ce qu'on lui enlève. D'où les protestations des cultivateurs qui voient partir leurs champs.

Pour les trous les plus anciens, il n'y a, hélas ! plus grand-chose à faire. Pour les exploitations actuelles, tout le monde est d'accord : il faut *les stopper*. C'est déjà chose faite dans le département de la Dordogne. Mais où trouver de nouveaux granulats ? Dans les collines d'alentour, bien sûr, où les demandes d'ouvertures de carrière se multiplient. *Transfert de nuisance* caractérisé. Va-t-on détruire les paysages de la Corrèze, du Quercy et du Périgord pour sauver le cours d'eau qui les baigne ?

Dans le département du Lot, on a imaginé une solution *apparemment plus « astucieuse »*. Pour corriger les fâcheux effets des gravières, on veut construire des seuils — sorte de barrages à demi submergés, — rectifier le cours de la rivière et consolider les berges. Qui paiera ces travaux évalués à 17 millions de francs ? Les exploitants de gravières regroupés à qui l'on offre deux îles « qui ne servent à rien ». Ils pourront enlever encore 6 millions à 7 millions de tonnes de matériaux et, par la grâce d'une surtaxe, financer la correction de leurs errements passés. A la place des îles s'étendront dans dix ans *deux plans d'eau de 15 hectares* et 35 hectares « pour le tourisme ».

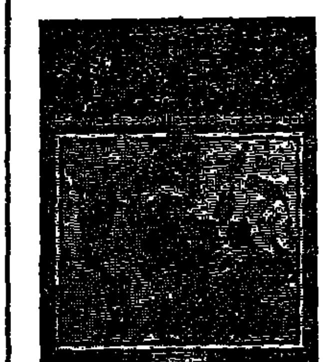
Ces aménagements, dont le premier touche la commune de Vayrac, inquiètent beaucoup de monde : les riverains, qui viennent de constituer une association de défense (2), le conseil municipal, *qui a voté une motion de* défiance, les pêcheurs, qui ne les accepteront que « sous condition », et les canoéistes, qui se demandent s'ils pourront encore *naviguer* sans péril.

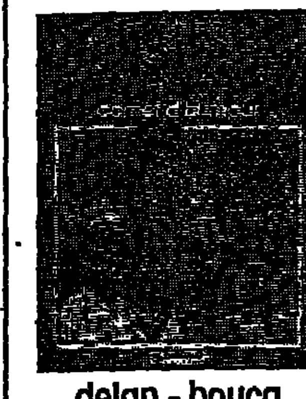
Les responsables de l'opération « Dordogne, rivière propre » ne sont donc pas au bout de leur peine. *La solution consisterait* sans doute à établir un plan interdépartemental d'exploitation des granulats. Celui-ci obligerait les industriels à se regrouper sur des carrières choisies avec soin, à travailler avec le minimum de nui*sance et à prévoir la remise* en état en fin de chantier. Si le sauvetage d'une rivière passe par sa gestion raisonnée, la protection des cantons d'alentour doit nécessairement suivre le même itinéraire.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Mission « Dordogne, rivière propre », préfecture du Lot, place Chapou, 46009 Cahors.

(2) Association des habitants de Mezels, 46110 Vayrac.





INQUIÉTUDE DANS LE BASSIN D'ARCACHON

L'huître et ses plaideurs

De notre correspondant

Bordeaux. — Le bassin d'Arcachon a toujours été considéré comme une petite mer intérieure *réservée au plaisir exclusif* des Bordelais. Il s'y mêle, bien sûr, en été, quelques étrangers parisiens, belges ou allemands, mais pas au point de l'empêcher de demeurer une mer *bordelaise*, voire médocaine, puisque même les poissons, les huîtres *et* les *courants* qui l'habitent se mêlent de politique. Les passes qui conduisent à l'océan sont aussi difficiles, mystérieuses et dangereuses que *les dissensions qui* animent *tous* les usagers du bassin : ostréiculteurs, touristes, plaisanciers, possesseurs d'une résidence secondaire, se sentent tous propriétaires exclusifs. Ce sont les ostréiculteurs qui ont tiré les premiers la *sonnette* d'alarme.

Il faut d'abord reconnaître qu'ils l'ont *fait* un peu tard, en tout cas quand ils n'étaient plus crédibles : un chercheur de l'I.S.T.P.M. ne l'avait-il pas fait avant eux ? Il avait été mis au *pilori* et *condamné* à *manger* publiquement des huîtres, comme si cette cérémonie eût pu, à elle seule, exorciser le mauvais sort et convaincre une opinion publique en lançant une contre-offensive : l'huître d'Arcachon, c'était la *meilleure* du monde, l'eau du bassin la plus belle et la plus propre. On proposa même d'abandonner l'appellation de « bassin » pour celle de « baie » mieux évo*catrice de grands espaces marins.*

Le verdict des consommateurs fut pourtant sans appel : la coquille de l'huître était d'une propreté *douteuse* comparée aux concurrentes, et surtout présentait souvent des cavités, des chambres qui se perçaient au moindre contact du couteau ou de la *fourchette* pour libérer des odeurs nauséabondes.

Le poids d'une clientèle régionale

Plus grave encore : depuis quatre ans, l'huître ne se reproduisait plus dans le bassin. Aucun naissain, ou presque, n'arrive à se fixer sur les collecteurs. Les bancs naturels de l'estuaire de la Gironde et les gisements charentais ou bretons, sortis plus vite des épizooties, ont permis, jusqu'à présent, à l'ostréiculture arcachonnaise de survivre. Le poids d'une clientèle régionale très attachée au bassin et un sursaut commercial souvent très courageux ont également contribué au maintien de cette activité. L'ostréiculture a survécu, mais elle est exangue quand on en est encore à rechercher les causes du mal.

Le premier coupable désigné fut, bien entendu, la surpopulation estivale. Le bassin ne disposait d'aucun réseau d'assainissement. Si, grâce au SIBA (Syndicat intercommunal du bassin d'Arcachon), les collecteurs et les stations d'épuration se mettent peu à peu en place, les problèmes de l'ostréiculture ne paraissent nullement diminuer. On savait, les chercheurs de l'I.S.T.P.M. l'ont amplement prouvé, qu'il y avait également surpopulation d'huîtres. Un plan de restructuration des exploitations est envisagé, financé en partie par le plan du Grand Sud-Ouest. Sa mise en place ne soulève guère d'enthousiasme. Sans doute à cause des problèmes sociaux qu'il pose et d'une interprofession traditionnellement désunie. Et surtout parce que les quatre années sans naissain ont commencé à engendrer le désespoir.

Alors que les rejets polluants d'origine urbaine ou industrielle ont diminué, les dernières recherches font état d'une très forte teneur de l'eau en métaux lourds. Deux accusés : les moteurs des plaisanciers, leurs rejets d'hydrocarbures et, surtout, les anodes en zinc qui protègent les coques des bateaux contre l'électrolyse. Il est probable, quand on sait qu'il y a plus de vingt mille bateaux dans le bassin, qu'ils y sont pour quelque chose.

Deux dernières hypothèses sont *encore avancées : la culture du* maïs, de plus en plus importante dans l'arrière-pays, fait largement appel à des produits chimiques, engrais ou désherbants, qui s'écouleraient dans le bassin...

Une chance de survie

Enfin, il se trouve des gens pour penser que les effluents de la papeterie de la Cellulose du Pin, à Factur, rejetés en pleine mer à 4 400 mètres du rivage, sont ramenés à l'intérieur du bassin par les courants marins, chose qui n'aurait rien de surprenant en cette région où les fonds et les courants sont très capricieux.

Des études sont en cours. Certaines bien avancées. Les autres imminentes ou simplement souhaitées. S'il n'est pas trop tard, *elles apporteront une chance de* survie à l'ostréiculture arcachonnaise, qui représente un peu plus de 3 000 emplois directs ou indirects contre 6.500 en 1960.

Restera alors à trouver un modus vivendi entre tous ceux qui participent à la vie du bassin : grosses vedettes qui s'aventurent parfois au-delà des passes pour la pêche au thon, quelques chalutiers, voiliers qui sortent rarement, barcasses pour la pêche à la ligne, et la pinasse aux grâces de gondole, l'embarcation traditionnelle de ces eaux calmes *en surface*, agitées en profondeur.

Restera aussi à décider comment se prolongera l'urbanisation des rives du bassin. Si *prompte à mettre les projecteurs* sur ses opérations de Lacanau, Hossegor ou de Port-d'Albert, la MIACA (Mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine) paraît vouloir jeter un voile pudique sur ce qui peut se passer dans le bassin, ne se préoccuper que de son assainissement, et laisser fleurir n'importe quel projet immobilier. Qui *oserait le lui reprocher quand* elle a versé 4,6 millions de francs au seul réseau d'assainissement ; presque autant que le département. A moins qu'elle ne pense que la réalisation de la plus grande marina d'Europe puisse constituer sa meilleure référence ?

PIERRE CHERRUAU.

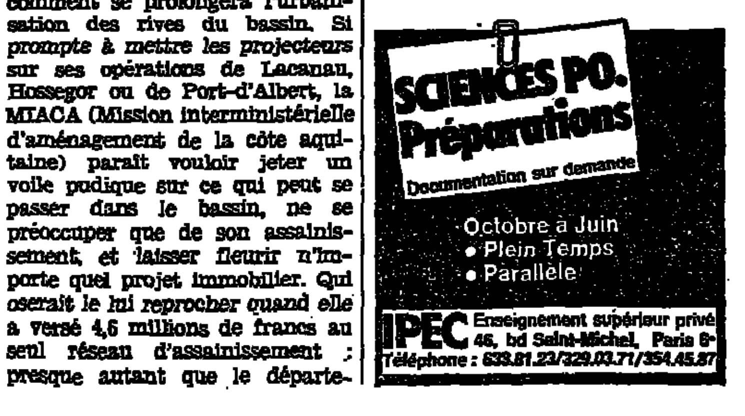
UNE ASSOCIATION

Le « triangle du Périgord »

Protéger et promouvoir le territoire du triangle du Périgord, tel est le but que s'est fixé récemment l'Association « Triangle du Périgord ».

Haut lieu du patrimoine de *l'humanité, ce territoire, délimité grosso modo* par Lascaux au nord, par les Eyzies à l'ouest et par Sarlat à *l'est*, est menacé. « Triangle du Périgord » se propose de rallier tous ceux, et notamment les « touristes culturels », qui souhaitent que la plus grande vigilance s'exerce sur cette région.

(*) Secrétariat de l'association : Mme Tabary, 24220 Bézenac.

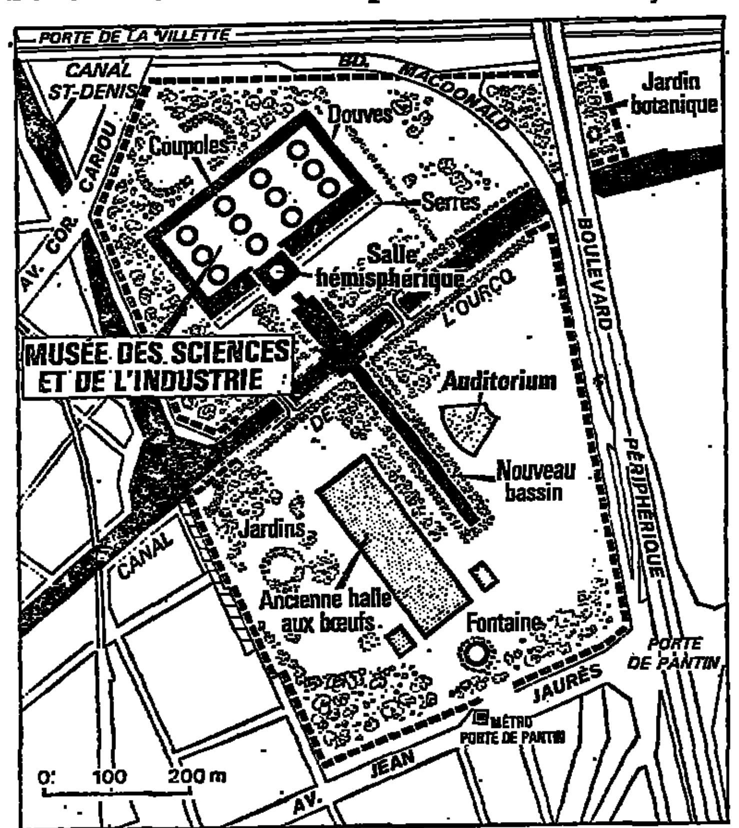


RÉGIONS

Ile-de-France

Sur l'emplacement des anciens abattoirs

Le musée des sciences de La Villette sera entouré d'un parc à la française



L'amenagement d'un musée des sciences et de l'industrie (coût : 800 millions de francs) devrait commencer l'an prochain sur le site des anciens abattoirs de La Villette, dans le 19e arrondissement de Paris. Les travaux de démolition qui coûteront une dizaine de millions de francs au lieu des trente prévus (*le Monde* du 7 février) devraient être terminés au printemps prochain.

Le projet de l'architecte Adrien Fainsilber, retenu par le président de la République (*le Monde* daté 14-15 septembre), ainsi que les maquettes et les esquisses proposées par les dix-neuf autres équipes seront présentés prochainement au public.

Comme la plupart des autres concurrents, Adrien Fainsilber, quarante-huit ans, auteur de l'hôpital de Villetaneuse, a dessiné un parc « à la française » sur les 30 hectares qui entoureront le musée, l'auditorium un moment prévu aux Halles et la halle métallique conservée. Il a tracé un nouveau bassin, en longueur, bordé d'arbres, perpendiculaire au canal de l'Ourcq et qui aboutit à l'entrée principale du musée. Devant l'entrée, une salle hémisphérique, sera construite sur l'eau, et l'on pourra y organiser des projections à 360°.

L'ancienne salle des ventes dont le gros œuvre sert de structure au musée, sera entourée de plans d'eau. Cette immense bâtisse de 300 mètres de long sur 160 mètres de large occupe trois fois le volume de Beaubourg et offre plus de 100 000 m2 de surfaces, sous des plafonds qui sont parfois à 11 mètres de haut. M. Fainsilber a prévu d'y faire entrer la lumière par une douzaine de gigantesques coupoles. La transition avec l'extérieur est ménagée, devant les façades, par des serres vitrées.

Une première sur le T.G.V.

Pendant des années, ce ne fut qu'un rêve aperçu furtivement à la télévision. Et voici que sous un pâle soleil d'automne ce rêve devient réalité. En ce lundi 29 septembre, tapi sur la voie 13 de la gare de Lyon, entre quelques rames « ordinaires », il est là, le T.G.V., qui va accomplir sa première liaison commerciale vers Lyon. Pendant un an, « le Lyonnais » ce sera lui.

T.G.V., train à grande vitesse. Pas tant que cela pour l'instant, puisque lancé sur le réseau classique du Sud-Est, notre train futuriste ne pourra, en attendant la réalisation de « sa » ligne, dépasser les 160 kilomètres à l'heure de rigueur sur les voies actuelles. Au moins cette répétition générale va-t-elle permettre à la S.N.C.F. de le tester sur le plan commercial. Les — rares — voyageurs à l'emprunter, lundi, ne paraissaient, pour la plupart, pas émus d'être les premiers. Les hommes d'affaires, les plus nombreux, affectent un détachement de bon aloi ; quelques voyageurs du troisième âge demandent s'ils ont « le droit de monter » ; les touristes étrangers paraissent insensibles à l'honneur qui leur est fait, à part un Japonais qui ausculta les wagons et un Anglais qui immortalisa l'événement sur pellicule.

Quelques surprises attendent les passagers du Lyonnais T.G.V. Des voitures plus basses, plus courtes (trente-huit places en première classe, soixante en seconde) que celles des rames classiques, mais pour ce qui est de la climatisation d'une qualité tout aussi hasardeuse. Des fauteuils spacieux et moelleux — en première classe du moins, en seconde ils sont en skai ; un jeu de portes — tantôt automatiques, tantôt commandées par bouton — déconcertent ; des toilettes équipées de sèche-mains électriques.

La plus grande surprise pour celui qui s'attendait à un surcroît de confort vient, dès les premiers kilomètres : le T.G.V. « secoue » et davantage que tous ses prédécesseurs corail ou inox. Courbes, aiguillages, irrégularités de la voie sont ressentis durement : tout est prétexte à tressauter, à dodeliner, à osciller, à perdre l'équilibre. Dans les deux wagons-restaurants (un pour les fumeurs, un pour les non-fumeurs) à la gastronomie décidément immuable, la demi-bouteille de saint-émilion tangue dangereusement sous les aléas du parcours... Explication de ces désagréments qui font dire à un voyageur grincheux — et excessif — qu'on « se croirait revenu au temps des brouettes » : les boggies du T.G.V sont destinés à encaisser des vitesses de 260 kilomètres-heure, donc suspensions et amortisseurs faits pour fournir leur meilleur rendement à cette allure, sont nécessairement « durs » à 100 kilomètres-heure du moins. Cet inconvénient ne disparaîtra qu'avec la mise en service — totale — de la ligne T.G.V. En attendant, il reste de beaux jours pour le Mistral...

JAMES SARAZIN.

UNE PROPOSITION DE LA R.A.T.P.

Le prix du ticket de métro passerait de 1,75 à 2,25 francs en cinq ans

Si, en 1981, les investissements prévus par la R.A.T.P. pour prolonger les lignes de métro en banlieue resteront identiques à ceux de 1980 (les rames atteindront Bobigny et Villejuif à la fin de l'année prochaine), l'évolution du budget d'exploitation de la Régie est préoccupante.

Les dépenses augmentent désormais plus vite que l'indice des prix. Pour remettre à flot ce budget, M. Jacques Deschamps, directeur général de la R.A.T.P., a proposé, ce mardi 30 septembre, au cours d'une réunion de presse, de faire passer en cinq ans le prix du billet du carnet de métro de deuxième classe de 1,75 franc à 2,25 francs.

« *La part des voyageurs dans les ressources de l'entreprise ne fait que diminuer*, déclare M. Deschamps *Cette situation ne peut que réduire l'autonomie de la Régie et affaiblir sa capacité d'adaptation aux difficultés inhérentes au transport quotidien de 7,5 millions de voyageurs.* » Cette constatation, jointe à l'inquiétude que suscite d'évolution de son endettement (plus de la moitié des investissements sont financés par des fonds empruntés), représente pour les responsables de la Régie un motif d'inquiétude. Alors qu'en 1960 la contribution des voyageurs aux dépenses de la Régie était de 71 %, elle n'est plus, en 1980, que de 39 %. Le reste des dépenses est couvert pour 15 % par les employeurs, 20 % par l'Etat, 12 % par les collectivités locales.

En fait, la politique tarifaire des vingt dernières années a été marquée par une hausse relativement faible du prix des transports parisiens. Au début de 1980, le ticket de métro, dans la capitale, coûtait 1,50 franc au lieu de 2.50 francs à Lyon, 2.52 francs à Marseille et 3.80 francs à Londres...

Les charges de la R.A.T.P. ne cessent, en outre, d'augmenter. La Régie doit faire face, en effet, au remboursement des emprunts lancés pour moderniser son réseau. *Depuis 1977, la charge de* la dette s'est accrue de 90 % ; le coût de l'énergie a plus que doublé et les dépenses de personnel ne cessent de croître. Enfin, 67 % des voyageurs, au lieu de 50 %, il y a cinq ans, bénéficient de cartes à tarif réduit. Bref, la Régie cherche de l'argent. Où peut-elle le trouver ? Auprès de l'Etat ? Ce serait mettre en péril son autonomie. Auprès des collectivités locales ? Celles-ci actuellement sont hors d'état de dégager des dépenses supplémentaires. Il en est de même pour les entreprises.

Reste donc l'usager. Si l'Etat accepte les propositions de la Régie, la part du voyageur dans le financement de la R.A.T.P. devrait passer de 39 % à 45 % en cinq ans ; soit une hausse annuelle de 14,5 % du prix du billet. Avec une telle augmentation d'ici à 1985, le budget d'exploitation de la Régie serait de nouveau équilibré. Ce serait, en outre, une façon de permettre à l'Etat de se « désengager », comme il le souhaite, de l'exploitation des transports et de confier à la région Ile-de-France qui le réclame depuis des années la responsabilité des transports à partir, comme le souhaitent les élus régionaux d'une situation financière assainie.

JEAN PERRIN.

Coût du vandalisme : 10 millions en 1979

Les passagers du métro parisien vont-ils retrouver les bancs de bois qui faisaient le « charme » des rames d'avant la modernisation ? La direction de la Régie se pose sérieusement la question tant l'entretien des coussins des banquettes et des strapontins lui coûte cher. Quelques coups de canif dans le simili cuir, et le siège doit être envoyé à l'atelier de sellerie de la R.A.T.P., à Fontenay-sous-Bois, pour être refait. Coût de l'opération, de 1 500 à 2 000 F la pièce. Or, en huit mois, depuis le 1er janvier 1980, plus de vingt-cinq mille coussins, un sur seize, ont été ainsi détériorés, souvent, trop souvent volontairement. Quarante selliers travaillent ainsi en permanence dans l'atelier spécialisé de la régie.

Ce n'est malheureusement pas le seul acte de vandalisme auquel doit faire face la R.A.T.P.: fils électriques coupés ; combinés téléphoniques arrachés, chewingum, ou acide dans les composteurs à billets, vols de p.tits outillages..., les actes de malveillance se multiplient. La remise en état des accès aux stations (remplacement des vitres brisées et des carreaux de faïence cassés, effacement des graffiti) a, à elle seule, entraîné une dépense de 1,37 million de francs en 1979. La R.A.T.P. évalue à 10 millions de francs le coût total du vandalisme en une année.

Encore ne s'agit-il là que d'actes qui ne peuvent avoir de conséquences dangereuses. Malheureusement, les agressions sont, elles aussi, en augmentation après avoir diminué il y a quatre ans, lors de la création d'un corps spécial d'agents de sécurité. Alors qu'il n'y en avait eu que 534 en 1977, on en a compté 708 en 1978 et 744 en 1979, et si cette année là 90 conducteurs d'autobus avaient été attaqués, 70 l'ont été au cours des premiers mois de 1980. Sans compter, ce qui est quand même assez rare, les barres de fer ou les plaques d'égout qui sont parfois « oubliées » sur les voies du R.E.R. Heureusement, tous les amoureux de la gâchette ne prennent pas pour cible les autobus, comme cet habitant de la rue de Paris, à Bagneux (Hauts-de-Seine), qui, cinq fois de suite au mois de décembre dernier, « s'amusa » à tirer sur le « 126 ».

THIERRY BRÉHIER.

LA PROVINCE CONTRE PARIS ?

La présentation du nouveau plan d'entreprise de la R.A.T.P. va relancer un débat ancien : qui doit payer les transports parisiens, les Parisiens seuls ou l'ensemble de la collectivité nationale ? Paris et sa région sont capitale de la France et, comme telle, rendent à celles-ci un certain nombre de services qui doivent être rémunérés en conséquence. Dans quelle proportion ? C'est là qu'est la question nouvelle et préoccupante que ne manqueront pas de soulever, lors de la prochaine discussion budgétaire, l'ensemble des élus provinciaux.

Il est bien certain qu'à partir du moment où les habitants de l'Ile-de-France ne participent que pour une part très faible, de plus en plus faible, au financement des dépenses de la Régie, les représentants des autres régions ne peuvent accepter de prendre leur relais, et cela au moment même où, partout en province, des besoins nouveaux de transports, difficiles à satisfaire, apparaissent.

La province une nouvelle fois contre Paris ? Sans doute. Mais cette querelle en recouvre une autre, plus vaste : est-ce à l'usager qui les utilise, à l'employeur qui amène ainsi à lui ses salariés, à l'Etat ou aux collectivités publiques, qui doivent assurer un certain service public, de payer les transports urbains ? Et dans quelle proportion pour chacun ? Les tarifs publics, et tout particulièrement ceux du métro et des autobus parisiens, ont longtemps été fixés artificiellement, en fonction d'impératifs politiques plus qu'économiques. Cela ne paraît plus possible à certains. — J.-F. S.

FONTAINEBLEAU VA REDEVENIR UNE SOUS-PRÉFECTURE

Fontainebleau doit redevenir sous-préfecture en 1982. Depuis la Libération, ses élus bataillent pour que la ville retrouve son « rang » administratif, qu'une loi de 1926 lui avait fait perdre comme à cent six autres communes françaises (*le Monde* du 11 janvier). Les arguments ne leur manquent pas : l'arrondissement de Melun, la préfecture à laquelle Fontainebleau a été rattaché, rassemble 435 communes sur les 513 de Seine-et-Marne et plus de la moitié des habitants du département. C'est beaucoup.

M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, après avoir annoncé dans une lettre à M. Paul Seramy, maire de Fontainebleau, sénateur C.D.S., que la décision de principe était prise, l'a confirmée samedi 27 septembre en inaugurant la nouvelle caserne des sapeurs-pompiers bellifontains : « *Fontainebleau devra redevenir chef lieu d'arrondissement.* »

Auvergne

LES INONDATIONS : ENTRE 150 ET 200 MILLIONS DE FRANCS DE PERTES POUR LES ENTREPRISES DE LA HAUTE-LOIRE.

La crue brutale de la Loire du dimanche 21 septembre a provoqué « *une catastrophe économique sans précédent dans le bassin du Puy* », estime la chambre de commerce et d'industrie du Puy en Haute-Loire. D'après l'organisme consulaire, le coût des dégâts pour les entreprises devrait se situer entre 150 et 200 millions de francs. « *Un premier inventaire dressé par la C.C.I. fait apparaître que soixante-cinq entreprises industrielles, autant d'entreprises commerciales et une centaine d'entreprises artisanales employant mille huit cents salariés ont subi des dégâts considérables.* »

La chambre de commerce du Puy affirme que « *la majorité des entreprises touchées ne peut envisager un redémarrage de l'activité que si l'aide exceptionnelle attendue se concrétise dans les heures qui viennent. Tout retard dans cette aide*, dit-elle, *créerait un risque de fermeture définitive et donc de chômage pour un millier de salariés* ».

Cette question de l'aide à ce département sinistré devrait être abordée au cours du conseil des ministres du 1er octobre.

Faits et projets

TRANSPORTS

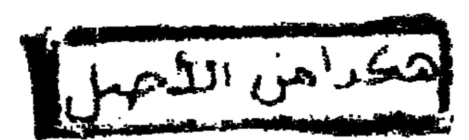
● *Les pertes de Calais.* — Le blocage du port de Calais par les marins-pêcheurs au mois d'août a occasionné une perte de 350 000 passagers et de 78 500 véhicules, soit 6 millions de francs au premier port français de voyageurs, estime la chambre de commerce et d'industrie. Au cours des huit premiers mois de 1980, le trafic des passagers a néanmoins progressé de 17 % par rapport à la même période de 1979.

● *Une critique du budget.* — M. Thierry Jantet, secrétaire national du M.R.G., nous a déclaré : « *Contrairement à ce qui est annoncé par M. Le Theule, le budget 1980 des transports sera anti-économique. En effet, si l'on constate un relatif ralentissement de programme autoroutier, on note surtout une mesure absurde en période de crise énergétique : la réduction des subventions destinées à la S.N.C.F. Par ailleurs, l'effort prévu pour les voies navigables apparaît très insuffisant.* »

● *Phnom-Penh-Moscou par air.* — L'Union soviétique et le Cambodge viennent de signer un accord de trafic aérien. Ni la date d'entrée en vigueur de cet accord ni la fréquence des vols entre les deux capitales n'ont encore été précisées. — (A.F.P.)

URBANISME

● *Un nouveau directeur aux Halles.* — M. Philippe Chareyre, cinquante et un ans, président-directeur général de la Société anonyme de gestion immobilière (SAGI), serait prochainement nommé directeur de la Société d'économie mixte pour l'aménagement des Halles (SEMAH). Il remplacerait M. Dominique Saglio, quarante-sept ans, qui devient conseiller du président de la SEGECE, filiale de construction de bureaux et de centres commerciaux de la Compagnie bancaire. M. Saglio était directeur de la SEMAH depuis cinq ans.



LE NORD PAS-DE-CALAIS entre la colère et l'espoir

Ce n'est pas dans un climat particulièrement serein que le président de la République va faire, les 9 et 10 octobre, une « visite officielle de travail », selon les termes mêmes de l'Elysée, dans le Nord-Pas-de-Calais. Les syndicats ont annoncé leur intention de manifester, à l'occasion de cette visite, pour protester contre le déclin des activités économiques de la région.

Il est vrai que le Nord-Pas-de-Calais et ses 4 millions d'habitants subissent de manière particulièrement éprouvante les effets de la crise : le charbon continue sa régression, la sidérurgie ferme ses aciéries les plus vétustes (la dernière en date, celle de Denain) et, il y a quelques jours, des centaines de licenciements ont été annoncés dans le textile. Sans parler des difficultés de la pêche dont Boulogne-sur-Mer a été, en août, le théâtre très mouvementé.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que toutes les personnalités politiques et économiques de la région — le conseil régional est présidé par M. Pierre Mauroy, député, maire (P.S.) de Lille — qui sont venues s'entretenir avec le chef de l'État, ces derniers jours, des difficultés et des perspectives du Nord-Pas-de-Calais, aient réclamé un plan de « sauvetage ».

« L'avenir de la région du Nord-Pas-de-Calais concerne la France tout entière. Il est vital pour notre pays de ne pas laisser détruire le capital créé au cours des années grâce au labeur des travailleurs de cette région », déclarait M. Giscard d'Estaing le 1er décembre 1976 à l'issue du conseil des ministres « décentralisé » à Lille. Près de quatre ans plus tard le chef de l'Etat sera-t-il en mesure de démontrer que ses engagements ont été tenus ? C'est un voyage difficile.

Roubaix-Tourcoing reprend goût à l'industrie

Le triomphalisme n'est certes pas de mise dans une agglomération comme Roubaix-Tourcoing, cœur du textile du Nord, qui perd, bon an mal an, quelque 1 500 emplois avec, parfois, des pointes spectaculaires comme en juillet dernier : 1 200 licenciements en quelques semaines. Mais, pour être fort critique et toujours très sombre, la situation évolue, ou plus exactement on tente d'y faire face avec beaucoup de réalisme.

Il faut sans doute enregistrer comme des signes encourageants le fait que des groupes aussi importants que Mulliez (Phildar) ou La Redoute confortent leur implantation sur place par l'acquisition de bureaux dans la tour moderne « Mercure », où tout simplement sur les voies nouvelles d'un quartier en rénovation, celui de l'Alma-Gare. *« On joue à nouveau la carte de Roubaix »*, constatent certains responsables. Et cela paraît déjà comme une première satisfaction à tous ceux qui, depuis des lustres, s'acharnent à plaider la cause de l'agglomération Roubaix-Tourcoing, qui s'effondrait et que l'on avait tendance à abandonner.

Il faut à tout prix compenser les pertes d'emplois dans le textile, rénover totalement des quartiers lépreux (6 000 taudis encore...), assumer l'intégration d'une forte population d'immigrés et aussi ne pas laisser pourrir les friches industrielles que la crise économique laisse béantes au cœur de la cité quand des usines ferment leurs portes.

Une des difficultés de ce secteur a été de se faire entendre. Or il doit pouvoir bénéficier, par exemple, des conditions prévues pour obtenir des crédits du Fonds spécial d'adaptation industrielle (F.S.A.I.), ainsi que l'affirmait lui-même M. Monory, ministre de l'économie. On constate, en effet, une concentration industrielle importante et, en même temps, une perte d'emplois considérable, deux données qui pourraient justifier une intervention du Fonds. Mais la DATAR ignore le versant nord-est de l'agglomération et, ne voulant connaître que la métropole dans son ensemble, établit un bilan légèrement positif pour l'emploi grâce au secteur tertiaire lillois. Donc pas de subventions du F.S.A.I. On s'est donc organisé pour faire comprendre qu'il était possible de se noyer dans une rivière dont la profondeur moyenne était de 1,50 m. ! Et, de fait, Roubaix-Tourcoing périclite...

Six cents emplois et des idées

Les municipalités ont aussi changé leur style et ont notamment orienté leur action vers l'économie. A Roubaix, par exemple, le secrétariat au développement, qu'anime M. Antoine Mattéi, est intervenu de diverses façons pour aider une trentaine d'entreprises à maintenir l'emploi, et cela depuis le début de l'année 1980.

Mais la création la plus originale est sans doute la Société d'économie mixte (SEM), fondée en 1979, « opération » unique en France. Le capital, fixé à 1 million de francs, est réparti entre les collectivités locales (Roubaix-Tourcoing), à raison de 42 %, la chambre de commerce de la métropole (42 %), la caisse d'épargne de Roubaix (10 %) et la Caisse des dépôts et consignations et la Société centrale d'équipement (6 %).

La SEM a pour but le maintien et le développement des activités industrielles dans les communes. Elle est présidée par M. Pierre Prouvost (P.S., député, maire de Roubaix). Elle n'est évidemment pas du goût des communistes, associés aux socialistes dans la gestion de la ville de Roubaix, et qui dénoncent *« le consensus qui peut aussi s'appeler mixité : socialistes et patronat »*.

Cela n'empêche pas la réalité d'éclater au grand jour : des usines abandonnées en pleine ville, à Roubaix comme à Tourcoing, des friches qui ne peuvent qu'accentuer la dégradation, et même la destruction, de ces communes. On s'est donc lancé dans une politique hardie qui commence à porter ses fruits : huit opérations sont en cours, six à Roubaix, deux à Tourcoing. Elles concernent quelque 80 000 mètres carrés de terrains urbains et environ 600 emplois, dont la plupart seront des créations hors textile. Premier bilan modeste, sans doute, mais non négligeable. Car la SEM a ses limites et même ses contradictions.

Pour relancer l'activité des villes en utilisant des bâtiments ou des terrains laissés sans affectation, on est contraint de concurrencer les zones industrielles de la périphérie. Ainsi, la chambre de commerce se concurrence elle-même puisqu'elle a financé ces zones et qu'elle incite maintenant les investisseurs à acquérir des terrains en ville à des prix plus élevés au mètre carré (de 100 à 150 francs en ville ; de 50 à 100 francs en Z.I.). Cela se fait évidemment par le biais de subventions supportées à la fois par la SEM, la région et l'Etat (par l'intervention du Fonds d'aménagement urbain). La SEM doit aussi se montrer fort exigeante dans ses choix : elle ne peut, en aucun cas, favoriser certains groupes capables de se suffire à eux-mêmes, mais qui ne dédaigneraient pas profiter de l'aubaine.

Bien sûr, à Roubaix comme à Tourcoing, on ne voit pas encore le bout du tunnel, mais il n'est pas inutile de mettre en évidence *une volonté d'innovation* sous-tendue par la conviction que ce pôle industriel peut encore jouer un grand rôle en s'adaptant. Et cela va même jusqu'à remettre en cause radicalement la politique de zone industrielle au profit de l'usine « moderne et propre » installée à nouveau au cœur des cités. On nous dit toujours, affirme un élu : *« Aide-toi, l'Etat t'aidera »... « Nous avons bien compris la première proposition, nous attendons la suite. »*

GEORGES SUEUR.

FIN DU « FOG »

La lutte contre la pollution atmosphérique dans le Nord-Pas-de-Calais — engagée depuis longtemps puisque les conseils généraux avaient financé il y a vingt ans l'aménagement d'un système de contrôle — est maintenant entrée dans une phase décisive. En effet, dans trois ou quatre ans, la région sera entièrement couverte par quatre réseaux automatiques dont toutes les informations seront traitées par un ordinateur central installé à l'Ecole des mines de Douai.

C'est dans la région dunkerquoise, dès 1978, qu'ont été implantés vingt-neuf analyseurs de la pollution par soufre et par oxyde de carbone et quatre capteurs de données météorologiques. Ces appareils fournissent à l'ordinateur, à une cadence extrêmement rapide (tous les quarts d'heure, de jour comme de nuit), les informations et analyses pour l'ensemble du littoral. La région lilloise sera dotée, pour la fin de cette année, de douze stations d'analyse de l'air, de trois stations de mesure des paramètres météorologiques et d'un laboratoire mobile.

Le réseau du Valenciennois sera achevé en 1981, celui de la zone minière à partir de Béthune en 1982. La gestion de ces réseaux est assurée par des associations regroupant des représentants des collectivités locales, de l'Etat, des industriels et des défenseurs de l'environnement et de la nature.

La lutte contre la pollution atmosphérique va donc atteindre un très haut niveau dans le Nord-Pas-de-Calais grâce à une analyse très poussée et permanente d'une masse énorme d'informations. On pourra bientôt prévoir les pointes de pollution et même les prévenir. En effet, l'alerte étant donnée à temps, il sera possible de ralentir momentanément l'activité de certaines installations industrielles ou encore, par exemple, d'obtenir momentanément le remplacement d'un combustible usuel par un combustible à très basse teneur en sulfure.

Le brouillard chargé de poussières comparable au « fog » britannique qui couvrait encore les cités de la région occasionnellement, sera de plus en plus rare dans quelques années. Il doit même disparaître totalement — G. S.

M. Jacques Legendre : la région attend une preuve de solidarité de la nation

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, M. Jacques Legendre est aussi maire (R.P.R.) de Cambrai. Il nous donne l'opinion d'un élu de la majorité sur les interrogations et les espoirs d'une région traditionnellement tenue par l'opposition.

Le Nord-Pas-de-Calais doute de son avenir.

Anciennement industrialisé, densément peuplé, il subit plus que tout autre les conséquences de la crise. Il n'aperçoit plus en lui-même les atouts d'un redressement et doute que la nation ait pris conscience *de son drame*.

Aussi la région s'interroge et se demande si elle n'est pas abandonnée à un déclin inéluctable.

Ce profond pessimisme repose sur des fondements réels : la régression de la puissance industrielle, le déclin du poids démographique, c'est-à-dire l'exode des jeunes, les drames sociaux et humains (130 000 demandeurs d'emploi).

Mais il faut aussi apprécier lucidement les atouts de la région. Elle a déjà montré sa capacité d'évolution : 50 000 emplois, dont une branche entière d'industrie, ont été créés entre 1968 et 1975, et près de 10 000 encore grâce au F.S.A.I. (Fonds spécial d'adaptation industrielle) depuis deux ans. Certes, la crise nous a empêché d'atteindre totalement les objectifs souhaitables en matière de reconversion charbonnière et sidérurgique. Mais les résultats ne sont pas négligeables.

Que faut-il donc pour que le Nord redémarre ?

A la veille de la venue du président de la République, certains réclament un « plan grand Nord-Ouest » comme il y a un « plan grand Sud-Ouest ». C'est oublier que les deux régions ne sont pas comparables. Bien loin d'être isolée des grands centres industriels, et faiblement peuplée, la région Nord-Pas-de-Calais constitue la frange sud de la zone la plus active et la plus dynamique de l'Europe de l'Ouest. Cette excellente situation, que rien ne peut lui retirer, a été mise à profit et nous commençons à disposer d'un réseau d'infrastructures économiques *et sociales modernes* : routes, autoroutes, canaux, téléphone, centres d'enseignement, de formation, de recherche. Sait-on assez l'atout formidable que représentent nos écoles d'ingénieurs, nos universités ? Seules l'Ile-de-France et la région Rhône-Alpes peuvent se targuer d'un potentiel aussi important. Mais cet atout, savons-nous l'utiliser parfaitement au service de la région ?

Qu'est-il donc arrivé à cette région pour qu'elle crée moins qu'avant les industries qui firent vivre ces hommes ? Car enfin, pendant un siècle au moins, ce sont des hommes du Nord qui ont été à l'origine des affaires, des usines, qui firent la puissance de leur région. Certes, les ambitions ont changé, mais l'avenir du Nord réside sans doute dans la diversification de ses productions, dans la création ou l'extension de nombreuses petites et moyennes industries. Mais celles-ci ne peuvent pas venir toutes de l'extérieur. Or, le Nord-Pas-de-Calais a maintenant un des plus faibles taux de natalité d'entreprises de France. Aurions-nous perdu la capacité de créer ?

Le chef de l'Etat vient dans notre région. Celle-ci attend de la France une preuve de solidarité car nos difficultés excèdent un courage pourtant légendaire. Mais au-delà des mesures qui pourront être prises, notre région doit trouver dans l'attention qui lui est accordée de nouvelles raisons de se battre pour utiliser les atouts qui lui restent.

L'aide attentive de l'Etat et la capacité d'imagination et d'invention du Nord-Pas-de-Calais doivent se conjuguer pour redonner l'espoir.

ENTRE LE HAVRE ET ZEEBRUGGE

Un plan du « Grand Nord-Ouest » pour les Flandres

QUELLE politique pour un « Grand Nord-Ouest » ? Si certaines de ses composantes ont déjà été évoquées, on attendra de la visite présidentielle *in situ* que le chef de l'Etat en précise les contours, dont les contacts et réunions exploratoires n'ont pas dissipé le flou.

La cause du Pas-de-Calais puis celle du Nord auront été exposées successivement à l'Elysée. On doit pourtant convenir qu'elles sont indissociables dans une stratégie de réanimation économique ne pouvant être ajustée qu'au contexte régional le plus large.

Faut-il rappeler en effet que le choix de Dunkerque pour y édifier une sidérurgie sur l'eau a été fait du temps où M. Guy Mollet, maire d'Arras (P.S.), était président du conseil, dans la perspective de la reconversion d'un grand nombre de mineurs du Pas-de-Calais (1) ? Faut-il revenir sur les perspectives qu'ouvre à ce même Pas-de-Calais l'implantation dans le port du Nord d'un nouvel outil économique : le vapo-craqueur, dont le doublement de capacité espéré permettrait aussi de doubler les chances de voir se créer une nouvelle industrie chimique régionale ? On pourrait aussi observer que la plus importante société calaisienne en matière d'emploi est devenue... Usinor-Dunkerque, avec deux mille salariés qui viennent chaque jour de la cité des six bourgeois ?

Autrement dit, la plate-forme industrielle et portuaire de Dunkerque est dans la mouvance d'une situation régionale qui n'est jusqu'à présent traitée avec les pouvoirs publics qu'au coup par coup, sans que l'on puisse parler de stratégie concertée.

Un plan pour le Nord-Ouest, véritable plaque tournante des transports européens, suppose une identité de vues dans l'action économique, qu'il s'agisse d'obtenir le « désenclavement » vers le sud, par la liaison fluviale Seine-Nord, le raccordement du port de Lille au port moderne de Dunkerque et autres « catalyseurs » d'activités nouvelles.

Cela sous-entend aussi la concrétisation de cette formule de « ports de la région », une région vers laquelle les plus grands ports étrangers étendent leur hinterland. Ceux de Calais et Boulogne, gérés par des administrations locales et des chambres de commerce, semblent appelés à établir ces liens concrets avec le « pouvoir régional ». Dans l'enveloppe d'un demi-milliard de francs que le ministère des transports réserve aux ports non autonomes, la part des ports du Pas-de-Calais dépendra des participations que pourrait consentir l'établissement public régional (E.P.R.). La mise à l'étude du nouvel avant-port de Calais et l'extension de la base trans-Manche de Boulogne en dépendent.

Mais, en matière de commerce maritime, la question des liens entre un grand port autonome et la région se pose en d'autres termes. Dunkerque ne semble pas insensible à l'éveil d'un esprit régionaliste qui ne s'inspirerait plus seulement d'un sentimentalisme hors de saison, ainsi qu'en témoigne la participation du directeur du port à une mission de l'E.P.R. aux Etats-Unis.

M. Giscard d'Estaing va se trouver le 9 octobre aux avant-postes de la compétition internationale des transports, ayant notamment pour enjeu le trafic des industries du Nord, engageant aussi les intérêts des ports terrestres régionaux. Sans un Dunkerque compétitif, fiable et bien équipé, on voit mal comment la France pourrait répondre à l'énorme pari que la Belgique engage pour la desserte du nord et de l'est de la France. Qu'on en juge : le plan qui vient d'être adopté pour l'expansion de Zeebrugge pourrait engouffrer en dix ans près de 15 milliards de nos francs, soit sept ou huit fois la mise engagée sur Dunkerque depuis 1966. L'effort d'investissement consenti sur le port français du Nord est *tombé à 95,8 millions* en 1976, puis à 62,5 en 1977, à 41,8 en 1978, 18,9 en 1979, pour en arriver à 10 millions cette année, autant dire à la croissance zéro. Entre la basse Seine et l'Escaut, Le Havre et Zeebrugge, cela conduirait à occulter la fonction de transit qu'assume Dunkerque si la relance tardait à s'amorcer.

Pari belge

Cette relance, le chef de l'Etat sera sans doute en mesure de l'évoquer en ce qui concerne le trafic industriel du port. Une priorité est, on le sait, prévue au budget de 1981 pour le financement d'un nouveau terminal à minerai et charbon dans les eaux profondes de Dunkerque-Ouest. Coût : 250 millions de francs, dont le tiers, espère-t-on, serait couvert par l'Etat. Mais, bien plus important pour l'emploi est *l'avenir du trafic commercial*, qu'il s'agit d'assurer avec la création de nouvelles installations pour les navires porte-conteneurs et les cargos rouliers.

Enfin et surtout, entre les deux ports (est et ouest) de Dunkerque s'impose le parachèvement de l'œuvre accomplie sur ce littoral en réalisant la jonction de ces deux terminaux.

C'est désormais le grand dossier de Dunkerque. Déterminant pour la survie de sa fonction commerciale, il contient aussi ses chances d'avenir dans les transports fluviaux.

Il s'agit de creuser, dans une première phase, une liaison fluvio-maritime et une écluse qui ouvrirait au port de Lille, à la zone des mines de charbon et à la région Douai-Valenciennes un accès au port maritime de Dunkerque-Ouest, en passant par le port traditionnel.

Cette liaison entre le bassin à flot d'Usinor et le port à marée avec son futur terminal minéralier et charbonnier, accessible à des navires de 200 000 tonnes, doit concourir à renforcer les attaches dunkerquoises d'une industrie sidérurgique enviant à Solmer (à Fos) l'avantage de pouvoir réceptionner sur la Méditerranée les cargaisons supérieures à 150 000 tonnes (115 000 tonnes seulement à Dunkerque-Est).

Les sidérurgistes ont fait leurs comptes au chapitre du coût de revient de l'acier. L'usine de Dunkerque n'est plus de première jeunesse. Qu'elle soit la mieux placée dans le Marché commun n'exclut pas qu'elle puisse un jour être dépassée par l'évolution des transports et les mutations de la géographie économique.

Mais d'autres conditions d'un avenir prospère et paisible de la sidérurgie locale sont à remplir *par les sidérurgistes eux-mêmes*, au plan social. Le tassement du pouvoir d'achat, les conditions de vie dans l'environnement de l'industrie, ne sont pas pour garantir la paix durable dont a besoin l'entreprise pour conforter sa position économique.

Ce n'est certes pas la *sérénité* qui caractérise actuellement le climat social à Dunkerque. Le chômage persiste au port de commerce. Un tassement de la production d'acier est annoncé à Usinor et le carnet de commandes de l'industrie navale a bien besoin de se regonfler.

Aux sujets d'inquiétude s'opposent pourtant de bonnes raisons de croire en l'avenir de ce littoral dunkerquois. Le port retrouve progressivement sa crédibilité vis-à-vis de sa clientèle et l'on observe que, depuis trois ans, aucune grève de caractère local n'a eu lieu. La convention portuaire intervenue dans le secteur de la manutention s'avère à l'épreuve de la dureté des temps. La puissante source d'énergie nucléaire implantée à Dunkerque-Ouest — vers Gravelines — offrant une électricité à un prix avantageux ajoute à l'attractivité des vastes terrains industriels du port. Pour autant que les responsables communaux et de la communauté urbaine se décident à accorder leurs violons, de vastes perspectives se découvrent dans l'estuaire de l'Aa, sur Gravelines, et au port traditionnel de Dunkerque, dans le domaine de la plaisance, qui peut être aussi génératrice d'emplois.

Une politique pour le « Grand Nord-Ouest » ne consiste certes pas à vider les bassins industriels du Nord de leur substance au profit de la façade maritime. *L'important est de savoir si les* intérêts de ces centres économiques et les intérêts portuaires peuvent se lier dans une stratégie régionale de relance économique.

MARC BURNOD.

(1) M. Guy Mollet a été président du conseil du 1er février 1956 au 12 juin 1957.

LE FESTIVAL DE LILLE

De tout à foison

Le Festival de Lille, neuvième édition, va dans deux mois — du 11 octobre au 12 décembre, — pulvériser quelques records. Qu'on en juge : deux cents manifestations culturelles (cent six l'an dernier) dans vingt-huit lieux de la capitale du Nord, mais encore dans douze villes de la région. La musique sera en tête avec soixante-quinze concerts. Il y aura quinze programmes de films, des soirées de ballet, quatorze excursions ou visites guidées...

M. Maurice Fleret, qui depuis l'origine dirige ce festival, enfle à plaisir le programme. Mais s'agit-il bien encore d'un festival ? N'est-ce pas d'abord une *énorme machine pour l'animation* d'une ville à partir d'un thème suffisamment vague pour couvrir un nombre illimité d'activités ? Ainsi le thème choisi cette fois : « 1880-1900 : avant-hier, le présent... aujourd'hui le futur : 1980-2000 ».

Cette opposition des deux fins de siècle permet des formules de présentation dans ce style : « *Reconsidérer le passé qui nous a fait ce que nous sommes, tout en explorant l'avenir que, sans toujours le savoir, nous sommes en train d'édifier.* » Sur ces fortes maximes, on peut tenter de reconstituer presque parfaitement l'ameublement et le décor d'un hôtel lillois du dix-neuvième siècle ou encore de reconstituer au musée industriel un voyage Lille-Lens en chemin de fer à la fin du siècle dernier.

Parmi les nombreuses soirées prévues on notera sous le titre « Concert-promenade 1880-1900 » une cinquantaine d'auditions par des formations et des solistes régionaux dans le quartier de la Monnaie, quartier du vieux Lille en voie de restauration, ou encore quatre concerts d'inédits de la musique française du dix-huitième siècle. Mais le festival a aussi de grandes affiches : huit orchestres : le Concertgebouw d'Amsterdam, l'orchestre symphonique de Liège et, bien sûr, celui de Lille, l'orchestre Gervandhaus de Leipzig, le Melos quartett de Stuttgart, l'orchestre Strauss Kapelle de Vienne, l'Orchestre national de France, mais aussi les Ballets du vingtième siècle de Béjart, le Centre national de danse contemporaine, un récital Jessie Norman sans oublier une conférence de Pierre Boulez.

Bref, un foisonnement extraordinaire. Trop peut-être. — G.S.

Tertia, troisième édition

LES SERVICES AU SERVICE DES ENTREPRISES

La chambre de commerce et d'industrie de Lille, de Roubaix, *de Tourcoing organise, du 2* au 4 octobre, à Lille, le troisième salon des services et du conseil aux entreprises (Tertia).

Deux objectifs à cette manifestation : mettre en valeur les sociétés de services du Nord-Pas-de-Calais, montrer aux responsables d'entreprises industrielles ou commerciales les possibilités que leur offrent les sociétés prestataires de services. Deux cents stands, des conférences, des rencontres s'efforcent de le démontrer.

★ Chambre de commerce et d'industrie de Lille-Roubaix-Tourcoing, Service Tertia 60. Tél. : (20) 51-52-88.

Villeneuve-d'Ascq à la manière de La Fontaine

Les cinq immeubles le moulin et le lac

LE moulin, les cinq immeubles et le lac... Si un fabuliste pouvait rêver paisiblement à Vill-neuve-d'Ascq sans risquer de se faire écharper par le flot continu des voitures qui cisaille cette ville nouvelle, il trouverait quelques sujets de méditation...

Une belle histoire : *dans un panorama curieux fait de maisons bariolées et d'immeubles de toutes dimensions aux arêtes vives, d'un grand stade cerné de hautes tribunes de béton, voici qu'apparaît un moulin. Un bon vieux moulin qui semble venir du fond des âges avec ses longues planches et son socle de briques rouges. Il n'a pas fallu moins de six années de patience à « Association régionale des amis des moulins » pour effectuer cette reconstitution. Les concours n'ont pas manqué : la cage vient des Flandres, les vieilles briques de Lille, les meules de Roubaix, les pierres de Soignies, les bardeaux de la Creuse. Et l'on dit même que l'arbre moteur vient des berges du Danube et quelques planches de pin de l'Orégon !*

Et plus encore, des bénévoles se sont passionnés pendant le mois d'août pour ajuster tous ces matériels. Il manque encore les ailes. Cela viendra bientôt, car vaille que vaille on plantera ce témoin de la tradition au cœur de la ville moderne. Patience et longueur de temps...

« Une erreur manifeste d'appréciation »

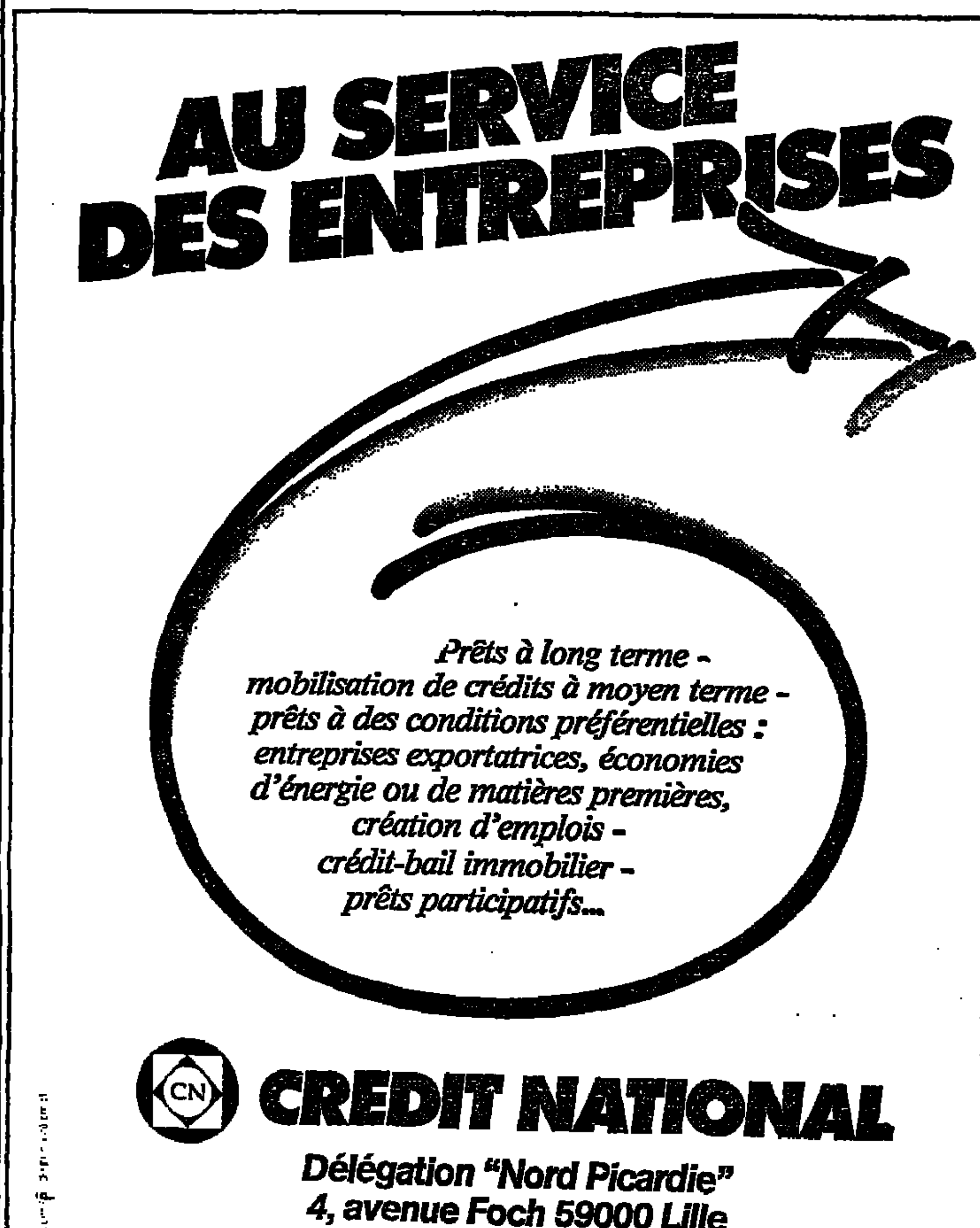
Une histoire curieuse (peut-être navrante) : *au début de l'année 1978, l'autorisation était accordée à un promoteur de construire deux cent soixante-six logements en cinq immeubles, à deux pas d'un manoir du dix-septième siècle, joliment dénommé « la Ferme d'en bas » ou encore « le Château des Espagnols ». Les travaux commencèrent aussitôt et les murs s'élevèrent jusqu'au troisième étage... Et puis, sur intervention des habitants du quartier, le tribunal administratif de Lille estima* « qu'il y avait eu erreur manifeste d'appréciation » *et annula le permis de construire. Pourtant, l'architecte des bâtiments de France avait formulé un avis favorable. Le chantier fut stoppé aussitôt.*

En décembre 1979, M. d'Ornano, ministre de l'environnement introduisait un pourvoi en cassation... et depuis on attend. Mais ce chantier abandonné est devenu dangereux, très dangereux, notamment pour les enfants. Si bien que le maire de la commune, M. Gérard Caudron (P.S.) vient de prendre un arrêté prescrivant « la démolition des éléments de construction existant sur le terrain dans l'îlot trois du quartier du château... ». *Villeneuvois et écologistes disent bravo. Halte au béton.*

Mille problèmes et un grand débat

Un épilogue sans doute raisonnable : *la ville nouvelle dans la banlieue lilloise devait accueillir quelque cent mille habitants. Fallait-il poursuivre à tout prix une croissance qui pose mille problèmes et qui ne sont pas tous d'ordre pécuniaire. Un grand débat a eu lieu au conseil municipal, puis à la communauté urbaine : on est convenu de ralentir la cadence.* « En 1984, *dit le maire,* la ville comptera soixante-dix mille habitants au lieu des cent mille initialement prévus. Pour la première fois en France, peut-être, une ville décide de freiner volontairement sa croissance. »

Et surgit alors un autre projet : un parc urbain de trois cents hectares avec lac, bois, prairies, qui pourra être étendu à huit cents hectares pour devenir « le poumon naturel nécessaire à une population métropolitaine d'un million d'habitants ». Tout ce projet s'organise autour du lac... du Héron ! La Fontaine eut été ravi.



VOYAGE AU PIED D'UN TERRIL

Le charbon, nouvel or noir ?

UNE séquence fellinienne : un instituteur avec sa bande de gamins vont et viennent sur un terrain vague parmi des bâtiments déserts, aux briques rouges noircies par le poussier. Par les vitres brisées, des sureaux, qui rongent le terrain jonché de câbles et de gants souillés, commencent à pénétrer à l'intérieur. « *Là, c'était l'endroit où les mineurs déposaient leurs lampes.* » « *Ici on descendait dans le puits.* » « *A l'intérieur de cette grande bâtisse, c'était la salle des machines.* » Chaque fois les écoliers approchent avec précaution des grilles cadenassées. Activité pratique : l'instituteur explique ce qu'est un puits de mine à ses élèves qui ignorent jusqu'au mot de coron. La scène se passe à Avion (Pas-de-Calais), au cœur du pays minier...

La visite à la fosse 4 de ces jeunes écoliers illustre on ne peut mieux la situation actuelle du bassin minier : les puits ferment les uns après les autres alors que peu de débouchés sont offerts « *pour travailler au pays* ». Les enfants vont découvrir les lieux où ont peiné leurs grands-pères et leurs pères (« *les mineurs ont permis à la France de relever son industrie après la guerre. Il ne faudrait pas l'oublier* ») mais ignorent ce que l'avenir leur réserve. Sur ces terres de tradition et de travail que sont le Nord et le Pas-de-Calais, le choc de la reconversion et de la récession a été rude. A la Libération, les houillères nationales employaient dans l'ensemble du bassin minier deux cent cinquante mille personnes. Il n'y a plus aujourd'hui que trente mille salariés.

Les jeunes mineurs sont prêts

Toute la question est de savoir si l'exploitation du charbon est encore rentable. « *Naturellement* », répond M. Léandre Letoquart, maire communiste d'Avion (23 000 habitants) et vice-président du conseil général du Pas-de-Calais. Pour les communistes, la récession a commencé avec la création de la Communauté du charbon et de l'acier (CECA) en 1952. Elle s'est amplifiée avec la crise récente. « *Car, affirme M. Letoquart, on est devenu tout pétrole. Il est vrai, il y a quelques années le baril coûtait peu. Alors, on a fait une politique à courte vue et les pouvoirs publics ont sacrifié le charbon.* » A Avion, par exemple, le nombre de mineurs est passé de cinq mille à deux mille. Des activités de remplacement ont-elles été prévues ? « *Certes, nous avons bien vu de nouvelles implantations industrielles, mais les promesses n'ont pas été tenues* », affirme le maire, qui précise que la Française de mécanique, installée à Douvrin, emploie cinq mille personnes alors que le chiffre de huit mille avait été avancé. Renault, à Douai, devait offrir du travail à plus de dix mille personnes. Seules sept mille ont été embauchées. « *Il faut donc développer une nouvelle politique du charbon et diversifier les industries que l'on veut installer. La chimie offre aujourd'hui des débouchés inattendus ainsi que la gazéification.* » Installer des industries ? Une zone industrielle a été créée sur 65 hectares. Prix du terrain : 25 F le mètre carré tout équipé, mais seulement deux petites entreprises, occupant 3 hectares, se sont installées...

Mais le travail de mineur est dur, les veines difficilement exploitables parce que le terrain est bouleversé, ce qui ne facilite pas l'extraction du charbon et la rend coûteuse. Les communistes estiment que, « *si les conditions d'hygiène et de sécurité sont assurées, si l'on paie correctement les mineurs, eh bien, les jeunes retourneront à la mine* ». Cette mine dont la fermeture successive des puits soulève des problèmes pratiquement insolubles au regard des finances des collectivité locales.

La visite prochaine du président de la République laisse sceptique M. Letoquart : « *C'est lui le responsable de ce gâchis économique* », et il ajoute : « *Sa venue va accroître l'implantation politique des giscardiens dans cette région, surtout si le parti socialiste lui donne un bon coup de main* ». Et le maire d'Avion conclut : « *Les députés socialistes du Pas-de-Calais sont prêts à se précipiter vers Giscard d'Estaing et à tendre la sébile pour préparer les échéances électorales futures. Mais avec qui ?* »

Le charbon, les élus socialistes d'Avion s'en préoccupent aussi. D'autant plus que « *leurs partenaires* » à la mairie ont en main un rapport de l'ancien directeur général des Houillères — M. Gardent, — qui, autour des années 50, affirmait que les mines pouvaient être exploitées au-delà de l'an 2 000. « *En fait, le gouvernement doit faire une estimation réelle des réserves de charbon. C'est par là qu'il faut commencer* », déclare M. Jacky Daguin, adjoint (P.S.) au maire, qui ajoute qu' « *il faut aussi créer des entreprises nouvelles* ». Les socialistes réclament également des crédits pour développer la gazéification et estiment que « *le pouls de la France industrielle est bien malade* ». Pour M. Daguin, le chômage s'accroît, le pays est abandonné et « *on est en train de sacrifier une région tant au point de vue économique qu'au point de vue humain. Ah ! si on était à Bastia, comme tout s'arrangerait.* » « *Si Giscard vient pour faire uniquement des promesses, il perd son temps* », déclare M. Daguin. Le rencontrer ? « *Pourquoi pas ? M. Letoquart a bien reçu à la mairie, il y a un an, M. d'Ornano !* »

Toujours est-il que les murs d'Avion se couvrent d'affiches. « *Non à Giscard* », proclament les socialistes. « *Produisons français* », affirment, de leur côté, les communistes. Les terrils qui bouchent l'horizon des rues ont beaucoup de défenseurs. Nostalgie ou espoir ?

JEAN PERRIN.

Une ‹première› à Douai

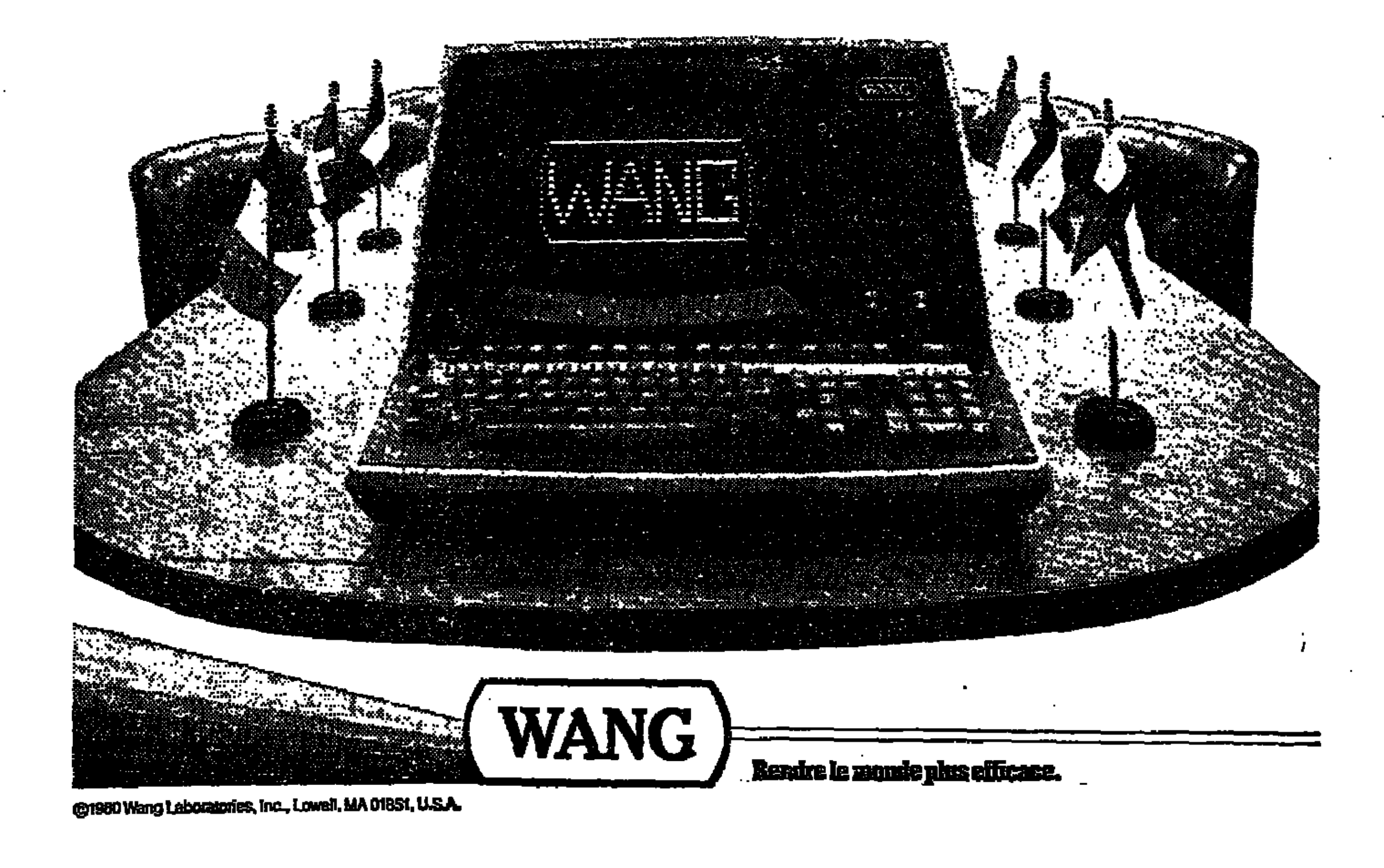
Consommateurs et commerçants : même défense

Fondée il y a quatre ans, l'association Douai Consommateurs, qu'anime M. Jacques Vernier, fait preuve d'un dynamisme exemplaire. Qu'on en juge : mille cent douze adhérents à jour de leur cotisation (20 F) dans une ville de quarante-six mille habitants; un journal trimestriel tiré à 4 500 exemplaires ; 2 500 litiges traités, dont 582 pour la seule année 1979, qui ont permis aux globalement 95 000 F.

Mais l'idée la plus originale de Douai Consommateurs a été de lancer la « charte commerçants-consommateurs ». Les pourparlers avec la chambre de commerce n'ont pas duré moins de dix-huit mois pour étudier six projets successifs. Un texte a finalement été établi, qui s'applique aux ventes. Il concerne l'information du consommateur (affichage, information objective sur la nature, la qualité, le mode d'utilisation et l'entretien du produit vendu); le libellé des bons de commande (description de l'objet, prix T.T.C., etc.); les modalités de paiement (montant des arrhes, acomptes pour le « sur-mesures », cas de dédits, etc.); les délais de livraison, la conformité de la livraison à la commande; les factures, la garantie.

Un document fort complet, qui va sans doute bien au-delà de ce que le consommateur croit possible. Tout commerçant qui adhère à la charte affiche dans sa vitrine le label mis au point d'un commun accord entre la chambre de commerce et Douai Consommateurs. Il peut aussi l'utiliser dans la publicité.

C'est sans doute la première fois en France qu'une telle charte est établie. Dans la foulée on essaiera de négocier des chartes avec des prestataires de services (garagistes, teinturiers, entrepreneurs) avec lesquels les litiges sont très nombreux.



économie

SOCIAL

MAUVAISE HUMEUR DES PROFESSIONS LIBÉRALES

Le « boycottage » des cotisations d'assurance-maladie

L'Union nationale des associations de professions libérales (U.N.A.P.L.), qui a décidé de boycotter les cotisations d'assurance-maladie, a collecté, elle-même, 13 000 cotisations pour les remettre, *in extremis*, le 30 septembre, aux caisses. La remise tardive de ces cotisations — 13 000 chèques représentant environ 60 millions de francs — constitue une gêne relative pour la trésorerie de la Caisse nationale d'assurance-maladie des non-salariés (CANAM), qui, en temps ordinaire compte sur un étalement dans le versement des cotisations.

M. Alain Tinayre, président de l'Union nationale des associations de professions libérales, a expliqué, lundi 29 septembre, les raisons de ce boycottage, ou plutôt de ce retard, jusqu'à la dernière minute, dans le paiement des cotisations.

La situation des professionnels libéraux, *a-t-il déclaré a dépassé « les limites du supportable »* depuis le décret du 12 mars 1979 augmentant de « *7 % à 54 %* » les cotisations d'assurance - maladie qu'ils payent.

M. Tinayre a précisé que le régime de la CANAM représente 1 858 000 assujettis, dont 145 224 professionnels libéraux, soit un peu moins du dixième de l'ensemble. Le montant des cotisations perçues, a-t-il dit, pour l'exercice 1979 sur les professions libérales avait été de 1 101 millions de francs sur un total de 7 965 millions de francs reçus par la CANAM. Dans la même période les prestations versées aux professionnels libéraux n'ont été que de 425 millions de francs.

« *Les professionnels libéraux*, a ajouté M. Tinayre, *ne pouvaient plus admettre de payer, comme ils l'ont fait en 1979, 570 millions de francs de trop par rapport aux prestations qu'ils reçoivent, pour combler le déficit créé par leurs partenaires commerçants et artisans qui sont pourtant dix fois plus nombreux qu'eux. Ils estiment que cette situation n'est plus du ressort de la solidarité* » et qu'elle constitue « *un véritable transfert et un impôt déguisé* ». L'U.N.A.P.L. demande à nouveau qu'une « *véritable* » négociation soit entreprise.

[Le décret du 12 mars 1979 a déplafonné de 3 points les cotisations d'assurance-maladie des non-salariés afin d'aligner ce régime sur celui des salariés dont les cotisations avaient été déplafonnées de 4 points en décembre 1978. Les treize mille chèques, qui représentent à peine 10 % des cotisants des professions libérales, émaneront surtout des membres des professions juridiques.]

Grâce au Fonds d'action conjoncturelle

En 1981, l'État aidera à la construction du même nombre de logements qu'en 1980

déclare M. d'Ornano

En présentant, le lundi 29 septembre, à la presse le projet de budget du logement, M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, a été catégorique : l'Etat aidera à la construction du même nombre de logements en 1981 qu'en 1980, soit deux cent quatre-vingt-deux mille logements si l'on tient compte de soixante-cinq mille prêts conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (A.P.L.) et de l'utilisation éventuelle de dix-sept mille prêts locatifs aidés (PLA), et de trente mille prêts à l'accession à la propriété (PAP) compris dans le Fonds d'action conjoncturelle.

Les crédits qui composent ce Fonds d'action conjoncturelle (FAC) « *pourront être engagés,* a dit M. d'Ornano, *sur décision du premier ministre, en fonction de la conjoncture économique* ».

La « *gestion plus rigoureuse des crédits publics* » conduit, en matière de logements comme dans les autres secteurs, à ne pas demander de crédits nouveaux si ceux du budget 1980 n'ont pas été intégralement utilisés. Ainsi, les crédits pour surcharge foncière, qui doivent permettre aux organismes sociaux de construire ou de réhabiliter des logements locatifs dans le centre des villes, qui étaient de 145 millions de francs en 1980, ne seront consommés qu'à hauteur de 100 millions de francs. Le budget de 1981 devrait comprendre, outre une ligne budgétaire de 80 millions de francs, ce reliquat de 45 millions et 20 millions compris dans le FAC, soit au total une somme identique à celle prévue pour 1980.

Enfin, la progression de 30,9 % des autorisations de programme pour l'accession à la propriété aidée (PAP) de 5,7 milliards de francs à 7,5 milliards de francs, alors que le projet de budget en prévoit cinq mille de moins qu'en 1980 (cent quarante mille contre cent quarante-cinq mille), même en tenant compte des éventuels crédits FAC, s'explique notamment par une « *compensation technique* » de 1,6 milliard de francs des remboursements d'avances du Crédit foncier.

***

Tout cela est à la fois très flou et très clair. Très flou car le jeu conjugué des hausses de crédits qui n'en sont pas (comme la compensation des remboursements du Crédit foncier), et des reports d'une année sur l'autre de crédits non utilisés ne rend guère évident l'effort soutenu en faveur du logement. Organismes sociaux et municipalités, par exemple, auraient grand tort de ne pas utiliser les subventions pour surcharges foncières qui seules peuvent permettre de construire des logements sociaux locatifs dans le cœur des villes. Faute de quoi, et de report en report, ces crédits s'amenuiseraient dangereusement dans les prochains budgets.

La politique du logement mise en œuvre par le gouvernement est très claire : ce sont les prêts conventionnés ouvrant droit à A.P.L. (pour aide à la pierre), qui seront le plus encouragés. C'est bien, quoi qu'on dise, le désengagement de l'Etat que l'on constate. — J. D.

LA GRÈVE DU 29 SEPTEMBRE A LA R.A.T.P. :

Moins de perturbations que le 30 juin malgré l'arrêt complet dans la soirée

Les consignes de grève lancées lundi 29 septembre par la C.G.T. et les autonomes, à certaines catégories de réseau ferré de la R.A.T.P., a gravement perturbé la circulation du métro. Quatre lignes ont été fermées ; les autres ont fonctionné dans la proportion de 13 % à 95 % selon le cas, et la ligne B du R.E.R. n'a assuré qu'une partie du trajet. Peu après 20 heures, toutes les rames s'arrêtaient. La Régie, en effet, s'était efforcée d'assurer les deux pointes du trafic (7 h - 9 h et 17 h - 18 h 30) mais, en fin de journée, elle ne disposait plus du personnel d'encadrement nécessaire. Toutefois, la direction considère que, par rapport à ses prévisions, le service a été légèrement supérieur. Il a été moins entravé que le lundi 30 juin dernier, où la grève avait été lancée dans les mêmes conditions, pour les mêmes motifs.

Le mouvement a été suivi par environ 1 500 personnes (23 à 75 % selon les catégories) parmi les quelque 5 000 agents concernés par les consignes syndicales (effectifs totaux du métro : 13 350 agents).

L'obtention de deux jours de congés par semaine est la principale revendication : soit cent quatre repos au lieu de quatre-vingt-douze. Pour y parvenir, la Régie estime qu'il faudrait porter la durée moyenne du travail de ces catégories de trente-six à trente-sept heures par semaine. Les syndicats s'y opposent en demandant l'embauche correspondante : trois cents agents et trente cadres.

La C.G.T. et les autonomes réclament l'ouverture de discussions. *Une réunion intersyndicats - direction était annoncée* pour le 20 octobre.

ÉNERGIE

L'Algérie entend toujours aligner à terme le prix du gaz liquéfié sur celui du pétrole

Alger. — *Les informations diffusées à propos* d'un « assouplissement » de la position algérienne sur le prix du gaz suscitent une irritation croissante. En une semaine, l'agence A.P.S. a consacré deux longs commentaires à cette question et dénoncé « la campagne de presse qui s'est développée surtout avant et pendant *la conférence* ministérielle de l'OPEP à Vienne ». Les Algériens estiment que les milieux d'affaires occidentaux tentent de faire pression sur la SONATRACH et d'influer sur les négociations entre la société nationale et deux de ses principaux partenaires, Gaz de France et El Paso.

De notre correspondant

L'objectif n'a pas changé, dit-on à Alger. Il s'agit de parvenir à la parité du prix du gaz liquéfié et du pétrole brut, ajoute-t-on en substance. Aucun accord ne sera possible avec nos clients s'ils refusent de reconnaître ce principe, qui peut être *atteint* progressivement, dans un délai acceptable par les deux parties. Nous sommes prêts, dit-on encore, à en discuter et nous l'avons toujours été. Il est donc erroné, estime-t-on à Alger de parler *d'« assouplissement »* ou de « *recul* ». Il est faux de dire que nous sommes à la veille d'un accord. La situation se présente d'ailleurs différemment selon qu'il *s'agit* de Gaz de France ou de El Paso.

1) Avec GAZ DE FRANCE, la dernière séance de discussion remonte au mois de juillet. Depuis, la Sonatrach a envoyé une lettre à la société pour lui proposer une base de négociation « *équilibrée* ». *La formule* avancée pour le calcul du prix prendrait en compte un « panier » des différents pétroles bruts importés par la France alors qu'elle est liée actuellement à un « panier » où les fuels lourds tiennent une grande place et à des indices français. Il est donc faux, *souligne-t-on à Alger, de* prétendre aujourd'hui que nous voulons aligner le prix de notre GNL sur celui du seul pétrole saharien dont le prix est élevé en raison de son exceptionnelle légèreté (1).

Les Algériens sont, d'autre part, disposés à envisager une évolution des prix en plusieurs étapes. Ils proposent enfin de prendre en considération les coûts de transport, d'assurance et de regazéification, qui seraient partagés dans une proportion à déterminer. « *Sur tous ces points*, nous a déclaré M. Boussena, directeur de la planification au ministère de l'énergie, *nous sommes ouverts à la discussion. La balle est dans le camp de G.D.F. S'il y a intransigeance, c'est de ce côté qu'il faut la chercher. Certains trouvent « inadmissible » que les pays producteurs de gaz « imposent » leurs prix. Mais est-il admissible que celui-ci soit unilatéralement fixé par les seuls pays consommateurs ? C'est pourtant ce qui se passe actuellement puisque nous recevons seulement une « avance » (2), qui fait de notre gaz le moins cher du monde. Est-ce acceptable ? Nous préconisons quant à nous le dialogue.* »

2) LA RENEGOCIATION DU CONTRAT EL PASO pour la livraison de 10 milliards de m3 pendant vingt-cinq ans, a fait l'objet de quatre séances de discussion avec les Américains. Depuis queque temps, des informations font état d'un accord imminent et d'une reprise des enlèvements interrompus depuis le 1er avril (3). « *Il y a là un amalgame*, fait observer M. Boussena. *Pour l'instant les positions demeurent très éloignées. Compte tenu de ce constat nous examinons une solution temporaire de « sauvetage » afin de ne pas créer de situation irréversible alors que les deux sociétés doivent faire face à des échéances techniques, financières et commerciales. Nous envisageons donc de faire redémarrer l'usine GNL I dans le cadre d'un* « compromis informel » *valable pour quelques mois, ce qui permettrait la reprise à un rythme à déterminer et à un prix provisoire des enlèvements de GNL. Nous avons fait des propositions au gouvernement américain qui paraît d'accord sur la nécessité de prendre des mesures de sauvegarde.* »

Les installations de GNL I à Arzew sont arrêtées depuis six mois. Bien qu'elles soient entretenues par des techniciens d'El Paso au titre d'un contrat payé (4), une plus longue inactivité risquerait de créer des problèmes. De son côté, El Paso affronte des difficultés du même ordre avec son terminal de regazéification et ses six méthaniers géants qui sont condamnés à l'immobilité.

« *Nous ne comprenons pas les tergiversations de notre partenaire alors que nous leur demandons seulement de prendre acte d'un principe qui va nécessairement s'imposer dans les années à venir*, nous a déclaré M. Boussena. *La conjoncture peut faire paraître les problèmes moins urgents mais nous allons irrémédiablement vers la parité des prix du GNL et du pétrole brut. Cela s'applique d'ailleurs aussi à nous. Le gaz en Algérie même va être appelé à remplacer le pétrole pour couvrir les besoins internes en énergie. On ne pourra pas, dans un avenir désormais proche, satisfaire à la demande énergétique mondiale sans recourir à la mobilisation des réserves de gaz. Les pays consommateurs veulent gardez la maîtrise de l'évolution des prix. Ils souhaitent retarder les échéances. C'est une vue à court terme. Ils incitent pas les pays producteurs à s'engager dans une politique gazière. Croit-on que* « l'échec » *que l'on cherche à imposer à l'Algérie constituerait un exemple encourageant pour des pays comme le Nigéria, par exemple, qui dispose d'importantes ressources gazières ?* »

DANIEL JUNQUA.

(1) 37 dollars le baril actuellement. (La prime de 3 dollars demandée pour le financement de l'exploration ayant été supprimée depuis le 1er septembre.) Le prix de 6.10 dollars par million de B.T.U., demandé en février à Gaz de France, et défendu au Congrès du gaz à *Kyoto, au Japon*, par un dirigeant de la Sonatrach, correspondait bien, pourtant, à un alignement sur le pétrole saharien au départ du champ.

(2) Elle se monte à 3,20 dollars le million de B.T.U.

(3) L'Algérie avait proposé la poursuite des livraisons contre le le versement d'une « *avance* » équivalente à ce que payait, de son côté, G.D.F., soit un peu plus de 3 dollars. La législation américaine empêchait la société El Paso de retenir une telle solution.

(4) Cela représente, pour l'Algérie, une dépense d'environ 20 millions de dollars en six mois d'entretien.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *Hachette International* a cédé les 49 % qu'il détenait dans le capital des Librairies Dussault-Garneau au Québec. La transaction s'élève à 1 050 000 dollars canadiens (3,7 millions de francs). L'organisme gouvernemental québécois de développement des industries culturelles (SODIC) a pris le contrôle de la vingtaine des librairies Dussault-Garneau. Hachette, qui détenait une créance sur cette dernière société, la recouvrera en cinq ans.

● *Les établissements Mabeco*, entreprise de confection possédant deux ateliers à Issoudun et Vatan (Indre) et employant 83 salariés, ont été mis en règlement judiciaire. Les salaires d'août et de septembre n'ont pas été payés. Le syndic a décidé la poursuite des activités des deux ateliers.

● *Le conseil d'administration du groupe Breguet-Maisons individuelles* a porté à sa présidence M. Jacques Mallart, qui en était directeur général depuis 1971. M. Mallart succède dans cette fonction de président à *M. Maxime Breguet* (fils du constructeur aéronautique, Louis Breguet), qui s'est donné la mort dans la nuit du 21 au 22 septembre (*le Monde* du 23 sptembre).

Assurances sociales

● *Le Fonds de prévention des caisses d'assurance-maladie et de la mutualité* : une convention, créant ce fonds à été signée, lundi 29 septembre, par la caisse nationale d'assurance - maladie des salariés et la Fédération nationale de la mutualité française (*le Monde* du 30 septembre). *Elle ferait des actions de* prévention (vaccination, dépistage du cancer, soins à domicile des personnes âgées, hygiène bucco-dentaires des élèves) pour une somme de 85 millions de francs financée aux deux tiers par la mutualité et un tiers par la caisse.

● *Asurance-maladie : moindre augmentation des dépenses en août.* — Selon les statistiques mensuelles de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés, les dépenses ont augmenté, en rythme annuel de 14,1 % en août 1980 au lieu de + 15,2 % en juillet et 15,3 % en juin. Cette décélération confirme les prévisions de la Caisse qui, en juin et juillet, expliquait les fortes augmentations de ces deux mois par une accélération des demandes de remboursement des hôpitaux qui avaient attendu — au début de l'année — les nouveaux tarifs de prix de journée pour se faire payer.

Commerce

● « *La circulaire Monory sur le prix d'appel* (pratique qui consiste à attirer les clients sur un produit, puis à les orienter sur un autre) *n'est pas satisfaisante* », a déclaré M. Guy Brana, président de la fédération des industried électriques et électroniques, au cours d'une conférence de presse, le 29 septembre. « *Car, pour qu'il y ait prix d'appel — et donc possibilité de refus de vente du fabricant — il faut trois critères qui ne sont jamais simultanément réunis* », a-t-il ajouté, réclamant aussi l'abrogation de l'ordonnance de 1945 interdisant le refus de vente (*le Monde* du 23 septembre).

Emploi

● *Chômage technique aux cycles Peugeot.* — La direction de l'entreprise, qui emploie 4 900 salariés, essentiellement dans le Doubs, a annoncé que quatre jours seront chômés en novembre et sept jours en décembre. En outre, les horaires seront duits (de quarante deux heures trente minutes à quarante heures par semaine) et les mesures d'invitation au départ volontaire des travailleurs étrangers généralisées à toute l'entreprise afin de réduire les effectifs d'environ 170 personnes. — (*Corresp.*)

LICENCIEMENTS OCCUPATIONS, MANIFESTATIONS

● *Dans les Vosges*, la direction de l'usine Monte-Fibre, de Saint-Nabord, a annoncé, lundi 29 septembre au comité d'entreprise que 321 des 669 salariés de l'entreprise seront touchés par des mesures de chômage partiel entre le 6 octobre et le 1er janvier.

● *A Gérardmer*, l'intersyndicale C.G.T., C.F.D.T. et F.O. de Linvosges a décidé d'occuper les locaux pour s'opposer au plan de *la direction, qui prévoit la suppression* de 232 emplois sur 420 salariés.

● *A Paris*, des salariés de l'entreprise Verger-Del-Porte (2 500 employés) ont manifesté lundi à bord de voitures pour réclamer la poursuite des activités de leur entreprise. Celle-ci, spécialisée dans les installations électriques, est en règlement judiciaire. Ils se sont rendus au tribunal de commerce, accompagnés par la municipalité socialiste de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine).

ÉTRANGER

CONFRONTÉE A UNE FORTE INFLATION

La Banque mondiale devra peut être réformer ses statuts pour trouver de nouvelles ressources

L'assemblée générale des gouverneurs (ministres) des cent quarante et un pays membres du F.M.I. et de la Banque mondiale devait s'ouvrir, ce mardi 30 septembre, avec pour la première fois la participation de la République populaire de Chine et du Zimbabwe, par une allocution de bienvenue de M. Carter.

Le comité de procédure du F.M.I. a, quant à lui, pris, dans l'après-midi du 29 septembre, la grande décision de reprendre, mardi, la discussion sur les suites à donner à la demande formulée par les pays en voie de développement que soit accordé un siège d'observateur à l'O.L.P. Cette demande avait été repoussée, *il y a dix jours, par un vote à la majorité* qualifiée. Les pays demandeurs reviennent à *la charge*, en réclamant l'annulation de cette résolution de rejet.

***Faute de pouvoir s'entendre sur un sujet* brûlant, notamment à la veille des élections *américaines, il conviendra peut-être de ren*voyer l'affaire devant le comité d'interprétation des statuts du F.M.I. (créé en 1967 sur l'initiative du ministre français des finances de l'époque, M. Debré). Toutefois — objection soulevée par certains, — rien n'est prévu dans les statuts proprement dits sur le régime juridique des observateurs.**

De notre envoyé spécial

Washington. — *Outre la montée des revendications des pays en voie de développement, notamment de ceux de l'OPEP, qui réclament plus de « pouvoir » dans la machinerie du Fonds et de la Banque mondiale, ces deux institutions doivent faire face aux problèmes extrêmement difficiles que leur pose l'inflation. Elles sont tentées d'y répondre par le même moyen : la fuite en avant.*

Lorsque en 1977 on discutait à la fois du doublement du capital de la Banque mondiale — décidé depuis lors, mais pas encore entré en application — et des nouveaux programmes d'engagement, on tablait sur une inflation de l'ordre de 7 % par an d'ici à 1985. Cette prévision a été largement dépassée et, pour l'avenir, les experts s'attendent à une accélération plutôt qu'à un ralentissement de la glissade (surtout, ajoutent certains d'entre eux en privé, si M. Carter est réélu...). Aussi considère-t-on, aujourd'hui, qu'à peine le capital aura-t-il été porté de 40 milliards à 80 milliards de dollars, il faudra trouver d'autres moyens pour accroître les facultés de mobilisation de la Banque.

Un des moyens envisagés pour élargir le champ d'action de la Banque mondiale, sans attendre une nouvelle et problématique augmentation de son capital, serait d'assouplir les règles de stricte orthodoxie qui président à sa gestion. Le montant cumulé des prêts de la Banque(consentis pour de longues périodes qui excèdent souvent quinze années) ne peut pas dépasser le montant du capital souscrit. Or elle risque de devoir prêter dans un avenir proche presque 40 % de son capital au cours d'un seul exercice (30 milliards de dollars en 1985). En conséquence, la Banque voudrait être autorisée à avoir un encours de prêts égal au double de son capital. Il faudrait, pour cela, une modification des statuts c'est-à-dire une décision politique des pays membres, suivie des ratifications parlementaires nécessaires.

Un autre projet porte sur la création d'une filiale spécialisée dans les prêts accordés en vue de promouvoir la production d'énergie. La répartition des parts de capital pourrait être très différente de celle de la Banque, ce qui permettrait de donner une place beaucoup plus grande aux pays de l'OPEP. Autant de moins à financer par la Banque elle-même.

Pour M. de Larosière, directeur général du F.M.I., le problème se double d'une autre préoccupation, dont le communiqué du comité intérimaire s'est déjà fait l'écho (*le Monde* du 30 septembre). Il s'agit d'améliorer sensiblement l' « image » de l'institution auprès des pays qui sont ici représentés par le « groupe des 24 » (mais dont le nombre dépasse la centaine), pays *d'Afrique, d'Asie et d'Amérique* latine.

« Le danger de la politisation »

« *La politisation est un danger contre lequel il faut lutter* », dit-on dans l'entourage du directeur général, en ajoutant : « *Le Fonds, pour sa part, entend continuer à donner l'exemple. Il se prononce sur la qualité des programmes de redressement qui lui sont présentés et non sur le régime économique ou politique. Il lui est arrivé plus d'une fois d'aider des pays à planification centralisée, le Vietnam hier, aujourd'hui la Tanzanie ou la Yougoslavie. Il entretient d'excellents rapports avec la Roumanie et estime que l'entrée de la Chine est un facteur de stabilité.* »

Il revient au Fonds d'empêcher le « *grippage* » du système international par défaut de paiements de tel ou tel emprunteur, étant bien entendu que le F.M.I. n'entend pas se substituer aux banques commerciales auxquelles continuera d'incomber l'essentiel du « *recyclage* » des capitaux. Pour « *jouer pleinement son rôle* », dit-on à l'état-major du Fonds, celui-ci devra sans doute engager au cours de chaque exercice une bonne dizaine de milliards de dollars (à leur valeur actuelle), ce qui représente presque un triplement de ses activités des années précédentes.

Pour se procurer les ressources nécessaires, il envisage, comme on sait, *d'emprunter à son tour* sur les marchés privés de capitaux. « *Une façon*, a dit M. Poehl, gouverneur de la Bundesbank, *de tourner les obstacles politiques qui pourraient être mis à des emprunts directs du F.M.I. aux pays excédentaires de l'OPEP.* » En 1974 et 1975, le Fonds avait fait des emprunts directs à plusieurs pays (dont certains pays pétroliers) pour financer la « *facilité Witteveen* » (du nom de l'ancien directeur général) dont les bénéficiaires se voyaient accorder des crédits qui n'étaient assortis d'aucune condition.

Tel ne sera plus le cas dans l'avenir. M. de Larosière entend assouplir la « *conditionnalité* », devenue le point central des revendications, des prêts accordés par le F.M.I., mais il entend que l'ensemble des prêts en question soient soumis aux nouvelles conditions, allégées ou pas. Pour justifier sa politique d'appel au marché, le Fonds fait valoir que, pour rétablir en termes réels la valeur du total des quotes-parts de l'année 1965 il faudrait procéder non pas à une augmentation de 50 % (comme celle qui est en cours), mais à un quadruplement.

PAUL FABRA.

SIR THERENCE BECKETT PREND LA TÊTE DU PATRONAT BRITANNIQUE

Sir Therence Beckett a été *nommé directeur général de la* Confédération patronale britannique (C.B.I.). Ancien président de Ford - Grande - Bretagne qui, sous sa direction, a vu croître et ses bénéfices et ses ventes (30 % du marché national), Sir Therence, *d'origine modeste*, n'est pas passé par les grandes écoles. Ancien capitaine de l'armée, il entra chez Ford en 1950 et franchit rapidement tous les échelons de la hiérarchie.

PÊCHE

LES NEUF ADOPTENT UNE RÉGLEMENTATION COMMUNE SUR LE MAILLAGE DES FILETS

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de la pêche de la C.E.E ont adopté le 29 *septembre* une série de mesures techniques (notamment la taille des mailles des filets) portant sur la conservation des ressources en poissons dans la zone communautaire *des 200 milles. Leur application* s'étend sur la période allant du 1er octobre au 20 décembre, date à laquelle les Neuf se sont engagés à trouver un accord sur les autres points en discussion devant déboucher sur la mise en *place d'une politique commune* de la pêche.

Les ministres reprendront leurs travaux sur la répartition des captures entre chaque Etat membre et sur la réorganisation du marché commun du poisson le 28 *octobre* à Luxembourg.

M. S.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U.	4,1990	4,2010	— 55	— 45	— 115	— 80	— 270	— 215
$ can.	3,5800	3,5860	+ 25	+ 10	+ 50	+ 90	+ 25	+ 85
Yen (100).	1,9860	1,9955	— 20	+ 10	— 20	+ 15	+ 70	+ 125
DM	2,3185	2,3205	+ 50	+ 75	+ 110	+ 140	+ 415	+ 465
Florin ...	2,1345	2,1370	+ 30	+ 50	+ 65	+ 90	+ 235	+ 275
F.B. (100).	14,4675	14,4790	— 35	+ 95	— 110	+ 85	— 220	+ 145
F.S.	2,5435	2,5475	+ 145	+ 165	+ 275	+ 305	+ 815	+ 875
L. (1 000).	4,8705	4,8755	— 550	— 440	—1025	— 980	—3320	—2805
£	10,0375	10,0450	— 405	— 340	— 700	— 610	—1090	— 940

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 7/8	9	8 7/8	9	8 7/8	9	8 11/16	8 13/16
$ E.-U.	37 7/8	38	13 1/2	13 5/8	13 5/8	13 3/4	14 1/16	14 3/16
Florin ...	9 1/2	9 3/4	9 3/4	10	10 1/16	10 5/16	10 1/8	10 3/8
F.B. (100).	11	12	11 3/4	12	12 1/8	12 3/8	13	13 1/4
F.S.	1	1 1/4	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 5/8	6	6 1/8
L. (1 000).	15	17	23	24	24 1/2	25 1/2	26 1/2	27
£	16 1/4	16 3/4	16 1/4	16 5/8	16 1/8	16 1/2	14 7/8	15 1/8
Fr. franç..	11 3/4	12	12 3/8	12 5/8	12 1/2	12 3/4	13 1/8	13 3/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les pétrodollars s'investissent massivement au Japon

De notre correspondant

Tokyo. — Le Japon est devenu *ces derniers mois un pôle d'attraction* pour les pétrodollars. Les *pays* arabes producteurs *de pétrole* sont, notamment, en train d'acquérir d'importants « paquets » d'actions des sociétés nippones, écrit le quotidien économique *Nihon Keizai* qui précise que, pour le seul mois d'août, près de 1 milliard de dollars en provenance de ces pays s'est dirigé vers le marché boursier nippon. Mais les pays arabes ne font qu'amplifier un mouvement général *qui voit* les *capitaux étrangers* s'investir au Japon : les acquisitions d'actions par des non - résidents ont représenté 6,7 % des opérations boursières *en juillet, et 11 % en août.* A titre de référence, en 1979, elles ne comptaient que pour 4 % du total.

Parmi les investisseurs étrangers, les Arabes sont, semble-t-il, les plus actifs bien que discrets *et agissant par Londres, Hong-kong* ou la Suisse. Récemment, précise encore le *Nihon Keizai*, la Banque du crédit suisse a acquis pour le compte du Koweït plusieurs *dizaines* de *millions* d'actions de Hitachi, de Kubota et d'Asahi Glass. Le Koweït serait en passe de devenir le quatrième *actionnaire* de Hitachi (il est actuellement le septième porteur de parts) et le dixième de Kubota (1).

Les Japonais s'attendent que ce flux de pétrodollars se poursuive au rythme de 500 millions de dollars par mois. Ils estiment que les *producteurs* de pétrole arabes pourraient placer 10 % de leurs avoirs au Japon, éventualité d'autant plus plausible qu'ils ont été déçus par leurs *opérations aux Etats-Unis* et que, pour l'instant, l'Allemagne de l'Ouest ne les enthousiasme guère. De leur côté, les Japonais ont fait ces derniers mois un « forcing » évident pour rabattre les capitaux arabes.

L'« offensive » nippone a été couronnée de succès. Non seulement des achats de bons d'Etat en yens convertibles ont été effectués, mais la Bourse de Tokyo a, *elle aussi*, été *concernée*. La plupart des maisons de titres nippones ont ouvert — ou vont ouvrir — des bureaux de représentation dans les capitales arabes.

Les Japonais qui ont fortement encouragé cette arrivée de pétrodollars vagabonds, risquent-ils d'en payer les conséquences ? Apparemment pas. Vagabonds, les capitaux arabes le sont sans doute *mais ce qui rassure les Japonais* c'est de constater qu'ils s'investissent non pas sur le marché spéculatif mais dans des valeurs sûres. En outre, contrairement à ce qui s'est passé ces dernières années, il s'agit moins de capi*taux privés que gouvernementaux.*

Ce flux de capitaux permet aux autorités de trouver un remède partiel au problème de la balance des paiements courants qui s'était élevée l'année dernière à *13 milliards de dollars. En mars*, le Japan Economic Research Cen*ter estimait* qu'il se chiffrait en 1980 à 19 milliards de dollars. Une amélioration de la balance commerciale mais surtout de la balance de base (balance courante, plus mouvements des capitaux à long terme) permettra en fait de réduire le déficit des paiements extérieurs qui pourra être ramené à 10 milliards de dollars à la fin de cette année. La belle « santé » de l'économie japonaise (le pays *a infiniment mieux* traversé les deux crises pétrolières que ses partenaires occidentaux) conjuguée à un redressement probable des comptes extérieurs sont à l'origine de l'appréciation du yen, manifeste jusqu'au déclenchement des hostilités entre l'Irak et l'Iran. En huit mois, la monnaie japonaise s'était appréciée de près de 25 %. — Ph. P.

(1) Kubota (mécanique) se classe au trentième rang des entreprises nippones.

NIPPON TELEPHONE AND TELEGRAPH NÉGOCIE AVEC I.B.M.

Nippon Telephone and Telegraph (N.T.T.), société qui assure le fonctionnement des télécommunications japonaises, négocie avec *I.B.M.* l'achat de matériels et de licences de fabrication.

Si les négociations débouchaient sur un accord — et des contrats — cela signifierait que le gouvernement japonais s'engage sur la voie des concessions en matière d'importation de matériels déjà fabriqués par les constructeurs japonais.

Depuis longtemps déjà, Washington réclame l'ouverture du *marché nippon* des *télécommunications* aux fournisseurs étrangers.

MONNAIE

BAISSE SENSIBLE DE L'OR LÉGER REPLI DU DOLLAR

Le fait marquant des deux premiers jours de la semaine est la baisse assez sensible de l'or : mardi 30 septembre, en fin de matinée, le cours de l'once de métal était revenu à *670 dollars contre 687,25 dollars* la veille, 698,75 dollars à la veille du week-end et 720 dollars au début de la semaine dernière. Ce repli est imputé aux ventes bénéficiaires des opérateurs et à l'enlisement du conflit irako-iranien, qui a atténué les vives inquiétudes des premiers jours.

Après s'être vivement raffermi, lundi 29 septembre, grâce à la *hausse du taux d'intérêt* aux Etats-Unis (l'eurodollar à six mois montant de 1 % à 14 % par semaine?!), le dollar a cédé un peu de terrain mardi 30 septembre, revenant de 4,212 F à 4,20 F à Paris et de 1,8150 DM à 1,81 DM à Francfort.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CIAL — CRÉDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE

Lettre d'information aux actionnaires (*extraits*)

Evolution du CIAL

Les dépôts collectés par notre société, en France, se sont accrus plus faiblement que les années précédentes, et leur progression a surtout été sensible pour les catégories les mieux rémunérées. Nous continuons, *dans ce domaine de la collecte de* l'épargne, à être confrontés à des conditions de concurrence inégales dues aux privilèges accordés à certains réseaux parabancaires.

En revanche, nos placements d'obligations ont connu un développement important.

Au Luxembourg, nous avons enregistré une forte hausse des dépôts, en partie due à l'attrait que représentent les intérêts créditeurs élevés que l'on connaît sur cette place. En Suisse, l'évolution est moins marquée.

Dans le domaine des crédits, les rigueurs de l'encadrement français nous ont contraints, depuis plusieurs *mois*, à arrêter pratiquement les prêts immobiliers aux particuliers sous *peine de ne pouvoir faire* face aux besoins des entreprises et de risquer *ainsi d'ajouter à leurs* soucis. A l'étranger, les remplois sont plutôt rares et les marges modestes.

Pour les particuliers, un nouveau produit de placement et de capitalisation, CAPI-*CIAL*, a été mis au point avec la Compagnie générale de prévoyance, filiale commune du CIAL et du groupe Rhin et Moselle-Assurances françaises. Sa commercialisation *a démarré* sous de bons augures.

Filiales et participations

La Banque de Luxembourg a vu, ces derniers mois, ses dépôts fortement progresser et l'on peut s'attendre à des résultats satisfaisants pour l'exercice en cours.

La Deutsche Bank Saar a procédé à une augmentation de capital que nous avons suivie et qui, pour notre part, représente un investissement de l'ordre de 6 millions de francs...

La marche des différentes sociétés dans lesquelles nous avons des participations est satisfaisante...

Résultats intermédiaires

Au 31 août 1980, notre produit net bancaire s'élevait, en France, à *428 millions* de francs, en progression de 34 % par rapport à la même date de 1979.

Pour l'ensemble de la société, le revenu brut d'exploitation (avant provisions, amortissements et impôt), comparé aux huit douzièmes de celui de 1979, est en progression de 44 %.

Nos résultats sont en hausse sensible en France et au Luxembourg ; en Suisse, ils sont proches de ceux du précédent exercice...

Il est prématuré d'évaluer de façon trop précise ce que seront nos résultats annuels. On peut toutefois penser, avec les réserves d'usage, que nous serons en mesure, cette année encore, d'accroître notre dividende par action de façon à lui conserver au moins sa valeur en francs constants.

SLIVAFRANCE

Société Lyonnaise d'Investissement en Valeurs Françaises. SICAV

EXERCICE 1979-1980

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société s'est réunie le 24 Septembre 1980 sous la Présidence de Monsieur Maurice GENIN. Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 Juin 1980.

Les revenus distribuables s'élèvent à F. 19.956.082,00. L'Assemblée a décidé d'attribuer à partir du 25 Septembre 1980 un revenu global de F. 14,24 composé d'un dividende net de F. 12,08 et d'un impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) de F. 2,16.

Ce dividende, matérialisé par le paiement du coupon no 31, comprend :

- le produit des obligations françaises non indexées à concurrence de F. 4,65 (plus crédit d'impôt de F. 0,28) dont F. 0,16 correspondant aux revenus de l'emprunt d'Etat 8,80 % 1977,

- le produit des autres catégories de valeurs mobilières et des sommes placées en dépôt, à concurrence de F. 7,43 (plus crédit d'impôt de F. 1,88) dont F. 3,70 représentant le produit des actions françaises (avoir fiscal F. 1,77).

Comme les années précédentes, le montant du dividende pourra être réinvesti en actions de la Société en franchise totale de droit d'entrée, pendant un délai de trois mois à compter de la date de mise en distribution.

Au cours de son allocution, le Président a rappelé qu'en cinq ans, la valeur liquidative de la Société s'était avancée de F. 149,28 à F. 255,16 (le 23 Septembre dernier) soit une augmentation de 70,9 % ; les dividendes bruts mis en distribution dans l'intervalle ont totalisé F. 51,94 de sorte qu'un capital placé voici cinq années s'est apprécié de 105,7 %.

L'Assemblée Générale a renouvelé les mandats d'administrateur de Messieurs Claude BONNAMY et Jacques ROCHE pour une durée de six années. Elle a également nommé Monsieur Georges BETH, Directeur Central des Agences de Province Est du CREDIT LYONNAIS, administrateur de la Société pour une durée de six années.

OLIVETTI

Résultats positifs au cours du premier semestre 1980

L'exploitation de la société Ing. C. Olivetti & C., S.p.A. et du *groupe* Olivetti tout entier a été caractérisée, au cours des six premiers mois de l'exercice, par une évolution positive.

Cette évolution fait l'objet d'un rapport du conseil d'administration de la société, approuvé aujourd'hui et adressé au Syndicat des agents de Bourse de Milan (CONSOB), rapport que le conseil a décidé de communiquer à tous les actionnaires de la société.

Le chiffre d'affaires de la société mère s'est élevé, pour le premier semestre, à 520,7 milliards de lires, enregistrant ainsi une augmentation de 31,4 % sur la période correspondante de 1979. Il a été réalisé à concurrence de 343,8 milliards sur le marché italien (+ 39,28) et de 176,9 milliards à *l'exportation* (+ 18,58). Les commandes prises sur le marché italien se sont accrues de 28,6 %.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe a atteint 863,4 milliards de lires, en accroissement de 17,9 % sur la période correspondante de 1979. Les commandes se sont accrues de 18,5 %.

Les résultats d'exploitation de la société et du groupe, au cours du premier semestre, enregistrent également un progrès notable par rapport au premier semestre de l'année précédente.

Le rapport du conseil d'administration précise également que 37 % du chiffre d'affaires de la société mère ont été réalisés dans le domaine de la bureautique et 63 % dans le domaine de l'informatique répartie. Pour la première, il est précisé que l'apport des machines à écrire électroniques a été déterminant (30,6 milliards contre 6,8 milliards au cours du premier semestre 1979). La valeur de la production de machines finies au cours des six premiers mois de 1980 s'est accrue de 18 % environ. Les investissements dans la recherche se sont accrus de 24,9 %.

Les stocks s'élevaient à 351,3 milliards, en diminution de 13,3 milliards sur le 30 juin 1979, date à laquelle ils avaient déjà enregistré une diminution de 40,8 milliards sur l'année précédente.

L'endettement financier net de la société s'élevait à 459,2 milliards, en diminution de 62,2 milliards sur le 30 juin 1979. L'incidence des charges financières, compte tenu des produits de l'engagement des importantes disponibilités financières, est passée de 8,8 % au premier semestre 1979 à 7,9 %.

ÉPARGNE-CROISSANCE

SICAV

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le lundi 29 septembre 1980 sous la présidence de M. Gérard Llewellyn, président du conseil d'administration, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin.

Les sommes distribuables au titre de cette exercice s'élèvent, compte tenu du report bénéficiaire de l'exercice précédent, à 13 724 150,93 F, ce qui permet la mise en distribution d'un *dividende* de 27,35 F par action auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 4,74 F, soit un revenu global par action de 32,09 F.

Ce dividende sera mis en paiement le 30 septembre 1980 contre remise du coupon no 18 qui sera ventilé comme suit :

— Revenu d'obligations françaises non indexées, bénéficiant des avantages fiscaux réservés à ces obligations : 14,54 F + 1,65 F de crédit d'impôt, soit au total 16,19 F ;

— Revenus d'actions françaises ouvrant éventuellement droit à abattement fiscal de 3.000 F : 3,90 F + 2,18 F de crédit d'impôt, soit au total 6,08 F ;

— Autres produits : 8,91 F + 0,91 F *de crédit d'impôt, soit au total* 9,82 F.

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir le montant de leurs dividendes en actions de la société en exonération du droit d'entrée.

L'assemblée générale a renouvelé pour une durée de six ans le mandat d'administrateur de MM. Gérard *Llewellyn, Daniel Olchanski et Mi*chel Rubinstein.

Le conseil d'administration, qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée, a renouvelé M. Gérard Llewellyn dans ses fonctions de président et confirmé M. Patrick Segal dans celles de directeur général.

PRÉTABAIL - SICOMI

Pour le premier semestre 1980, le chiffre d'affaires, S.C.I. comprises, a été de 123,8 *millions* de francs, en progression de 23 % par rapport à celui du premier *semestre 1979*.

Le bénéfice net est de 58,2 millions de francs contre 49 millions de francs au 30 juin 1979 ; il comprend, pour 3 millions de francs environ, des profits exceptionnels.

Depuis le début de l'année, douze contrats nouveaux de crédit bail ont été signés pour un montant global de 100,9 millions de francs.

Monsieur R.C. Spinosa Cattela, Membre du Directoire, N.V. Philips, Gloeilampenfabrieken, Eindhoven, Pays-Bas.

« Monsieur Spinosa Cattela, derrière vous se trouve l'exposition permanente "l'Homme, la Technologie et l'Avenir" qui résume la politique de Philips. Comment voyez-vous l'avenir pour Philips? »

« C'est une question très importante. Il ne s'agit pas simplement de voir l'avenir en termes financiers. L'avenir est étroitement lié à la fois, aux affaires, à la finance et à la politique. »

« Avec des activités telles que celles de Philips qui couvrent le monde entier, comment vous tenez-vous au courant de tous les développements à l'échelle internationale? »

« **En lisant le Financial Times** »

Veuillez m'adresser à titre gracieux quelques exemplaires du Financial Times ainsi que vos conditions d'abonnement.

Nom

Fonction

Société

Adresse

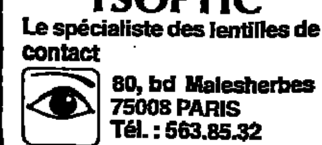
Tél. Télex

Activité de votre société

CODE LM6

Financial Times (Europe) Limited, Centre d'Affaires, le Louvre, 168 rue de Rivoli – 75044 Paris Cedex 01.

Le Financial Times est imprimé en facsimilé à Francfort depuis janvier 1979. Cette édition internationale est maintenant disponible en kiosque en France depuis le 2 juin 1980.



مكبر من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

30 SEPTEMBRE

Effritement

Le mouvement de baisse des valeurs françaises s'est ralenti mardi. L'indicateur de tendance termine à environ — 0,20 %.

Avant le début de la séance, nombre d'opérateurs craignaient pour la Bourse de Paris un recul aussi sévère que celui de Wall-Street. Les éléments négatifs (conflit persistant entre l'Iran et l'Irak, perspective de hausse généralisée des taux d'intérêt) continuent, en effet, de peser sur les décisions des investisseurs.

Si le marché s'est finalement mieux comporté que prévu, c'est pour des raisons purement techniques. Il semble que certaines Sicav aient voulu réajuster leurs positions avant la publication des bilans au 30 septembre.

Ainsi les pétrolières se sont montrées assez fermes : Elf-Aquitaine progresse de 0,25 %, la Française des pétroles de 0,9 %, Esso de 2 %.

On remarque également en hausse Omnium de participation internationale (+ 10,9 %), au plus bas de l'année, Europe 1 (+ 4,2 %), Chargeurs Réunis (+ 2,1 %), Matériel Téléphonique (+ 1,97 %), Skis Rossignol (+ 1,88 %), Bouygues (+ 1,84 %), C.F.A.O. (+ 1,58 %).

Les plus importants écarts à la baisse sont enregistrés sur Locafrance (— 3,8 %), U.T.A. (— 3,25 %), C.G.I.P. (— 3,20 %), Saint-Louis-Bouchon (— 2,9 %), VALEO (— 2,89 %), Machines Bull (— 2,7 %), C.N.E. (— 2,6 %). Peugeot casse à nouveau son plus bas.

Aux étrangères, les mines d'or poursuivent leur remontée. President Brand gagne 3,38 %, Western Holding 1,77 %, Gold Fields, 1,06 %.

Sur le marché de l'or, le lingot perd 1 105 francs à 90 900 francs, le napoléon 0,50 F à 789 francs. Les emprunts indexés se replient.

A noter que certaines valeurs du comptant n'ont pu être cotées en raison d'un arrêt de travail du personnel spécialisé.

Taux du marché monétaire

Effets privés du 30/9 ...... 11 7/8 %

LONDRES

INCERTITUDE

Après avoir accentué son mouvement de repli de la veille, le Stock Exchange s'est partiellement redressé par la suite, notamment sur les mines d'or et les pétroles. Les fonds d'État restent déprimés.

Or (ouverture) (dollars) 670 . contre 679 25

VALEURS	CLOTURE 29/9	COURS 30/9
Beecham	152	152 ...
British Petroleum	384 .	354 ...
Courtaulds	57 .	57 ..
*De Beers	11 3/4	11 5/8
Imperial Chemical	346	346 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	460 .	453 ...
Shell	412 .	414 ...
Vickers	128	126 .
War Loan 3 1/2 %	32 1/2	32 1/2
*West Driefontein	109 1/4	109 3/4
*Western Holdings	106 1/4	107 3/4

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BIC. — *Le bénéfice net consolidé (part du groupe) s'élève pour le premier semestre 1980 à 66,6 millions de francs (contre 92,9 millions).* Les ventes sont en progrès de 25 % (1 610 millions de francs).

La légère baisse du résultat s'explique en partie par le recul du bénéfice de la branche DIROCO (Dim, Rosy, Colroy). Celui-ci se monte à 16,5 millions de francs (contre 32,1 millions). En 1979, cette branche n'avait pas été assujettie à l'impôt sur les bénéfices du fait de reports déficitaires.

ELF-ANTARGAZ. — Au 30 juin 1980, la société enregistre un résultat avant impôt de 18,4 millions de francs (contre 13,3 millions).

CASINO. — La progression du chiffre d'affaires pour les huit premiers mois de l'exercice se monte à 14,38 %.

PECHINEY - UGINE - KUHLMANN. — La société va participer à la réalisation en Inde d'un complexe de traitement de bauxite d'une capacité de 800 000 tonnes. L'investissement global sera de l'ordre de 1,5 milliard de dollars.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

	26 sept.	29 sept.
Valeurs françaises ..	110,9	110,4
Valeurs étrangères ..	120,4	119,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	110,5	110,8

NEW-YORK

Sévère repli

Nouvelle séance de baisse à Wall Street : l'indice Dow Jones perd 18,17 points à 921,23 (c'est le plus important écart depuis mars 1980). La perspective de taux d'intérêt toujours plus élevés continue à inquiéter le marché. La Réserve fédérale pourrait, de son côté, adopter une politique monétaire plus restrictive.

Dans ce climat d'incertitude, les investisseurs, qui ont, ces dernières semaines, accumulé des gains importants, procèdent à des ventes bénéficiaires. Les secteurs les plus touchés sont ceux de la pharmacie, de l'informatique, de la haute technologie, de l'armement, du pétrole et des chemins de fer.

Parmi les plus fortes baisses, on remarque Philip Morris (— 7/8 à 40 5/8), General Motors (— 1 5/8 à 51 5/8), Enghelhard Minerals and Chemicals (— 4 3/4 à 49 3/4). Atlantic Richefield, qui cède 2 1/2 à 50, va subir une perte exceptionnelle de 50 millions de dollars du fait de la fermeture d'une mine dans l'État du Montana.

I.B.M. est la valeur la plus active de la séance. Sur l'ensemble du marché, les échanges ont porté sur 46,41 millions de titres (contre 49,46 millions).

A noter que la Metro Goldwin Meyer s'apprêterait à prendre le contrôle de la Columbia Pictures.

VALEURS	COURS 26/9	COURS 29/9
Alcoa	72 5/8	71 3/4
A.T.T.	51 7/8	51 3/8
Boeing	39 1/4	38 1/2
Chase Manhattan Bank	40 5/8	40 1/4
Du Pont de Nemours	45 1/2	44 3/4
Eastman Kodak	66 5/8	65 .
Exxon	70 1/4	68 3/8
Ford	28 1/4	27 3/8
General Electric	53 5/8	52 1/4
General Foods	30 5/8	30
General Motors	53 .	51 3/8
Goodyear	16 1/8	16
I.B.M.	64 7/8	63 3/4
I.T.T.	30 3/4	31
Kennecott	31 5/8	33 1/4
Mobil Oil	70 3/8	69
Pfizer	46	44 3/4
Schlumberger	143 1/8	140 3/4
Texaco	36 1/4	35 5/8
U.A.L. Inc.	19 3/8	18 1/2
Union Carbide	45 7/8	46 ..
U.S. Steel	21 1/4	21 ...
Westinghouse	25 1/2	24 7/8
Xerox	65	64 1/2

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	29/9	30/9
1 dollar (en yens)...	211 60	212 50

BOURSE DE PARIS - 30 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	24 60	3 880
5 %	44 50	3 320
5 % 20-60		3 556
3 % amort. 45-54	71 .	0 501
4 1/4 % 1963	92 .	4 750
Emp.N.Eq.5¾ 65	114 30	6 290
Emp. N.Eq.6%66	107 20	5 984
Emp. N.Eq.6%67	97 70	2 805
Emp. 7 % 1973	9500	. ..
Emp. 8,80 % 77	99 20	3 158
Emp. 9,80 % 78	84 55	2 175
EDF 7,80 % 61	..	5 328
EDF 14,5 % 80-92	99 65	4 459

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ch. France 3 %	197	200 ..
A.G.F. (Sté Cent.)	772	772
Ass. Gr. Paris-Vie	2080	2088
Concorde	347 .	347
Epargne France	360	347
Financ. Victoire	370	370 .
France I.A.R.D.	168 ..	168
Gan (Sté) Centr.	708	706

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
S.P.E.G.	204	218 ..
U.A.P.	560	562 .
Alsacien. Banque	359	357 ..
Banque Hervet	211 50	212 .
Bque Hypot. Eur.	315 ..	315 .
Bque Nat.Paris	265	265
B.O.I.C.	28 60	28 85
(Li) B. Scalb. Dup.	125	125
Banque Worms	210	210 10
C.G.I.B.	37 20	37
Cie Crédit Univ.	372	375
C.A.M.E.	99	99
Créditel	115 80	116 50
Créd. Gén. Ind.	268	260
Crédit Lyonnais	274 80	278
Electro-Banque	162	162
Eurobail	147 20	147 50
Financière Sofal	333	325
Fr. Cr. et B. (Cie)	138	135 20
France-Bail	394 10	310
Hydro-Energie		22 80
Immobail B.I.P.	222 .	222
Immobanque	332	340 ..
Immofice	280	287
Interbail	261	261
— (oblig. conv.)	255	255 .
Laffite-Bail	192	192 .

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Locabail Immob.	365	365 .
Loca-Expansion	140 50	140 60
Locafinancière	192 ..	190 60
(Ly) Lyon Dép. Ct.	173	173
Marseille Créd.	274	274
Paris-Réescompte	479	488
Séquanaise Banq.	278	276 .
Sicotel	134	134
SLIMINCO	326 ..	335
Sté Cent. Banq.	74	76
Société Générale	248	266
SOFICOMI	268	...
Sovaball	350	356
UCIP-Bail	165	165
— (obl. conv.)	176 50	...
Unibail	301	306 ..
Un. Ind. Crédit	261	261 .
Cie Foncière	175	176
C.G.V.	266 90	...
Fonc. Ch.-d'Eau	815	826
(M.) S.O.F.I.P.	91 20	91 30
Fonc. Lyonnaise	1138	1135
Immob. Marseille	1752	1738
Louvre	226 20	228 .
SINVIM	150	150 .
Cogifi	225 60	228 ..
Foncina	173	176 .
Gr. Fin. Constr.	188	191 ..
Immindo	196 50	204 30

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Immlovest	169	160 .
Cie Lyon. Imm.	139	138 10
UFIMEG	114 10	114 10
O.G.I.M.O.	180 50	181
Union Habit.	291 2	292
Un. Imm. France	248	248
Acier Investiss.	140	139 50
Sofragi	277	276 20
Applic. Hydraul.	278	268 70
Artois	267 30	260 .
Centen. Blanzy	429	436
(NY) Centrest	112 ..	... .
(NY) Champex	110	110 ..
Char. Réun. (p.)	3710	3850 .
Comindus	550	546 .
Cie Industrielle	320 .	325 .
(Li) Dév. R. Nord	132	132
Electro-Financ.	369 ..	375
(M) Et. Particip.	65	64
Fin. Bretagne	89 50	89 10
Fin. Ind. Gaz Eaux	609 ..	620
Fin. et Mar. Part.	88 .	87 65
Fin.Seneffe-Maub.	100 10	100 10
France (La)	641	641 .
La Mure	132 ..	132 .
Lebon et Cie	252 ..	250 .
(NY) Lordex	116	115 .
Cie Marocaine	28 35	28 35

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Nord	22 05	
DPB Paribas	150	150
Paris-Orléans	96	96
Part.Fin.Gest.Im.	234 60	235 20
Placem. Inter	104	103
Providence S.A.	330	328
Rosario (Fin.)	220 .	220
Santa-Fé	77 70	
Soffo	130 20	130 20
Cambodge	180	183
Clause	440	458
Indo-Hévéas	170	170
Madag. Agr Ind.	26 90	26 10
Padang	328	325
Salins du Midi	350	345
Allobroge	330	
Banania	201	200
Fromagerie Bel	274	222
Bongrain	666	670
Cedis	933	924
(M.) Chambourcy	523	
Cofradel	662	650
Economats Centr.	471	471
Epargne	805	805
Euromarché	710	700
From. P.-Renard	480	500
Générale Biscuit	408 .	405
Genvrain	185 20	186
Goulet-Turpin	202 50	202 60
Gr. Moul. Corbeil	119	119 50
Gr. Moul. Paris	317	316
Nicolas	476	484
Piper-Heidsieck	350	349 60
Potin	915	901
Promodès	1188	1185
Rochefortaise	182 40	190
Roquefort	630	635
Taittinger	416	410 1
Unipol	126	126
Bénédictine	825	835
Bras. et Glac. Ind	571	568
Dist Indochine	403	410
Ricqlès-Zan	121	121
Saint-Raphaël	117	115 50
Sogepal	500	510
Union Brasseries	88	87 10
Française Sucr.	500	500
Sucrerie Bouchon	215	
Equip. Véhicules	55 ..	53 10
Borie	429	
Camp.-Bernard	275 50	275 50
Cérabati	208	220
Ciments Vicat	223 20	224 30
Cochery	65	63
Drag. Trav. Pub.	335	340
Fougerolle	164 .	161
G. Trav. de l'Est	.	30
Herlicq	81 60	85 .
Lambert Frères	138	133
Leroy (Ets G.)	72	73 80
Origny-Desvroise	178	176 80
Porcher	260	268
Rougier	187	185
Sablières Seine	150	146
S.A.C.E.R.	39	39
Sainrapt et Brice	163 20	165
Savoisienne		
SMAC Acléroid	147 70	147 70
Spie Batignolles	73	70 90
Dunlop	14 30	13 90
Hutchinson	52 60	52
Safic-Alcan	211	213
Comiphos	127 90	128 ..
Gaumont	418	413
Pathé-Cinéma	d 71	67
Pathé-Marconi		38
Tour Eiffel	153 50	153 50
Air-Industrie	18 20	18 20
Applic. Mécan.	28	28
Arbel	168	168 ..
Bernard-Moteurs	d 80 30	80 30
B.S.L.	164 90	165 ..
C.M.P.	116	186 .
De Dietrich	665	655
Duc-Lamothe	415	420 .
E.L.M.-Leblanc	636	635
Ernault-Somua	66 50	65 ..
Forges Strasbourg	138 10	135 10
(Li) F.B.M. ch. fer		
Frankel	872	846
Huard-U.C.F.	120	115 .
Jaeger	226 20	214 .
Jaz	145	143
Luchaire	295	295
Métal Déployé	316	322

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Nadella	22 80	23 50
Nodet-Gougis	225	225
Peugeot (ac. ext.)	192	192
Ratier-For G.S.P.		
Ressorts Ind.	154 10	155
Satam	110	110
Sicli	73	74 10
Scadure Autog.	152	153
S.P.E.I C.H.L.M.	180	177
Trailor	350	350
Viraz	58	58
At. Ch. Loire	36 4	35
Ent. Gares Frig.	149 50	149 50
Indus. Maritime	322	322
Mag. gén. Paris	285	284 90
Cercle de Monaco	104 60	106 20
Eaux de Vichy	1033	1003
Sofitel	60	d 60
Vichy (Fermière)	365	365
Vittel	470 50	475
Aussedat-Rey	62	62 60
Darblay S.A.	45 40	
Didot-Bottin	395	395
Imp. G. Lang	6	6
Papet. Gascogne	98 1	99
La Risle	23	23
Rochette-Cenpa	42 60	43
A. Thiery-Sigrand	72	73
Bon Marché	118	123
Damart-Servip	865	890
FNAC	297	303
Mors. Madagasc.	58	59 30
Maurel et Prom	42	42
Optorg	155	152
Palais Nouveauté	382	382
Uniprix	62 50	63
Europ Accumul.	205 50	207
Ind. P. (CIPEL)	216	215
Lampes	152 30	152 30
Merlin-Gerin	330	301
Mors	118	
Piles Wonder	265	250 10
Radiologie	129	128 50
SAFT. Acc. fixes	927	945
S.F.I.M.	1360	1301
S.I.N.T.R.A.	822	825
Unidel	164	163
Carnaud S.A.	88 30	88 70
Escaut-Meuse	225	225 .
Gueugnon (F. de)	45 50	.
Profilés Tubes Es	18	18
Tissmétal	59 80	61
Vincey-Bourget	32	..
Huaron	310	...
Kinta	34 50	341
Mokta	412	412
Amrep G.	840	830
Elf-Antargaz	376 40	369
Hydroc. St-Denis	d 238	
Lille-Bonnières-C.	315 30	315 50
Carbone-Lorraine	72	76
Delalande S.A.	218 50	212 ..
Finalens	75 .	76 .
FIPP	125	...
(Ly) Gerland	385	381
Gévelot	97	..
Grande-Paroisse	132 10	135 ..
Ripolin-Georget	94	90 50
Rousselot S.A.	322	322
Soufre Réunies	200	200
Synthelabo	150 .	146
Thann et Mulh.	72 20	74 50
Ufiner S.M.O.	87 60	90 ..
Agache-Willot	357	357
Filés-Fourmies	7 30	7 30
Lainière-Roubaix	39 50	38 .
Roudière	223	228 50
M. Chambon	160	156
Gén. Maritime	25 20	25 20
Delmas-Vieljeux	277	283
Nat. Navigation	d 93	93
Navale Worms	118 30	118 30
S.C.A.C.	187 80	185
Stemi	337 10	345 50
Tr. C.I.T.R.A.M.	143	141
Trans. et Industr.	108 10	110
(Li) Baignol-Farj.	44 80	44 70
Blanzy-Ouest	266	255
La Brosse	118	121 50
Degremont	138 .	141 .
Duquesnes-Purina	263 90	265
Ecco	2233	2235
Ferrailles C.F.F.	287	282
Havas	680	690
Locatel	385 50	. .
Lyon-Alemand	230	226

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
C. Magnant	52 60	52 50
M.L.C.	180	181 20
O.F.P.-Om.F.Paris	350 50	350 .
Publicis	608	606
Salaa	73	
Sellier-Leblanc	352	356
Waterman S.A.	242	250
Brass. du Maroc	190	188
Brass. Ouest-Afr.	53	51
A.E.G.	[illegible]	62
Akzo	44	45
Alcan Alum.	145 50	152
Algemeine Bank	684	682
Am. Petrofina	265	250 10
Arbed	221	.
Asturienne Mines	56	
Bco Pop. Espagn.	68	62
B. N. Mexique	33	33 15
B. Régl. Inter.	46500	46503
Barlow-Rand	47 50	
Bell Canada	71	69
Blyvoor	105 10	105
Bowater	17	
Bowring C. I.	12 15	12 15
British Petroleum	39 90	40
Br. Lambert (GBL)	165	
Caland Holdings	47 2.	45 50
Canadian-Pacific	171 5	180 50
Cockerill-Ougrée	30 20	
Cominco	240	263
Commerzbank	361 20	
Courtaulds	.	
Dart Industrie	190	190
De Beers (port.)	48 50	
Dow Chemical	149	147
Dresdner Bank	435	.
E.M.I.		
Est-Asiatique	46	48
Femmes d'Auj.	96	
Finoutremer	120	[illegible]
Finsider	0 46	46
Foseco	15 60	15 60
Gén. Belgique	190	192
Gevaert	174	174
Glaxo	25	25
Goodyear	65 50	68 20
Grace and Co.	191	193
Gulf Oil Canada	183	186
Hartebeest	405	410 20
Honeywell Inc.	348	
Hoogovens		
I.C. Industries	125	127
Johannesburg	345	350
Kubota	7 40	7 40
Latonia	107 50	107 20
Mannesmann	299	
Marks-Spencer	10 50	10 40
Matsushita	16 70	16
Mineral-Ressourc.	59 5.	62
Nat. Nederlanden	258	
Noranda	111	114 90
Olivetti	8 60	8 35
Pakhoed Holding	92	.
Petrofina Canada	213	.
Pfizer Inc.	103	.
Phoenix Assurance	28 10	
Pirelli	4 15	3 95
President Steyn	260	265
Procter Gamble	300 20	300 80
Rolinco	388	387 80
Robeco	396 ..	409 90
Shell fr. (port.)	41	41
S.K.F. Aktiebolag	69	68 60
Sperry Rand	219	219
Steel Cy of Can.	126	..
Stilfontein	116	116
Suéd. Allumettes	80 20	.. ..
Tenneco	186	182 20
Thorn Electrical	31	
Thyss. c. 1 000	131	130 10
Vaal Reefs	382	382 50
Vieille Montagne	165 10	...
Wagons-Lits	131 ..	130 .
West Rand	36	35 .
C.E.C.A. 5 1/2 %	...	... ..

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Intertechnique	968	980 ..
Sicomir	188	185 .
Alser	155	...
Banq. *Fin. Bur.*	..	..
Cellulose Pin.	51 ..	48 .
Coparex	862	857 .
General Aliment.		..
Iéna Industrie	13 .	... ..
Métall. Minière	165	...
Océanic	22 50	22 50
Pétrofigaz	426	433 .
Pronuptia	380	380 .
Sab. Mor. Corv.		
Bq Fin. Burx Us.	220	221
Total C.F.N.	92 70	92 70
Ufinex	223 50	223 50
Voyer S.A.	2 30	2 50
Rorento NV	241	239 50

SICAV

1re catégorie	8774 79	8331 54

29/9	Emission frais inclus	Rachat net
Actions France	164 80	156 66
Actions Sélec.	201 84	191 92
Aedificandi	245 80	234 65
A.G.F 5000	205 06	195 72
Agfimo	318 08	303 84
Altefi	147 04	140 37
A.L.T.O.	179 61	171 47
Amérique Gestion	242 12	231 14
Bourse-Invest	196 84	187 16
C.I.P.	576 71	549 60
Convertimo	166 37	168 83
Cortexa	574 30	548 26
Credinter	212 31	202 68
Croiss. Immobil.	253 37	241 88
Drouot-France	187 82	179 30
Drouot Invest.	401 19	383
Energia	200 20	191 12
Epargne-Croiss.	760 23	725 76
Epargne-Industr.	326 02	311 2.
Epargne-Inter	381 29	364
Epargne-Oblig.	142 23	13 78
Epargne-Unie	486 19	464 14
Epargne-Valeur	257 66	246 98
Euro-Croissance	240 69	229 78
Financière Privée	527 12	503 22
Foncier Investiss	476 88	454 30
France-Epargne	255 69	245 85
France-Garantie	256 45	250 44
France-Invest.	229 37	218 97
Fr.-Obl. (nouv.)	344 81	329 17
Francic	195 26	186 41
Fructidor	175 35	167 40
Fructifrance	328 93	314 01
Gestion Mobilière	288 9.	275 84
Gestion Rendem.	401 86	383 64
Gest. Sél. France	289 12	276 01
I.M.S.I.	257 73	246 04
Indo-Suez Valeurs	371 57	354 72
Intercroissance	171 31	163 54
Interoblig.	5553 34	5396 98
Intersélect Fr.	209	199 62
Inter Valeurs Ind.	315 18	300 81
Invest. St-Honoré	364 68	348 14
Laffitte-France	159 60	152 35
Laffitte-Oblig.	137 62	131 38
Laffitte-Rend.	146 25	139 62
Laffitte-Tokyo	378 73	361 56
Livret portef.	284 26	271 36
Multi-obligations	311 31	297 19
Multirendement	133 27	127 23
Mondial Invest.	234 39	223 76
Natio-Inter	479 14	457 41
Natio-Valeurs	387	369 45
Oblisem	135 09	128 96
Paribas Gestion	274 88	262 42
Pierre Investiss.	301 22	287 56
Rothschild-Exp.	452 81	432 28
Sécur. Mobilière	374 65	357 66
Sélec. *Mobil. Div.*	226 41	216 14
S.P.I. Privinter	157 04	149 92
Sélection-Rend.	145 40	138 81
Sélection val. fr.	165 37	157 87
S.F.I. FR et ETR.	253 34	241 85
Sicavimmo	402 29	384 05
Sicav 5 000	151 76	144 87
S.I. Est	583 18	556 74
Silvafrance	255 25	243 68
Silvam	171 43	163 66
Silvarente	165 32	157 82
Silvinter	178 89	170 78
S.I.G.	418 29	398 87
S.N.I.	670 09	639 70
Sogépargne	288 23	275 16
Sogevar	509 93	486 86
Soginco	165 30	157 80
Soginter	558 02	532 72
Soleil-Investiss.	310 18	296 11
U.A.P. Investiss.	189 50	180 91
Unifrance	180 29	172 11
Unifoncier	466 76	445 58
Unigestion	338 82	323 46
Uni-Roche (Vern.)	356 47	340 31
Uni Japon	392 97	375 15
UNI-M.T. (Vernes)	1090 70	1041 24
Uni-Obl. (Vernes)	2198 07	2113 53
Uniprem (Vernes)	2298 76	2210 34
Unirente	1209 71	1189 93
Unisic (Vernes)	244 74	233 64
Valorem	225 37	215 15
Worms Investiss.	373 42	356 49

* Cours précédent.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. *Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.*

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour *cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.*

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2853	4,5 % 1973	2595	2590	2590	2568
3470	C.N.E. 3 %	3570	3490	3470	3450 .
395	Afrique Occ.	392 ..	399	399	399
455	Air Liquide	455 .	453 80	453	453 90
111	Als. Part. Ind	118	115	115 70	410
430	Als. Superm.	416	410	410 .	116
77	Alsthom-Atl.	77	77 30	78	75 80
240	Appliq. gaz	240 50	236 10	238 90	239
150	Arjom. Priou	158	156	156	153
500	Aux. Entrepr.	506	501	502	495 .
830	Av. Dass-Br.	850	845	846	840
210	Bail-Equip.	208	206	208	206 10
225	— (obl.)	223 10	223	223	223
375	Bail-Invest.	379 80	380	380	375 50
153	B. Rothschild	152 .	152	152	150 80
95	Bazar H.-V.	97 .	97 50	97 50	96
106	B.C.T. Midi B	117	116 50	116 50	114 30
220	Beghin-Say	239 50	236 20	235 20	237 .
570	Bic	587	589	589 .	589
520	Bis	600 .	602	602	597 ..
680	Bouygues	705	717	718	714
980	B.S.N.G.D.	996	990	990	990
1010	— (obl.)	981	955	985	992 ..
1700	Carrefour	1718	1710	1707	1719
310	— (obl.)	313 10	315	315	315
1430	Casino	1458	1450	1450	1450
51	CEM	48 60	49 20	49	49 90
196	Cetelem	196 .	196	195 80	194
219	Charg. Réun.	191	196	195	189 .
13 40	Chiers-Chat.	13 65	13 50	13 60	13 3.
143	Chim. Rout.	139 70	139 80	139 80	139 50
152	— (obl.)	143 90	143 90	143 90	143 90
185	*Clm. franç.*	164	165	164	165 .
165	— (obl.)	162	162	162 ..	162 ..
1000	C.I.T. Alcatel	1046	1051	1051	1169
410	*Club Méditer*	412 50	409 80	410	405 .
505	C.M. Industr	610	511	511	505
505	— (obl.)	507	508	508	503
113	*Cofimeg*	117 50	118	118 .	118 .
153	Cofimeg	153	153	153	152
370	Cie Bancaire	351	350	351 50	350
350	*C.G.E.*	359	367 ..	357	356 ..
400	— (obl.)	404 60	400	400	400
125	G. Entrepr.	123 20	121 50	121 50	121 60
430	*Comp. Mod.*	460	451	449	450 ..
190	Créd. Com. F	193	192	192	192
270	— *(obl.)*	271	271	271	271
425	Créd. Fonc.	445	442 ..	441	433
260	C. F. Immob.	261 20	251 10	251 10	251 10
276	Cr. Ind. Al.-L.	275 .	276 50	275 50	275 50
154	Créd. Indus.	165	165 70	156 70	155 70
131	C. Ind. Ouest	135	135	135	135
345	Créd. Nat.	364 90	354 .	354	365
72	Créd. Nord	74 60	74	74	72 60
82	Creusot-Loire	80 20	79 90	79 90	78 90
330	Crouzet	318	318	318	318
510	C.S.F.	501	496	496	495
585	— (obl.)	570	567	567	558
585	Darty	501	496 50	496	490 30
1030	Docks France	1080	1070	1070	1070
56	*Dollfus-Mieg*	56	56	56	56
870	Dumez	865	865	865	856
465	Cie Gle Eaux	465 50	473 60	474 .	473 50
1120	Elf-Aquitaine	1179	1182	1182 ..	1172 ..
205	— (certific.)	222 80	223 50	223 80	222 ..
280	*E. J. Lefebvre*	269 .	265	265 .	260
134	E. San.-Duval	127 20	128 50	128 50	126 .
1010	Essilor	510	499 .	497 ..	505 .
260	*Esso S.A.F.*	268 50	274	274	274
365	Eurofrance	372	369	366 ..	...
960	Europe n° 1	1065 .	1100	1100	1100 ..
455	*Facom*	465 .	449 50	449 50	450 .
70	Fin. Dév. Ent.	70 60	70 60	70 60	70 50
255	Fin. Paris BP	257 50	257 50	257 50	257
305	— obl. conv.	305 .	304 50	304 50	300 20
160	Finextel	159 50	159 40	159 40	158 ..
138	Fives-Lille	134 .	134	132 60	135 10
46	Fraissinet	46 .	46 ..	46 ..	48 ..
230	Fr. Pétroles	226	228	228 60	227
230	— obl. conv.	222 60	224 80	224 80	224 80
57	— (certific.)	56 .	55 50	55 50	55 10
136	*Galeries Laf.*	121	122 30	122 50	119 90
220	Gle d'Entr.	212	207	209 .	205 30
205	Gle Fonderie	203 .	204	201 ..	198 ..
151	*Gle Ind. Par.*	153	148 10	148 10	147
345	Générale Oc.	342 80	328 50	328 50	328 50
510	Gr. Tr. Mars.	479 50	478 50	478 50	471 60
385	Guyenne-Gas.	380	380 ..	380	380
260	Hachette	290	288	288	288
93	Imétal	95	94	94 .	93 10
840	Inst. Mérieux	878	884	834	879
131	J. Borel Int.	133 50	132 20	132 20	132
142	Jeumont Ind.	142	142	142	142 .
112	Kali Ste-Th.	111 20	111 20	111 20	110
60	Kléber-Col.	49	49	48 90	49
415	Lab. Bellon	410	410 50	410 50	410 50
295	*Lafarge*	299	295 10	295 10	296 10
320	— (obli.)	315	315	315	315 .
425	La Hénin	420 50	424 50	424 50	420 50
1630	*Legrand*	1672	1695	1670	1695
2440	— (obli.)	2396	2394	2394	2395
590	Lesieur	580	583	583	583
210	*Locafrance*	210	202 30	203	202 30
400	Locindus	396	394 50	394 50	390 .
675	L'Oréal	666	671	672	671
3330	— *obl. conv.*	3360	3320	3320 .	3360
390	Lyonn. Eaux	399 80	398 10	398 10	400 10
56	Mach. Bull	51 90	50 20	50 90	50 10
665	*Mais. Phénix*	645	646	650	636
1520	(Ly) Majorel	1535	1550	1550	1535
860	Manurhin	881	866	865	866
42	*Mar. Wendel*	42 90	42 10	42 20	42 90
47	Mar. Ch. Réu.	47	46 50	46 50	45 60
575	Martell	585	585	587	585
550	— *(obl.)*	565	560	560	562
785	Mat. Téléph.	758	770	765	770
9750	Matra	10222	10150	10150	10150
48	*Mét. Nav. N.*	44 20	44 90	45	44 30
840	Michelin	788	786	791	784
545	— (obl.)	545 20	545	545	545 .
980	*Midi Cie*	975	982	982	982
540	Moët-Hennes.	541	540	541	540
610	— (obl.)	612	615	616 ..	612 20
330	Mot. Leroy S.	816	813	819	810 ..
65	Moulinex	65 05	65	64 60	65
440	Mumm	439	428 ..	428	424 .
260	Nancéien. Cr.	271	274	274	274 .
196	Navig. Mixte	199 50	199 40	200 .	199 50
50	Nobel-Bozel.	50	49	49	48 10
39	Nord-Est	38 70	38 90	38 60	38 40
70	Nouvel. Gal.	70 20	69 10	69 40	68 10
245	Olida-Caby	243	240	240	240 .
30	Om. Part. Int.	32 90	33 50	35 50	35 50
121	Opti-Paribas	123 40	123 40	123 40	124
155	Paris-France	150	150	150	147 10
109	Pechelbronn	105 20	105	105	104 30
105	*P.U.K.*	105	104 50	104 90	104 30
125	— (obl.)	125	125 50	125 50	124
93	Penarroya	90 50	90	90 60	88 05
255	Penhoët	254 90	254 90	254 90	254 90
330	Pernod-Ric.	326 .	330 ..	330	326 .
205	Perrier	197	191	191 10	190 .
122	*Pétroles B.P.*	121 20	120 70	121 .	121
198	Peugeot S.A.	179 60	175 80	175	177 90
320	— (obl.)	323 20	320 .	320 .	320
70	P.L.M.	73	72 8.	72 80	71 40
235	Poclain	221 80	218	218 .	215 30
425	Poliet	436	434	436	438
98	Pompey	100 .	100 90	100 90	99 30
305	P.M. Labinal	307	308 .	308 80	300 90
370	Presses Cité	382	380	380 10	380 .
470	Prétabail Si.	480	485	485 2.	485
196	*Pricel*	197	195	196	191 10
355	Primagaz	374 .	370	370	373
117	Printemps	116 .	113 50	113 50	113 50
555	Radar S.A.	550	558	557 .	550
540	— (obl.)	528	528	528	528
310	Radiotech.	306	303	310	3 9
147	Raffin. (Fse)	144 10	144 10	144 10	142
446	Redoute	449 30	440 ..	440	437
595	Révillon Frè.	641	640	640 .	630
115	*Rhône-Poul.*	106 .	107	107	105 10
240	Roussel-Ucl.	238 50	236	236 10	233 .
470	Rout. Colas	470 .	460 ..	461	460
425	*Ruche Pic.*	433	435	435	434
880	Rue Imp.	863	863	863	858
18 50	Sacilor	17 70	17 50	17 50	17 15
174	*Sade*	164 20	161 .	161	164 20
1000	Sagem	988	987	990	968
125	Saint-Gobain	123 10	122 10	122 10	122 60
195	St-Louis-B.	205	198	201	198
385	Sanofi	385 60	380	380 10	380 10
425	SAT	451	454	454	446
66	*Saulnes*	68 50	65 50	66 50	66 20
325	Saupiquet	307	300	300	300
165	Schneider	160 10	160 10	160 50	160 10
45	*S.C.O.A.*	43 50	43 80	43 80	43
90	— (obl.)	90	90	90	90
170	Seb	169 50	166 10	166 10	166 10
200	Sefimeg	201 30	202 50	202 50	202 50
450	S.I.A.S.	441	444	444	446
705	Sign. E. El.	702	699	699	713
275	*S.I.L.I.C.*	279	272	272	270 .
285	Simco	294	294	294 ..	292
120	S.I.M.N.O.R.	128 30	128 30	128 30	128 60
860	Skis Rossignol	795	818	810	795
195	Sogerap	196 80	197	197	193 20
360	Sommer-All.	365	356	356	353
300	Suez	307 80	305	305	305
275	Talc-Luz.	277	277 .	277	275 10
840	T.R.T.	814	841	843	835 ..
040	Tél. Electr.	1002	1000	1003	993
138	— (obl.)	134 50	136 .	135	135
240	*Thomson-Br.*	242	242 20	241	242 20
280	— (obl.)	285	283 20	283 2.	281
355	U.I.S.	356	352 80	352 80	351
175	U.C.B.	174	174	174	172 .
181	Un. F. Bque	182	180	180	180
179	U.T.A.	178 .	172 2.	172 2	168 70
10 50	Usinor	9 50	9 55	9 50	9 56
105	— (obl.)	103	102	102	102
360	Valeo	345	335 ..	336	331
420	— obl. conv.	422	422	422	422
67	Vallourec	63 10	63 ..	62 9	62 2.
900	V. Clicq.-P.	913	913	913 .	895
450	Viniprix	450	452	452	450
535	*Elf-Gabon*	1403	1400	1405	1400
210	Amax	219	218 80	216 80	215 50
156	Amer. Expr.	160	148	148 60	146 20
230	*Amer. Tél.*	225 40	221	221	222 20
85	Ang. Am. C.	85 40	84 50	84 50	84
380	Amgold	565 .	550	550	539
549	B. Ottomane	538	525	525	515
300	BASF (Akt.)	295 60	296	296	291 60
265	Bayer	257 10	258	258	255 5.
275	Buffelsfont.	268 .	262 50	262 60	257 30
25	Charter	26	25 8.	25 90	25 70
181	Chase Manh.	172	169 30	169 30	167
139	Cie Pétr. Im	156 50	152 10	151 60	152 1.
58	De Beers	49 80	49 70	49 50	48 75
675	Deuts. Bank	660	659	658	646
545	Dome Mines	569	514	614	511
195	*DuPontNem.*	188 50	186	185	182 .
280	East. Kodak	274	272	272 60	272
197	East Rand	184 .	182	181	178 40
84	*Ericsson*	89	89	89	87 20
290	Exxon Corp.	296 6.	292 60	292 50	292 60
123	Ford Motor	120	116 50	116 50	115
400	Free State	369	368	368 50	372
111	Gencor	109	110	110	110 .
230	Gen. Electr.	224 .	220	221 10	218 10
240	Gen. Motors	225 50	218	218	215 50
64	Goldfields	65 80	66 50	65 50	66
137	Harmony	133	133 40	138 10	138 80
6 50	Hitachi	6 60	6 60	6 55	6 60
260	Hoechst Akt.	251	251 20	251	249
36	Imp. Chem.	35 40	35 20	35 20	35 .
105	Inco Limited	101 20	97 30	97 30	98 2
275	I.B.M.	268 ..	266	267	265
138	I.T.T.	133	134	133 ..	131083
335	Merck	339 ..	330 ..	330 .	330
255	*Minnesota M.*	255	252	252	247
285	Mobil Corp.	296	293 50	294 50	259 50
8430	Nestlé	8150	7990	8050	8000
500	*Norsk Hydro*	538	539	540 .	539 ..
675	Pétrofina	720	707	710	714
180	Philip Morris	179 50	175	175	175
36	*Philips*	36 50	35 70	35 70	35 10
310	Pres. Brand.	296	3 5 90	308	308 .
565	Quilmès	537	531	551	532
450	Randfontein	426	427 50	425	438
365	Royal Dutch	370	373	373	370 50
46 50	Rio Tinto Zinc	45 40	44 30	44 3	44 20
280	St-Helena Co	248 50	245 ..	245	245
630	Schlumberger	606	601	602	600
41	Shell Fr.	41 60	42 .	41 95	41 30
655	Siemens A.G	646	645	645	647
64	Sony	62 05	60 60	60 60	60 40
260	Unilever	262	259 90	259 90	252
184	*U. Min. 1/10*	185	185 80	185 80	184 10
215	Unit. Techn.	219 80	212 .	212	210 20
510	West Drief.	465	465	465 50	457
350	West Deep.	305 90	306 ..	307	300 50
475	West Hold.	461	459	458 10	460
265	Xerox Corp.	278 ..	276 50	275	271 .
4 36	Zambie Corp.	4 49	4 45	4 45	4 40

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

COURS des BILLETS AUX GUICHETS

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 30/9	Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1) ...	4 206	4 199	4 090	4 300
Allemagne (100 DM).	232 ...	231 940	226	238
Belgique (100 F) ...	14 467	14 476	13 950	14 650
Pays-Bas (100 fl.) ...	213 660	213 780	208	217
Danemark (100 krd).	75 090	75 180	72	77
Norvège (100 k) ...	86 260	86 220	83	88 ...
Grande-Bretagne (£ 1)	10 050	10 040	9 800	10 300
Italie (1 000 lires) .	4 875	4 873	4 500	4 900
Suisse (100 fr.).....	254 350	254 380	248	260
Suède (100 krs)....	100 830	100 960	96 500	102
Autriche (100 sch.)..	32 785	32 760	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)..	5 692	5 683	5 450	5 850
Portugal (100 esc.)..	8 380	8 375	7 400	8 300
Canada ($ can. 1)...	3 590	3 535	3 400	3 720
Japon (100 yens)....	1 974	1 981	1 870	1 970

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 30/9
Or fin (kilo en barre).	91400	90 250
Or fin (en lingot) ...	92065	90900
Pièce française (20 fr.)	789 50	789
Pièce française (10 fr.)	449	469 80
Pièce suisse (20 fr.)..	647 50	637
Pièce latine (20 fr.)..	616	618 50
Souverain	816	801 20
Pièce de 20 dollars....	3200	3218
Pièce de 10 dollars ..	1570	1625 ..
Pièce de 5 dollars....	875	875
Pièce de 50 pesos.....	3857	3770
Pièce de 10 florins....	639	634

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 30 septembre 1980 a été tiré à 595 216 exemplaires.

DES INVESTISSEURS SUISSES DANS LA SOCIÉTÉ NOUVELLE MANUFRANCE ?

Le tribunal de commerce de Saint-Étienne semble accueillir favorablement les propositions présentées par M. Dumas

Me Dutilleul, administrateur provisoire de la Société nouvelle Manufrance (S.N.M.), et M. Dumas, l'homme d'affaires bordelais qui représente des investisseurs suisses prêts à apporter à la S.N.M. 300 millions de francs d'argent frais et à en prendre la direction, ont présenté mardi matin 30 septembre, à M. Marius Boutrand, président du tribunal de commerce de Saint-Etienne, le protocole d'accord paraphé *la veille par les actionnaires de la S.N.M.* à l'issue de leur assemblée générale.

En fin de matinée, M. Boutrand, a indiqué qu'il n'y aurait pas de dépôt de bilan de la S.N.M., et qu'il envisageait de prolonger la mission de Me Dutilleul jusqu'au 18 octobre, date à laquelle devraient avoir été effectués les premiers versements. M. Boutrand a ajouté qu'il attendait « une confirmation définitive de l'engagement des banques à la fin de la semaine ». Il a également précisé qu'il avait obtenu l'accord de la préfecture pour engager les formalités de transfert de fonds à partir de la Suisse.

D'autre part, l'homme d'affaires parisien, M. Bernard Tapie, qui, semble-t-il, a mis au point un plan au cas où le dépôt de bilan de la S.N.M. serait *décidé*, a été nommé président de l'ancienne société Manufrance.

De notre correspondant

Saint-Etienne. — M. Jean-Claude Dumas a tenu son pari : 300 millions de francs pour Manufrance, pas de démantèlement de l'entreprise ni de licenciements, a-t-il promis en descendant d'un avion-taxi qui, venant de Genève, s'est posé lundi 29 septembre peu avant 20 heures sur l'aérodrome d'Andrézieux - Bouthéon, dans la banlieue de Saint-Etienne.

M. Boutrand, président du tribunal de commerce de Saint-Etienne, avait exigé de lui, jeudi, qu'il rapporte pour le 29 septembre à 14 heures un engagement *« ferme, définitif et irrévocable »* des banquiers chefs de file. M. Dumas avait passé son dimanche à mettre en forme — afin de le présenter à ses partenaires suisses — ce document que ceux-ci estiment superfétatoire, considérant un protocole d'accord tel que celui signé à Saint-Etienne le 25 septembre suffisant.

Dès son arrivée, l'assemblée générale des actionnaires, interrompue du fait du retard de M. Dumas, reprenait à 21 heures. Elle s'est achevée à 22 h. 30. Entre-temps, les actionnaires de la S.N.M. avaient paraphé les modifications apportées au premier protocole d'accord, mettant ainsi la dernière main au montage financier qui devait être présenté mardi matin au président du tribunal de commerce de Saint-Etienne, M. Boutrand, par M. Dumas et Me Dutilleul, administrateur provisoire de la S.N.M.

Le capital de la S.N.M. sera porté de 1 à 30 millions de francs ; 120 millions de francs suisses, soit un peu plus de 300 millions de francs français — en comptes courants — seront débloqués en trois tranches égales ; la première fin octobre, la deuxième fin décembre, la dernière en février pour le lancement du catalogue. Sur cet apport, une avance de 75 millions de francs français serait versée le 15 octobre, le 17 au plus tard, sans attendre le délai de trois semaines, sinon plus, nécessaire à l'obtention de l'autorisation des transferts de fonds. Sur les 75 millions, 30 doivent représenter l'augmentation du capital et le restant servir comme fonds de roulement pour renouveler les stocks et payer les créances. Il n'entre, en revanche, pas du tout dans l'intention des Suisses que cette avance puisse couvrir les actuelles pertes quotidiennes. Elle serait consentie par une banque française correspondante de ses homologues suisses. La banque Schiltas, de Zurich (contraction de Rotchschild et Equitas), et la banque Nerkuil, qui ont, pour la circonstance, constitué une société de droit suisse, la Société nouvelle Manufrance Finance A.G. avec l'appui d'autres banques, pour conduire l'opération devant aboutir à rassembler 120 millions de francs suisses, notamment au lancement d'emprunts obligataires.

On avait parlé tout d'abord d'un peu plus de 200 millions de francs. Alors, pourquoi 300 ? L'an dernier, au moment de la création de la S.N.M., 125 à 150 millions auraient sans doute suffi, a constaté M. Dumas, mais aujourd'hui, c'est le double qui est nécessaire, dans la mesure où l'homme d'affaires bordelais *« n'entrevoit le retour à l'équilibre de Manufrance qu'en 1983 »*. Ajoutons que 100 millions de francs devraient être consacrés au rachat des actifs de Manufrance.

M. Dumas a, en effet, confirmé que la S.N.M. rachèterait les actifs de l'ancienne société, évalués à 100 millions de francs, et que Manufrance ne posait pas un problème de fabrication, représentant 15 % du chiffre d'affaires, mais de commerce. Dans cet ordre d'idées, il envisage d'ici à trois ans le transfert de l'activité actuelle du cours Fauriel sur la zone industrielle de Molina, où est déjà implantée l'usine à paquets, où serait créée une unité de production. Il n'a pas précisé ce que deviendraient les quelque 8 hectares du siège social libérés. *« L'activité commerciale et industrielle de Manufrance est garantie dans sa totalité à Saint-Etienne et sur la zone de Molina »*, a encore répété M. Dumas.

Donc, il n'y aura ni démantèlement ni licenciement. De quoi rasséréner les mille huit cent soixante-cinq salariés de Manufrance. Mais ceux-ci, trop échaudés par le passé, demeurent sur leurs gardes. *« Il y a des points positifs ; l'argent pour relancer l'entreprise existe »*, ont reconnu les syndicats. Mais ils demeurent vigilants.

« Les investisseurs suisses que je représente n'ont pas l'intention de faire de Manufrance une tribune politique à l'occasion des élections présidentielles », a affirmé lundi M. Dumas. Il serait souhaitable et temps, en effet, que l'affaire Manufrance soit dépolitisée. On peut quand même se demander si était totalement dénuée d'arrière-pensées politiciennes — même si elle n'a pas agité lundi soir outre mesure les milieux économiques et politiques stéphanois, — la nomination de M. Tapie comme président de l'ancienne société, sur laquelle il a bâti son plan de rechange en cas de disparition de la S.N.M.

PAUL CHAPPEL.

Qui est M. Dumas ?

De notre correspondant

Bordeaux. — L'annonce que M. Dumas serait à l'origine du plan de sauvetage de Manufrance a provoqué à Bordeaux une certaine surprise. En effet si M. Dumas est bien connu, personne ne comprend qu'il puisse être l'homme d'une affaire d'une telle envergure.

Agé de trente-sept ans, M. Dumas a commencé sa carrière comme employé de banque au bas de l'échelle en 1964 et 1965. Il a fondé ensuite un cours privé de formation commerciale, le Centre d'études commerciales, qui fit faillite au bout de quatre ans. Le tribunal de commerce prononçait alors la liquidation de biens de ce centre et la faillite personnelle de son P.-D. G., qui avait alors vingt-six ans

Il aurait ensuite travaillé pendant deux ans dans un cabinet d'expertise comptable, puis est réapparu comme agent d'une certaine « Radio-Carribbean » (société radiophonique des Antilles anglaises), puis comme directeur d'une entreprise, la Development Consultant, qui avait des bureaux à Bordeaux et à Paris au 37, avenue Foch. Cette maison était spécialisée dans les conseils en gestion, la publicité, les relations publiques, et semblait s'attacher surtout à la recherche de capitaux. Il avait notamment essayé de mettre sur pied, en 1977, un service d'assistance téléphonique et de frappe du courrier. L~ Development Consultant a cessé toute activité en 1979.

Il semble qu'aujourd'hui, M. Dumas exerce dans une officine du Bouscat, dans la banlieue bordelaise. Toujours est-il qu'il est bien difficile d'obtenir des renseignements sur sa nouvelle entreprise : le cabinet Jean-Claude Dumas. Une seule certitude : deux personnes sont déclarées à l'URSSAF par ses soins, alors qu'il annonce une quinzaine d'employés. Plusieurs affaires judiciaires concernant M. Dumas sont en cours d'instruction sur plainte d'entreprises de la région bordelaise. — P. C.

A Lyon

Me Louis Chaine affirme n'avoir pas eu de contacts avec les ravisseurs de son gendre

De notre correspondant régional

Lyon. — Me Louis Chaine est sorti de sa réserve. Le beau-père de M. Bernard Galle, enlevé lundi 22 septembre à Lyon, a réuni pour la première fois, lundi 29 septembre, quelques journalistes pour corriger les « choses scandaleuses » qui, selon lui, *ont pu être dites ou écrites* sur cette affaire.

« Nous sommes une famille de la bourgeoisie lyonnaise » : le préambule est clair. Me Louis Chaine, visiblement éprouvé, parlant d'une voix à peine audible, a présenté des éléments de sa vie privée et professionnelle. De sa longue déclaration, retenons quelques éléments nouveaux : *« Mon gendre est un garçon parfait. Il n'y a jamais eu aucun problème dans nos rapports : nous attendons d'ailleurs de la chancellerie sa nomination comme associé à l'étude que je partage déjà avec Me Guy Rousseau. Sur le plan professionnel je peux affirmer que mon père, Me Jean Chaine, était plus connu que moi (...). Sur le plan politique je suis toujours resté dans la tradition démocrate-chrétienne de ma famille. Je n'ai jamais brigué d'autre mandat que celui de conseiller général et j'affirme que j'ai toujours fait la distinction entre mes fonctions professionnelles et mes fonctions politiques. »*

« Je ne suis, a-t-il poursuivi, *ni le notaire du département, ni celui des Hospices civils de Lyon dont je suis l'un des administrateurs, ni de la S.E.R.L. (Société d'équipement de la région lyonnaise) où j'occupe les mêmes fonctions. Enfin, si je représente l'une des quatre études notariales de la ville de Lyon, je ne détiens aucun mandat municipal, contrairement à ce que l'on a pu avancer de toutes parts. »*

Revenant sur les informations fantaisistes concernant le « faible » montant de la rançon exigée, Me Chaine a indiqué que la somme réclamée était « *considérable* » et qu'il devait à sa famille et à ses amis d'avoir pu réunir la rançon dont il n'a pas confirmé le montant de *5 millions* de francs couramment avancé. Concernant ses rapports avec les enquêteurs, Me Chaine, qui se sait *« protégé et surveillé »*, a conclu : *« Les impératifs de la famille et de la police ne sont pas les mêmes. Tout en comprenant bien l'intérêt général, je considère que j'ai aujourd'hui la responsabilité de la vie de mon gendre. Dans ces conditions, je conserve toutes les possibilités de négociations sans intermédiaire avec les ravisseurs. De ce côté-là, je peux simplement confirmer qu'il n'y a pas eu de nouveaux contacts autres que fantaisistes depuis le jour de l'enlèvement où nous avons reçu deux lettres manuscrites de mon gendre. »* — C. R.

A Montrouge

DEUX GENDARMES SONT TUÉS AU COURS D'UN HOLD-UP

Deux gendarmes ont été tués, mardi 30 septembre, en début d'après-midi, au cours d'une tentative de hold-up qui a eu lieu dans une banque de Montrouge (Hauts-de-Seine), la Banque populaire industrielle et commerciale, 55, avenue Aristide-Briand.

SEPT MEMBRES DE L'EX-FANE SONT ARRÊTÉS A NICE

Sept membres de la FANE, groupuscule néo-nazi dissous le 3 septembre, ont été arrêtés, ce mardi 30 septembre, à leur domicile, à Nice, par des inspecteurs de la police judiciaire. La police *pense avoir ainsi identifié* la totalité des membres de l'ex-FANE de la région niçoise. Trois d'entre eux devaient être déférés devant la justice dans l'après-midi. Ils sont soupçonnés d'être les auteurs des menaces de mort adressées récemment (*le Monde* du 5 septembre) à soixante-sept personnalités juives des Alpes-Maritimes.

UNE ÉLECTION MUNICIPALE

RHONE : Pusignan (2e tour)

Inscr., 1 051 ; vot., 521 ; suffr. expr., 496. MM. Claude Bidon, 283 voix, ELU ; Raymond Debavay, 211 ; divers, 2 voix.

Il s'agissait de pourvoir deux sièges à la suite du décès du maire Jean Brissaud et de la démission d'une conseillère municipale. M. Claude Bidon, qui l'a emporté sur son concurrent socialiste, appartient à la même liste présentée par le conseil municipal que l'élu du premier tour, M. Marc Brissaud. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants, pour 503 votants et 427 suffrages exprimés : liste présentée par le conseil municipal : MM. Brissaud, 265 voix, ELU ; Claude Bidon, 262 ; liste P.S. : MM. Conte, 127 ; Raymond Debavay, 127 ; liste P.C. : M. René Lloria, 88, Mme Jannin, 83.

● *M. Brice Lalonde*, candidat du mouvement écologiste à l'élection présidentielle, demande une réforme du mode de scrutin des sénateurs qui, actuellement, offre une *« rente de situation aux notables et au personnel politique en place »*.

● *Le comité de la région parisienne* de l'association Amitié franco-afghane (Afrane) tiendra une assemblée générale, le samedi 4 octobre, à 14 heures, salle Ageca, 177, rue de Charonne, 75011 Paris. Tél. : 370-35-67.